À la rencontre des Européens

Jean LASSALLE

À la rencontre des Européens

Jean LASSALLE

À ma famille, mon éternel soutien,

Au Comité de suivi, à la Marche Citoyenne, à mon bureau parisien et à mes stagiaires,

Au fidèle Paul-Antoine, étudiant de Sciences-Po, qui m'a accompagné dans ces douze pays tout en écrivant, nuit et jour, tout au long du périple,

À toutes les personnes déjà rencontrées, et aux prochaines à venir.

J'ai rêvé de publier cet ouvrage dès l'instant où j'ai touché le sol de France, à mon retour à Roissy.

Hélas, la rencontre des Français m'avait laissé financièrement exsangue…

J'ai choisi aujourd'hui de le publier en version numérique.

Table des matières

Préface 9
Première partie : Carnets de voyage 13
Samedi 3 et dimanche 4 mai 2014 : entre Londres et Gatwick (Angleterre). 15
Lundi 5 Mai 2014 : journée à Dublin (Irlande). 23
Mardi 6 Mai 2014 : journée à Trieste (Italie). 29
Mercredi 7 mai 2014 : journée à Ljubljana (Slovénie), puis Zagreb et Rijeka (Croatie) 35
Jeudi 8 mai 2014 : journée à L'Aquilla, Naples et dans la campagne italienne (Italie) 47
Vendredi 9 mai 2014 : journée à Prague (République Tchèque). 51
Samedi 10 mai 2014 : Journée à Prague (République Tchèque) 57
Lundi 12 mai 2014 : Journée en Navarre (Espagne). 61
Mardi 13 mai 2014 : Journée à Madrid (Espagne). 67
Mercredi 14 mai 2014 : Journée à Berlin (Allemagne). 77
Mercredi 15 mai 2014 : journée à Bucarest (Roumanie). 85
Vendredi 16 mai 2014 : Journée entre Bucarest et la campagne roumaine (Roumanie). 93
Samedi 17 mai 2014 : journée à Athènes (Grèce) 99
Dimanche 18 mai 2014 : journée à Athènes (Grèce). 111
Lundi 19 mai 2014 : journée à Berlin (Allemagne). 117
Mardi 20 mai 2014 : journée à Copenhague (Danemark) et Malmö (Suède). 123
Mercredi 21 mai 2014 : Danemark puis retour en France 129
Deuxième partie : Du désintérêt pour l'Union européenne, aux germes d'un nouveau projet 133
Introduction à la deuxième partie 135
I – L'identité européenne se perd 137
1 - Les valeurs fondatrices de l'Europe sont ébranlées 137
2 - « Unie dans la diversité » ? 138
3 - L'identité européenne 140
4- La France et ses voisins : le sentiment d'une perte de vitesse 144
5. Échanger entre Européens 147
II – La démocratie envolée 148
1 - La critique des politiques et des partis traditionnels 148
2 – L'« Europe des technocrates », à l'opposé de l'idéal européen 151
3 - La recherche d'une « alternative » 154
III - Inégalités et malaise social 158
1 - Financiarisation à outrance et domination de l'Allemagne 159
2 – La crise immobilière à travers l'Europe 160
3 - Les effets contrastés des aides européennes 161
4 - L'Europe dans la mondialisation : retrouver la prospérité 162
Conclusion : Demain en Europe 165
Documentation 171
Professions de foi 173
Résultats des élections européennes 174
Carte de la participation aux élections européennes de 2014 188
Carte du score des partis d'extrême-droite et des partis europhobes aux élections européennes de 2014 189
Institutions Européennes 190

Préface

C'est Marielle de Sarnez qui m'en donna un jour l'idée : « Ce serait formidable, me dit-elle, un jour où nous nous promenions un peu, de prolonger l'action que tu conduis à travers la France au niveau de l'Europe. » J'étais dans les derniers jours de cette marche qui me conduisit à travers notre pays, d'avril à décembre 2013, sur plus de 5 000 kilomètres et sous l'émotion, encore, de centaines de rencontres passionnantes. « Tu ne me vois quand même pas faire le tour de l'Europe à pied ? — Non, mais ce serait pas mal de rendre visite à un certain nombre de pays pendant la prochaine campagne pour les élections européennes. »

L'idée m'interpella. Je ne savais même pas encore si j'arriverais à « boucler » mon Tour de France. Mais l'idée me plut immédiatement, celle de voir ce que pensaient les peuples d'autres pays européens durant la période de la campagne électorale pour les élections européennes de mai 2014. Ce serait une démarche a priori propice à l'expression, à l'écoute et au débat d'idées. J'irais donc écouter les sentiments qui s'expriment, sentir les idées sur l'Europe et humer l'air du temps.

Au fond, le sentiment qui m'animait était celui de savoir si notre France en proie à la peur, ne croyant plus en rien ni en personne, soudain devenue très méfiante et distante à l'égard de l'Europe, constituait un cas à part. Étions-nous une fois de plus devant une exception française, celle d'un pays totalement déprimé par les crises, ne se voyant plus de futur ni de destin partagé ? Dès cet instant, je sus qu'en dépit des circonstances, des incompréhensions que mon acte susciterait, des contrariétés que j'imposerais cette fois encore à ma famille, à mes proches, à mes électeurs, je le ferai. Il le fallait.

Alors, bien évidemment, cette mission, débutée le 3 mai, ne ressemblera pas totalement à ce que nous avions imaginé alors. Marielle fut, naturellement, totalement absorbée par sa campagne si âpre et difficile. Quant à moi, je me retrouvai à une semaine de mon départ sans

grande préparation et devant un programme qui restait encore à définir. Je savais que je m'en remettrais totalement à mon intuition et au bon vouloir du hasard ou du destin.

Mon retour « au pays » et parmi les miens, après une si longue absence, me remplirent de joie pourtant. La reprise en main des dossiers les plus sensibles de ma circonscription, que j'avais suivie au jour le jour avec mes équipes, m'absorbèrent totalement dans un premier temps. Deux grandes réunions « d'après marche » à l'Assemblée nationale, auxquelles j'avais convié tous ceux qui avaient bien voulu s'intéresser et s'impliquer personnellement dans ma démarche, m'occupèrent également. Heureusement que les amis du Comité de suivi étaient là. Les mêmes allaient tenir un rôle salvateur dans la rédaction, à plusieurs mains, du compte rendu de la Marche que je tenais à publier.

Quel travail de titan, à la vérité ! Je m'étais lancé à corps perdu dans le début de la rédaction du livre que je voulais publier à l'issue des européennes du mois de mai. Je dus m'arrêter très vite. L'irruption brutale des municipales, des après-municipales, la multitude de sollicitations dont j'avais fait l'objet à l'issue de la Marche, ne m'avaient laissé aucun répit, sans compter la gestion de quelques-uns de mes dossiers les plus sensibles. La fièvre s'emparait à nouveau de quelques points chauds de ma circonscription. Le budget de l'Association des Populations des Montagnes du Monde (APMM), celui de l'Institution Patrimoniale du Haut Béarn (IPHB), me prirent à nouveau à la gorge.

Enfin, pourtant, la remise personnelle de mon rapport à Monsieur le Président de la République, le 22 avril 2014, ainsi qu'aux plus hautes autorités de l'État et à la presse, complétèrent avec bonheur un emploi du temps déjà bien chargé. Heureusement, l'Assemblée nationale avait eu la bonne idée de fermer ses portes, durant toute la durée des municipales.

J'étais donc à une semaine de ce tour d'Europe qui n'avait encore ni point de départ ni point d'arrivée. Pourtant, mon esprit n'arrivait toujours pas à se mobiliser sur cette belle affaire qui ne s'annonçait pas de tout repos. Les premiers échos faisant état d'une réorganisation territoriale de notre pays, sans la moindre concertation ni le moindre débat, me tracassaient. Quel décalage entre ce que je venais d'entendre, huit mois durant, et ce qui se préparait soudainement ! Les Français attendaient un redressement du pays, un redémarrage de son industrie, un sauvetage de son agriculture, un renouveau politique : l'écoute, la proximité, la reconnaissance du citoyen. Ils auraient finalement droit à une énième réforme, faite dans la précipitation et sans la concertation nécessaire, sonnant la fin des communes et des départements.

On allait les « vendre », soi-disant par simple souci d'économie, pour 50 milliards d'euros, alors qu'en fait, ce à quoi j'avais senti les Français les plus attachés - la proximité, l'écoute, des élus accessibles et sanctionnables, le redémarrage d'une économie solidaire prenant racine dans les territoires -, allait s'en trouver abandonné.

Bref, tout le contraire de ce que j'avais décelé de l'une des aspirations les plus profondes des Français : retrouver la confiance, reconnaître la place du « citoyen-expert », encourager le retour à une gestion et à une économie de proximité en bien commun. En fait, c'est un véritable désert livré aux herbes folles de l'oubli qu'on leur livrerait dans 10 ans. Des économies promises ? La « mort » de 500 000 bénévoles, élus au suffrage universel pour

avoir l'honneur de servir leur pays et leurs compatriotes. Qui a parlé de *Paris et du désert français*… ? Jean-François Gravier en 1947, inspirant au Général de Gaulle, la décentralisation, autrement dit la vie sur tout le territoire national. La perspective d'un tel gâchis, d'un erreur historique irréparable, m'obsédait littéralement l'esprit, m'empêchant de penser à quoique ce soit d'autre.

Plus les jours passaient, plus ma petite équipe de Paris s'impatientait. Les SMS succédaient aux coups de téléphone, inquiets. « Quand et où démarrez-vous ? Qui faut-il contacter ? Qui vous accompagnera ? » De l'autre côté, mes proches et mes amis du pays, eux non plus, ne me laissaient pas un instant de répit : « J'espère que tu ne vas pas repartir. Pourquoi faire ? Ça n'a aucun sens. Les gens ont besoin de toi ici. » Deux ou trois certitudes émergeaient du tréfonds de mes insomnies. Je devais terminer ce qui avait été commencé. M'étant fait une idée de la situation de la France, le moment était venu de la compléter par un coup de projecteur sur l'Europe.

Il fallait impérativement, compte tenu du poids exorbitant de ma Marche sur nos finances familiales, que cette nouvelle étape coûte le moins cher possible. Je devais l'accomplir comme un élu du peuple, porteur d'une parcelle de la représentation nationale. Comme durant la Marche, je devais la vivre comme un acte totalement apolitique au sens partisan du terme, mais comme l'acte le plus politique de ma vie dans l'esprit d'Athènes. Je ne devais accepter aucun concours financier extérieur, fût-il du Mouvement Démocrate européen. Je devais l'effectuer sur mon mandat de député et sur mes ressources propres. Quant à l'élaboration du programme et des rencontres, je m'en remettrais comme toujours à mon instinct.

Quelques échanges téléphoniques plus tard, et une réunion de mon Comité de suivi à l'Assemblée nationale, je sus le 29 avril que je partirais le 3 mai de Londres et que je terminerais le 21 mai, avant le début des élections européennes. Paul-Antoine Hillaert, qui m'avait accompagné de Lyon à Paris pendant la Marche en 2013, serait mon accompagnateur. Quant à mon bureau de l'Assemblée, il deviendrait ma plateforme logistique permanente.

Mon rêve était de pouvoir publier un compte rendu exhaustif quotidien sur mon blog et les réseaux sociaux. Malheureusement, dès le troisième soir, il nous fallut déchanter avec Paul-Antoine, qui ne ménageait pourtant pas sa peine. Le compte-rendu quotidien devenait un rêve impossible, avec des journées très longues, ponctuées d'échanges du matin au soir. Nous en avons par conséquent rédigé au hasard des salles d'embarquement, des déplacements en voiture, en train et en avion. Nous sommes finalement parvenus à les restituer au plus près de ce que je crois être la réalité que nous avons vécue. Après la présentation de ces comptes-rendus au jour le jour, j'en dégagerai les grandes lignes avant d'en présenter une conclusion d'ensemble qui tiendra compte de l'actualité au moment de la publication, le Brexit, entre autres, étant venu en 2016 confirmer plusieurs de mes constatations de mai 2014.

D'avance, je demande à toutes les personnes rencontrées de comprendre qu'il n'a pas été possible de tout restituer, et je remercie tous ceux et toutes celles qui ont participé, autour ce livre, à ce que mes réflexions sur l'Europe, dont nous espérons tellement mieux, soient cohérentes et utiles.

Première partie :
Carnets de voyage

Samedi 3 et dimanche 4 mai 2014 : entre Londres et Gatwick (Angleterre).

A Londres, au soleil

Le 3 mai 2014, à 22h45, j'arrive à Londres par le vol de Toulouse à l'aéroport de Gatwick. La quasi-totalité des personnes rencontrées lors de mon voyage connaissaient mon tour de France, et sont venues m'en parler spontanément. J'ai eu de nombreux échanges avec le personnel de bord et certains passagers français, dont un groupe d'une vingtaine de personnes qui m'a reconnu et qui avait déjà entendu parler de mon projet de tour de l'Europe.

Ils en comprenaient parfaitement le sens, souhaitant spontanément s'y associer par le biais des réseaux sociaux.

A mon arrivée à l'aéroport de Gatwick, Paul-Antoine vient m'accueillir. Nous nous dirigeons vers l'Hôtel Premier Inn Gatwick, un hôtel situé à proximité du terminal Sud de l'aéroport. Nous prenons rapidement possession de notre chambre, transformée séance tenante en « QG logistique » : carte de l'Europe, horaires d'avion, de trains, calcul des distances à effectuer en voiture et plan de métro à l'appui. L'équipe, fébrile quant à l'inconnu du périple, insistait depuis une semaine pour mettre sur pied les premières étapes. Mais avec l'emploi du temps de la semaine précédant notre départ, je n'avais pas eu l'esprit à planifier quoique ce soit. Maintenant que nous sommes dans le bain, nous entreprenons donc immédiatement d'articuler le « squelette » de notre parcours.

Après un court sommeil réparateur, nous reprenons nos travaux toute la matinée, avant d'échanger avec le personnel de l'hôtel. Une bonne moitié est d'origine étrangère. Indra, de Lituanie, est venue à Londres pour mieux gagner sa vie et apprendre l'anglais. La plupart des personnes nous indiquent qu'ils n'iront pas voter pour les prochaines élections européennes ; d'ailleurs, certains ne savent même pas qu'elles auront lieu. Indra présente notre initiative à ses collègues et à de nombreux clients.

Elle le fait avec tellement de cœur que plusieurs personnes viennent à notre rencontre dès le petit déjeuner : échanges de coordonnées, et de lieux où se rendre, pour rencontrer des personnes spontanément. Son collègue Alfred nous explique, avec émotion, qu'il a quitté Johannesburg (Afrique du sud) depuis 6 mois en raison du climat de violence permanent qu'il subissait. Il apprécie beaucoup la vie à Londres et n'envisage nullement de retourner pour le moment dans son pays. Il nous aidera dans la nuit à réserver nos billets de transport et nos chambres d'hôtels pour les prochains jours.

A 13 h, nous quittons l'hôtel en direction du centre de Londres, où nous avons rendez-vous avec un trader de la city. Devant la station de train de Gatwick, nous rencontrons Maria, professeur d'anglais dans le Val d'Aoste, qui attend avec une vingtaine de bagages. Je lui demande ce qu'elle fait avec tant de valises. Elle répond, essoufflée et désappointée, qu'elle est arrivée avec ses étudiants pour un stage d'anglais mais que la navette n'a pas pu prendre en même temps et les étudiants et les bagages. Les étudiants ont pris la navette, tandis que Maria veille sur leurs valises jusqu'au retour du minibus.

J'engage la conversation sur sa perception de l'Europe, elle qui est frontalière de Chamonix. Elle affirme que rester dans l'Union européenne et dans la zone euro est crucial pour l'Italie. Mais « il est nécessaire de changer rapidement les règles, car l'Allemagne profite seule et écrase les autres qui souffrent. » Elle évoque, avec regret et inquiétude, une industrie qui disparaît vite en Italie depuis quelques années, faisant croître le chômage et la précarité. Elle développe certains éléments d'explication : des taxes trop lourdes, le manque d'harmonisation européenne qui est vivement critiqué. Maria a toujours voté à gauche et se sent profondément de gauche mais elle avoue être très déçue. « Depuis 30 ans, le pays n'agit plus. » Elle ne sait pas quel serait le vote idéal, celui qui ferait avancer son pays dans l'intérêt général. « Beaucoup de politiciens sont corrompus et trop payés », dit-elle avec exaspération. « Mattéo Renzi voulait tout changer mais je pense qu'il est esclave du système européen, des banques … il a les mains liées. »

Maria pense que Beppe Grillo n'est pas la meilleure solution, mais qu'« il serait peut être en mesure de faire avancer les choses en bousculant une classe politique satisfaite d'elle-même mais totalement coupée du pays réel et qui n'a plus le moindre projet, la moindre vision d'avenir pour l'Italie ». La bureaucratie européenne lui semble trop distante : « Ils font des lois sans venir vers les citoyens. » Nous échangeons nos cordonnées mais Maria ne peut s'empêcher de soupirer encore : « Mais vous croyez qu'ils s'en rendent compte là-haut ? »

A 14 h, nous prenons le train, direction : le centre de Londres. Nous nous asseyons à côté d'une jeune femme, Tereza, puis nous entamons la discussion très rapidement. D'origine tchèque, elle a fait des études de comptabilité dans son pays. Elle était venue à Londres pour un an, comme fille au pair, puis elle est finalement restée plus que prévu, un an et demi à ce jour. Je lui demande si elle ira voter aux élections européennes. Tereza hésite puis me dit que ni elle ni ses amis n'iront voter, ne se sentant absolument pas concernés. La plupart de ses amis sont tchèques, quelques-uns sont anglais. Elle réside dans la banlieue de Londres, appréciant le côté très multiculturel de la ville et de sa périphérie. Autour d'elle, il y a beaucoup de Slovaques, de Tchèques, de Polonais, et également des Indiens. Je lui demande ce qu'elle pense des rapports politiques entre l'Union européenne et son pays. Elle paraît de nouveau hésitante, affirmant tout simplement qu'elle se sent mieux en Angleterre, avec une

ambiance plus relaxe et des gens sympathiques. Tereza revient aussitôt sur le domaine du politique, insistant sur la transparence du milieu ici alors que, dans son pays d'origine, l'opacité domine : « certains s'en mettent plein les poches ! », affirme-t-elle. Elle nous salue puis sort, deux stations avant le centre de Londres, pour se rendre chez sa famille d'accueil.

Durant le trajet, une chose nous frappe : bien que nous soyons dans l'aire urbaine de Londres, l'étalement urbain est tel que le paysage verdoyant est dominant et agréable. Cela repose. La ville verte se déploie. Arrivée dans le centre de Londres, les infrastructures neuves et relativement propres m'étonnent : les Jeux Olympiques et le prix élevé du ticket de métro y sont sans doute pour quelque chose.

*

Ahmed, jeune trader de 28 ans, vient à notre rencontre à Liverpool Street Station, près de la City. Il me reconnaît immédiatement. Originaire de Pau dans les Pyrénées-Atlantiques, c'est un ami de Clémence, ma nouvelle stagiaire à l'Assemblée nationale qui a donc mis au point le rendez-vous. Pendant plus de trois heures, nous avons visité la ville en sa compagnie et plongé « en apnée » dans le cœur de la City. Passionnant, fascinant et pourtant effrayant à la fois.

Pendant notre visite entre les tours de la City, nous croisons deux couples d'origine bretonne avec leurs enfants. Un peu perdus, ils nous demandent leur chemin. Ils sont venus passer le week-end à Londres pour découvrir la ville. L'un est informaticien dans une société d'une soixantaine de personnes, sa femme travaille dans une société de vente de camions près de Vern-sur-Seiche en Ille et Vilaine. Sa « boîte » informatique fonctionne bien, mais il y a des aléas depuis un moment : « C'est souvent très long avec les administrations ou les délais de paiement, il y a une baisse relative des commandes. » S'agissant de la vente des camions, elle reste stable mais la concurrence est très vive et ôte à l'entreprise toute marge de manœuvre. Les finances sont « à flux tendus ».

S'agissant de l'autre couple, Monsieur travaille dans le premier magazine spécialisé dans les motos vertes. Quant à sa femme, elle est fonctionnaire à la Sécurité sociale. « La moto constitue toujours une niche pour les amoureux de sport. Leur nombre reste stable en France » selon notre interlocuteur. En revanche, il a le sentiment que, même si de plus en plus de gens s'y intéressent, la pression des groupes écologistes extrêmes et la crise économique entraînent une stagnation des ventes, en même temps qu'une discrimination des motards. Sa femme évoque, très remontée contre le gouvernement français, les salaires très bas des petits fonctionnaires, inchangés depuis des années. Les dernières ponctions passent mal : « C'est toujours les mêmes qui payent. » Ils avaient tous les deux, bien en tête, mon Tour de France et ont montré beaucoup d'intérêt pour cette nouvelle initiative que constitue le Tour d'Europe pour comprendre le sentiment profond des citoyens. Ils souhaitent s'associer à la démarche et prennent soin de nous laisser leurs coordonnées. Avec l'aide précieuse d'Ahmed, nous les guidons vers l'arrêt de bus qui va leur permettre de continuer leur visite londonienne.

Nous continuons vers la Royal Bank. A la sortie, nous nous asseyons sur un banc en bois pour discuter. Alors que nous partions, deux jeunes femmes viennent prendre place, la discussion s'engage spontanément. Caroline et Céline ont fait la même école dans

l'évènementiel à Angers. La première a trouvé un travail en quelques semaines à un poste où elle peut évoluer rapidement. La seconde est en recherche d'emplois, s'estimant encore confrontée à la barrière de la langue. Elle ne souhaite pas rentrer en France avant de trouver le poste convoité. Pour l'instant, elle fait divers petits boulots qui lui permettent de subsister et d'améliorer ses connaissances linguistiques. Elles trouvent la ville très dynamique et estiment Londres « beaucoup plus ouverte qu'une ville comme Paris ».

*

Ahmed nous conduit à présent dans la très importante banque pour laquelle il travaille. Il est en confiance. Il nous livre sous le sceau d'une confidence absolue son rôle aux multiples facettes dans son établissement financier. Il est en relation permanente avec les autres banques de la City et les grandes places boursières du monde. Il nous suggère d'aller poursuivre ses explications à la terrasse d'un café.

A peine installés, un nouveau couple de Français nous accoste. Nous entamons immédiatement la discussion avec David et Marjorie qui affichent une petite trentaine. Installés à Londres depuis deux ans, ils ont trouvé du travail très rapidement, elle en à peine trois jours dans le domaine de l'art, lui en deux semaines dans l'informatique.

Puis nous poursuivrons notre échange près de deux heures avec Ahmed, une conversation très enrichissante à tout point de vue : « La plupart des traders sont des personnes qui se lèvent le matin à 6 heures. Un jour typique, je me lève à 6 heures, j'arrive au taf à 7, je prépare mes prix pour l'ouverture des marchés qui est à 8 heures. »

Je lui demande des précisions sur ces opérations financières : « Ce sont des bonds, des obligations étatiques. Je charbonne jusqu'à 17 heures, l'heure de fermeture des marchés, et entre midi et deux je vais chercher mon sandwich mais je mange sur place et après je ferme à 18 heures, donc j'ai 11 heures de travail par jour ! Non-stop, café très rapide, sandwich sur le bureau. C'est pour ça que je suis contre cette mauvaise pub sur les financiers ; c'est vrai qu'on est bien payé, je ne vais pas vous mentir. On est relativement bien payé, comparé au reste des gens mais par contre on a un risque beaucoup plus élevé que les autres. Moi, par exemple, si je fais le con dans mon taf, par exemple si je commence à perdre beaucoup trop d'argent ou à prendre beaucoup trop de risques, je me fais virer sans motif donc je n'ai pas la protection de l'emploi que tout le monde a ! Donc j'ai un risque non négligeable et en plus, si je perds de l'argent, je peux être attaqué en justice et avoir à rembourser de ma poche. Vous imaginez les sommes colossales que cela peut représenter. »

Il revient sur son parcours scolaire et professionnel antérieur : « Ça fait 5 ans que je travaille, j'ai fait une prépa HEC puis j'ai intégré l'ESC de Toulouse. Après j'ai effectué un stage à Paris à la Défense. La crise de 2008 est arrivée ; je n'ai pas pu être embauché. J'ai trouvé un service civique à l'étranger, puis ce travail à Londres à la City. On peut être fier de notre formation en France. Il y a un truc que je n'aime pas en France, c'est qu'on tape sur tout ce qui va mal ; il y des choses de bien dans l'Éducation nationale. Ce n'est pas rose partout mais on forme des gens, on forme des gens extrêmement fonctionnels, extrêmement flexibles. Il y a encore beaucoup de choses à faire, c'est sûr, mais par exemple par rapport à un Anglais, j'ai fait une prépa et une école de commerce et mon niveau en maths est à peu près similaire à

un ingénieur anglais. Et il y a des gens qui veulent casser ces classes préparatoires et moi je suis absolument contre ! Si tu n'as pas les moyens, on peut te donner les moyens, bon ça a un coût mais l'État te permet de t'élever et de te donner tous les moyens pour être compétitif au niveau international. Mon père était maçon et ma mère agent d'entretien. J'ai compris qu'avec l'école il y avait un moyen de s'en sortir. C'est pour cela que la France a un bon système d'après moi. L'ascenseur social n'est pas extrêmement développé mais il est quand même là surtout en province. En France, il existe encore des possibilités pour les jeunes qui veulent se donner la peine. C'est de plus en plus difficile. Les portes sont étroites, mais cela reste possible surtout en Province. »

« Après, il y a quand même un problème quand vous vous appelez Ahmed, je ne veux pas me victimiser en disant qu'il y a une discrimination à l'emploi parce que je n'aime pas ce mot, ce terme, mais on va dire que c'est un peu plus difficile. » Je lui demande s'il ressent la même chose en Angleterre. Il me répond : « Non, bien au contraire. A Londres, ce qui est bien, c'est qu'on donne la chance aux gens, peu importent leurs origines. On le voit au niveau des effectifs. Le drame c'est que la France nous forme mais qu'après, elle ne veut plus nous garder. Il y a énormément de Français dans la place financière anglaise. Pourquoi tous ces Français ne sont pas en France et créent des emplois en France ? C'est pour moi une véritable question et un drame. La France n'a jamais su se doter d'une grande place financière qui accentuerait considérablement son rayonnement dans le monde d'aujourd'hui. Imaginez ce que serait l'Angleterre et Londres sans la City. On peut s'insurger, crier au loup, mais la réalité est là : le pouvoir, le vrai pouvoir, est ici. La France est devenue un pays sans pouvoir. »

Je demande à Ahmed si, malgré tout, cela ne pose pas un problème que le pouvoir soit, comme il le dit, aux mains de la finance, si loin du peuple souverain, cher à notre pays. Il réagit brusquement : « Je suis un homme de gauche, toute ma famille a toujours voté à gauche. Je reste un homme de gauche, mais il faut être lucide. Le monde a changé. Le politique a perdu tout pouvoir. La seule chose dont il est capable, c'est d'entraver les choses. D'ailleurs, si cela continue ainsi en France, je suis prêt à voter pour le Front National. Vous comprendrez bien que vu mes origines, je ne sois ni raciste ni xénophobe. Mais cette classe politique, verbeuse, pusillanime, totalement déconnectée de la réalité est insupportable. Le Front National peut permettre une prise de conscience. »

Malgré le ton très amical de notre échange, je lui fais tout de même observer que j'ai du mal à suivre la totalité de son raisonnement. Il en est conscient mais il ajoute un peu fataliste : « Que voulez-vous, les choses vont ainsi aujourd'hui. Je ne suis pas persuadé qu'en accablant la finance de tous les maux, on résolve le moindre problème. » Il reprend l'explication de son rôle, de son métier. Il est calme, lucide. Il insiste sur le caractère confidentiel de notre échange. Je peux toutefois mesurer la ténacité, la formidable capacité d'adaptation, qu'il faut chaque jour à cet homme pour tenir, dans ce milieu, la très importante mission qui lui a été confié. Milieu dont je mesure à la fois la violence et la complexité.

Lorsque nous nous séparons, Ahmed nous suggère d'aller jusqu'au quartier français de South Kensington dans l'ouest de Londres. Là, nous dit-il, « de très nombreux Français seront heureux de vous présenter à des Anglais, d'autant que ce soir commence la fête des beaux

jours et du renouveau du printemps, le May Day, jour férié en Angleterre », l'équivalent du 1er mai en France.

En effet, nous ne tardons pas à en avoir la confirmation : à mesure que nous avançons dans les rues proches de l'Ambassade de France, le flot de londoniens déambulant nous absorbe. Il en sort de partout. Un sentiment de liesse populaire à venir nous saisit peu à peu. Ahmed nous avait expliqué que beaucoup de Londoniens seraient de sortie ce soir puisque peu travaillent le lendemain. Il était 19h, à la nuit tombante : « Monsieur le député qui marche ! Incroyable, mais que faites-vous là ? » Cette voix spontanée et tonitruante m'interpelle. Il y a bien de nombreux Français ici.

Jacques et Mireille ont emménagé dans une superbe maisonnette, non loin de là, il y a un dizaine d'années. En France, ils ont perdu tous deux leur travail, et ont décidé de rejoindre la sœur de Mireille qui habite là depuis sa prime jeunesse. Mireille a trouvé immédiatement du travail comme serveuse dans un grand restaurant français ; quant à Jacques, il est devenu agent d'entretien. Il nous conseille de prendre rapidement place dans le pub où ils semblent avoir leurs habitudes, avant que toutes les places assises soient prises d'assaut. Un écran géant diffuse un match de football.

Nous sommes bientôt rejoints par Teddy, sa femme Rosy et leurs trois filles qui ont entre 20 et 25 ans. Après quelques présentations, je les questionne sur leur perception de l'Europe. Teddy rentre immédiatement en fureur. Ne parlant pas l'anglais, Paul-Antoine me glisse à l'oreille, comme si je ne l'avais pas perçu, qu'il n'est pas content de l'Europe. Traductions faites dans un calme restauré, j'apprends qu'il travaillait dans l'aluminium du coté de Manchester dont il soutient d'ailleurs passionnément les Reds, qui sont restés manifestement pour lui une de ses rares raisons de vivre, tellement la vie le désespère par ailleurs.

Il n'a plus jamais trouvé de travail, sa femme Rosy fait du ménage, ils éprouvent donc les pires difficultés à payer les études à leurs trois filles. « L'Europe nous a envahis de Tchèques, de Polonais et de Slovènes … Il n'y a plus de place en Angleterre pour les Anglais. Vivement le référendum pour quitter cet ensemble diabolique qui détruit jour après jour l'empire de l'Union Jack ! » Sa femme n'en pense pas moins. Tout comme ses trois filles qui affirment dans un même élan qu'elles iront voter pour l'UKIP, l'United Kingdom Independance Party, eurosceptique et anti-immigration.

A la sortie du bar, nous entamons la discussion avec Jamie, la cinquantaine, ingénieur dans les télécommunications qui emporte l'adhésion momentanée de tous ses compatriotes lorsqu'il affirme fièrement que les Jeux Olympiques ont littéralement dopé Londres et toute l'Angleterre. Il estime que les moyens de transport et de communication londoniens sont les plus modernes du monde. Même les quartiers défavorisés ont été réhabilités il y a une dizaine d'années. Londres s'est gentrifiée et elle a pris vingt ans d'avance sur Paris et Berlin. Je regarde du coin de l'œil Paul-Antoine qui a de plus en plus de mal à suivre le flux tendu de nos échanges dans un arrière fond sonore assourdissant.

*

Nous reprenons chemin et de pub en pub, nous vérifions que l'euroscepticisme de nos amis anglais n'est pas un vain mot. Tour à tour et au hasard des rencontres, Bill, Jennifer,

Sophie et Jessica, des trentenaires venus passer la soirée, ne trouvent pas de mots assez durs pour flétrir l'euro auquel ils n'adhéreront jamais. Ils décrivent Bruxelles comme « un ensemble soviétique ». Un homme se joint à la conversation, ancien para des Malouines, il est catégorique : « A cause de cette maudite Europe, l'Allemagne vaincue de 1945 a de nouveau repris son orgueilleuse hégémonie sur le territoire européen, et encore une fois avec l'appui de la France. »

Ambiance ! Nous échangeons quelques temps puis nous allons regagner le métro quand nous rencontrons Mary, qui parle parfaitement français : « L'Europe, c'est la paix. L'Europe, c'est l'avenir des jeunes. » Elle et toute sa famille iront voter pour la liste travailliste le 22 mai prochain.

Lorsque nous retrouvons le métro vers Victoria Station pour prendre une correspondance vers Gatwick, il est déjà 22h30. La journée est passée à une vive allure ! Nous sommes guidés par trois Mexicains à qui nous demandons notre chemin et qui prennent par hasard le même train pour seulement un arrêt. J'engage la conversation en espagnol. Ma langue maternelle est le béarnais que parlaient mes deux parents. Mon père, berger dans les montagnes pyrénéennes, côtoyait beaucoup de ses congénères espagnols et cette si belle langue fut la deuxième que j'appris, avant même le français. L'échange en fut largement facilité !

Ils sont arrivés à Londres il y a un peu plus de deux ans. Omar et Sylvia ont été récemment rejoints par la sœur de cette dernière, qui envisage de s'y installer durablement. Omar travaille dans l'évènementiel où il a monté sa propre société. Sa femme importe et vend des biens de consommation mexicains. Ils estiment qu'ils ont une très bonne situation et n'envisagent donc plus de quitter Londres, une ville qu'ils trouvent « sûre, propre, et bénéficiant d'un système administratif et financier favorable ». Ils m'ont dit avoir choisi Londres, bien qu'ils aient été fascinés par Paris, parce que la Grande Bretagne leur paraissait beaucoup plus « ouverte à la différence, moins discriminante, multiculturelle, et surtout bien plus optimiste que la France ». Ils font partie d'une communauté mexicaine de plus de 7 000 personnes qui, selon eux, n'a pas connu dans son ensemble de problème d'intégration. Ils ont des relations très étroites avec les Anglais et les autres communautés étrangères qui « sont pour la plupart très actives et vivent en bonne intelligence ». L'Europe leur apparaît comme une « idée généreuse » mais trop bureaucratisée et complexe. Ils estiment que les Anglais en général y portent peu d'intérêt.

Dans le train entre Victoria Station et Gatwick, nous rencontrons Sophie. Je lui demande si elle étudie et dans quel domaine. C'est une jeune lycéenne de 17 ans habitant dans la banlieue de Londres. Selon elle, l'Europe est une bonne chose mais « les bureaucrates sont coupés des personnes d'en bas ». Je lui demande si elle serait allée voter si elle avait eu 18 ans. Souriant, elle me concède qu'au final, elle n'aurait pas eu envie de se déplacer et m'assure que la majorité de ses amis auraient agi de la même manière.

Un changement de train nous permet de rencontrer Lori, une coiffeuse anglaise, tenant sa chienne dans les bras. Elle ne croit pas en la politique et refuse même de voter à chaque élection. Pour elle, cela ne changerait pas grand-chose.

Arrivés à Gatwick, déjà !, nous prenons la navette entre les deux terminaux de Gatwick accompagnés de trois Suisses : un jeune couple et la maman du jeune homme, originaires de Lausanne. Lui est ingénieur. Leur vision de l'Europe est sans appel : « les Suisses n'ont pas d'avantage à rentrer dans l'Union européenne actuellement. Ils y perdraient. » Ils admettent toutefois que l'Europe est une bonne chose et l'un d'eux ajoute : « Qui sait, si un jour la construction européenne devient plus intégrée, plus forte et cohérente, la Suisse pourrait la rejoindre. » Nous échangeons longuement sur le système de la votation et sur le rejet des travailleurs étrangers lors d'une dernière votation. Ils me proposent de m'envoyer un avis plus détaillé de leurs visions de l'Europe.

Il va être minuit, nous rentrons à notre QG provisoire afin de faire le point sur l'itinéraire des prochains jours et pour écrire le premier compte rendu de ce tour d'Europe. Pas question de perdre les échanges fructueux de cette folle journée entre l'Inner de Londres et Gatwick.

Lundi 5 Mai 2014 : journée à Dublin (Irlande).

A Dublin, "attention travaux"

Ce lundi matin à 6h30, nous nous rendons à l'aéroport proche de Gatwick afin d'embarquer vers Dublin. Le vol est à 9h25. Nous prenons le temps d'un petit déjeuner et échangeons avec le personnel du café où nous nous sommes installés.

Je questionne Mary, pendant qu'elle prend nos commandes et nous les apporte, ne voulant pas la mettre dans l'embarras vis-à-vis des autres clients. Elle nous accorde quelques minutes.

De nationalité anglaise, Mary est très critique vis-à-vis des politiques. Selon elle, c'est un milieu globalement corrompu, qui pense surtout à ses proches et à ses intérêts personnels. Pour ce qui est de l'Europe, le commentaire est encore plus accablant. Elle ne pense pas que les Anglais aient beaucoup à gagner avec l'Union Européenne et la monnaie unique. Mary nous signifie qu'elle doit retourner au travail, je la remercie et en sortant, je laisse mes coordonnées à elle et ses collègues qui me regardent amusés et intrigués.

Dès notre arrivée à l'hôtel de Dublin, Paul-Antoine et moi-même appelons l'équipe qui nous aide à mettre sur pieds ce périple : le bureau de l'Assemblée nationale et les membres du comité de suivi de la Marche qui est toujours en service. Nous nous coordonnons ainsi en permanence.

Je profite également de l'heure de midi pour traiter quelques dossiers avec ma permanence d'Oloron et mon adjointe à la mairie de Lourdios-Ichère, Marthe. J'honore également un entretien téléphonique avec une jeune étudiante en première année à Sciences Po Bordeaux qui travaille sur la notion d'engagement en politique. Puis pour finir la

séquence, je fais rapidement le point avec Averill sur la situation de l'APMM (Association des Populations des Montagnes du Monde) et sur l'avancement des dossiers en cours : mon possible déplacement à Cusco, au Pérou, les 23 et 24 mai prochains, où ma présence est très vivement souhaitée. Je lui indique que cela m'est très difficile parce que je terminerai à peine mon périple européen. Je ne tiens pas non plus à donner l'impression d'être quelqu'un qui se déplace trop et qui se disperse.

A 15h00, l'ensemble des coups de fils les plus urgents sont passés. Nous nous dirigeons vers l'arrêt de bus le plus proche. Nous prenons un bus à double étage et nous grimpons au-dessus du chauffeur pour profiter de la vue. Le voyage jusqu'au centre-ville dure trente minutes, ce qui nous permet de discuter avec notre voisine d'origine russe. Femme de ménage, elle vit dans la banlieue de Dublin. Elle est venue il y a de cela vingt ans alors qu'elle ne parlait pas l'anglais. Les pays anglo-saxons constituaient un symbole pour elle et, en côtoyant la population autochtone, elle s'est intégrée progressivement. Mais elle ne se sent pas pour autant intégrée et concernée par l'Union européenne. Tout en discutant, nous remarquons de nombreuses pancartes pour les élections européennes, presque à chaque poteau électrique et lampadaire. Avant de sortir du bus, notre interlocutrice nous indique le chemin vers la pépinière de sièges sociaux qui se concentrent sur le sol irlandais, dans un nouveau quartier de Dublin.

*

Après avoir admiré la sculpture la plus haute du monde, *The Spire of Dublin*, véritable aiguille culminant à 120 m au-dessus du sol, nous traversons un pont vers la partie sud de la ville. J'aperçois un attroupement d'une trentaine de personnes dépliant de petits drapeaux noirs. Ils semblent s'installer sur ce pont, l'un des points névralgiques de la circulation entre les deux rives. Je questionne un homme d'une cinquantaine d'année, Malachy, pendant que les petits drapeaux noirs commencent à fleurir dans les mains des personnes qui nous entourent.

Il m'explique qu'ils sont venus commémorer le 33ème anniversaire de la mort d'une figure emblématique en Irlande : Bobby Sands. Ce dernier a déclenché un mouvement de grève de la faim dans les prisons irlandaises en 1981. Il résista soixante-six jours durant, jusqu'à ce jour du 5 mai 1981. Ils seront neuf autres à décéder lors de ce mouvement de grève de la faim. Le drapeau irlandais flotte au milieu de ces masses de drapeaux noirs. Ce rassemblement me parle spontanément car, comme tous ceux de mon époque, j'ai été très marqué par la tragédie irlandaise. Puis me revient en mémoire et à l'esprit ma propre grève de la faim, entamée quelques années après la leur.

Nous échangeons pendant près de quarante-cinq minutes avec eux. Je leur explique mon parcours, mes combats et peu à peu la discussion devient très amicale. Malachy nous apprend, avec enthousiasme, qu'il est candidat aux élections locales à Dublin sur une liste indépendante. Il pense que la participation aux élections européennes devrait être élevée puisque elles ont lieu le même jour que les élections locales : « une bonne raison de se déplacer ». Il nous dit que l'Europe est une très bonne chose, que « ses fondements doivent être renforcés, car l'Europe c'est avant tout la paix entre les peuples ». Mais il critique, avec virulence, les derniers traités européens, notamment celui de Lisbonne qui donne bien trop

d'importance à la Commission et aux gouvernements nationaux. Il estime que ceux qui nous gouvernent et prennent les décisions au nom des Européens ne sont pas élus directement par eux. Il pousse son raisonnement en se demandant si l'Union européenne peut être qualifiée de « démocratie ». Songeur, il en vient même à se demander « si ce n'est pas l'union soviétique mais sans les chars ». Il est particulièrement excédé par « le plan d'austérité imposé à [s]on pays sans aucune discussion possible et sans aucun résultat tangible enregistré pour les classes populaires et l'Irlande en général ». Selon lui, le taux de chômage reste toujours au niveau de 16 % puis il ajoute : « Seules les banques semblent avoir tiré leurs épingles du jeu. »

D'autres manifestants se rapprochant, nous ouvrons le cercle de la discussion. De l'avis de tous, le Parlement européen a un pouvoir bien trop faible. Ils sont convaincus que la place du citoyen doit être considérablement renforcée dans les institutions. Ils sont également unanimes pour qualifier le redressement de « fragile ». Depuis de nombreuses années, les Irlandais ont le sentiment d'avoir fait de nombreux sacrifices, imposés notamment par la Troïka : FMI, BCE, Commission. Selon eux, le peuple irlandais « a subi beaucoup de dommages, les prestations sociales ont diminué » et la reprise est trop légère et surtout localisée dans le secteur des services au point que « tout le reste du tissu économique en dépend ». Ils n'ont plus d'industrie et évoquent une « agriculture très fragilisée ».

Je leur propose de faire une photo, ce qu'ils acceptent chaleureusement. Nous prenons ensemble les drapeaux, main dans la main.

*

Après cet échange touchant et très enrichissant, nous quittons ce pont pour nous rendre aux docks. Croisant deux jeunes femmes qui nous demandent du feu, nous entamons spontanément la discussion. Elles sont toutes deux étudiantes en littérature anglaise, Kim est originaire de Thessalonique en Grèce et Giovanna vient de Sicile. Elles sont très heureuses d'être en Irlande pour étudier et ont beaucoup d'amis irlandais mais également étrangers. Elles apprécient l'ouverture d'esprit de la population irlandaise.

Cherchant à nous rendre au siège social de Google, nous demandons notre chemin. Par chance nous croisons Joe, irlandais, qui habite à deux rues de notre destination. Il nous rassure en notant notre bon sens de l'orientation. Je le questionne sur la vie de ce quartier avec la présence de tant de grandes firmes internationales. Il m'assure que le climat est détendu, et que les personnes qui y travaillent sont de multiples nationalités. A ce moment, un homme d'une trentaine d'année m'apostrophe : « Monsieur Lassalle ? » Il n'en est pas certain. Je lui confirme que je suis bien moi.

Nous remercions Joe de nous avoir orientés, puis nous faisons la connaissance de Julien, Français installé depuis peu à Dublin qui travaille justement pour Google dans la filière marketing publicitaire. Je lui demande s'il peut guider notre visite mais il m'indique qu'il est sur le chemin du retour et qu'il doit bientôt rentrer.

Nous décidons donc de marcher vers Temple Bar, un des quartiers les plus animés de Dublin, où nous nous arrêterons dans un pub traditionnel. Cadre supérieur chez Google, il commence à parler passionnément de son entreprise. Le siège social de Dublin couvre l'ensemble de la zone Europe, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Manifestement, il porte

un grand intérêt à notre démarche puis ne semble plus pressé, écoutant avec attention et questionnement. Avant de rentrer chez Google, il était web-développeur chez Auchan. Il est très fier de sa promotion chèrement acquise. Il fait toutefois observer avec insistance que plus de la moitié des postes créés chez Google et les nouvelles entreprises de cette zone franche ne sont tenus qu'à moins de 50% par des Irlandais. Cela crée un « traumatisme » dans l'opinion, regrette-t-il.

Puis il évoque le projet d'investissement important annoncé récemment par Google qui ne créera qu'une soixantaine d'emplois pérennes. Il en serait de même chez Microsoft, également implantée non loin de là. Très peu d'emplois iront là aussi aux Irlandais. Il ne souhaite pas trop rentrer dans les détails de sa mission. Sur un plan plus général, lui aussi est persuadé que le peuple irlandais a consenti des efforts considérables pour un bien faible résultat. Le taux de chômage reste toujours aussi élevé. Il ne voit pas de création d'activités nouvelles. Il a le sentiment que les Irlandais, très fiers de leur identité, vivent très mal leur dépendance à l'Union européenne. Il est également persuadé que compte tenu des élections locales, le taux de participation au vote européen sera bien plus élevé que dans d'autres pays.

*

Soudain, j'entends mon nom prononcé d'une table voisine. Un homme d'une trentaine d'années s'avance vers nous et dit : « Je suis très heureux de vous rencontrer ici, Monsieur le député. » Alexandre, militant socialiste, est un ancien collaborateur au sein du cabinet de l'ancien maire de Toulouse, Pierre Cohen. Il boit un verre à une table adjacente et nous invite cordialement à rejoindre son petit groupe. Nous rejoignons sa table, où il est accompagné de sa sœur Marie, en séjour Erasmus, et de deux autres jeunes filles italiennes également étudiantes à Dublin, Giulia et Valérie. Elles ont toutes les trois 22 ans et apprécient beaucoup la ville et le pays : « Ici les gens sont calmes, et puis le pays est très beau. » Elles nous racontent les escapades à vélo, les journées proches des lacs du Connemara. Je les interroge ensuite sur leurs perceptions de la situation irlandaise. Leurs sentiments viennent corroborer les précédents témoignages. Les jeunes italiennes ne voteront pas et estiment que beaucoup de jeunes de leurs entourages feront de même.

Paul-Antoine me signale que je suis l'invité de France Info pour le journal du soir et que l'interview démarre au dehors dans cinq minutes. Je sors du pub, m'engouffre dans une ruelle sous une légère bruine afin de trouver un calme tout relatif avec des groupes de personnes qui passent de temps à autres à mes côtés. Une fois l'interview réalisée, je reviens vers Paul-Antoine et Alexandre qui m'attendent un peu plus loin : ils parlent à un couple et à leur fille, des Angevins. Lui travaille dans une boite hollandaise à l'import-export et il est venu à Dublin pour améliorer son anglais pendant un mois. Sa femme travaille comme comptable au théâtre d'Angers et leur fille est en troisième au collège. Elles sont venues le retrouver pour une petite semaine et profiter par là-même de la fête du printemps. Je leur explique ma démarche, qu'ils soutiennent immédiatement en voulant s'y associer. Ils sont quant à eux des européens convaincus.

De retour à l'intérieur du pub, nous décidons de rester pour y dîner, la conversation se fait plus légère. C'est un très bel établissement où l'on mange très bien pour un prix très abordable. Alexandre et ses amis souhaitent également rejoindre et faire connaître ma

démarche. Paul-Antoine et moi prenons congé et retournons sur nos pas vers le siège social de Google que nous prenons en photo. Il pleut plus fort, et il est déjà minuit. Nous devons nous lever à 5h00 pour prendre la direction de Trieste. Nous hélons un taxi qui nous ramène à l'hôtel. Le chauffeur est lui aussi fort pessimiste sur l'avenir de son pays. Au moment de le payer, il se retourne vers nous et nous déclare dans un français approximatif mais passionné : « Curieuse Europe. Elle semble bien une réalité en considérant l'incroyable brassage des populations qu'elle permet. Mais les citoyens ne se sentent pas concernés. Pire, ils la rejettent. Les plus jeunes, ceux qui se déplacent le plus, refusent ou oublient de voter. » Il nous observe un court instant et conclut : « Moi aussi je vais oublier. »

Mardi 6 Mai 2014 : journée à Trieste (Italie).

En Italie, la convivialité d'abord

Nous prenons l'avion de 7h20 pour nous rendre en Italie, à Trieste. Il y a peu de connexions directes entre Dublin et le nord-est de l'Italie. Ce vol nous emmène donc à Venise où nous retrouvons à 11h00 un de mes amis venu en voiture nous aider : Alain Sanz, Maire de Rebenacq. C'est un vieux compagnon de route. Il vient de réaliser un exploit : il est parti de chez lui, où ma femme Pascale et mon adjointe Marthe lui ont amené ma voiture.

Il est donc parti la veille à 21h00 de son village, et quatorze heures plus tard, il était là pour nous accueillir à notre descente d'avion.

Pendant le vol, nous avions discuté avec la passagère la plus proche. Elle est américaine et était en transit à Dublin. Elle se rend en Italie du Nord rejoindre pour deux semaines son mari qui est en Italie pour raison professionnelle. Elle finit actuellement des études de droit à Boston. En sa qualité de juriste américaine, je lui demande ce qu'elle pense de la structure politique de la construction européenne. Elle m'assure ne pas être spécialiste, mais s'être déjà penchée sur la question. Elle adhère au projet et admire la diversité des pays européens, mais elle trouve que le système institutionnel est complexe et que les rôles et responsabilités ne sont pas bien délimités.

Lorsque nous atterrissons à l'aéroport de Venise, nous admirons la cité de la lagune : l'eau est peu profonde, et assez claire, nous en voyons le fond. Des balises flottant sur l'eau nous indiquent pour certaines les conduits d'eau potable et les réseaux d'électricité qui doivent transiter vers Venise, pour d'autres, les autoroutes qui relient le continent à la vieille cité vénitienne. Magnifique carte postale de l'Italie. Arrivés à l'aéroport, nous discutons avec quatre religieuses italiennes qui reviennent d'un voyage à Dublin et qui avaient pris place dans le même vol. Je leur demande si elles iront voter aux élections européennes : elles

m'affirment qu'elles se rendront aux urnes, mais ne savent pas vraiment pour qui voter et s'interrogent : « Quels partis agissent vraiment dans l'intérêt des citoyens ? » Alain, lui, nous attend à la sortie.

*

Me voilà de nouveau dans ma voiture. Paul-Antoine a pris le volant, oubliant lui aussi qu'il était quelques heures auparavant dans un pub de Dublin. En chemin vers Trieste, nous admirons la merveilleuse campagne italienne et les longues plaines vénitiennes amoureusement cultivées d'orge, de blé et de colza. Çà et là, quelques vignes religieusement tenues. Seule ombre au tableau, l'interminable muraille d'acier en forme de cohorte de poids lourds sur cette voie stratégique est-ouest reliant les Alpes à l'Adriatique. Il me semble, et ce n'est pas peu dire, qu'ils sont encore plus nombreux que chez nous. Nous abordons la côte adriatique. Il fait beau. Nous en prenons plein les mirettes. À quelques kilomètres de Trieste, nous nous arrêtons sur une corniche. Le paysage a changé, la végétation aussi, les collines se font plus sévères. De lourds bateaux de marchandises et des chalands croisent sur l'Adriatique. Au loin, la baie de Trieste offre une perspective enchanteresse. Plus haut, Trieste l'historique s'offre à nous, surplombée par ses forteresses.

Nous nous arrêtons dans le centre-ville, à la recherche d'une liaison internet. Il est 12h30 et notre décision n'est pas encore tout à fait arrêtée. Passer la nuit à Trieste après notre rendez-vous, ou continuer dans la nuit en direction de la Slovénie toute proche. Nous sommes maintenant branchés et faisons le point avec Michael et Clémence au bureau parisien. Un sdf-artiste nous a rejoint et nous côtoie désormais comme s'il était le dernier de la famille.

Rapide comme l'éclair, ma stagiaire Clémence nous a « dégoté » une chambre à trois lits pour 100 euros à l'hôtel Roma situé à moins d'un kilomètre du lieu où nous nous trouvons, c'est-à-dire en plein centre-ville. Malgré le prix, l'hôtel deux étoiles est d'excellente facture et la chambre fort spacieuse et remarquablement équipée. Le temps d'allumer la télévision pour vérifier si elle fonctionne, nous tombons sur un débat mettant aux prises une demi-douzaine d'amis transalpins. Sujet : « la campagne électorale des prochaines élections européennes ». Les arguments échangés nous rappellent étrangement ceux échangés sur nos télévisions. En gros tout le monde est pour, tout le monde considère qu'elle fonctionne très mal, seul un des protagonistes s'efforce d'expliquer qu'il est furieusement contre. Fin de l'émission.

Je fais le point au téléphone avec ma permanence, et aussitôt terminé, l'estomac nous rappelle à la raison. Christina, la patronne de l'établissement, fournit à Paul-Antoine l'adresse d'un kebab-pizzeria à deux cents mètres. Nous avons très bien mangé pour dix-huit euros. J'entreprends une sieste récupératrice tout comme Alain, foudroyé lui aussi, aussi vite qu'il a foudroyé dans la nuit les 1 400 km reliant le Béarn à Venise.

L'inusable Paul-Antoine communique les photos et met la dernière main au compte-rendu de Dublin. À 16h00, nous sommes au café Saint Marco, via Cesare Battisti, remarquable établissement, qui présente la singularité d'être à la foi bibliothèque d'envergure et café restaurant de charme. Andrea, un homme d'une petite trentaine d'années, est accompagné d'Angelina, une alsacienne arrivée depuis mars dernier parce qu'elle ne trouvait pas de travail en France. Elle a un master d'italien. Elle avait la vocation pour enseigner mais

elle n'a pas réussi le concours final. Après avoir enchainé les petits boulots, elle est venue en Italie car elle pense que ce n'est « pas pire en Italie du Nord qu'en Alsace ». Elle est toujours en recherche d'emploi.

Puis Andrea nous explique comment il s'est rapproché du Mouvement Cinq Etoiles. Il commence par nous raconter la naissance de ce mouvement politique. Meetup, une plateforme online d'échange a permis aux soutiens locaux de Beppe Grillo de s'organiser pour lutter dans un premier temps contre les parlementaires condamnés par la Justice et qui continuaient de siéger impunément au Parlement italien. Une initiative citoyenne avait été menée, traduite en loi contre ces excès. Cependant, juste après que la loi entra en vigueur, Andrea nous explique qu'elle fut contournée par les députés en question. Ce fut là le lancement du mouvement qui, créé en 2006 à partir d'internet, a recueilli aux dernières élections législatives près de 25% des voix. Bien que ce score en ait fait le premier parti d'Italie devant les partis traditionnels de droite comme de gauche, ils n'ont pu accéder au gouvernement. Andrea précise qu'ils ne souhaitent pas marchander leurs principes, leurs valeurs, leurs projets. Ils n'ont pas accepté d'alliance en vue de former une coalition pour arriver au pouvoir, car leur démarche n'est pas basée sur la stratégie électorale pure.

Pour Andrea et son mouvement, la politique doit être un acte volontaire, non une profession ad vitam aeternam. Selon lui, la droite et la gauche ont pactisé afin de barrer la route au Mouvement Cinq Etoiles et ils ont alors propulsé Mattéo Renzi au pouvoir. Puis Andrea développe un argumentaire sur le mode de choix des candidats qui constitue, à ses yeux, « l'un des plus démocratiques au monde ». Tout citoyen peut présenter sa candidature lors de primaires sur internet s'il respecte trois conditions nécessaires : il doit accepter le principe de ne pas faire plus de deux mandats, ne pas détenir une carte d'un autre parti et ne pas avoir de casier judiciaire. Andrea précise qu'en Italie c'est le mouvement qui compte le plus de femmes et qui a la moyenne d'âge la plus jeune (entre 30 et 40 ans). La désignation des candidats officiels se fait par un vote sur internet.

Andrea, qui parle parfaitement français, a étudié à Naples, Aix en Provence et aujourd'hui à Trieste. Il a fait connaissance dès 2006 avec Beppe Grillo qui l'avait soutenu pour une pétition qu'il avait lancée. Depuis, il entretient de bons contacts et s'est engagé plus encore depuis le lancement officiel du mouvement en 2011. Ce mouvement compte 160 élus dans les deux chambres du Parlement sur 900 élus, dont 120 députés. Les cinq étoiles du mouvement représentent les grands objectifs affichés par leurs candidats : l'accès aux transports durables, l'accès à l'eau publique, le développement, l'environnement et la connectivité. Le dernier élément me surprend. Il m'explique que seul 50 % des Italiens ont accès à internet, ce qui place l'Italie à l'un des niveaux de connexion les plus bas du monde. Ils en tirent les conséquences suivantes. Lui qui a étudié en France, se rappelle alors que beaucoup lui demandaient pourquoi Berlusconi, avec tant de casseroles derrière lui, était constamment réélu par les Italiens. Il précise que la population italienne ne dispose pas d'informations très diversifiées, avec des médias détenus soit par la famille de Berlusconi soit par le gouvernement italien qui n'a aucun intérêt à ce que la population se réveille.

Le Mouvement Cinq Etoiles, très présent sur la toile, entend « libérer l'information pour que le citoyen italien puisse se faire sa propre opinion, en ayant des points de vue différents ». Le personnel du café San Marco, intrigué, vient nous apporter nos rafraîchissements. Face au

regard curieux du serveur, je lui dis que je suis député français. Il ne me croit pas : je lui montre mon badge officiel. Le serveur me demande spontanément ce que je fais en Italie. Je lui explique ma démarche alors que mes amis commencent à siroter leurs jus. Puis il repart afin de servir de nouveaux clients qui viennent d'arriver à une table voisine.

Je me tourne vers Andrea et Angelina et leur demande comment se passent les élections européennes en Italie. Ils me répondent que les Italiens ont le sentiment d'avoir toute la pression de l'Allemagne sur leurs épaules. Selon lui, les Italiens sont très critiques vis-à-vis du spread de crédit, c'est-à-dire le différentiel du taux auquel l'État emprunte sur les marchés financiers. L'image de l'Europe est évidemment ternie par la crise économique et financière que traverse l'Italie. Le Mouvement Cinq Etoiles tente de remettre la question européenne au cœur des débats. Andrea rappelle alors, avec agacement, que Beppe Grillo et son parti son souvent taxés de verser dans le populisme : « Tout ce qui est hors système devient populiste ! » Andrea exprime sa défiance à l'égard des hommes politiques traditionnels : certains ont fauté, mais ils restent en place, souvent aux mêmes postes : « Ils s'accrochent au pouvoir sur lequel ils ont la main mise. » Le Mouvement Cinq Etoiles espère obtenir au moins vingt eurodéputés sur les soixante-quatorze sièges italiens.

Andrea me dit qu'en Italie, les gens attendent toujours qu'un leader vienne d'en haut afin de débloquer la situation : « Mais Beppe Grillo n'est pas celui-là : il n'est pas candidat, il met son image et sa notoriété à disposition de jeunes et honnêtes candidats. Il souhaite que les citoyens comprennent qu'ils doivent être pleinement acteurs de la société. »

Je lui demande comment ils gèrent leur mouvement et surtout les réseaux sociaux qui les ont fait connaitre si bien : « Seules 5 à 6 personnes gèrent le site internet du mouvement », m'assure-t-il. Le mouvement est d'ailleurs financé par ses membres et ne veut pas recevoir de dotation publique. Les députés et élus locaux reversent une partie de leurs indemnités afin de constituer un fond, les campagnes électorales sont financées par des dons. Il m'assure que l'argent ne doit pas être au centre de la politique. « Les autres partis politiques tentent de les imiter », me dit-il, mais il ironise en disant que « les citoyens préfèrent toujours l'original à la pâle copie ». Je l'interroge sur les moyens de donner de nouveau l'envie aux citoyens de faire avancer le projet européen. Il pense qu'il est absolument nécessaire de refonder l'Europe sur une base sociale sans un nivellement par le bas puis ajoute : « Il faut prendre les meilleurs exemples dans chaque pays et favoriser la fraternité des peuples européens. »

*

Après cette discussion intense avec ce couple passionnant, nous n'ignorons plus grand-chose du mouvement de Beppe Grillo, dont nous entendons décidemment parler sur tous nos lieux d'échange. Il semble avoir, dans l'imaginaire collectif, damé le pion à Dany le Rouge et ses Verts.

Il tient tous ses meetings en plein air, dans des jardins ou sur des places publiques. Andrea nous invite d'ailleurs à aller le rencontrer le 8 mai au soir, à Naples, où il a ses attaches et où il tiendrait l'un de ses plus grands meetings de campagne. À Paris, Michael partage d'ailleurs cet avis, lui qui nous a recommandé depuis notre départ d'assister à ce type de réunion d'un caractère à la fois très ancien et nouveau. Sur la route, il nous conseille de

nous arrêter dans la tristement célèbre cité antique de L'Aquilla, « symbole de misère et de corruption moderne en Italie ».

J'ai effectivement envie d'en savoir un peu plus sur ce fameux Beppe Grillo et son mouvement dont j'ai entendu parler partout depuis le début de mon périple. Tous ceux qui m'en ont parlé l'ont fait de manière positive, sentiment que je n'avais jamais cru déceler dans l'opinion française. Je raccompagnais Andrea, lorsque je me fis interpeller en italien, par une voix chaleureuse provenant d'une table voisine. C'est un homme d'une bonne soixantaine d'années qui prend l'apéro avec trois autres comparses. Mes connaissances en italien sont ainsi prises à froid et ne me permettent pas de comprendre ce qu'il me dit. J'appelle Paul-Antoine au secours qui traduit spontanément. « Je vous observe depuis deux bonnes heures, qu'est-ce que vous avez parlé sérieux, vous avez l'air d'un ministre, et je voulais savoir qui vous étiez ? » Je suis ainsi invité à m'asseoir à leurs côtés, et à partager leur breuvage. Je leur demande s'ils sont tous d'origine italienne. L'un me répond : « Non, nous sommes tous mixés ! »

Giulio est retraité de l'import-export. Il a connu une trentaine d'années extrêmement fructueuses pour lui, les affaires et pour l'Italie. Je ne réussirai pas à savoir ce qu'il importait, pas plus que ce qu'il exportait. Mais son verdict tombe sans appel : « C'était il y a dix ans, c'était il y a un siècle ! L'Italie était un grand pays. On pouvait faire de l'argent honnêtement. Aujourd'hui tout est fini, je passe mon temps à payer taxes et impôts, plus personne ne se lance dans les affaires, et le pays s'enfonce. »

Il me présente Sergio, ancien professeur d'histoire dans un des lycées de Trieste. Il estime qu'on n'enseigne plus et que nous ne connaissons plus suffisamment l'histoire qui pourtant « relate comme un miroir l'avenir ».

Le troisième, Fabio, a été lui aussi dans l'import-export, à un poste moins important que son ami mais il est tout aussi discret sur ses affaires.

Enfin, Rado, le boute-en-train de la bande, de forte corpulence, dissimulant à peine sa forte personnalité, fut infirmier à l'hôpital Lariboisière dans le dixième arrondissement parisien. Il a 70 ans et vient de prendre sa retraite, après avoir été un très bon chirurgien en neurologie reconnu en Italie. Le cerveau ne semblant pas avoir de secret pour lui, je lui soumets le cas de la fille de l'un de mes amis qui a été victime d'un très violent traumatisme crânien. Il me fait décrire en détail ce que je sais de l'accident et l'état actuel de la patiente, les progrès enregistrés, et il termine formel : « Elle s'en sortira. »

Seul Rado est sûr d'aller voter. Ayant beaucoup voyagé, il a également travaillé après Paris dans un grand hôpital de Moscou, et conserve manifestement des relations très étroites avec des amis russes. Du reste, il dit comprendre la position sur l'Ukraine de Poutine qu'il considère comme un grand chef d'État : « Imaginez que la Russie vienne prendre position en Belgique, que dirait la France ? » Puis il parle de ses deux filles, toutes deux professeures, l'une a épousé un professeur de russe et habite Nice, l'autre a épousé un ingénieur slovène et habite Ljubljana. « L'Europe garantit la paix, dit-il, un point c'est tout. J'irai voter pour la paix et mes filles aussi. » Quant aux autres, ils considèrent que l'Europe a enlevé tout son dynamisme à l'Italie qui ne s'en remet plus qu'à Bruxelles et à l'Allemagne. Elle a ôté toute

inspiration et toute volonté aux élites italiennes, en particulier à ses dirigeants politiques qui n'en possédaient déjà pas beaucoup.

« L'Europe anesthésie les peuples », analyse le professeur d'histoire, « Nos nations ont trop d'histoire pour en être privées. Les grands empires s'écroulent toujours, l'erreur de l'Europe, c'est de vouloir s'ériger en empire ! » Puis, il précise qu'il ne votera pas. Après cet échange enthousiaste et instructif, ils nous saluent chaleureusement et auraient même souhaités que nous restions diner avec eux : « Avec vous au moins on peut parler, sans se prendre la tête, de choses sérieuses. »

La nuit enveloppe maintenant Trieste. Alain, Paul-Antoine et moi-même décidons de passer à l'hôtel rapidement afin de nous décharger de nos sacs à dos et d'être plus libres de nos mouvements. Puis départ pour un restaurant italien sur les quais : chacun commande, nous mangeons tranquillement et nous échangeons avec le personnel. Un jeune serveur s'exprime avec colère : « Ici le prix du logement a explosé, et il est impossible, même pour des personnes qui travaillent, de payer leur loyer, et encore moins d'acheter des biens immobiliers. » L'Europe est spontanément accusée. Il me promet de nous écrire pour nous décrire la situation plus longuement et nous prenons une photo qui lui sera envoyé le lendemain matin. La discussion s'engage ensuite avec le patron de l'établissement. « La grande ville de Trieste s'écroule », selon eux. Mais ils iront voter car ils vivent essentiellement du tourisme.

*

Toute la journée, il nous été recommandé de nous rendre sur la piazza della Unita qui n'est qu'à un kilomètre. Nous nous y rendons à pieds. C'est une place magnifique. Il n'y a plus beaucoup de monde à cette heure-ci. Les gens échangent par petits groupes. Sur le chemin du retour, nous croisons vers l'hôtel deux jeunes femmes employées dans une grande surface comme agents d'entretien. Elles rentrent d'une soirée chez des amis. Il est minuit et demi. Elles me disent ne pas se sentir concernées par l'Europe. La situation économique est difficile pour ces deux femmes qui avouent ne pas avoir assez pour se loger. Elles habitent toutes les deux dans une petite pièce, afin de partager leur loyer de 550 euros. Nous poussons les portes de l'hôtel, montons à notre chambre et nous enfonçons chacun dans un lourd sommeil.

Mercredi 7 mai 2014 : journée à Ljubljana (Slovénie), puis Zagreb et Rijeka (Croatie).

A Ljubljana (Slovénie), l'Europe à venir ?

Il est huit heures du matin, la nuit a été courte mais la convivialité et le délicieux café italien à l'hôtel nous remettent en forme. Nous avons rendez-vous à 11h avec monsieur l'Ambassadeur de France en Slovénie.

Au moment de partir, un couple de français me reconnaît et souhaite me présenter à ses amis italiens. La discussion s'engage immédiatement. Leurs avis sont partagés sur l'Europe.

Luigi raconte, avec passion, l'histoire de Trieste qui a tant de fois changé de mains, qui a souvent été au cœur de vives tensions. Selon lui, Trieste est l'une des villes d'Europe les plus chargées d'histoire. Elle le doit à sa situation géographique. L'empire austro hongrois l'a profondément marquée autant que déchirée. L'Italie naissante l'attirait inexorablement.

Ils sont fiers aujourd'hui d'être Italiens. Luigi a le sentiment que l'Europe institutionnelle ne prend pas en compte les particularités historiques et identitaires de tous les peuples. Pour lui, il faut veiller à préserver les identités de chaque nation : « La fraternité et l'échange des peuples oui, l'intégration jamais ! » Il n'ira pas voter ; sa femme, elle, le fera pour l'avenir de leurs enfants. Cet échange passionnant nous met une fois de plus terriblement en retard.

A Ljubljana, l'Europe du passé ?

Alain redémarre sur les chapeaux de roue. Sur la route, nous profitons de la beauté de la forêt slovène. Il est 11h30 lorsque nous arrivons à l'ambassade, où nous sommes chaleureusement accueillis par monsieur l'Ambassadeur, sa secrétaire et son assistante.

Je lui explique tout d'abord la raison de ma venue : le rejet total de l'Europe observé durant mon tour de France m'avait convaincu de la nécessité d'aller à la rencontre de nos concitoyens européens. Je demande à Monsieur l'Ambassadeur comment il conçoit la position de la Slovénie dans l'Union européenne. Il évoque la situation politique très difficile et précise que « depuis deux jours, le pays est en crise ». Il retrace alors l'histoire politique de ces quelques dernières années. En décembre 2011, des élections anticipées sont organisées car le Premier ministre de gauche, M. Borut Pahor (aujourd'hui Président de la République), a été mis en minorité. La percée d'un nouveau parti, Slovénie Positive, créé par le maire de Ljubljana, Zoran Jankovič, est la surprise de ce scrutin. Mais il ajoute que c'est un « homme controversé, suspecté de corruption ».

C'est donc un homme de droite, M. Janez Janša, qui finira par gouverner le pays car le parti Slovénie Positive n'est pas parvenu à former une coalition. Une procédure de défiance entraînera, un an plus tard, la destitution du Premier ministre Janša, remplacé pour la première fois à ce poste par une femme, Mme Alenka Bratušek, nommée en 2013. L'ambassadeur me dit que la population l'estimait à la hauteur de la tâche : « Les réformes sont menées tambour battant. »

L'économie fut, selon l'ambassadeur, graduellement transformée en économie de marché depuis 1991. Il me dit qu'elle a bien résisté à la crise. Mais l'endogamie entre le monde politique et celui des affaires pose problème en Slovénie : « Il n'y a que deux millions d'habitants dans le pays, et tout le monde se connaît », précise-t-il. La Première ministre a perdu son leadership au congrès de son parti il y a quelques semaines et a par la suite présenté la démission de son gouvernement. L'Ambassadeur estime que le départ de la Première ministre est très dommageable pour la Slovénie. « La situation politique est actuellement ubuesque : le gouvernement va traiter les affaires courantes et mener tant bien que mal les élections européennes, alors que les élections nationales ne se dérouleront qu'en juillet. Il n'existe pas de pire contexte pour les élections européennes », lui semble-t-il.

De fait, les gens sont focalisés sur le climat national. Il précise qu'un sondage « ne veut d'ailleurs pas dire grand-chose en Slovénie » : la prudence est de mise car l'échantillon est petit et les méthodes de sondage sont contestables. « Cependant, le pays est traditionnellement europhile », me confie-t-il.

*

Je lui demande les effets de la crise européenne dans le pays. Il me dit que la Slovénie a connu, en 2008, la deuxième plongée du PIB la plus importante des pays européens « -9 %.» L'économie est grandement fragilisée. Les gens ont commencé à se demander si l'euro était une bonne chose : le sentiment eurosceptique apparaît mais il n'y a pas de rejet, juste une contestation de la situation actuelle, selon lui.

Les Slovènes demandent une autre Europe. La France, dans sa position officielle, considère que tous les pays comptent même les petits. La population slovène voudrait que la

future Commission soit l'occasion de construire une autre Europe. Selon l'Ambassadeur, l'extrême droite sera minoritaire, mais il estime qu'il y aura une montée de la gauche de la gauche avec une multitude de petits partis qui contestent l'Europe technocratique et financière, celle qui est désincarnée. Elle est de plus en plus assimilée à une machine devenue folle. Pour les élections européennes, seize formations politiques sont enregistrées, dont seulement deux de droite, et quatorze de gauche. Avec huit postes de députés européens, « ce morcellement de la gauche leur nuira inévitablement. Ils n'auront pas ou peu de députés européens. »

Je lui demande quel est son sentiment quant à la campagne européenne menée en France. Il pense que l'extrême droite va y être très forte, mais également en Angleterre, en Belgique, aux Pays-Bas. Il craint que ces partis d'extrême droite veuillent « mettre la table européenne par terre » et qu'ils puissent réussir à cause des « œillères de la technocratie ».

Revenant à la situation slovène, l'Ambassadeur note qu'« une partie de la société vit dans la nostalgie de la période yougoslave ». « Il y a 80 % de propriétaires aujourd'hui dont 50 % de ruraux. Les Slovènes cultivent leurs jardins et sortent de la ville le week-end venu, ce qui leur permet d'oublier la crise. » Le tissu économique est constitué d'une multitude de sous-traitants de haute technologie, notamment pour Renault, Pipistrel (avions) et les skis Elan. Il évoque « une tradition d'excellence reconnue dans le monde entier ».

Puis je lui demande comment la France est perçue en Slovénie : « Il n'y a jamais eu de problème dans les relations entre ces deux pays. Cependant, jusqu'en 2012, on ne pouvait pas les considérer comme intenses non plus. En 3 ans, de 2009 à 2012, il n'y a eu aucune visite officielle. Il a fallu attendre 2013, pour une première visite d'un Président de la République française depuis l'entrée de la Slovénie dans l'Europe ! » La France, nous dit-il, est « perçue comme une alternative à l'Allemagne ». « Les Slovènes ne souhaitent pas l'austérité à l'allemande. La France est bien perçue ici, notamment grâce aux nombreuses entreprises hexagonales : 63 filiales françaises sont implantées, dont Renault (les automobiles françaises occupent plus de 30% du marché en Slovénie), la Société Générale qui a racheté une banque slovène, Leclerc,… et Lactalis qui vient de racheter les laiteries de Ljubljana en vue d'exporter vers l'Italie et vers les Balkans qui connaissent un déficit de production. D'ailleurs, les élites slovènes sont inquiètes pour la PAC, notamment quant à l'abandon des quotas laitiers. »

Il m'indique que le salaire minimal est de 750 euros, que le revenu moyen se situe vers 900 euros net, soit 200 euros de plus qu'en Croatie. Mais à la différence, précise-t-il, que beaucoup de Slovènes sont également propriétaires, qu'ils ont des jardins : leurs seuls emprunts sont souvent pour l'achat d'une voiture. Il me confirme ensuite que beaucoup de jeunes émigrent, un phénomène de plus en plus important surtout depuis la crise. Il estime que près de 8 000 jeunes sont partis en quelques années, une population très créative.

Étant intéressé par la question des ours, j'aborde le sujet et le questionne sur la population des ours en Slovénie. Il me dit qu'il y a plus de 2 000 ours en Slovénie, notamment situés dans la région de Kočevje, près de Novo Mesto. L'agriculture slovène se concentre sur des exploitations ovines et bovines familiales, sur la culture du vin, des céréales et du houblon. Ce sont de petites exploitations, d'une taille moyenne de 3,5 hectares par

exploitation agricole. Il n'y a pas eu de remembrement, ce qui pose à moyen terme la question de la viabilité de ces exploitations.

Pour finir, mon ami Alain lui fait remarquer que sur l'autoroute de Trieste à Ljubljana, la forêt semble très endommagée. L'Ambassadeur répond que 30 % de la forêt slovène a été détruite par un phénomène de pluie verglaçante en février dernier. Le cours du bois est en chute libre. Sur cette considération, nous le remercions. Il nous reconduit avec son assistante Natacha jusqu'à la grille. Il doit partir rapidement vers le nord pour l'ouverture d'une chaine de production de Renault, avec la présence de son PDG Carlos Ghosn. Cet Ambassadeur m'a ému, son équipe aussi. Voici encore une fois quelqu'un qui sert les intérêts d'une « certaine idée de la France ».

*

Passant devant la Présidence de la République, devant laquelle Paul-Antoine me photographie, nous apercevons un peu plus loin un groupement d'individus portant fièrement un drapeau slovène. Nous nous arrêtons un moment et entamons la discussion.

Un homme fait une grève de la faim depuis neuf jours, sur un matelas de fortune, surmonté d'une protection contre la pluie. Sa famille et ses amis sont là pour le soutenir. Je lui demande pourquoi il a entamé cette grève de la faim. Il m'explique que nous nous trouvons devant le ministère de la Justice, et qu'il proteste contre un licenciement abusif. Il travaillait dans un magasin de jardinage en tant que chef de la sécurité. Une nuit, alors qu'il n'était pas en poste, la jardinerie s'est faite cambrioler, et il a été licencié la semaine suivante, soi-disant pour des raisons économiques. Il m'explique que les raisons sont davantage politiques : en faisant son enquête, il a découvert que des liens existaient entre la mafia slovène et ses employeurs. Lorsqu'il a voulu en parler à ses supérieurs, il a été licencié. Il me dit que l'ensemble du système est corrompu, et qu'il entend se battre jusqu'au bout. De nombreuses bouteilles d'eau s'entassent dans un coin : un long et dur combat. Je le salue, et lui souhaite bonne chance.

Nous nous mettons en quête d'une place de stationnement ombragée, afin que je puisse me reposer une petite demi-heure. Il est 13h00. Rapidement, Alain se gare à proximité immédiate de la rivière. Je m'allonge et ferme les yeux. Les trente minutes passent malheureusement trop vite, et il est déjà temps de se remettre en chemin. Sur un rendez-vous arrangé la veille par mon équipe, nous nous rendons à la terrasse d'un café, où nous attend l'ancien ministre slovène des affaires étrangères, Monsieur Ivo Vajgl, actuellement député européen et candidat à sa succession. Il est 13h30. Nous nous asseyons et commandons un déjeuner.

Notre hôte nous fait remarquer la statue qui orne cette place dite de la Révolution française, celle de Napoléon Bonaparte qui est, selon lui, la seule à être sur une place publique dans le monde. « Il fut apprécié par le peuple slovène pour avoir été le premier à reconnaître la langue slovène et à la promouvoir dans l'enseignement », nous dit-il. Aussi, il nous rappelle ce que l'Ambassadeur disait : « la France jouit d'une bonne image ici ».

Puis il revient sur son propre passé politique, évoquant son départ du parti de centre droit pour le parti des retraités. Je lui demande son sentiment par rapport à l'Europe. Il me répond

en tant qu'ancien ministre des affaires étrangères : « Lors du référendum sur l'entrée de la Slovénie dans l'UE, 90% de la population s'était portée en faveur de l'Europe. Aujourd'hui, il estime que la moitié seulement de la population y est favorable. » Il semble inquiet puis critique violemment les banques qui « ne supportent plus les buts de la machine économique mais sert ses intérêts propres, en roue libre ». Puis, sur cette discussion, Il s'excuse de devoir nous laisser pour finir de préparer un direct pour la télévision slovène. Thème de la soirée : il souhaite tirer à boulets rouge sur le Ministre des Finances qui a décidé de retirer le soutien slovène au projet de loi européen sur la taxation des transactions bancaires. Je lui souhaite bonne chance puis nous nous saluons.

Sur le chemin pour reprendre la voiture, nous croisons un couple : je prétexte un renseignement sur le bâtiment proche. J'engage la conversation. Lui est directeur d'une école primaire, elle est professeure au lycée. Ils me disent que leurs pays vit globalement bien, mais que certains souffrent beaucoup. « La voix de la Slovénie ne se fait pas entendre » selon eux, « et comme toujours, ce sont les petits qui se feront écraser par les dominants». Tous deux hésitent à aller voter, la situation nationale les désespère : « ne pas avoir de gouvernement vraiment actif pendant 4 mois, c'est assez accablant, alors pourquoi aller voter pour des soi-disant représentants qui seront payés plus de douze fois ce qu'un salarié moyen peut gagner ici ! » Ils ne comprennent pas. Eux s'en tirent bien, ils estiment ne pas avoir à se plaindre mais ils trouvent que les politiques sont immoraux et ne servent pas l'intérêt général.

Il est 15h00, nous prenons la direction de Zagreb. L'Ambassadeur nous avait dit que la capitale des ours serait sur notre route. Nous nous arrêtons donc à Novo Mesto. Dans le centre-ville, nous discutons avec Olga et Christine qui travaillent toutes deux dans la station-service. Elles nous expliquent que l'Europe stimule le trafic routier et que la station essence a vu son chiffre d'affaires et son affluence augmenter depuis dix ans.

Elles nous expliquent que les gens de la région vivent essentiellement de l'agriculture, du bois et d'un peu d'industrie restée ici et là. Je leur pose la question de ces fameux ours que l'on vient prélever dans ces forêts pour les réintroduire dans mes chères Pyrénées. Elles me disent tout naturellement qu'ils sont bien là, dans la forêt, cachés, mais qu'ils approchent assez souvent les quartiers urbanisés pour prendre de quoi se nourrir. Cependant, aucun accident ne semble à déplorer.

Surpris, je lui demande comment se passe la cohabitation entre les éleveurs et les ours. Elle me répond qu'ici, c'est une grande forêt et que les champs alentours ne comptent pas de bêtes parce qu'ils sont consacrés à la culture des blés, de certains légumiers et du houblon. Cela explique pourquoi une population d'ours aussi nombreuse ne pose, a priori, pas de soucis, alors que dans les alpages pyrénéens, c'est une tout autre histoire.

Après cet épisode, nous nous dirigeons vers Zagreb que nous atteignons peu après avoir franchi la frontière. Un contrôle est effectué : quinze minutes d'attentes pour les trois voitures devant nous, vérification des titres d'identité des passagers, certains se font fouiller la voiture. C'est la sortie de l'Espace Schengen. Juste après le contrôle, nous nous arrêtons sur un parking pour prendre une photo. Un homme s'approche de nous : « J'ai vu que vous étiez Français. C'est moi qui étais au poste de contrôle lorsque vous venez de passer il y a quelques minutes. Je viens de débaucher. » Son français est parfait, presque sans accent. Il nous

confirme d'ailleurs immédiatement qu'il aime beaucoup notre pays dans lequel il s'est rendu à plusieurs reprises : « Alors vous comprenez, quand je vois des Français ! Dites bien dans votre pays ce que représentent des frontières comme celle de l'Espace Schengen. J'espère que mon pays, la Croatie, pourra bientôt intégrer cet espace de libre circulation et que franchir cette frontière sera plus simple. »

*

Nous arrivons à Zagreb à 17h30. L'entrée dans la ville est lugubre. Nous descendons le long d'une grande artère bordée d'immenses barres d'immeubles qui ne paraissent pas en bon état et dont on pourrait douter de la salubrité. Les constructions doivent dater des années 1970 et s'étalent sur des kilomètres le long de cette grande voie urbaine démesurée. Après avoir trouvé une place de parking proche du théâtre national de Zagreb, nous demandons à un policier en service de nous indiquer le chemin vers le centre historique de la ville. Je lui explique ma démarche, il semble intéressé et prend quelques minutes pour discuter.

Tomislav me dévoile son sentiment sur l'entrée de la Croatie dans l'UE. Il ne voit pas forcément de côté positif, bien au contraire : « Début 2012, il y avait 300 000 chômeurs », puis il indique que « ce nombre s'élèverait aujourd'hui à 400 000, une progression spectaculaire en seulement deux ans ». Il ne comprend pas l'Europe, son fonctionnement, ses objectifs. Il pensait que l'Europe apporterait davantage d'emplois, mais ce n'est pas le cas. Cet homme de 31 ans dit avoir deux emplois afin de faire vivre sa famille, il est policier le jour et travaille dans un bar la nuit. Étant en service, il ne souhaite pas être pris en photo car cela pourrait lui causer quelques problèmes. Nous le remercions chaleureusement pour cet échange et prenons la direction qu'il nous a indiquée.

Dans une première rue, trois personnes me pointent du doigt en se parlant. Je m'arrête puis je vais à leur rencontre. Ils sont originaires des Pays-Bas et sont persuadés de m'avoir déjà vu quelque part. Je leur explique mon parcours, leurs yeux s'illuminent : « Des amis français nous ont parlé de votre tour de France. Ils trouvaient cela courageux. Ils nous avaient montré la presse régionale qui vous avait suivis lors de votre passage vers Aubagne. » Je leur explique l'objet de cette nouvelle démarche, puis leur demande tout naturellement ce qu'ils pensent de l'Union européenne.

Ils bottent en touche : « Ah, non, c'est un sujet qui fâche. Je ne vais pas vous dire pour qui je vais voter » me dit l'un d'entre eux. Je lui explique que je ne suis ne pas candidat, en insistant sur le fait que ma démarche n'est pas partisane. Je souhaite recueillir la parole de nos concitoyens européens, notamment les solutions exprimées tout autant par la base, les citoyens, que par les divers partis, mouvements politiques et élites européennes. J'ajoute que la couleur du vote ne m'intéresse pas. » Ils me disent alors qu'ils iront voter, mais qu'ils ne supportent plus l'Europe telle qu'elle se fait. « Elle réduit notre pays. » Ils n'ajouteront rien, ils sont pressés et semblent avoir été pris de court par l'objet de ma question. Je n'insiste pas.

Nous passons un peu plus loin devant une école : c'est l'heure de la sortie et beaucoup de parents attendent leurs enfants. L'arrêt de bus fait face à l'école, et je croise alors le regard d'une mère de famille accompagnée de ses deux enfants. Je l'aborde tout en lui remettant la profession de foi expliquant ma démarche, remise à chaque personne rencontrée, et pour

l'occasion traduite en croate. Elle précise n'avoir que quelques minutes avant l'arrivée du bus, puis ajoute que si cela peut suffire, elle serait contente de dire ce qu'elle en pense, tout en ayant un œil sur ses deux petits de 9 et 12 ans. Elle me dit tout d'abord nourrir de l'espoir dans l'Europe, pour elle mais surtout pour l'avenir de ses enfants : « C'est avec l'Europe qu'ils grandiront et ils seront Européens. » Elle semble en être convaincue. « L'Europe apporte beaucoup d'argent, permet le développement de la région et notamment le soutien aux écoles. » Les infrastructures progressent, selon elle. Je lui demande si elle ira voter pour les prochaines élections. Elle me dit qu'elle ira avec son mari certainement soutenir l'Europe. Le bus arrive à cet instant, je la remercie et lui souhaite bonne chance.

Au coin de la rue, alors que je m'arrêtais pour prendre une photo, un groupe d'une petite douzaine de lycéennes sortant de cours passe à nos côtés. Je les interpelle et après leurs avoir montré ma profession de foi et ma carte de député français, je leur demande ce qu'elles pensent de l'Europe. Elles me répondent de suite, le regard illuminé, qu'elles désirent poursuivre leurs études à l'étranger. Des villes reviennent avec force : Paris, Londres, Madrid. L'envie d'ailleurs explose. Depuis quelques semaines, c'est l'un des grands débats de ce petit groupe de lycéennes en classe de 1ère, qui ont entre 16 et 17 ans. La question de l'orientation post-bac semble se profiler. Les programmes européens d'études leurs sont progressivement ouverts mais elles regrettent le fait que certains pays refusent à de jeunes croates de venir étudier dans leurs universités.

Elles espèrent que ces problèmes se règleront avant qu'elles n'arrivent à décrocher leur baccalauréat. Je leur demande d'imaginer avoir déjà 18 ans : iraient-elles voter pour les prochaines élections européennes ? Elles rigolent un moment, se regardent et tournent les têtes afin de savoir qui donnera son opinion sur la question, puis l'une d'entre elles se lance : « Moi je n'y crois pas franchement à la politique, c'est juste un milieu où certains gagnent beaucoup d'argent à mon avis. Moi je n'irais pas voter pour des gens qui sont de toute façon juste préoccupés par leurs propres intérêts ! » La plupart hochent la tête. Peut-être l'effet de groupe mais peut-être pas seulement … L'une d'entre elles me demande si elles peuvent faire une photo. J'accepte. Puis elles se dirigent vers l'arrêt de bus, souriant toujours, semblant heureuses mais visiblement tenues par l'espoir d'un ailleurs.

Sur l'une des artères principales et commerciales du centre de Zagreb, je me dirige vers un groupe de 5 personnes qui se trouve devant un bistrot. Ils sont jeunes. Je me présente, expose ma démarche, et leur dis que j'aimerais recueillir les impressions de cinq jeunes adultes dans la fleur de l'âge. L'un d'entre eux se lance. Avec son frère Danis qu'il désigne du doigt, ils sont fils de paysan. Paul-Antoine a du mal à capter le flot de parole car Djordje parle vite et de manière apparemment saccadée.

Il n'a pas fait d'étude. Il a eu la chance d'être pris comme apprenti, ou quelque chose de semblable, dans une petite entreprise de maçonnerie à Zagreb. Je comprends qu'il y est maintenant depuis plus de dix ans, ainsi que son frère. Il me dit que c'est dur et me montre ses mains. Ils gagnent juste de quoi vivre, mais ne peuvent espérer, lui ou son frère, fonder une famille. L'Europe lui semble constituer un espoir. Si l'argent promis arrive, il pense que leur patron pourra mieux s'équiper. Mais son rêve semble être de gagner l'Allemagne avec son frère. « Là-bas, il y a du travail. Là-bas, ils sont bien payés… »

Borislav prend la parole à son tour. Il semble plus posé. Il a entrepris des études de médecine comme Vladimira, sa sœur et seule femme du groupe. Leur père était médecin. Il leur a présenté un de ses amis appartenant à Médecin sans frontières. Sur ses conseils, ils ont rejoint une Organisation non gouvernementale, il y a plus de deux ans, dans laquelle ils ont fait la connaissance d'Ivo, le cinquième de la bande, qui lui est déjà infirmier.

Nous comprenons qu'il est difficile pour eux de mener de pair leurs études qu'ils jugent très difficiles et leurs implications humanitaires dont ils ont du mal à percevoir les effets. Vladimira me fait part de leurs embarras et de leur inquiétude pour l'avenir : parviendront-ils au bout de leurs études de médecine que leur père a de plus en plus de mal à financer ? Ne vaudrait-il pas mieux qu'ils s'investissent davantage dans l'ONG qui pourrait peut-être leur permettre de gagner Londres ou Berlin ? Vladimira estime que là-bas au moins s'ils parvenaient à devenir médecins, leur diplôme serait reconnu universellement.

Ivo, lui, n'est pas d'accord. Il veut continuer à s'investir localement dans l'ONG, se marier, et vivre à Zagreb. Un débat s'engage entre eux, visiblement, ils oublient un peu notre présence. Paul-Antoine s'efforce de les relancer, mais leurs préoccupations futures ont semble-t-il pris le dessus. De guerre lasse, Paul-Antoine leur demande s'ils iront voter aux élections européennes. Nos trois amis de l'ONG voteront tous les trois. Leur père a connu la guerre contre la Serbie et ils ne tiennent pas à ce que cela recommence. Pour Danis et Djordje, la réponse est plus équivoque. Leur père aussi a fait la guerre. Il y a tout perdu. Leurs regards s'assombrissent. Finalement, ils ne pensent pas prendre la peine de se déplacer. Ils veulent voir d'abord ce que leur apporte l'Union européenne et avoir une idée plus précise de leur avenir. Plus tard, peut-être, s'ils sont à Berlin…

*

Lorsque nous atteignons ce qui semble être l'une des places centrales de Zagreb, nous découvrons un large espace, où glissent sur les rails de nombreux tramways, nœud de convergence pour les lignes de la ville. Une statue de Janus trône au centre de la place. De nombreuses personnes sortent et entrent du tramway. Certains restent en groupe et discutent.

Après quelques secondes d'observation, je me lance vers l'un de ces groupes. Sept hommes discutent en cercle fermé. Ils ont tous une bonne quarantaine. Je me présente comme presque toujours avec ma carte de député français dont la couleur est un vrai sésame. L'un parait suspicieux, mais la curiosité des autres semble l'emporter. Je leur demande ce qu'ils pensent de l'Union européenne. La réponse ne se fait pas attendre, et c'est finalement le plus suspicieux qui s'exprime le premier : « L'Europe, c'est elle qui nous fout dehors. Ils ont fait venir tous les produits que nous faisions dans nos champs, chez nous, d'autres pays de l'ouest. »

« On a tout perdu maintenant. Alors, vive l'Europe ! » Je leur demande s'ils étaient agriculteurs. La plupart avaient une petite exploitation ou travaillaient comme ouvrier agricole. Ils sont venus à la ville depuis cinq ans en moyenne et trouvent le temps long : « Au moins, avant, on avait de la place, nos habitudes, et puis on survivait pas mal au final. On avait le principal : manger, boire et s'occuper l'esprit. » L'un d'entre eux m'explique qu'ils viennent tous du même village. Ils sont célibataires. Ils n'avaient aucune chance de se marier

là-bas. Alors, ne trouvant même plus de débouché pour les produits vivriers dont leurs pères vivaient autrefois, ils sont partis l'un après l'autre pour Zagreb. Ils sont maintenant dans un foyer pour adulte sans travail situé en banlieue. Ils ont l'air dépités. J'ose à peine leur demander s'ils iront voter pour les européennes à la fin du mois. Ils répondent tous par la négative. Ils n'y croient pas, ils pensaient qu'ils auraient des aides pour développer leurs exploitations.

Ils n'auraient jamais imaginé que les produits d'autres pays arriveraient en masse et bien moins chers que les leurs avant même l'entrée de la Croatie dans l'Union européenne, bouleversant ainsi considérablement leur agriculture. Je me risque à leur demander ce qu'ils pensent du personnel politique de leur pays. Le verdict est lourd : « Tous corrompus, et lorsqu'ils sont battus dans les élections, les entrants ne sont pas mieux et les sortants retrouvent une place dorée rapidement. On ne se débarrasse jamais d'un politique, c'est un parasite. » Je leur dis que ma femme dit la même chose à mon propos, je les fais rire un peu, puis je les salue d'une poignée de main vigoureuse. La Croatie me semble subir l'exode rural massif que nous avons nous aussi connu, mais à la différence que le nôtre s'étala dans le temps sur près d'un siècle et demi, alors qu'ici il ne prendra que quelques années et sera en conséquence beaucoup plus brutal.

Paul-Antoine a pris contact avec l'un de ses amis s'étant présenté aux élections européennes en 2013, lors de l'entrée de la Croatie dans l'Union européenne. Issu d'une petite formation politique, il nous propose de nous rendre chez ses amis qui tiennent une réunion politique à Rijeka, à 150 km de Zagreb. Il ne pourra être là, mais ses amis sont prévenus de notre éventuel passage pour discuter avec eux.

Nous reprenons donc le véhicule en direction de Rijeka, il est 19h30. Le trajet s'effectue dans la nuit tombante sur une autoroute flambant neuve. Nous atteignons le port de Rijeka en descendant le long de petites routes escarpées et tortueuses. Il est 21h00 lorsque Mario Alempijwic nous accueille à l'entrée d'un bar dont il nous avait fait parvenir l'adresse. Les locaux de la formation politique se trouvent à l'arrière du bar que nous traversons. Nous entrons dans une salle où sont déjà assis douze personnes. Après les présentations, je leur expose ma démarche, mon tour de France, des pays d'Europe, ce qui semble les intéresser.

Mario, Goran, Vlado, Marko, Andrej, Sanja, Tihomir, Mario, Darian et Bojan ont tous entre 28 et 45 ans et n'ont pas, pour la plupart, d'emplois très stables lorsqu'ils ont déjà la chance d'en avoir un. Leur mouvement est né en 2005 et se nomme « Ahcija Mladih Youth Party ». Ils sont actuellement le huitième parti de Croatie, sur les 28 formations que compte le pays. Avec peu de moyens puisqu'ils refusent l'argent public et s'autofinancent, ils ont réussi, selon eux, à s'inscrire durablement dans le paysage politique local en faisant élire nombre de leurs représentants aux communes et aux régions. Pour l'heure, ils n'ont aucun député ni au niveau national ni au niveau européen. Avec les échéances à venir, ils espèrent au moins en avoir un ou deux.

Ils ne se considèrent ni de droite ni de gauche. D'ailleurs, l'un affirme adorer Tito, tandis que son voisin immédiat semble plutôt d'extrême droite. Leur objectif, c'est l'intérêt général. Chacun a ses opinions, mais le but c'est d'avancer ensemble. Je leur demande ce qui singularise leur parti : Mario répond qu'ils se considèrent comme un parti démocratique et

citoyen. En effet, ils n'ont pas construit leur mouvement selon le modèle classique, et prend l'exemple de la distribution du budget et des moyens financiers. « Le siège du parti reçoit 30 % des cotisations des adhérents pour les frais de fonctionnement, tandis que les bureaux locaux qui agissent sur le terrain, au plus près des citoyens, reçoivent 70 % des fonds récoltés. » Ils disent aussi se démarquer de la droite ou de la gauche en proposant des activités associatives au sein de leurs structures. Ainsi, ils dispensent des heures de cours, de l'aide scolaire, des cours de musique, de peinture, d'expression orale. La structure de Rijeka aiderait près de 800 jeunes.

Je demande comment se porte leur région et si l'Europe leur semble apporter quelque chose aux populations locales. Ils répondent que le problème n'est pas en soi l'Europe, mais les politiques nationaux. En effet, ils dénoncent la gestion des fonds structurels d'aide au développement (FEDER) qui sont pilotés par le gouvernement. Ils seraient à 90 % concentrés sur la région de la capitale croate, les 10 % restant étant répartis de la sorte : 5 % pour la ville de Zagreb et seulement 5% aux autres régions de la Croatie. Selon eux, la majorité de la population ne voit donc pas les bénéfices de l'Europe et décrient de plus en plus l'Europe de Zagreb. Ainsi ils estiment que : « Ce n'est pas a priori l'Europe qui est en jeu mais les élites nationales. » Ils déplorent également le manque de contrôle de la part de l'Union.

Suite à la discussion avec ce groupe de 7 anciens agriculteurs et ouvriers agricoles à Zagreb, une question me taraude : « L'exode rural est-il prégnant et les fonds européens, notamment les aides à l'agriculture, ont-ils freiné ou accéléré ce phénomène ?» Vlado, le plus âgé de la tablée, me répond que l'exode rural a été très fort avec le morcellement de l'ex-Yougoslavie, et que cela était principalement dû aux structures agricoles vétustes, trop petites et à l'ouverture du marché croate. Mais qu'aujourd'hui, beaucoup de personnes autour de lui aspirent à retourner vivre à la campagne.

Le monde rural résiste a priori : dans le nord de la Croatie, beaucoup cultivent de manière industrielle les céréales et ne souffrent pas trop. Ici, sur la côte, l'activité agricole est concentrée sur la pêche et le monde viticole, secteur qui aura, selon lui, du mal à survivre dans les prochaines années. Le lobbying d'importation de l'Europe est trop fort pour les petites structures locales et les modes de production traditionnels croates en souffrent. Dans son élan, il explique que l'implosion du bloc yougoslave a aussi conduit à un morcellement des structures de base démocratique : en effet, la Croatie est passée de 128 communes à plus de 600 entités communales. Cette implosion lui déplait et pose, selon lui, beaucoup de problèmes de gaspillage des fonds publics sur un aussi petit territoire.

Et la situation industrielle ? Ils répondent que peu d'industries subsistent, et que le chômage des jeunes est supérieur à 50 % sur Rijeka. D'ailleurs, Sanja déplore que plus de 70 000 jeunes soient partis de la Croatie depuis deux ans dans l'espoir de trouver des emplois dans d'autres pays européens : « Or ce sont les jeunes les plus innovants et les plus diplômés qui partent, attirés ailleurs par les pays de l'Europe de l'ouest, qui leur font miroiter des salaires et un niveau de vie supérieur. Mais on a besoin d'eux ici pour que le pays avance ! »

Je leur demande s'il n'y a que l'attraction des pays européens qui draine autant les jeunes vers l'étranger. Ils estiment que ce qui dérange le plus les jeunes, c'est l'immobilisme des élites croates. La critique est virulente : « Ici, la corruption est totalement généralisée : même

pour aller voir un docteur spécialisé, si vous ne voulez pas attendre six mois, étant donné que tous les meilleurs docteurs partent du pays, il faut payer un surplus pour se faire ausculter.» Ils évoquent également les appels d'offre truqués, arrangés à l'avance. Ils me disent : « À chaque fois que la Croatie a été intégrée à un Empire, elle l'a fait imploser. L'Europe a du souci à se faire, vous pouvez me croire ! », me dit Marko en souriant. L'assemblée rigole de bon cœur.

Avant de partir, l'un d'entre eux sort et revient avec un gros livre : le jeune homme d'une trentaine d'année me montre un volume écorné avec une photo de Tito. Son compère qui est assis à côté de lui, commence à mimer une sortie, et ils se tancent gentiment. On sent que même s'ils n'ont pas les mêmes opinions, ils ont un respect mutuel et arrivent à échanger d'une manière constructive.

En finissant le verre qu'ils m'ont offert, et afin de clore ces trois heures d'échanges, je leur demande comment ils perçoivent la France. L'image qu'ils ont en tête est celle d'un pays et d'un peuple chaleureux. Selon eux, le président Sarkozy a toutefois un peu écorné l'image fraternelle qu'ils se faisaient de la France et de son modèle d'intégration. Seul l'un d'entre eux a pu voyager en France et se rendre notamment à Paris et à Lyon. Sinon, ils me disent que la France entretient davantage de relations bilatérales avec le voisin serbe alors que la Croatie entretient davantage de relations avec l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne.

L'histoire est un vecteur de relations qui imprègne les comportements. Je leur dis que la Croatie, qui est géographiquement certes un petit pays, est cependant un pays connu de par les mers et les océans, tant leurs équipes sportives sont de féroces adversaires. Ils sourient. Chacun termine son verre, et Alain, Paul-Antoine et moi-même sommes reconduits par Mario vers l'extérieur du bar. Cette réunion politique était intense, ces jeunes avaient l'espoir de faire bouger les lignes et faire tomber des dogmes. A leurs niveaux, l'action même symbolique leur paraissait nécessaire et pleine de sens. Ils étaient d'ailleurs tous élus dans des conseils communautaires ou à la région. C'était le bureau politique local du parti. J'ai pu détecter en eux une force qui amènera probablement, dans les prochaines années, les citoyens les côtoyant à réfléchir. Leur chemin est probablement long et semé d'embûches, mais il semble prometteur.

Il est minuit. Je m'installe à l'arrière de la voiture et tente de dormir. Il nous reste un peu plus de 600 km jusqu'à l'hôtel, situé cette nuit à Pérouse. Alain prend le premier le volant, Paul-Antoine est à ses côtés. Ils discutent pour se tenir éveillés. Ils se relayeront toute la nuit afin de traverser la moitié de l'Italie et se rapprocher le plus possible de Naples, où nous assisterons au meeting de Beppe Grillo avec son Mouvement Cinq Etoiles. Nous atteignons Pérouse à 6h00 du matin.

Paul-Antoine et Alain me raconteront plus tard les autoroutes et routes nationales qui semblaient en travaux perpétuels entre Florence et Pérouse : « Ils ne doivent pas avoir assez de fonds pour les refaire en ce moment, ils coupent une voie de circulation et alternent tous les dix kilomètres. C'est dingue que même sur des axes structurants ils aient du mal à maintenir un certain niveau de service. La route est vraiment déglinguée ! On ne pouvait même pas rouler à la vitesse autorisée, sinon on prenait notre envol à la première bosse venue. »

Jeudi 8 mai 2014 : journée à L'Aquilla, Naples et dans la campagne italienne (Italie).

L'Europe des débats

Après deux heures trente d'un sommeil récupérateur, quoiqu'insuffisant, nous prenons le petit déjeuner dans l'hôtel Exe de Pérouse. Il est 8h30. Le café est de mise. J'ai l'appétit d'un ours slovène affamé. Je sais que la journée va être éprouvante, et qu'il nous reste beaucoup de kilomètres pour arriver à Naples ce soir.

Il est 10h00, rassasiés, les bagages pliés, nous prenons la route en direction de L'Aquila.

Nous traversons une riche plaine alluvionnaire, où les terres agricoles ont été manifestement préservées depuis toujours. Les villages se situent de part et d'autre, en grappe, sur les contreforts et les collines. Le relief prend une nouvelle dimension plus ardue. Nous devons quitter l'autoroute.

Dans le centre-ville de Terni, nous nous perdons un peu. Nous demandons notre chemin à Giulia, qui nous donne quelques indications. Je lui demande si elle ira voter pour les élections européennes. Cette femme d'une quarantaine d'années me dit que l'Europe a fait beaucoup de mal à l'agriculture de l'Italie du centre. Beaucoup d'exploitations ont fermé, la déprise agricole est visible. Les infrastructures routières n'ont que peu évolué, faisant de cette région une enclave. Il est vrai que nous n'empruntons depuis Pérouse que de petites routes. Les autoroutes sont loin. Giulia nous dit que nous sommes à deux pas de la préfecture de région. Nous nous y arrêtons pour prendre une photo devant le palais du gouverneur de cette région *a priori* délaissée.

Nous traversons l'Italie centrale, montagneuse, sur des routes sinueuses et étroites. Les villages ne se situent pas dans les plaines mais sur les pans des collines. De nombreuses

forteresses. Le paysage rustique qui se décline devant nos yeux est tout de vert, de bleu et de blanc vêtu au sommet des montagnes. Les sommets enneigés me rappellent irrésistiblement le tube de Patrice et Mario, des années 1940-1950, *Montagnes d'Italie*. À mesure que nous prolongeons l'irrésistible ascension, doublant avec précaution la multitude de cyclistes qui se fraient un passage entre les camions, le ciel s'épaissit de lourds nuages, le bleu azur laissant place à un gris de plus en plus uni. Un orage n'est pas à exclure.

Un centre de tri postal imposant, tout en aluminium, marque l'entrée de la ville située dans une large combe. De grands bâtiments flambant neufs longent la route qui nous amène vers le centre-ville. De prime abord, rien ne laisse suspecter que L'Aquila fut dévastée par un violent séisme le 06 avril 2009. Tout d'un coup, j'aperçois à l'horizon une multitude de grues de chantier. Je monte à pied avec Paul-Antoine le long d'une rue. Nous resterons trois heures et demie dans les rues de l'Aquila dévastée. Les bâtiments au caractère d'antan sont totalement lézardés, éventrés. C'est une vraie catastrophe. A mesure que nous cheminons en nous enfonçant vers le cœur de la ville, nous découvrons des images d'apocalypse. Nous discutons avec des chefs d'entreprise des travaux publics, qui me disent que la reconstruction prendra du temps, peut être encore vingt ans. Oubliant quelque temps la tragédie, pour eux, le travail est là, pourvu que cela dure. Près de 40 000 personnes ont perdu leurs toits en 2009, et seuls 15 000 ont pu retrouver leurs maisons. Le reste vit dans les nouveaux ensembles construits par « une société venue du nord de l'Italie, proche de Berlusconi ».

Plusieurs habitants dénoncent la gestion de l'après-tremblement de terre, pointant du doigt les affaires de corruption. Les mêmes questions reviennent en permanence : « Où sont passés les millions d'euros d'aide ? Qui s'en met plein les poches ? » Ce ne sont certainement pas les habitants.

Le caractère historique des bâtisses complique la réalisation des travaux. De nombreuses normes doivent être respectées. Selon les ouvriers, un autre problème expliquerait le retard de la reconstruction de L'Aquila : chaque maison appartient à plusieurs propriétaires, et une coordination des propriétaires est nécessaire pour que les fonds soient débloqués. Comme souvent dans pareil cas, les arrangements de famille n'ont pas été faits.

Nous parcourons la ville jusqu'à la fontaine principale. Alain s'est garé et nous a retrouvé. Il a été interpellé par trois jeunes qui lui ont dit que cette ville n'était pas pour les touristes en lui barrant la route tout en l'invitant à faire demi-tour. Nous ne retrouverons pas ces jeunes avec qui j'aurais bien aimé échanger. Il est 16h30 et il nous reste 250 km pour rejoindre Naples. Le relief reste accidenté même si le paysage redevient verdoyant. Il n'y a pas beaucoup de traces d'exploitations agricoles, pas plus que d'agglomérations. C'est un peu le même paysage en moins aride et moins vallonné que celui que nous avons emprunté ce matin entre Pérouse et L'Aquila. Nous passons devant le très célèbre Monte Casino. Une imposante information routière, avec de nombreux panneaux indiquant la sortie, rappelle si besoin l'importance historique de ce site. Devant nous, à l'horizon s'étire un long trait argenté sous le soleil du soir : le Vésuve.

La circulation se fait de plus en plus dense sur l'immense artère qui pénètre en plein cœur de la ville et se traduit très vite par un pare-choc contre pare-choc hallucinant. L'immense cohorte de voitures qui s'étale sur plusieurs voies est doublée, entrecoupée, lézardée d'une

multitude de vespas et autres motos qui circulent dans tous les sens, ne respectant rien, et surtout pas les feux rouges. Chacun de ces deux roues véhicule au moins trois personnes le plus souvent trois adultes sans casque, puis de plus en plus souvent, à mesure que nous avançons, des enfants. Alain regarde partout, devant, derrière, à gauche, à droite. Il lui arrive même de regarder au-dessous de la portière, au cas où. Il est plus de 19h00 et Paul-Antoine vient de constater, sur son portable, que nous ne sommes plus qu'à deux kilomètres du lieu où se tient le meeting de Beppe Grillo. Nous en concluons que si nous ne voulons pas rater le début, il vaut mieux continuer à pieds et laisser à Alain le privilège de garer le véhicule.

Après un bon kilomètre en descendant la grande avenue qui n'a rien à envier à quelques avenues de Bombay ou du Caire, il a fallu prendre de petites voies adjacentes et pentues, pour s'engouffrer dans les profondeurs de cette ville mythique. Il est 20h00 lorsque nous débouchons sur une place noire de monde, elle-même coupée par une rue au flot interminable de deux roues. Quel périple nous venons de vivre ! Il a fallu une heure pour nous glisser un passage tout au long d'une foule joyeuse, bruyante et multicolore. Elle était encore plus compacte dans les petites rues descendant dans la ville. Nous avons échangé de courtes conversations avec des passants très conviviaux et avons même été invités à rentrer dans une maison à l'intérieur de laquelle s'entassait une famille très nombreuse, rassemblant au moins trois générations.

Un peu plus haut, j'ai pris un café et un croissant dans un bar très accueillant. Le patron comprenait bien le français, et m'a très vite demandé qui j'étais. Puis il m'a présenté à l'ensemble de sa clientèle. Là encore nous avons parlé des difficultés de l'Italie, des petits commerces, de l'Europe et du monde. Chacun y va de son récit. Autant de vies écorchées exprimées dans une apparente insouciance. Le patron me déclare vivre au jour le jour, « à l'africaine ».

Il ne veut plus se poser de questions et quand je lui parle d'Europe, il part en grand éclat de rire en criant « Berlusconi, Berlusconi ! » Beppe Grillo, il ne l'aime pas non plus. « Trop démago, trop populiste », avant d'ajouter : « il dit quand même des vérités ». Dans un même contexte d'enthousiasme, tout au long de la descente, le bouche à oreille fonctionnant manifestement, tout le monde souhaite inviter chez lui le député français de passage.

Sur la place, nous retrouvons rapidement une petite partie de l'équipe rapprochée de Beppe Grillo. Elles ou ils sont attachés parlementaires de députés du Mouvement Cinq Etoiles. Ils sont heureux de notre présence. De conditions sociales diverses : médecins, ingénieurs, ouvriers, chômeurs, ils nous racontent leurs parcours politique. Ils sont issus pour la plupart du parti socialiste italien. Tout autour de nous, la foule en liesse gronde et parfois même hurle de bonheur. Les principaux députés, le Vice-président de l'Assemblée, le Président du CSA italien prennent tour à tour la parole rivalisant de rhétorique et de conviction. Ils sont tous d'excellents orateurs. La foule est en délire et Beppe peut faire à son tour son entrée en scène en un *one man show* qui durera plus d'une heure. La veille au soir, il était à Bari, où la presse du matin le présentait déjà en grande forme. C'est un acteur né. Il occupe remarquablement tout l'espace de la scène, adressant au public de majestueuses envolées qu'il partage avec ses amis à la tribune : « Non, il n'est pas populiste ! Non, il n'est pas démagogue ! »

Son parti est passé de 2 à 25% en deux ans seulement. Il dit représenter 17 millions d'électeurs italiens. Il s'en prend avec véhémence et à plusieurs reprises aux partis traditionnels et qui en s'accoquinant ont barré à son mouvement la route du pouvoir que les électeurs lui avait tracé. « Tous corrompus ! » Berlusconi en prend pour son grade. Il a mis à terre et humilié l'Italie. Le parti socialiste n'est pas mieux traité. Un soutien du mouvement à côté de moi, médecin de son état, m'explique dans un excellent français : « Berlusconi, certes, mais les trois derniers présidents du conseil, Monti, Letta et Renzi, ils n'ont jamais été élus de leurs vies. Nous vivons en Italie un coup d'État permanent depuis trois ans ! Ils sont choisis par la Troïka ! Ce sont des technocrates. Le peuple italien veut que cela cesse ! » Sa voisine, enseignante, peut-être sa femme, s'exprime elle aussi en français. Elle ajoute que les candidats du Mouvement ont été quant à eux choisis par des primaires ouvertes sur internet. « Quant à Beppe, il n'a jamais accepté aucun mandat pour mieux se consacrer au mouvement », dit-elle. Quelques dernières harangues ponctuées par de longues manifestations de joie mettent un terme à la soirée.

La foule se disperse petit à petit, manifestement comblée. Les candidats à l'élection européenne descendent du podium et viennent retrouver leurs amis. Nous sommes présentés à plusieurs personnalités ainsi qu'aux élus du mouvement qui se trouvaient eux aussi à la tribune. Beppe est pris d'assaut par une cohorte de médias. Soudain on m'annonce qu'il aimerait me saluer trois ou quatre mètres plus loin. Entre temps, je suis intercepté par un web-média italien proche du mouvement qui m'interroge sur les raisons de ma présence et me demande mon avis sur le meeting. Je suis tellement concentré sur mes réponses immédiatement traduites en italien que je vois à peine une main se tendre vers moi. Je la serre, je reconnais un visage. Paul-Antoine me glisse après coup : « C'était Beppe Grillo. » Je n'ai pas réagi assez vite. Nous nous sommes serrés la main. Je l'ai senti hésiter quelques instants avant de disparaitre porté par la foule.

Il est minuit et demi lorsque nous quittons cette place. Une des candidates nous dit de faire attention en rentrant : nous sommes ici dans l'un des quartiers les plus difficiles de Naples. Le Mouvement Cinq Etoiles avait même hésité à tenir ce meeting ici, pour des raisons de sécurité, mais le défi a été relevé, selon elle, avec brio. Nous appelons Alain qui devait nous rejoindre mais qui n'osa pas laisser la voiture seule. D'ailleurs, il ne réussira pas à trouver une place convenable pour la laisser. Il nous avait envoyé un SMS deux heures auparavant qui témoignait de la difficile circulation dans Naples : « Je ne peux absolument pas laisser la voiture seule. C'est l'anarchie la plus totale. Ils sont fous ces Napolitains. Le GPS m'a fait passer par des endroits pas possibles. Faites-moi signe dès que c'est fini que l'on parte de cet enfer ! » Nous l'avons fort heureusement retrouvé, et nous avons malheureusement dû quitter trop rapidement cette ville magnifique, bouillonnante, débordante et extravagante, qui aurait mérité comme beaucoup d'autres plus de temps.

Nous prenons l'autoroute direction Rome et son aéroport. Il est plus de 3h00 du matin lorsque nous pénétrons dans un hôtel tout proche de la piste d'aéroport. Il a fallu le chercher longuement. Un commerçant de nuit à qui nous demandons où diable se trouvait cet établissement est parti d'un grand rire : la moitié de ses clients ne le trouvent jamais. Je comprends enfin l'énigme. Entre le numéro 102 qui précède le numéro 104, adresse de l'hôtel recherché, il y a deux kilomètres et demi de rase-campagne. Nous y dormons quelques heures.

Vendredi 9 mai 2014 : journée à Prague (République Tchèque).

L'Europe des cultures devant l'Histoire

Alain nous dépose à l'aéroport tout proche de l'hôtel, il est 7h00 du matin, mais il fait déjà bon dehors. Nous le remercions de nous avoir accompagnés ces quelques jours dans cette folle épopée.

Il repart en voiture, direction mes chers Pyrénées, où il est prévu que nous nous retrouvions lundi matin.

Nous sommes arrivés à Prague, sans encombre. Il est 11h00 et nous sommes invités à déjeuner avec Monsieur Olivier Jacquot, directeur de l'Institut Français de Prague. Il nous mène dans un restaurant tchèque non loin de là. Cet homme est absolument passionnant ; je suis impressionné par le niveau de connaissance et de compréhension de la plupart des ambassadeurs et représentants français à l'étranger. Olivier est agrégé d'histoire et nous explique au cours du repas la position de la République Tchèque dans le débat européen. Une hantise caractérise selon lui la pensée tchèque : la peur de l'alliance franco-allemande.

Il nous explique que les Français sont tenus pour responsables de l'abandon dont ils ont été victimes lors des accords de Munich de 1938, entre la France, l'Angleterre, l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste. Il estime que : « L'influence française a considérablement diminué : la Tchécoslovaquie comptait 81 alliances françaises dans l'entre-deux-guerres. Aujourd'hui, il n'en reste que sept. La langue française est dépassée par le retour en force de la langue russe. Il y a quinze ans, à la Libération, plus personne n'apprenait le russe. Mais, déplore-t-il, les investissements russes massifs des dernières années ont dopé l'enseignement du russe qui vient de dépasser le français comme langue enseignée dans ce pays, derrière l'anglais. »

Olivier pense qu'il est important de faire un réel effort de compréhension et d'analyse des ressentiments vis-à-vis de l'Europe avant de les considérer infondés. Trois points doivent être exposés pour comprendre le point de vue tchèque. Il nous explique. « Tout d'abord, il y a 20 ans, la République Tchèque était considérée comme la figure de proue de l'Europe centrale. Elle bénéficiait d'une monnaie stable et l'Europe de l'Ouest considérait que c'était le pays de l'Est avec lequel elle partageait les liens historiquement les plus forts. La démocratie stable de l'entre-deux-guerres avait démontré que la République Tchèque avait beaucoup en commun avec l'Europe de l'Ouest et qu'elle en partageait le projet. Aujourd'hui, c'est la Pologne qui est la puissance régionale dominante. »

Il continue : « Le deuxième point réside en la séparation de la Tchécoslovaquie. Les Slovaques ont abandonné les Tchèques, dans la mythologie collective tchèque. » Pour Olivier c'est l'histoire « d'un amoureux éconduit » : « La République Tchèque a l'impression d'avoir perdu de sa superbe et d'être réduite à un rôle de petit État. Ce qui permet d'en arriver au troisième point, qui est une blessure historique qui se ravive brutalement : l'Europe est vécue comme un drame car la domination du couple franco-allemand dans lequel on sent bien les prémisses du recul français rappelle que les nationalismes ont joué un rôle négatif sur la République Tchèque, tout d'abord avec la tragédie de Munich puis l'injustice du choix de 1948. »

Selon lui : « La différence avec la Pologne est également mal assumée par les Tchèques. Les Tchèques considèrent qu'ils appartiennent à l'Europe de l'Ouest. Or il existe une peur panique d'une Europe des grands États imposant leurs vues aux plus petits comme la République Tchèque, qui ne compte que 9 millions d'habitants. »

Je questionne Olivier sur la position de la République Tchèque sur la crise actuelle de l'Europe. Il me répond que l'opinion publique tchèque a beaucoup de mal à accepter que l'Europe donne des fonds pour soutenir les pays du sud comme la Grèce, car lorsque la République Tchèque est arrivée dans l'Union, avec neuf autres pays, Bruxelles avait alors déclaré que les caisses étaient vides et que les fonds structurels débloqués seraient moindres. Il ajoute : « Or, selon eux, la Grèce reçoit beaucoup d'argent depuis 1981, d'où une grande incompréhension. Cependant, la question d'une sortie de l'Europe ne semble pas se poser ici : l'Europe semble toujours vitale pour eux. »

« Les relations avec la France sont importantes, même si elles sont moindres par rapport à d'autres pays : on dénombre 580 entreprises françaises en République Tchèque, contre 3 000 russes et près de 6 000 entreprises allemandes. » Cela explique, me dit-il, l'entrain autour de l'enseignement de la langue russe. Cet homme de grande qualité humaine est un grand serviteur de notre pays. Il explique les efforts qu'il est obligé de consentir avec son équipe pour continuer à faire fonctionner et entretenir son Institut.

Le repas arrive à son terme. Nous remercions notre hôte qui nous propose de le retrouver à 16h30 avec des étudiants tchèques et leurs professeurs pour échanger sur leurs perceptions de l'Europe. Rendez-vous est pris.

*

Nous arrivons à l'hôtel, il est 14h30. Pendant que nous prenons les clés de la chambre, j'interroge la jeune femme derrière le bureau. Alexia est étudiante en troisième année de journalisme. Elle est heureuse d'étudier à Prague où elle se sent bien. C'est sa ville natale, ce sont ses racines et elle ne partirait pour rien au monde. Par contre, elle souhaite découvrir le monde en gardant toujours son point d'ancrage. L'Europe, elle le reconnaît, fait vivre la République Tchèque et surtout Prague, par le tourisme. Selon elle, l'attractivité de Prague ne serait pas ce qu'elle est si la République Tchèque n'était pas dans l'Union européenne.

Après cet échange, je monte dans ma chambre pour me reposer, tandis que Paul-Antoine fait le point avec l'équipe parisienne. Il est 16h00 lorsque je reprends à pieds le chemin qui nous mène de nouveau vers l'Institut français. De nombreux francophones m'interpellent. Je discute un peu plus longuement avec deux couples de Belges. Pour eux, l'Europe n'est pas une question : « Elle ne peut être autrement. » Bien sûr, il existe des dysfonctionnements mais, selon eux, ils sont inhérents au processus et seront progressivement rectifiés. « La construction européenne est un mouvement singulier et inéluctable », me disent-ils.

Il est 16h40 lorsque nous arrivons pour la conférence à l'Institut Français. Nous avions prévu quinze minutes pour faire ce trajet, il nous en aura fallu quarante. J'ai échangé avec une bonne trentaine de personnes, par petits groupes successifs, tous francophones. Heureusement que Paul-Antoine avait bien l'itinéraire en tête. Nous sommes accueillis par le directeur et son adjoint qui nous conduisent jusqu'à la salle de classe. Après avoir expliqué en quelques minutes ma démarche, je laisse la parole à la dizaine d'élèves présents.

Martina prend la parole en premier. Grace à l'UE, elle a pu avoir une bourse pour étudier à l'étranger. Elle ne doute pas que son pays doit rester dans l'UE, car même si son pouvoir d'influence est limité, « l'Europe est vitale pour le pays ». « L'ancien Président de la République Tchèque était eurosceptique, et cela a influencé les gens , nous dit-elle. Je pense qu'il existe une division au sein de l'opinion publique : 50% voient l'Europe et sa construction d'un bon œil, 50% la voient comme un ensemble qui se complexifie au-delà du raisonnable.

D'ailleurs, j'ai le sentiment que certains politiques se débarrassent de leurs responsabilités et les rejettent sur l'Europe, ce qui tend à décrédibiliser malheureusement l'action de l'UE. La classe moyenne et populaire se sent moins concernée, comme dans la plupart des pays. » Martina est déjà venue trois fois en France. Elle ajoute que « l'idée de réunir tous les pays, de créer un espace de libre circulation et un grand marché intérieur, dans un contexte très développé était un projet merveilleux pour le peuple européen ». Cependant, il faut aller plus loin et plus vite selon elle.

Je propose à ces étudiants de me poser une question vache : elle arrive très rapidement. Une étudiante, Lenka, me demande si je me souviens de la présidence tchèque à l'Union européenne en 2009. « Y-a-t-il eu des faits marquants lors de cette présidence ? »

La professeure de français, de nationalité française, m'explique qu'elle vit à Prague depuis cinq ans, mais qu'elle trouve les procédures de procuration trop compliquées. En conséquence, elle n'ira pas voter. La professeure tchèque me dit que la grande majorité des étudiants présents n'apprécient pas les partis de l'échiquier politique tchèque. « Ils iront

globalement voter mais davantage pour des personnalités que pour des partis », dit-elle. Elle évoque le fait que beaucoup de jeunes tchèques sont actifs chez les verts, et qu'ils sont notamment europhiles. « Ils apprécient les Verts car la ligne politique des différents partis verts en Europe est semblable, contrairement aux autres partis qui peuvent largement se différencier alors qu'ils ont la même étiquette. »

Après une heure de débat intense, je remercie chaleureusement l'assemblée pour cet échange et nous prenons ensemble une photo qu'ils nous feront parvenir par e-mail.

*

Une de mes amies parisiennes m'a donné les coordonnées d'un avocat qui pourrait me rencontrer et avec lequel elle avait convenu d'un rendez-vous. Son cabinet se situant non loin de là, nous nous y rendons. Il est 18h30. Il est d'abord visiblement mal à l'aise. Il ne sait pas si sa fonction d'avocat, traitant des demandes d'immigration et de régularisation de visas est compatible avec cet entretien. Je tente de le mettre à l'aise. Pour débloquer la situation, j'appelle notre amie commune. Ils échangent en anglais et, progressivement, il se détend. L'entretien dure une heure. Il me confie que selon lui : « L'Europe est un beau projet, respectable, mais qu'il a été mené à l'envers. Les forces économiques ont joué un rôle trop fort alors qu'elles ne devaient être que des moyens de pacifier les relations entre les peuples et les hommes. » A ses yeux, l'économie n'est pas une fin en soi : « Le projet politique n'a jamais été clarifié. S'agit-il de l'Europe des Nations ou d'une Europe fédérale ? Aucun des droits fondamentaux n'a été harmonisé, et surtout pas le droit social. »

Il a le sentiment qu'après l'enthousiasme des débuts, l'Union européenne est aujourd'hui confrontée à une grave crise d'identité. Il n'a aucune idée de quelle orientation politique pourrait être adoptée dans ce contexte de domination financière sans partage, d'affaiblissement du pouvoir politique et d'absence de garantie quant à l'avenir des peuples qui la composent. La perplexité sincère et profonde de cet homme intelligent et cultivé est saisissante.

Il est 20h00, nous sortons de l'immeuble et nous dirigeons vers le centre-ville. Nous improvisons une ballade, à la nuit tombante, dans les rues de Prague. Cette ville est vraiment très belle. Sa renommée historique n'est vraiment pas surfaite. L'amas de touristes de très nombreuses nationalités est spectaculaire. Je comprends la pertinence des propos du directeur de l'Institut français : « Dès le vendredi après-midi, les Tchèques citadins se transforment en tchèques ruraux, en jardiniers qui cultivent leurs jardins. La migration du week-end est culturelle ici. » Il me semble que nous ne verrons pas beaucoup de Tchèques ce soir. Nous prenons quelques photos, notamment du pont Charles. Quelle œuvre d'art reliant magnifiquement les deux rives de la Vltava !

Nous nous dirigeons vers un restaurant non loin de là, que Paul-Antoine avait déjà eu l'occasion de fréquenter lorsqu'il étudiait en Bavière et qu'un de ses plus fidèles amis fréquentait assidûment lorsqu'il habitait cette Prague enchanteresse. Nous entrons dans le « Café Louvre », un établissement du début du siècle où Kafka et Einstein avaient leurs habitudes en leurs temps. Devant l'établissement, beaucoup de jeunes attendent devant un club de jazz voisin. Nous nous asseyons à une table. C'est un endroit typique, assez

touristique également. Nous commandons un goulasch et une bière tchèque. A côté, une jeune femme d'une trentaine d'années fume tranquillement une cigarette, un verre de vin blanc au coin de la table, qu'elle absorbe de temps à autre. Elle lit un petit ouvrage dont le titre et l'auteur me sont inconnus, à la couverture en cuir. Je me penche vers elle et lui demande si elle parle français. Elle acquiesce. Je lui demande si elle peut me dépanner d'une cigarette. Le contact se fait. Elle se présente : Pavla. Nous en faisons de même. Elle tient un bar avec son mari dans le centre de Prague.

Je lui demande si les affaires marchent : « Nous vivons du tourisme, et ici, l'affluence ne manque pas. Je ne dis pas que c'est facile, tenir un bar, avoir des employés, travailler avec son conjoint toute la journée, ce n'est pas facile. Mais on s'en sort relativement bien. » Elle me demande ce que nous faisons à Prague. Je lui explique ma démarche, tranquillement. Pavla se tourne vers moi, progressivement. Son attention est captée. Nous échangeons librement sur Prague, sur sa vision de l'Europe, sur les peuples qu'elle côtoie du soir au petit matin dans son établissement. Ce soir, elle est de repos. Son mari est parti à la campagne, ses employés tiennent la boutique, elle s'est autorisée la soirée dans un lieu et un univers qui lui apparaissent hors du temps.

Pavla donne le sentiment d'incarner un peu cette ville. Nous discutons longuement. Cette jeune femme est lucide, calme et élégante : « Les problèmes que nous vivons ne se règleront pas par des voies traditionnelles. » Elle, qui était doctorante, a choisi d'ouvrir un café-bar, afin de permettre aux individus de venir la journée échanger autour d'un café et déguster un gâteau fait maison. Pavla souhaite participer, à son échelle, à créer des relations humaines tant à l'échelle de son quartier qu'entre les nationalités. Par contre, sa vision de l'Union européenne en tant que telle est beaucoup plus contrastée : « Trop compliquée, manquant d'humanité, désincarnée, absence de destin commun, trop coupée des peuples », elle conclut que c'est avant tout une affaire de gros sous. Elle regrette que le pouvoir politique s'y soit à ce point abîmé. Elle ne voit pas d'avenir à ce projet qui s'est beaucoup éloigné de ses aspirations profondes de fraternité. Elle ne pense pas aller voter.

Sur le chemin du retour, Paul-Antoine et moi nous pressons lentement. Nous sommes à la fois éreintés par cette première semaine riche en émotions et en rencontres, et fascinés par ce Prague nocturne d'un caractère à nul autre pareil.

Samedi 10 mai 2014 : Journée à Prague (République Tchèque).

L'Europe des villes et des banlieues

Après un petit déjeuner copieux, nous prenons le tramway, direction : la banlieue de Prague. Le centre fourmille de touristes et de fêtards. Nous ne disposons que de quelques heures avant que notre avion ne décolle vers Paris. Le centre-ville étant déserté par les Tchèques le week-end, je fonde l'espoir d'en rencontrer dans les grandes banlieues de l'ère soviétique que nous avons aperçues en atterrissant la veille.

Paul-Antoine me guide. Nous arrivons rapidement au pied de grands ensembles, ces immenses blocs de béton qui se ressemblent tous. Sur ce qui semble être une place, nous apercevons un petit café de quartier.

Je m'engage à l'intérieur, salue le patron, et nous nous asseyons à une table, à côté de deux hommes d'une quarantaine d'années. Après avoir commandé un café, je les regarde et me penche vers eux afin d'attirer leur attention. Ils esquissent un sourire et, avec l'aide de Paul-Antoine, nous engageons la conversation.

Je me présente puis leur expose ma démarche. Leurs regards soupçonneux sont emplis de finesse et de malice. L'un d'entre eux me demande s'il peut prendre le temps de lire ma profession de foi que je viens de leur remettre. Je l'y invite, et son ami se penche également sur le papier. Après deux minutes d'attentive lecture, ils me regardent tous deux et le premier me demande combien de pays j'ai déjà traversé. « C'est seulement mon sixième pays, mais j'observe, je prends le pouls et j'écoute », lui dis-je.

Je lui demande quel est son prénom. Il s'appelle Jan et son ami qui n'est autre que son associé s'appelle Vaclav. Jan est responsable d'une entreprise de construction d'hôtels, de

restaurants et de cafés de gamme standard. Seul son associé vit dans ce quartier. Il a investi tout ce qu'il avait pour augmenter le capital de Jan, un ami d'enfance. Il semble avoir déjà bu quelques cafés et, à la vue des dossiers sur la table voisine, ils discutent de prochaines affaires. Je leur demande comment se porte le climat économique de leur pays et dans quelle mesure ils ont été impactés par la crise. Jan, fondateur de l'entreprise, précise que son affaire se porte bien : « Le marché est stable, malgré la crise, les gens continuent de sortir, de prendre du bon temps en terrasse. » Et puis, Prague est certes touristique, mais certaines régions se développent également à l'image d'un chantier qu'il mène en ce moment à Kutna Hora, à l'Est de la capitale.

Jan estime que globalement les gens ne subissent pas trop la crise, en tout cas pas comme ils peuvent le voir dans d'autres pays : « Ici, lorsque cela ne va pas, il est toujours possible de se rabattre sur le potager à la campagne qui protège et nourrit. » Il admet que le coût de l'énergie augmente et pèse sur le budget, que les salaires augmentent en ce moment moins vite que le coût réel de la vie. Vaclav ajoute que dans son quartier, certains ont vraiment du mal à vivre. Cette augmentation des prix touche par exemple sa voisine, Karen, qui est au chômage depuis deux ans, ne reçoit quasiment plus d'aide. Elle ne possède pas de jardin ni d'automobile. Elle reste dans le quartier, vivant de petits boulots. Elle survit en somme.

Puis je leur demande ce qu'ils pensent de l'Union européenne. Ils pensent que la construction européenne leur a permis, avec la chute du « rideau de fer », de rejoindre ce qu'ils considèrent comme « le bon côté », celui où les affaires sont possibles. Ils étaient étudiants, à cette époque, et se remémorent ces années où leurs parents enduraient le travail à l'usine, pour l'un, l'administration ultra-surveillée pour l'autre. Ils me disent être heureux d'appartenir désormais au bloc de l'Ouest.

« C'est la paix, et c'est déjà une bonne chose », ajoute Vaclav. D'ailleurs, ils sont inquiets pour les élections européennes à venir. Dans beaucoup de pays les extrêmes montent autour d'eux. Ils me parlent notamment de la France, de l'Autriche, de l'Angleterre et de la Hollande. Ils ne comprennent pas que les partis traditionnels dévissent à ce point et ne sachent pas prendre la mesure des choses. Bien entendu, Vaclav et Jan sont mesurés : « On ne connait cela que par la presse, ce qu'on en dit. » Eux iront voter car l'Europe leur a permis de créer leur affaire dans leur pays, affaire qui marche et dont ils espèrent tous deux tirer un profit substantiel.

Après cet échange, nous sortons du bar. Une femme assez jeune promène un chien en laisse. Je m'approche. Elle me fixe. Après lui avoir dit bonjour, Paul-Antoine prend le relais et nous commençons à échanger. Veronika, 28 ans, travaille comme caissière dans une grande chaine à la sortie de la ville. Elle doit se rendre bientôt dans sa famille qui vit non loin de là. Je lui demande son avis sur l'Europe et si elle ira voter.

La réponse est cinglante : « Les politiques dans ce pays sont tous pareils : corrompus jusqu'à la moelle. Je n'irai pas voter pour quelqu'un qui dit représenter un pays alors qu'il ne représente que lui. D'ailleurs, comment représenter et peser pour un petit pays comme le mien ? J'admets bien volontiers qu'il n'y a pas de chance de développement sans la communauté européenne, même si nous sommes comme vous gênés par le poids de l'Allemagne. Il n'existe aucune alternative en face, cela commence à faire peur. Mais nos

députés européens, ils ne pèsent rien. Ils n'ont qu'à approuver et s'en mettre plein les poches. D'ailleurs, je ne sais même pas qui se présente. » Elle me dit qu'elle doit remonter pour préparer ses valises et partir dans sa famille pour le repas de midi.

*

Il est 10h45, nous reprenons le tramway en direction de notre hôtel. Après avoir récupéré nos valises, nous prenons le taxi qui nous emmène à l'aéroport. Notre vol est à 13h00. Je profite de l'embarquement pour vider ma messagerie, une fois de plus saturée. Jusqu'au dernier moment, j'écoute et je rappelle ceux qui doivent être rappelés le plus urgemment. Nous allons décoller, le téléphone n'est plus permis à bord. J'en profite pour m'autoriser une petite sieste.

À l'atterrissage, en attendant les valises, je suis abordé par un homme assez grand et mince. Frédéric a déjà entendu parler de mon tour de France à pieds et me demande ce que je fais là. Il m'a aperçu dans l'avion mais n'a pas osé venir me parler. Je lui explique ma démarche et il me dit aussitôt être profondément européen. Il est français et a longtemps travaillé à l'étranger, notamment à Barcelone. Sa femme est suédoise, et il a eu deux enfants avec elle. Il n'a pas beaucoup de temps mais propose de prendre le taxi avec nous vers Paris. Comprenant ma démarche, et voyant que j'hésitais à lui donner la traduction anglaise de ma profession de foi, il me demande si j'ai traduit dans toutes les langues mon communiqué. La négative lui met le sourire aux lèvres : il me propose directement de le traduire en plusieurs langues dans les deux prochains jours. Il souhaite mettre sa pierre à l'édifice, comme on dit. Nous échangeons nos contacts et je l'invite à me retrouver dans mon bureau un peu plus tard, à l'Assemblée nationale, pour 18h00.

Mes trois assistants parlementaires, Clémence, Michael et Paul-Antoine, tous trois stagiaires, ont réservé une salle de réunion afin de faire le point sur l'organisation des prochains jours. Lorsque je descends, Frédéric est également là, et traduit le communiqué : « Voici le communiqué en hollandais et en espagnol. Je peux vous le faire en sept langues. » J'accepte volontiers. Nous faisons rapidement le point, j'acquiesce et prend connaissance des prochaines destinations et rendez-vous possibles. Après avoir donné quelques orientations puis remercié chaleureusement cette fine équipe, je leur propose d'aller se reposer afin de recharger les batteries pour les deux prochaines semaines qui s'annoncent d'ores et déjà éprouvantes.

Il est 19h30. Je me suis rendu ce jour à Paris pour voir de vieux amis, des artistes qui chantent le Sud, le groupe Nadau qui se produit ce soir même à l'Olympia. J'ai déjà participé à tous leurs concerts donnés à l'Olympia.

J'ai appris ce soir que le lendemain, ce dimanche 11 mai 2014, un rendez-vous important a été annulé et je m'en réjouis. Par conséquent, direction Lourdios-Ichère pour y retrouver ma chère famille qui me manque tant. J'y arrive pile pour l'heure du déjeuner.

Lundi 12 mai 2014 : Journée en Navarre (Espagne).

A Pampelune, l'Europe de l'innovation

Il est 7h30. Après m'avoir laissé passer une partie du dimanche avec ma famille dans mon petit village pyrénéen, Paul-Antoine m'attend dans la voiture. Il me dépose à Oloron-Sainte-Marie. Un car affrété par l'Institut Patrimonial du Haut Béarn (IPHB) et une trentaine de mes amis des vallées d'Aspe, d'Ossau et de Barretous nous y attendent : les élus d'Arette, de Laruns, d'Aydius, de Sarrance, de Lées-Athas, d'Aste-Béon, d'Urdos, et de Rébénacq ; les représentants de la COFOR 64 ; des représentants de l'Office National des Forêts (ONF).

C'est une belle journée. J'avais retenu cette date depuis plusieurs semaines déjà, sachant qu'elle me permettrait de faire d'une pierre deux coups. Aller visiter en Navarre et à Pampelune des installations très novatrices en matière d'utilisation du bois, du traitement des déchets et d'entretien des cours d'eau. Et engager mon périple en Espagne. Je laisse ma voiture qu'Alain Sanz m'amènera quelques heures plus tard après une réunion, et avec Paul-Antoine nous partons avec le bus.

Nous montons d'abord le col de La Pierre Saint-Martin, puis redescendons du côté espagnol. Après une trentaine de minutes de petits villages et de lacets successifs, nous arrivons progressivement dans une plaine relativement aride. Autrement plus sèche que celle qui ouvre sur nos vallées respectives. Alors que le terrain semble devenir définitivement plat aux contreforts des Pyrénées se dressent une dizaine de piliers en béton s'élançant vaillamment vers le ciel. Un nouveau tronçon d'autoroute. Le tablier n'est pas encore acheminé sur le lieu d'édification. Quelques minutes plus tard, nous nous élançons sur un tronçon flambant neuf d'autoroute achevée. Des panneaux figurant le sigle du FEDER

montrent l'importance des fonds européens. Sur cette large plaine, peu d'agriculteurs et de maisons. Le sol parait sec et poussiéreux, des affleurements rocheux se dressent ici et là. En contrebas se profile une vaste étendue d'eau, l'Embalse de Yesa : Milou Castan, Président de l'Association des Communes forestières des Pyrénées Atlantiques nous explique que c'est un des plans d'eau les plus grands pour le nord-ouest de l'Espagne, formée par la retenue du fleuve Aragon. Il sert notamment à l'ensemble des villes avoisinantes comme point d'eau, ainsi qu'aux agriculteurs des plaines espagnoles plus fertiles et moins rocailleuses.

La première visite d'exploitation est celle d'une scierie à Isaba. Nous rencontrons le responsable de la scierie, Eduardo. Il emploie actuellement sept personnes. Cet établissement scie uniquement du hêtre, majoritairement en provenance de France et un peu d'Espagne. L'entreprise ne réalise pas l'abattage, les bois sont achetés exclusivement en provenance de bord de route. Les achats se font à hauteur de 55 à 65 €/m^3. Le transport est à la charge de la scierie ce qui fait que les bois arrivent à la scierie au prix de 75 €/m^3.

Le responsable nous explique que la scierie est équipée de 2 chambres de séchage, alimentées par une chaudière au gaz, de 80 m^3 chacune. Actuellement, 5 000 m^3 sont sciés annuellement. Or, ils en sciaient 10 000 m^3 avant la crise. Les bois sont ensuite débités en plots et planches destinés à la fabrication de meubles, chaises et canapés. Ils sont vendus en Andalousie et en communauté de Valence, lieux de fabrication de meubles en Espagne et quelques-uns en Asturies et Cantabrie. Les fabricants de meubles en Navarre ont périclité, il en reste selon lui un seul. Les coûts de main-d'œuvre sont très inférieurs dans ces autres régions. Pour s'en sortir, il a diminué sa masse salariale autrefois plus élevée. Il dit également avoir diversifié ses produits en proposant également du bois de chauffage, de sciures et de plaquettes pour les affichages.

Je me permets de lui demander le rôle et les effets de l'Union européenne sur son entreprise. « L'Europe, c'est à la fois la crise et le chômage pour cinq de mes anciens salariés, et des aides et subventions de l'autre côté. L'Europe, c'est la carotte et le bâton. Moi, je ne pense pas que l'Europe devrait ressembler à un troupeau d'ânes que l'on bât et appâte presque dans un même mouvement. Les ânes, au fond, ils n'en font qu'à leur tête et le coup de sabot peut faire mal quand il arrive ! »

La deuxième visite s'effectue à Sangüesa, dans une entreprise créée en 2008 qui fabrique des granulés de bois à partir de sciures et de plaquettes forestières. Jose Luis nous fait faire le tour de l'exploitation et nous explique les matières premières utilisées et le procès de fabrication. La production actuelle est de 4 t/heure et 7 000 t/an. Elle pourrait selon lui être doublée et est actuellement limitée par la capacité du séchoir. L'usine est équipée pour ensacher et verser directement dans les bennes de camions. Il nous indique fièrement que les ventes ont augmenté de 20% en 2012 et à nouveau 20% en 2013, avec une légère revalorisation du prix de 5%. Vingt autres fabricants de granulés existent en Espagne. Le pouvoir énergétique des granules de bois est non négligeable : « Deux kilos de granulés équivalent à un litre de fuel. On peut comparer les prix : deux kilos de granulés = 0,5 € alors qu'un litre de fuel : 1 €. L'entreprise a été créée en 2008, avec un investissement de 2 M €. Son chiffre d'affaires est de 1,05 million d'euros/an. L'entreprise emploie 8 personnes à ce jour et compte bien s'agrandir.

La troisième visite nous emmène à comprendre le fonctionnement d'une chaudière à bois à Valle de Ultzama. Patxi, maire de la vallée d'Ultzama et Miguel, ancien maire, sont tous deux nos guides. Le premier nous dit : « La vallée d'Ultzama couvre un territoire de 100 km^2 avec 14 villages et 1 700 habitants. Cette vallée produit 25% du lait de la Communauté de Navarre. Le territoire compte 9 000 ha de forêt dont 3 000 sont exploités. 4 500 t de bois sont sortis chaque année dont 600 t sont utilisées localement. Une des particularités de la vallée est que tout le monde se chauffe au bois, même les entreprises avec des granulés ou des buches. Le reste de la production est vendu. »

Le conseil municipal avait pour objectif de chauffer des bâtiments publics rassemblés sur un même site: une installation a donc été mise en place qui comprend deux chaudières à bois qui alimentent un réseau de chaleur qui dessert une salle de sport, une piscine, le collège, un fronton couvert, un centre social, un centre de santé et le centre administratif local. » 11 000 m^2 de bâtiments sont ainsi chauffés et approvisionnées en eau chaude. Aujourd'hui, la chaudière est alimentée par du bois de la vallée et les chaudières consomment entre 40 et 50 t de plaquettes/mois. Un exemple de circuit court. Les deux élus en sont fiers : des logos du FEDER apparaissent un peu partout pour rappeler l'engagement financier qui a permis au projet de sortir de terre. Je leur demande la répartition du financement : « L'investissement a été de 600 000 € avec 50 à 60 % de subventions. Notamment européenne. Sans l'Union européenne, le projet n'aurait pas été possible. » Le temps de retour sur investissement est fixé à 4 ans.

L'actuel maire nous propose de visiter un autre mode de production d'énergie hors filière bois. Il nous emmène non-loin de là dans une usine de méthanisation. L'unité en question est alimentée essentiellement par du lisier de vaches qui provient de 21 exploitations agricoles de la vallée d'Ultzama, situés dans un rayon de 25 km (environ 3 000 vaches). Ce sont des élevages de 200 à 500 bêtes chacun. Le méthane obtenu alimente ensuite un moteur qui produit de l'électricité - 500 kW/h soit 4 millions de kWh/an – et la chaleur produite est acheminée vers plusieurs sites, notamment vers une entreprise agro-alimentaire laitière. Après méthanisation, la matière sèche résiduelle est récupérée par les agriculteurs en engrais pour les cultures. « Les éleveurs paient pour livrer le purin et paient également pour récupérer le digestat qui est utilisé comme compost : environ 1,5 € la tonne. Comme cela, l'affaire est rentable et chacun en profite. Les agriculteurs sont contents de pouvoir se débarrasser dans un premier temps de tant de lisier et puis ils reviennent chercher du compost en prime. Et ne parlons pas du bénéfice pour la collectivité et les habitants. » D'autres projets, partant du local, sont possibles.

*

Nous quittons les copains des vallées. Il est 17h30. L'autoroute alterne avec la nationale. Les fonds européens et l'État espagnol financent progressivement la construction des autoroutes, dont l'avancement dans cette partie nord de l'Espagne a visiblement connu un passage à vide depuis quelques années. Un paysage ondulé se donne à nous : de vastes champs de céréales, à perte de vue, quasiment sans aucun bâti visible.

Après les collines, nous débouchons progressivement sur une large plaine. De nombreux immeubles de briques rouges bordent la voie, côtoyant d'imposantes enseignes commerciales

et entrepôts divers. Le soleil couchant embrasse tout d'abord le ciel, puis lentement, une teinte rose pastel brosse l'arrivée dans Madrid. Il est 21h45. La circulation se densifie. Nous pénétrons dans le centre-ville, les rues deviennent plus étroites, puis exclusivement à sens-unique. Alain se perd dans les méandres madrilènes.

Nous trouvons finalement un parking sous-terrain sous la place Santa-Anna. Alors que nous nous dirigeons vers l'hôtel tout proche, un homme d'une cinquantaine d'année accompagné d'une jeune femme nous aborde : ils se présentent comme des amis de Frédéric, l'homme que nous avions rencontré le samedi précédent. Arturo et Laura nous proposent de nous accompagner jusqu'à l'hôtel afin d'y déposer nos bagages, puis d'aller manger ensemble. Nous acceptons volontiers ce plan judicieux.

Nous récupérons les clés de notre petit appartement, calle Relatores. Nous y montons nos affaires afin d'y établir notre quartier général, puis descendons rejoindre nos amis. Ils nous conduisent finalement à 23h30 dans un restaurant bar où l'on sert des tapas et autres mets de la fameuse cuisine espagnole. Nous prenons un petit apéritif afin de faire connaissance. Arturo travaille depuis 30 ans dans la vente textile. Il est dans le commerce de gros. C'est dans ce contexte qu'il a rencontré Frédéric il y a une dizaine d'années.

Arturo nous dit que c'est devenu plus difficile avec la crise dans son pays, mais que globalement, même si la trésorerie a diminué, l'entreprise passera le cap. D'ailleurs, il a employé sa fille. Laura s'estime heureuse. Malgré ses études et ses diplômes, elle ne trouverait pas de travail en Espagne en ce moment. Arturo lui ouvre la perspective de reprendre l'affaire familiale à terme. Il est un fin connaisseur de l'Espagne, son pays, et de la société espagnole. Il me brosse un rapide mais très intéressant portrait de l'évolution de l'Espagne depuis la fin du franquisme.

Il a été dans un premier temps enthousiasmé par le retour de la démocratie et le formidable développement espagnol qui s'en est suivi avec l'appui important des fonds européens. Même si l'enthousiasme commençait à s'éroder un peu depuis une dizaine d'années, tout se passait bien jusqu'à l'arrivée de « cette maudite crise.» Aujourd'hui, il est très malheureux pour son pays. Il estime lui aussi que les partis traditionnels au pouvoir, PSOE et Partido Popular, se sont très gravement discrédités et coupés de l'opinion. « L'image de l'Europe a aussi beaucoup changé aux yeux des Espagnols », me dit-il. « Les gens ont mal vécu les mesures dont nous avons fait l'objet et nous nous sentons abandonnés dans une certaine mesure. Voire même lâchés.

La confiance en l'Europe unie a considérablement baissée. Elle apparait aujourd'hui comme un ensemble dominée par la Finance, sans humanité et dont le politique est totalement absent.» La situation de son pays au-delà de la crise ne manque pas non plus de l'inquiéter. Avec les projets indépendantistes de la Catalogne et du Pays Basque par exemple. Il estime cependant que les Espagnols ont fait front courageusement et même s'ils sont encore très loin d'être tirés d'affaire, ils ont du moins peut-être réussi à limiter la casse.

Arturo indique que « le mouvement des Indignados a eu un très gros retentissement au cœur de la société espagnole. Je pense qu'une nouvelle société doit naître, d'inspiration beaucoup plus citoyenne. Elle doit se reconstruire autour du peuple. Je pense que l'ère des

partis politiques, totalement usés, coupés de toute force militante, et très éloignés du peuple, est finie. Je pense que des mouvements citoyens commencent à se faire jour en Espagne et un peu partout en Europe. » Nous continuons sur le fonctionnement et la gestion de sa société qu'il tient à bout de bras. Il est soucieux pour l'avenir de sa fille. Cette dernière, cultivée, s'exprimant bien, fait pourtant montre d'une grande sérénité et d'une profonde réflexion. Arturo évoque plusieurs amis et groupes qu'il aimerait que je rencontre. Il me parle de leur histoire. Je lui décline mon emploi du temps déjà fort chargé à Madrid. Après avoir pris congé, nous rejoignons notre chambre avec Paul-Antoine et Alain. Il est 2h30.

Mardi 13 mai 2014 : Journée à Madrid (Espagne).

Madrid, l'Europe des crises

Nous nous réveillons, il est 8h00. Pendant que nous nous préparons à descendre prendre le petit déjeuner, nous écoutons attentivement la chaîne d'information en continu espagnole. L'information principale est terrible : Isabel Carrasco, 59 ans, présidente de la province de Leon et membre du parti au pouvoir en Espagne a été tuée par balles ce lundi, en pleine ville, par une mère accompagnée de sa fille.

La jeune fille avait été licenciée par l'administration de Leon où elle travaillait comme ingénieure des travaux publics. Il semblerait que la perte de l'emploi, vraisemblablement vital pour la famille et son honneur aurait déclenché le meurtre. Nous restons tous trois choqués devant cet acte incompréhensible, qui montre sans doute que perdre le moyen de subsister et d'exister en tant que tel peut pousser à l'irréparable.

Les actualités s'enchaînent. Vient rapidement une émission sur les élections européennes : les sondages tombent telle une rafale qui siffle sans interruption aux oreilles. « 44% des Italiens seraient pour une sortie de l'euro. 9 français sur 10 penseraient que leurs enfants auront une vie beaucoup plus difficile qu'eux. La plus grosse majorité des européens disent que la Communauté européenne ne les écoute pas. » Les personnes présentent sur le plateau débattent ensuite sur un rapprochement entre centre droit et centre gauche au niveau du pouvoir national espagnol.

Alain, Paul-Antoine et moi-même partons à ce moment prendre le petit déjeuner à la boulangerie au coin de notre rue, calle Relatores. Nous discutons un moment avec le serveur qui nous dit que le tourisme est la seule chose qui maintient le pays. « Si le secteur du tourisme venait à s'effondrer, il y aurait la guerre civile », assure-t-il.

Après avoir rechargé les batteries, nous rentrons établir le planning de la journée. Nous commençons par un long échange avec mon bureau parisien. En fait, c'est le premier depuis le début de cette semaine. Hier, nous étions trop occupés par l'épisode Pampelune. Avec Mickael et Clémence, nous passons minutieusement en revue les prochaines étapes. Nous vérifions que les orientations arrêtées samedi soir à Paris sont bien réalisables, nous ajustons l'horaire des avions en fonction de leurs coûts, la position des hôtels compte tenu de leurs prix et des rendez-vous qui se dessinent. Je donne les instructions concernant les contacts à prendre, ceux qui restent à rechercher. Nous définissons pour la première fois d'une manière précise les lieux où nous allons nous rendre et les moyens de locomotion que nous allons utiliser jusqu'au 21 avril prochain, la veille des premiers votes dans certains pays de l'Union européenne. Enfin, je fais le point sur l'actualité législative et les démarches en cours et onne un coup de fil à la permanence de Oloron-Sainte-Marie pour un point détaillé.

Il va être 12h00. Après avoir chargé les bagages dans la voiture, nous prenons la direction de la Puerta Del Sol qui se trouve à 500 mètres de là. Nous croisons un couple espagnol qui nous confirme la bonne direction. J'en profite pour leur demander s'ils sont encore étudiants ou s'ils travaillent. Ils m'indiquent que leurs études sont terminées depuis deux ans déjà, mais que malheureusement ils ne travaillent pas ni l'un ni l'autre. Ils sont ingénieurs tous les deux, ils souhaiteraient se marier, mais ils voudraient avant que l'un d'entre eux au moins trouve du travail. Ils ont tout essayé.

Ils sont tous les deux spécialisés dans le génie civil, et compte tenu de la crise qui frappe le bâtiment en Espagne, ils n'ont aucune perspective. Si aucune de leur démarche n'a abouti dans les six mois, ils s'efforceront de tenter leur chance en Allemagne ou peut être au Canada. Ils vivent chez les parents de Silvia, dans la banlieue madrilène. Ils n'apprécient pas du tout cette situation, ni l'un, ni l'autre.

Je leur demande s'ils vont voter pour les élections européennes. Silvia est la plus prompte à me répondre : « Je pense que l'Europe est une bonne idée, mais elle nous fait trop mal en ce moment pour que j'aille lui porter ma voix. Je n'ai pas envie de voter contre non plus, alors je n'irai pas voter. » Pepe est plus catégorique encore. Ses deux sœurs et son frère sont au chômage eux aussi. Il enrage parce que tous les jours à la télévision, on lui explique que la reprise est de retour. Lui n'en voit pas la couleur. Il n'ira pas voter non plus, mais s'il y était allé, il aurait voté contre.

*

Nous débouchons plein soleil sur la Puerta Del Sol. Une imposante masse rouge attire notre regard au pied de la statue du roi Carlos III. Nous nous y dirigeons. Il s'agit d'une manifestation de syndicats ouvriers et de Izquierda Unida contre la fermeture d'une usine Coca-Cola Espagne.

Nous échangeons avec les responsables de la manifestation. Ils nous expliquent qu'il y a trois autres usines d'autres grands groupes qui ferment en même temps dans la région. Ils sont partagés entre colère et désespoir. On nous présente des ouvriers qui viennent de perdre leur troisième emploi en deux ans.

Ils n'ont plus le moral. Ils nous expliquent que Coca Cola n'avait aucune raison de fermer, pas plus qu'en France et en Belgique il y a peu. On nous invite à faire des photos. Des dizaines de manifestants se pressent autour de nous. L'un des responsables me confie qu'il y a des années qu'il n'a pas vu un député. Il ne croit plus du tout en la classe politique, et encore moins en l'Union européenne qu'il qualifie « d'extravagance libérale.» Il suivra les consignes de son parti, tout comme ses camarades : ils voteront Izquierda Unida et sont très opposés à l'Europe des marchés.

Pendant que la manifestation se disperse pacifiquement sous le regard bienveillant de la Guarda Civil, on continue à me présenter de nouveaux chômeurs qui me déclarent tous gravement, l'un après l'autre, que leurs vies et celles de leurs familles sont finies. Devant tant de désarroi, et fort de mon espagnol, je tente de leur redonner confiance. J'évoque une Europe citoyenne, porteuse de paix. Ils secouent la tête poliment : ils n'y croient manifestement pas du tout. Nouvelle photo générale et nous prenons congé sur les mots d'espoir que je ne cesse de leur prodiguer.

La foule déambule autour de nous en pressant lentement le pas. Les contacts sont faciles. Un couple de Belges venus ici pour une semaine me reconnait. Ils évoquent tout de suite mon combat contre Toyal et les délocalisations. Lui travaillait au Ministère des Finances de Belgique, sa femme était institutrice à Bruxelles. Ils sont tous les deux de fervents partisans de l'Europe. Lui me félicite pour la fidélité de mes engagements en politique. Il se sent très proche de François Bayrou. Quant à elle, elle estime que c'est un malheur pour la France et pour l'Europe qu'il n'ait pas pu se faire élire président de la République Française.

Je retrouve un peu plus loin des personnes, qui me disent avoir participé à la manifestation et avoir apprécié ma visite et mes propos. L'un d'entre eux me présente sa femme et ses enfants. Il s'exclame : « Hijos de sin trabajo ! … » (Fils d'homme sans travail !)

*

Nous retrouvons Alain sur la place Santa-Anna. Nous montons en voiture direction la banlieue de Madrid. La traversée de cette ville tentaculaire nous fait passer devant la Plaza de Toros de Las Ventas. Nous esquivons à notre manière le flot incessant de voitures et de motocyclistes. Nous arrivons devant un immeuble jaune dans le nord-est de Madrid où nous avons rendez-vous chez une artiste qui a invité deux anciens journalistes en vue devenus partisans du Mouvement des Indignés.

Nous montons les marches jusqu'au troisième étage. Il semble que le bâtiment soit avant tout rempli de bureaux, pour le moins vides. Peu de personnes, peu de bruit. Nous arrivons sur le palier face à une grande porte en fer : Inès nous ouvre la porte de son atelier d'artiste. Elle est sculptrice franco-espagnole, installée à Madrid il y a plus de 15 ans. Elle nous présente à ses deux amis, deux anciens journalistes pour la télévision madrilène. Nous nous asseyons sur de hauts tabourets, autour d'une vaste table au centre de l'unique vaste pièce. D'imposantes et magnifiques sculptures nous entourent. Inès nous présente ses œuvres et la manière dont elle exerce son art. C'est magnifique. Quel talent ! Cette femme cultivée et passionnée nous fait découvrir la force d'expression de ces œuvres. Nous sommes invités à partager les tapas.

Pepa commence par nous expliquer comment 861 personnes ont été licenciées par la télévision publique de Madrid, Telemadrid. Pepa était styliste pour cette chaine. Il y a un an et demi, la chaîne a fait une proposition de plan social en raison de difficultés économiques. Les représentants syndicaux ont commencé à entrer en négociation pour essayer d'obtenir des avantages et des aménagements au plan, notamment en proposant une baisse des salaires pour éviter les licenciements. Jorge, faisait partie du comité d'entreprise. Il dit : « Il n'y a eu finalement aucun accord et le licenciement a eu lieu. Mais il a été démontré a posteriori que ce n'était pas un problème économique mais un choix politique. Le comité d'entreprise a dénoncé la manipulation. Cela faisait partie d'un plan du gouvernement très vaste qui visait à privatiser l'ensemble des secteurs publics, notamment la télévision, l'éducation, et les hôpitaux. »

Pepa renchérit : « nous sommes passés d'une situation où tous les partis pouvaient parler, à un mono-discours. Car il faut comprendre que la télévision était ouverte, mais quand le pouvoir est passé aux mains du PP, on a assisté, impuissants, à une véritable compromission de la pluralité politique à la télévision. Ce fut une mise au pas de la télévision comme on n'en avait jamais connu. Quand le PP a pris le pouvoir, il a considéré qu'il y avait trop de voix de gauche à la télévision publique. Les députés de gauche, encore majoritaires, n'ont pas cherché à s'opposer. » Pepa nous explique qu'une femme, Esperanza Aguirre, l'une des figures les plus dures au PP a fait remplacer le Directeur Général de la télévision de Madrid, ce qui pourtant n'était pas normal : « C'était traditionnellement un poste à concours, or elle a nommé une personne ! C'était une première. »

Elle nous explique ensuite les changements intervenus dans les programmes, comment les caméramans étaient dirigés pour prendre certaines images. Jorge, assis à ses côtés sur un tabouret, acquiesce. « On a vécu ici l'instrumentalisation de la télé. Dès 2004, il existait une manipulation de l'info, notamment sur les informations de l'attentat de Madrid. Télé Madrid voulait faire croire que c'était l'ETA alors que les islamistes avait envoyé des vidéos à la chaîne. Les politiques avaient davantage besoin de faire porter le chapeau à l'ETA qu'aux islamistes, puisque le gouvernement d'Aznar avait appuyé l'intervention en Irak aux côtés de Bush. Lorsque l'affaire a éclaté au grand jour, à la veille des élections, le tollé a contribué à faire passer Zapatero au pouvoir. »

Je lui demande comment cette transformation de la télévision publique a été possible. Les employés et leur intégrité ne doivent-ils pas être protégés ? Pepa s'avance au-devant comme pour asséner un coup : « Pour pouvoir faire ça, ils ont modifié la loi au Parlement espagnol. Ils ont fait un amendement pour que les employés ne soient plus protégés. Ils ont pris le pouvoir des médias pour faire croître leur pouvoir politique. Alors même que Zapatero était passé au pouvoir, Telemadrid a continué à être contrôlé par le PP qui dominait la vie politique madrilène, dont dépend financièrement la chaîne. La ligne éditoriale a accablé Zapatero jusqu'au bout. »

Elle continue : « A la direction de l'information de Télé Madrid, ils ont décidé au bout d'un moment de ne plus signer les reportages car ils se sentaient trop manipulés. Le comité social a même déposé plainte devant le Parlement européen en 2007 concernant le licenciement abusif. Le Parlement européen a rejeté cette plainte en proclamant qu'il n'existait pas de loi pour les protéger. L'ancien comité social arrive à gagner au niveau des

petits tribunaux, mais plus haut, les pouvoirs judiciaire et politique sont tellement imbriqués l'un dans l'autre que tout est bloqué et aucune décision importante n'est prise dans notre sens. »

Pepa et Jorge pointent du doigt un grave problème de corruption politique et de contrôle des médias qui selon eux paralyse le pays. « La connexion est très forte entre chefs d'entreprises et personnel politique. Ils ont verrouillé le pays de cette manière. Ce qu'ils considèrent comme public reste subventionné par l'État, mais un intermédiaire agit toujours, prend une commission, et les subventions qui sont accordées n'arrivent pas aux employés car elles sont manipulées par certaines personnes en haut lieu. Le pire, dit Pepa, c'est que le PSOE n'a jamais vraiment combattu ces dérives insupportables. On a l'impression aujourd'hui que sur l'essentiel PP-PSOE, c'est même combat. »

Je leur demande comment ils réussissent à vivre personnellement. Jorge me répond : « Les tribunaux locaux ont décidé que c'était un licenciement abusif, donc en ce moment nous touchons le chômage. Mais c'est un licenciement politique et pas économique. Et pour nous, le plus difficile est qu'il n'a pas été désigné de responsable. Les directeurs de Telemadrid restent à leurs places et gagnent toujours de l'argent. » Ils m'expliquent qu'à l'heure actuelle ce sont les Madrilènes qui payent leur chômage.

Les anciens travailleurs se sont réunis et ont créé une nouvelle chaine de télévision : Tmex. Ils fonctionnent en assemblée comme le mouvement du 1er mai et ils prennent la décision de ce dont ils vont traiter. C'est pour eux la traduction de la reprise du pouvoir, de la parole qu'il faut initier dans tout le pays. Mais ils déplorent et bénissent à la foi le fait qu'ils n'aient pas beaucoup d'argent. Ils travaillent tous bénévolement pour l'instant au sein de Tmex. Ils sont 110 associés à y avoir mis leurs économies et leurs espoirs. Ils sont seulement 25 travailleurs. Ils souhaitent avant tout résister. Ils s'appellent d'ailleurs eux même « les exilés ».

Ils ne veulent pas devenir riches, mais ils souhaitent raconter la vérité de la vie de tous les jours car l'Espagne a selon eux « un problème de mémoire important, notamment sur le plan historique ». Ils tentent à leur manière de rétablir la vérité des faits. Ils viennent de sortir un reportage sur les républicains espagnols et ont gagné plusieurs prix. En fonctionnement depuis un an et demi avec leurs petits moyens, ils sont fiers. Un autre reportage a été primé : il concernait un hôpital qui devait être privatisé, et à la suite d'une grève de la faim entamée par un infirmier et le reportage de Tmex, décidé la suspension de la privatisation de l'hôpital a été décidée. Inès, qui jusque-là faisait la traduction à Paul-Antoine, ajoute : « Ils font pas mal de reportages sur les conflits entre entreprises et comités d'entreprise autour des licenciements et des délocalisations, notamment en ce moment autour de celle de Coca Cola. »

Nous évoquons les Indignés en Espagne : « Nous sommes tous des indignés, même si on se le dit tout bas », nous dit Pepa. Ils nous disent que le Parti X, issu du mouvement des Indignados a cependant du mal à s'inscrire dans le paysage politique espagnol.

Inès intervient en dernier et nous explique ce qu'elle a vécu de cette crise. Ses grands-parents paternels étaient basques, mais elle est née « 100% dans la culture parisienne ». Elle est revenue en 1997 en Espagne pour un poste dans la publicité. Une opportunité plus qu'une

nécessité. Elle reste à son poste jusqu'en 2004, et opère alors sa reconversion. Elle achète ce studio et se met à la sculpture. « Tout allait bien jusqu'en 2008, et après, ce fut la crise. J'ai tenu jusqu'en 2011, mais le marché de l'art était à terre. J'ai alors compris que je devais me repositionner en France. »

Depuis, elle expose notamment à Paris, et travaille ici à Madrid. Elle nous dit aimer passionnément l'Espagne mais elle ne peut pas y survivre. « On peut avoir des expos en France sans piston, ce qui est impossible en Espagne. Avant 2008, la bulle immobilière permettait aux personnes de vivre bien. Personne ne se plaignait de la corruption parce que tout le monde en vivait.

De 2008 à 2011, ce fut la descente aux enfers. Les gens se sont réorganisés par la structure familiale. Les gouvernements successifs ont tout augmenté : ticket de métro, électricité, impôts… Les jeunes qui avaient un studio sont repartis chez leurs parents. » Ils évoquent ensemble des villes désertes aux abords de Madrid : « Les promoteurs pourris dans le sillon des politiques ont fait de la construction, mais quand les banques ont tout coupé, les villes nouvelles qui poussaient de terre telles de bons champignons en automne n'étaient pas achevées. Elles restent comme des fantômes qui flottent », narre Pepa. Inès nous dit que son studio ne vaut plus grand chose, à peine un 50 m² à Paris. Ils évoquent le nombre de suicides dus en partie au crac de la bulle immobilière.

Inès acquiesce et ajoute : « Personne ne peut s'imaginer comment en Espagne la situation est difficile. Les Français se plaignent. Mais ici c'est impossible. Être Française à Madrid n'est pas un avantage, car le souvenir des guerres napoléoniennes est vivace. Même si 80 % de mes amis son espagnols, c'est parfois difficile professionnellement. Par exemple, les collectionneurs espagnols achètent espagnol. Les habitudes sont marquées et ancrées dans l'histoire. La fermeture du marché du temps de Franco est parfois encore perceptible. »

Alain évoque les grandes autoroutes vides que nous avons empruntées la veille : autre sujet. « Ah, nos autoroutes ! Les gouvernements de droite comme de gauche sont de mèche avec les grosses boites notamment de TP. Les grands responsables politiques ou leurs amis ont des billes dans ces compagnies. Ils ont construit des autoroutes délirantes, parfois des autoroutes parallèles à d'autres autoroutes. Ces nouvelles autoroutes étaient censées être rentabilisées par les péages, comme par exemple l'autoroute reliant Tolède à Madrid. Les boites de TP ont été en faillite. Mais le gouvernement a donné de l'argent public dans ce cas, et les autoroutes traditionnelles non payantes… sont devenues payantes.. Pourquoi ? Pour récupérer leurs billes ! Mais vous savez, il existe beaucoup d'exemples. Encore un exemple pour la route : l'aéroport de Cuidad Real. Depuis qu'il a été construit, quasiment aucun avion n'y a décollé. Le pays est pourri par la corruption et les collusions d'intérêts. Les Indignados s'en prennent à ceux-là, et ils ont raison. Mais cela sera difficile. »

Pepa et Jorge tiennent absolument à m'interroger sur le Tour de France que j'ai réalisé l'année passée et l'action que je mène à présent à travers l'Europe durant cette campagne électorale. Ultimes réglages, l'interview s'engage. Les questions sont pertinentes autant que bienveillantes. Je prends un réel plaisir à y répondre. Je mesure l'extrême professionnalisme, la passion et le talent de ces grands journalistes. Nous prenons une dernière photo pour immortaliser le moment, puis reprenons notre chemin. Après deux belles heures de

discussion, nous nous dirigeons vers la Chambre de Commerce de Madrid. Nous y avons rendez-vous à 16h et sommes accueillis à l'entrée par Alessandro, le directeur de cabinet du Président de la Chambre de Commerce. Il nous mène jusqu'au bureau de ce dernier, situé au dernier étage de l'immeuble flambant neuf, au nord-est de Madrid.

Après quelques présentations, j'explique tout d'abord ma démarche. Je lui demande comment il voit personnellement la situation en Espagne. Lui est chef d'entreprise dans le domaine des grues pour les constructions, et 100 % de sa production est destinée à l'exportation. Il m'indique que 63 % de ses travailleurs sont des ingénieurs. « L'Europe de l'acier et du charbon avait une cohérence, ce que nous ne nous retrouvons pas aujourd'hui. Le monde a changé. C'est le monde de la communication. La culture de l'économie a changé elle aussi. L'Europe a vécu sur ses acquis. Les pays émergents sont quant à eux venus bousculer cet équilibre fragile. Ils ont une croissance importante qui leur permet de bousculer nos habitudes.

Le monde a changé », répète Alessandro avant de poursuivre. « Il existe deux blocs, les pays imitateurs et les pays novateurs. Or cette distance se minimise car la réponse doit être établie en temps réel. » Il prend l'exemple des constructeurs automobiles comme Citroën, BMW ou Peugeot dont les composants sont en majorité fabriqués en Asie. « L'Europe a permis à ces imitateurs de devenir performant. Elle a ouvert ses portes. C'est un choc culturel important, et c'est également un choc technologique. Le problème de l'Europe, ce sont les charges sur le plan social, alors que les pays imitateurs n'ont pas ces contraintes. D'où un avantage compétitif certain. Que faire contre ? Fortifier le marché unique, améliorer les infrastructures, la communication, et si on ne peut pas fortifier ce marché unique, nous allons vite perdre nos avantages sociaux. On subit face à cela une dévaluation intérieure. L'Allemagne n'a pas ce problème car son économie n'est pas endettée, et l'euro fort lui profite pour l'instant. Mais dans quelques années, les Allemands seront confrontés aux mêmes problèmes que les Espagnols et les Français. L'Espagne a été en grande difficulté, mais la situation se redresse, la disponibilité du crédit revient. » Il termine : « L'Espagne est le second pays touristique d'Europe. »

Je lui demande de revenir sur les solutions qui s'offrent à nous aujourd'hui. Quelles sont les chantiers à ouvrir en priorité ? Après quelques secondes de réflexion, il esquisse une moue et dit : « Notre challenge, c'est de relever le défi de la compétitivité. Par rapport à la technologie, à l'innovation, il faut ajuster le marché unique. La réalité est simple : il faut contraindre et réduire les avantages sociaux rapidement pour gagner en compétitivité. »

Et sur l'Europe ? Il me regarde droit dans les yeux : « Je sais que beaucoup de vos confères les politiques s'y opposeront, mais ce sera une nécessité. Il faudra en passer par là, il n'y a pas d'autres choix possibles. Cela ne se fera pas sans difficulté, mais il faudra renforcer l'Europe et contraindre les pays à perdre leur souveraineté nationale. Les partis politiques sont cadenassés alors que l'intérêt des populations des pays européens est d'aller vers plus d'Europe et moins de souveraineté. Les entreprises privées se sentent emprisonnées par le système bancaire, ce qui a en définitive a coûté beaucoup d'argent aux citoyens espagnols. L'Europe, plus d'Europe, c'est la seule porte de sortie possible. »

Je continue et lui demande : comment reconstruire une confiance avec le peuple ? […] « Les Espagnols savent d'où peut repartir l'emploi. Et cela passe avant tout par les petites entreprises. Les auto-entrepreneurs. Ceux-là ont la tête solide ! La confiance ne peut être renouée que si le tissu économique, et notamment celui des petites entreprises, repart. Un soutien des politiques est nécessaire. Notre grand problème, c'est le fossé générationnel en politique : il y a une génération politique qui était participative, la nôtre. Mais les jeunes aujourd'hui n'ont plus les idées ni la force, car ils ne croient en rien. Ils n'iront pas voter, car ils ne se reconnaissent pas dans le modèle actuel. Je crois qu'il faut inventer un nouveau modèle pour les intégrer. Il faut que la jeunesse prenne la force et contre carre. Il faut les passionner pour qu'ils soient acteurs. Il faut rajeunir la vieille Europe. J'en suis persuadé. »

Je lui demande ce qu'il perçoit du vote à venir sur les européennes. Il commence ainsi : « C'est très facile de faire porter la responsabilité à l'Europe, la faute est celle des pays. Les entreprises étaient bâties sur deux modèles en Espagne : le communisme et le franquisme. La société civile ne comprend pas ce qui se passe : la première chose qu'on fait c'est foutre les gens au chômage alors que la société civile cherche aujourd'hui un compromis entre la solidarité et la compétitivité. Elle comprend les enjeux qui nous sont imposés, mais elle veut choisir son destin. »

Nous prenons congé à 18h00 et nous lançons sur la route de l'aéroport. Alain nous dépose au Terminal 1. Il est 18h30. Nous remercions chaleureusement Alain, notre formidable aide qui est venu nous épauler tout aussi bien loin de chez lui, jusqu'en Croatie, que dans le pays voisin de sa vallée d'Ossau, ici en Espagne. Sa présence avait égayé notre tour d'Europe. Nous nous pressons vers l'embarquement pour décoller à 20h00, direction Berlin. Je travaille avec Paul-Antoine aux comptes rendus, puis vers 22h, harassés, nous décidons de nous reposer un peu avant l'atterrissage.

*

Après avoir récupéré nos bagages, nous prenons un taxi, direction Tempelhofer Ufer 8/9 et notre auberge de jeunesse. Lorsque nous arrivons, l'ambiance est gaie : adjacente à l'entrée de l'auberge, un bar plein. Que des jeunes qui parlent plusieurs langues : l'allemand se mélange à l'anglais, et d'autres parlent une langue qui me semble être du hongrois. Nous montons rapidement nos bagages, puis nous descendons direction le bar.

Nous nous installons dans un coin. A côté de nous, trois jeunes sirotent chacun une énorme pinte : alors qu'ils me regardent, je leur fais signe. L'un se tourne, puis s'approche. Ils sont tous trois d'Hambourg et sont venus passer une semaine à Berlin. Ils me demandent qui je suis. Ils s'étonnent d'abord de voir quelqu'un d'aussi vieux dans une auberge de jeunesse, et davantage encore au bar à cette heure. Il est minuit. Je leur explique que je suis député français. Ils me regardent l'air amusé. Je leur montre ma carte, et ils se la passent.

Après leur avoir expliqué ma démarche, je leur propose d'échanger : nous nous asseyons autour d'une table commune, un peu plus grande. Ils ont entre 23 et 27 ans. Deux d'entre eux poursuivent encore des études d'architecture. Le troisième, le plus âgé, déjà architecte, a même créé sa propre entreprise. Il a déjà cinq collaborateurs et se propose d'embaucher le moment venu ces deux jeunes amis, stagiaires chez lui, lorsqu'ils auront terminé leurs études.

« Ce travail, dit-il, ne court pas les rues. Il faut innover. Innover sans cesse. Proposer de nouveaux concepts en cohérence avec la législation en vigueur. » Il considère toutefois que l'administration allemande est beaucoup plus compréhensible et facilitatrice que l'administration française qui lui parait totalement figée. Il a pu le mesurer lors d'un stage de près d'un an, accompli à Strasbourg. « Chez vous, plus rien n'est possible », dit-il : « Obtenir un marché, c'est déjà une affaire d'État. Je le sais car je le vis et j'ai beaucoup d'amis français qui me racontent leurs déboires administratifs. Ensuite, on passe beaucoup plus de temps à se battre contre les textes qu'à effectuer le travail noble que l'on attend de nous. Chez vous, me disent mes amis, aucune réflexion n'est possible. On est littéralement vampirisé par le temps. Il n'y a aucune joie à créer. Je peux vous le dire, j'ai vécu plus de stress au cours d'une année vécue chez vous que durant le reste de ma vie en Allemagne. »

Il me demande ce qu'il en est du choc de simplification du Président François Hollande. Il estime que ce seul vocable lui a fait peur. La simplification ne peut pas venir d'un choc. J'essaye de lier la conversation avec ses deux jeunes camarades, mais c'est impossible. C'est toujours lui qui répond. Quant à l'avenir de l'Union européenne, il est inquiet : seul à ses yeux l'Allemagne et la Hollande font de réels efforts. Les autres sont soit dépassés, soit trop loin du niveau pour pouvoir établir un équilibre. Il est obnubilé par ce qu'il appelle la « dépression française.» Il enchaine : « L'Italie n'est plus dans le coup, l'Angleterre est ailleurs. » Il pense que l'Union européenne n'ira pas bien loin. Il le déplore. Il estime enfin que l'Allemagne n'est pas à l'abri de tout danger, le raidissement qu'il ressent chez ses compatriotes de l'ex-Allemagne de l'Est l'inquiète beaucoup. Tous les trois iront voter pour Martin Schulz qui, selon eux, incarne bien le nécessaire équilibre économique et social.

Il est 1h30, nous regagnons notre chambrée. Les rires et les cris joyeux de toutes parts nous rappellent si besoin est que nous sommes bien dans une auberge de jeunesse. Ils ne peuvent rien contre le sommeil qui nous emporte instantanément.

Mercredi 14 mai 2014 : Journée à Berlin (Allemagne).

Il est 9h00. Après le petit déjeuner, nous attendons à l'auberge de jeunesse un ami rencontré au début de ma marche en France. C'est Jean-Christophe Loric, membre du Comité de suivi, qui s'est libéré une journée afin de venir de la baie de Somme à Berlin. Il est parti de chez lui à 4h00 du matin et il nous a retrouvés vers 10h. Nous prenons un café ensemble pendant qu'il nous conte la campagne des européennes en France. Elle est très difficile à démarrer et lui et ses amis livrent bataille jour et nuit pour essayer d'y intéresser un peu nos compatriotes. C'est difficile dans un contexte où les grands partis politiques semblent aux abonnés absents, tandis que la presse n'évoque quasiment jamais sérieusement les grands sujets européens, littéralement occultés par les imbroglios nationaux. Je le trouve cependant en bonne forme et très volontariste.

Nous prenons un taxi et nous dirigeons vers la Naunynstrasse où se situe une permanence de quartier du Parti Pirate allemand. Nous avons rendez-vous avec Fabio. Très chaleureux et avenant, ce trentenaire d'apparence tranquille, en réalité très vivace, nous propose immédiatement de prendre place autour de la table au centre de l'unique pièce. Il m'interroge sur les motivations de ce voyage à travers l'Europe. Il écoute attentivement mes explications, appuyées par celles de Jean-Christophe. Puis il engage un rapide tour d'horizon, nous expliquant les raisons de l'avènement du mouvement des Pirates.

Il commence par décrire son histoire personnelle à travers le parti : il a été élu aux élections du Parlement régional de Berlin en 2011, année où le parti a réussi l'exploit d'obtenir 9 % pour les élections au Parlement régional, c'est-à-dire 15 représentants sur les 150 députés qui y siègent. Il ajoute : « lors de la réforme parlementaire votée l'année dernière, le Parti Pirate que je préside à l'Assemblée régionale a pris un an pour discuter avec les partis de gauche et de droite et nous avons ensemble négocié pour que les petites formations, comme le Parti Pirate, aient plus de moyens financiers. J'étais un des acteurs de cette négociation.

Nous avons déjà fait beaucoup depuis deux ans et demi. Beaucoup de structures de quartiers comme celles-ci ont été montées. Le Parlement est trop éloigné des citoyens, qui ne comprennent d'ailleurs pas son action. Nous avons voulu, et nous sommes les premiers, retourner vers le citoyen, lui rendre compte de notre action, être à son écoute, pas seulement

au moment des élections mais au quotidien. Pour cela, nous avons créé un réseau de structures de proximité au cœur des quartiers. » Berlin, 3,5 millions d'habitants. « Une proximité nécessaire lorsqu'on souhaite monter des actes concrets. »

Puisque le Parti Pirate n'est pas encore une force de gouvernement, je lui demande avec qui il s'allie. Fabio me répond que le Parti Pirate siège au Parlement européen avec les Verts. Je lui demande alors quelles sont les chances de cette formation politique pour les prochaines élections. « Pour la première fois, il n'y a pas de seuil en Allemagne pour envoyer des députés au Parlement européen. Mais pour comprendre, il faut que je vous explique l'histoire de cette formation politique pas comme les autres. »

Fabio enchaîne et nous présente l'Allemagne des 16 régions, les Länder, avec à leur tête un président de Land : ici, à Berlin, c'est le maire de Berlin, socialiste, qui est également le ministre-président de Brandebourg, la région-capitale. C'est un produit de l'histoire : Berlin, coupée en deux, et Brandebourg en URSS. La région est, dit-il, depuis toujours socialiste.

Là-dessus, sa formation politique a pris racines. En 2006, c'est la création originelle du parti en Suède. Ces fondements sont axés sur l'idée de l'aspect légal de la communication et des droits associés. Il continue et explicite : « C'est le fruit de la révolution de la communication. Internet change tout, et donc change la politique. Pourquoi le « Parti Pirate » ? La question nous est souvent posée par les gens dans la rue, sur les marchés, lors de porte-à-porte : la question est de savoir comment transformer la société. Nous proposons d'autres solutions jusqu'alors non-exploitées. »

Les premiers dossiers examinés par le parti au Parlement régional ont été de changer les règles sur les copyrights : « Les grosses boites ont des copyrights sur les cd, les dvd… Or, on est passé à un âge où cela ne coûte plus rien de copier de la musique : c'est juste un clic. Cela change la donne. Il faut s'en rendre compte. Sauf que les politiques n'ont rien changé, mais au final, le parti pirate dit que c'est aux compagnies de changer et de s'adapter, sinon elles couleront. Les compagnies voulaient vendre de la même manière avec les mêmes lois. Cela ne marchera pas. Nous souhaitons les inciter à agir autrement, ici à Berlin comme ailleurs. Si deux personnes échangent des informations et des fichiers, cela ne doit pas être puni par la loi. L'État ne doit d'ailleurs pas intervenir s'il n'y a pas d'argent en jeu. »

Autre enjeu : l'information en réseaux et son utilisation. Ils souhaitent surveiller les réseaux d'information pour protéger les droits individuels. « Il y a bien sûr l'exemple des caméras qui peuvent savoir où vous êtes toute la journée. Mais c'est aussi le scandale de la NSA qui a pris une tournure plus importante en Allemagne qu'en France d'ailleurs. Nous prônons de fait une différence entre la surveillance d'une personne suspectée et le fait de surveiller l'ensemble des citoyens en collectant des données personnelles. »

Il m'explique ensuite que pour les élections à Berlin de 2011, le Parti Pirate n'a bien évidemment pas gagné avec ces sujets, mais avec la demande de transparence en politique qu'ils agitaient en slogan. Or une affaire a éclaté juste avant les élections locales dont Fabio nous explique l'enchaînement : « Il y a 15 ans, la compagnie d'eau de Berlin a été privatisée à 50 %. Cela avait été très controversé car personne ne savait que les démarches avaient été engagées jusqu'à la signature du contrat. Or, le contrat n'a pas été rendu public. Il y a eu un

référendum pour savoir si le contrat devait être publié et si la région devait reprendre les parts de marchés cédées. 80 % des citoyens de la région ont voté pour le retour de la compagnie d'eau dans le giron public. Aujourd'hui, nous avons un rachat à 100 % de la compagnie. Le référendum a eu lieu en 2011, et le Parti Pirate a été associé à ce combat, ce qui les a élevés à 9 % à Berlin quelques mois plus tard. Mais les problèmes de corruption dans le milieu des TP est très large. Il y a de fait une mauvaise gouvernance qui la rend possible. »

Le Parti Pirate, comme les Verts, sont dans l'opposition à Berlin et à Brandebourg. Dans le Parlement régional, le SPD et la CDU ont fait coalition, et les trois autres partis ont des positions semblables dans l'opposition (Vert, Pirate, Linke).

Je lui demande s'ils souhaitent devenir un parti de gouvernement ou s'ils pensent rester un parti vigilant. Fabio me répond qu'ils souhaitent clairement rentrer à l'intérieur du gouvernement mais toujours rester clair et transparent en communiquant afin de ne pas se faire « avoir par le système ».

Pour finir l'entretien, Fabio me demande si j'ai déjà entendu parler de la notion de « démocratie liquide ». En effet, il m'explique que son parti est en avance sur le sujet et nous propose une démonstration. Il se lève et prend son ordinateur portable posé un peu plus loin. « Notre mode de fonctionnement interne au parti va je pense vous intéresser. Il se veut innovant : c'est un peu comme Facebook, tout le monde a un compte. Il existe des sujets. On peut proposer des sujets et les gens connectés peuvent voter et donner leurs avis. Sur chaque sujet, il y a des propositions et contre-propositions qui s'élaborent en continu. Prenons un sujet pour exemple : « Un président de groupe à l'Assemblée doit-il être payé plus qu'un autre élu ? » Voyez, il y a 5 propositions différentes. Sur ce sujet, 119 personnes ont donné leurs avis et il faut que 10 % des personnes s'intéressant au projet s'accordent sur une des propositions pour qu'elle soit transmise directement au Parlement. La discussion est ouverte pendant un certain nombre de jours. Il y a plusieurs phases et, surtout, il existe la délégation de vote.

Liquidfeedback essaye de donner la parole aux citoyens directement. C'est une autre manière de faire remonter les initiatives. Déléguer ton vote à quelqu'un, c'est la clé du système et de l'intelligence collective associée. C'est comme avec un député mais ce n'est pas tous les 5 ans et cela s'opère sur tous les sujets. Et là, on casse toutes les barrières. On demande à des experts, à des citoyens sur le terrain qui connaissent mieux les enjeux. C'est la politique que nous souhaitons mettre en œuvre pour les 10 ou 20 ans à venir. »

Fabio a les yeux qui pétillent. Avec sa trentaine d'années, il a une envie de faire bouger les lignes. Non pas une soif de pouvoir et de postes prestigieux, mais l'envie vissée au corps de faire avancer le débat et de redonner une voix à l'opinion publique. Et une nouvelle voie, libérée, quant à elle, de toute contrainte : Internet.

Nous prenons congé. Je lui souhaite bonne chance et le remercie pour toutes les explications qu'il a bien voulu me livrer avec autant de passion que de clarté. Un taxi nous emmène tous trois vers la Porte de Brandebourg, véritable symbole de Berlin et de la guerre froide.

Un jeune candidat à l'élection européenne en France nous rejoint à la Pariser Platz : Mathieu a eu vent de notre passage à Berlin et représente les Français de l'étranger pour le MoDem. Nous nous dirigeons vers l'Ambassade de France où le bureau parisien nous a pris rendez-vous. Il est 15h, Monsieur Jean-Claude Tribolet, le Premier-conseiller de l'Ambassade nous accueille et sera notre interlocuteur en l'absence de Monsieur l'Ambassadeur.

J'explique ma démarche et le cheminement intellectuel qui m'a amené de mon Tour de France à ce Tour d'Europe. Puis, je le questionne : « Sur quels points la France devrait-elle s'inspirer du modèle allemand dont on nous vante tant les mérites outre-Rhin? Quelle est la situation politique et économique réelle de l'Allemagne ? Quel regard l'Allemagne porte-t-elle sur la France ? Quel regard porte-t-elle sur l'Union européenne ? »

Cet homme a été journaliste avant d'être diplomate. Il a commencé sa nouvelle carrière après la réunification allemande. Il nous explique d'abord qu'il y a 10 ans à peine, l'Allemagne n'allait pas bien. « Le Chancelier Schröder a fait beaucoup de réformes pour accroître la compétitivité. La hausse des prix avec l'entrée dans l'euro a entrainé une sérieuse baisse de la compétitivité. Un élément singularise les Allemands : c'est leur volonté de concevoir, de construire et de fabriquer le plus possible en Allemagne. Cela a été un élément déterminant dans le rétablissement de leur balance commerciale. »

Selon lui, l'Allemagne a bénéficié de sa situation géographique qui doit être mise en miroir avec l'entrée des pays de l'est dans l'UE et l'augmentation de leur niveau de vie. « Les entreprises allemandes se sont implantées à l'est. Par exemple, il y a eu des accords entre Volkswagen et Skoda. En Allemagne, nous avons un sentiment d'un havre de bien-être dans une Europe qui va très mal. Il y a eu des réformes audacieuses mais qui posent aujourd'hui des problèmes.

Ces problèmes seraient pris en compte par la nouvelle grande coalition, notamment avec le nouveau salaire minimum qui devrait corriger certains excès de concurrence sur l'ensemble de l'Union européenne, mais ce à long terme. Dans l'ensemble, la situation est très favorable même si les disparités régionales sont importantes. Dans le sud de ce pays, c'est le quasi plein emploi. La construction européenne va dans le sens des intérêts allemands même si la tendance eurosceptique existe également chez nous, à l'instar de l'AFD, ce parti créé il y a un an. Mais c'est de toute façon réducteur de dire que c'est un parti d'extrême droite, car eux au moins expliquent leurs choix et leur ligne politique. Leur fonds de commerce est le suivant : l'Allemagne ne doit pas se porter garant pour les autres pays. »

Après avoir dressé ce panorama de la vie politique et son évolution récente, Jean-Claude Tribolet revient à une analyse sociologique : « L'Allemagne est un pays qui vieillit, et c'est l'élément important à comprendre. Le recul démographique va créer un gros problème pour recruter les ingénieurs dont ils ont besoin. Il existe un programme d'accueil pour prendre les jeunes qualifiés des pays du sud notamment avec des cours d'apprentissage de la langue. Il existe bien entendu des controverses sur l'intégration de ces nouvelles populations, mais assez étrangement c'est davantage sur une immigration plus ancienne que les débats sont plus vifs : les problèmes de l'assimilation de l'immigration turque cristallisent davantage. »

Jean Claude Tribolet évoque ensuite la capacité de ce pays et de ses élites à se mettre autour d'une table pour faire un programme que tout le monde soutient par la suite. « Cela s'explique d'après moi par l'Histoire. Il n'y a jamais eu de bipartisme comme chez nous, ni de démocratie d'opposition. Angela Merkel, bien qu'ayant frôlé la majorité absolue, a accepté des compromis sur le programme avec le SPD. Après des années de modération salariale, c'est un plan de relance qui ne dit pas son nom. Les discussions salariales sont intenses en ce moment. »

Puis, il évoque les oppositions entre les régions en Allemagne, et notamment entre l'ex-Allemagne de l'est et de l'ouest. La Bavière refuse par exemple de payer pour les autres et crée régulièrement la polémique sur le sujet. « On estime que si la Bavière était autonome, ce serait la 18ème puissance mondiale. A titre de comparaison, la Bavière a le PIB de la Hollande ou de l'Irlande. »

Je lui demande comment sont perçus les Allemands à l'étranger. Il me répond qu'ils ont une image internationale très bonne, de qualité. « Ils vendent des véhicules et des machines-outils de haute qualité. Les Allemands ont développé des excédents commerciaux. Or, les traités limitent les excédents à 6%. Bien entendu, sanctionner le succès, les Allemands ne l'acceptent pas. Or ils sont au-delà. Et l'Allemagne s'est beaucoup développée à l'international, notamment en Chine où par exemple elle a implanté 20 usines Volkswagen. »

Il continue : « Longtemps, l'Allemagne a été un nain politique, mais c'était un géant économique. A partir de la réunification, ils ont bénéficié à plein de l'élargissement et des fonds structurels. Ils sont très attachés à l'OTAN et à l'UE. Il existe une forte reconnaissance de l'accord politique avec la France. Mais ce n'est plus un nain politique et l'Allemagne joue un rôle certain.

Il faut comprendre ce changement crucial. Lorsqu'on évoque la crise ukrainienne, il faut avoir à l'esprit que 16 000 étudiants est-allemand ont été formés à Moscou, et combien parlent russe ! Il existait de plus un fort mouvement pacifiste en Allemagne dans les années 1980. Ce mouvement a marqué toute une génération de responsables politiques et les sondages montrent qu'il existe une peur actuellement d'une guerre avec la Russie. Le slogan est toujours le même : « Ne pas faire les mêmes erreurs qu'il y a 100 ans. » Il existe à la fois une crainte et une grande compréhension vis-à-vis de la Russie. »

Je lui demande si l'élection européenne intéresse globalement la population allemande : « La participation va être très faible je pense. L'AFD, c'est le seul parti que j'ai vu tracter. Ils m'ont marqué par leur argumentaire : « Attention, c'est important, votre vote compte double », disaient-ils aux passants sur un marché. Je leur ai demandé le pourquoi, et ils m'ont répondu que la suppression du seuil de 3% décidé par la cour constitutionnelle va permettre aux petits partis comme l'AFD, les Freie Wahler, et les Piraten de rentrer au Parlement européen.

On a l'impression que la campagne est là, notamment avec cet affichage presque excessif dans les rues, ces belles pancartes de 2 m sur 3. Mais cela s'explique par le fait que c'est financé par l'argent public. Ici la campagne est au final assez atone. » Il estime d'ailleurs que le taux de participation ne sera vraisemblablement pas plus élevé en Allemagne qu'en France.

Je lui demande ensuite comment la France est perçue en Allemagne : « Avec beaucoup d'inquiétude. La France est regardée comme l'homme malade de l'Europe. La crainte est que la France dévisse sur le plan économique. Les Allemands sont des épargnants, mais les taux sont très faibles actuellement. Beaucoup souhaitent que les taux augmentent. Mais s'ils augmentent, la France va avoir des problèmes pour se refinancer. Le sujet majeur pour les Allemands depuis 5 ans, c'est la monnaie : ils ont peur de la guerre, de l'inflation, et donc de fait comprennent et influent sur la politique de la BCE. Le sujet tabou est celui de la création monétaire abusive comme le fait la FED sur le plan économique. Mais un autre sujet est important : la décision unilatérale d'Angela Merkel après Fukushima de sortir du nucléaire qu'elle soutenait auparavant va avoir des conséquences. On a là les deux talons d'Achille de l'Allemagne : le coût de l'énergie qui va exploser et le recul démographique. »

Notre entretien touche à sa fin. Je lui décris les prochaines étapes de mon voyage puis, nous nous dirigeons vers la sortie. Mathieu me propose de me faire une petite visite du centre de Berlin. Nous déambulons de la Tour de Brandebourg jusqu'au Bundestag, le Parlement allemand, longeant l'ancien mur dont il nous montre comment il a été matérialisé au sol. Il nous présente le Bundestag entièrement rénové, siège du Parlement allemand. Il nous montre le site qui regroupe les bureaux des députés, des commissions, certains ministères, et un peu plus loin, le bâtiment mis à disposition du Chancelier et de son cabinet, le Kanzeleramt. Ainsi la capitale réunifiée de l'Allemagne a regroupé sur un même site les principaux organes du pouvoir.

Puis tout à coup, je suis abordé par un homme qui se présente comme un SDF. Il s'exprime un peu en français. Intrigué par notre visite qu'il a suivi des yeux depuis quelques minutes, il veut savoir ce que je fais. Je me trouve ensuite nez à nez avec une petite troupe d'artistes déguisés en clown. Ils m'expliquent leurs formes d'expression artistique qui tend à sensibiliser leurs compatriotes et les badauds sur les grands sujets sociétaux. Mon nouvel accompagnant SDF est resté aussi prolixe. Ça a plutôt tendance à agacer mes nouveaux interlocuteurs qui n'apprécient guère d'être aussi fréquemment coupés dans l'explication de leur action. Ils prennent leur travail très à cœur et le considèrent comme essentiel dans l'éveil des citoyens.

*

Nous nous dirigeons vers la Potsdamer Platz en passant devant le mémorial aux Juifs. Il est vraiment impressionnant. Il ressemble à un immense labyrinthe à l'intérieur duquel notre ami Mathieu nous assure qu'on a parfois l'impression d'être perdu. C'est l'un des buts recherchés par ses concepteurs. Il est 17h30. Mathieu doit nous quitter : il a une permanence ce soir à l'autre bout de la ville. Il nous présente à l'un de ces compagnons, Ludovic, qui nous accompagnera. Je lui souhaite bonne chance et le remercie pour toutes les informations qu'il vient de nous apporter et la visite passionnante qu'il a bien voulu nous proposer.

Rendez-vous a été pris avec Sandra une journaliste de Paris-Berlin, un magazine franco-allemand. Nous nous engouffrons à l'intérieur d'un café branché. Elle m'écoute et me questionne tour à tour. Elle paraît très intéressée par la démarche. Elle fut elle-même étudiante en France. Après une demi-heure d'entretien, je retourne la situation et la questionne à mon tour : que pense-t-elle de la France, elle qui a connu et expérimenté les deux systèmes ?

Comment voit-elle l'avenir de l'Europe, elle qui travaille dans un contexte de coopération entre deux peuples ? Elle sourit, se pince les lèvres, et dit : « Notre ligne éditoriale est clairement pour l'intégration européenne. Personnellement, du fait de mon parcours, j'ai eu la chance d'appréhender et de comprendre les différences entre nos pays, entre nos cultures et nos peuples. Je suis confiante pour la France même si sur le plan politique, quand je compare la France de 2002-2003 et celle d'aujourd'hui qui crédite Marine Le Pen d'autant de voix, je suis effarée. Mais je suis davantage inquiète pour la situation des pays du sud et les écarts économiques qui se creusent. Et les tensions qui se ravivent : les Allemands sont de nouveau traités de nazis. Nos politiques n'ont pas forcément bien agi, mais c'est tellement difficile. Dans quelle direction aller, je l'ignore… » Elle soupire. Je lui souhaite bon courage et retrouve mon équipe qui était en terrasse.

Il est 19 heures lorsque nous arrivons avec Ludovic, Jean-Christophe et Paul-Antoine sur la Breitscheidplatz, proche de l'une des avenues les plus connues de Berlin. Ancienne vitrine de Berlin-Ouest, qui concentre une grande partie des grands magasins dont le célèbre KaDeWe. Au pied du clocher de l'église quasi rasée par les bombardements de 1945, un petit chapiteau blanc est dressé. Déjà à la tribune, une jeune femme harangue le public. Nous nous installons. Se succèderont plusieurs orateurs dont David McAlister et Angela Merkel. Paul-Antoine me traduit au fur et à mesure les discours tenus. Le principal n'est pas comme on pourrait l'attendre l'argument économique : « Si vous ne votez par pour l'Europe, c'est la guerre qui se profile. L'Europe c'est la garantie de la paix. » Mais c'est avant toute autre chose qui retient mon attention : la place où se déroule le meeting, pourtant de dimension raisonnable, est à demi vide.

Seulement un petit millier de personnes sont présents, dont la moitié sont venues avec des pancartes hostiles à la gouvernance de Merkel ! Inébranlable, Angela Merkel soutient le regard, déplore le manque d'argument de ses opposants. Le service d'ordre semble réduit. Bien entendu, la police est présente mais elle n'est pas massée en nombre devant la scène où s'exprime la chancelière : ce n'est pas un cordon de policiers qui entoure la scène, mais une chaine d'une trentaine de journalistes. Angela Merkel défend passionnément l'Union européenne.

Je ne peux m'empêcher d'éprouver une certaine admiration pour cette femme politique hors-pair qui n'hésite pas à venir se produire en plein air, en plein cœur de la capitale, devant seulement 500 militants. Et si tous les chefs d'État en avaient fait de même à travers toute l'Europe ? Imagine-t-on le Président François Hollande haranguer cinq cents personnes, seulement accompagné de quatre ou cinq de ses principaux ministres Place de la Bastille ? L'imagine-t-on avec un service de police aussi réduit et accommodant tandis que cinq cents autres personnes dispersés en plusieurs groupes aux quatre points cardinaux et à quelques mètres seulement du lieu du meeting hurlent de toutes leurs forces leur opposition ? A la fin de la manifestation, je m'approche sans difficulté de la tribune mais trop tard pour pouvoir rencontrer Angela Merkel.

Paul-Antoine et l'équipe parisienne avait fait prévenir le siège de la CDU de mon passage. C'est donc David McAlister, véritable numéro 2 et tête de file de la CDU pour la campagne des européennes, qui s'avance vers moi. Je le félicite pour le courage d'Angela Merkel et des responsables qui l'entourent. J'étais impressionné par la simplicité de leur

démarche et la force de leurs convictions. Il est sensible aux compliments et me répond qu'il n'envisage pas la politique autrement. Pour lui : « La politique consiste avant tout à aller à la rencontre des citoyens. Très simplement. Pour essayer de leur parler et de les convaincre sans intermédiaire. » Notre échange dure quelques minutes. Il me demande à combien j'estime le score de Marine Le Pen. Quant à moi, je lui demande selon lui quel sera le taux de participation des électeurs allemands. Il pense qu'il ne sera pas très au-dessus de 40 %. Nous échangeons nos coordonnées et nous promettons de rester en contact.

Il est 21h30 lorsque nous quittons cette place. Nous marchons sur la grande avenue à la recherche d'un endroit où manger. Nous pénétrons à l'intérieur d'une petite enseigne encore éclairée. Nous passons une bonne heure à échanger avec Jean-Christophe et Ludovic qui nous a accompagnés sur cette fin d'après-midi.

Il est un peu plus de minuit lorsque nous arrivons à l'auberge. Nous avons réservé une petite chambre où trois lits sont disposés. L'espace est quelque peu spartiate. Nous discutons encore un peu, puis lentement, glissons dans le sommeil.

Mercredi 15 mai 2014 : journée à Bucarest (Roumanie).

En Roumanie, l'Europe des terres agricoles

Nous nous levons tôt. Nous quittons l'hôtel à 7h00, notre avion est à 9h30. Jean-Christophe part de son côté, Paul-Antoine et moi-même du nôtre. Des chemins qui se croisent. L'un candidat aux européennes, l'autre à l'écoute des Européens.

Nous arrivons à l'aéroport de Bucarest à 12h15. Nous sommes tous deux écrasés par la fatigue. Paul-Antoine a tenté de résister dans l'avion, mais le sommeil a été le plus fort. Nous voici à l'hôtel « Le Trianon.» Alors que nous engageons les formalités avec l'hôtesse d'accueil, un homme d'une soixantaine d'années s'approche très chaleureusement de nous et me tend sa grande main. René est le directeur général de l'hôtel. Il est Français et vit en Roumanie depuis plus de vingt ans. Il me connaît depuis longtemps, me déclare suivre mon action avec beaucoup de sympathie. Il m'avait identifié dès ma réservation à l'hôtel et souhaiterait s'entretenir avec moi. Il me demande ce qui m'amène en Roumanie.

Je lui explique ma démarche et lui demande comment il est arrivé dans ce pays. René nous indique : « Je connais beaucoup de Français qui sont arrivés en Roumanie vous savez, et je vais vous dire la triste raison : les impôts et surtout les loyers étaient trop élevés dans l'Hexagone. »

Il me questionne sur la montée de l'extrême droite dans notre pays. Lui m'avoue regarder cela de loin : il se sent presque davantage Roumain que Français. « Et en Roumanie, y a-t-il des partis extrêmes qui profiteraient des prochaines élections ? » Il me répond : « Chez nous, il n'existe pas d'euroscepticisme mais la participation sera vraisemblablement autour de 25 % à 28 %. Les gens ne comprennent pas l'enjeu de ces élections, l'influence de leur vote et de ce qui va changer dans leurs pays. Or, la Roumanie verse à l'Europe deux milliards de

contributions et en reçoit plus de 30 milliards en aides diverses. Et puis ici, le problème est que les partis font campagne sur des thèmes de politique nationale, d'ailleurs un peu comme chez nous je crois. Il n'y a pas de sujet européen sur la table. Le seul thème sur l'Union européenne se résume en cet argument : il faut aller défendre la Roumanie à Bruxelles, et non défendre l'Union européenne dans l'intérêt de tous les pays. Les citoyens pensent qu'ils ne sont pas vraiment dans l'UE, ils sont en quelque sorte en dehors, et se sentent colonisés par les occidentaux. Les aides consenties pour l'implantation d'entreprises et de multinationales étrangères contribuent fortement à ce sentiment d'écrasement. »

Je lui demande comment a évolué le soutien au projet européen depuis l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne. Il me dit que lors de l'entrée dans l'Union européenne, la population soutenait assez largement le projet, mais qu'aujourd'hui, seule un peu plus de la moitié le supporterait. « Et encore… », ajoute-t-il. Cela ressemble au phénomène observé en Croatie, un peu comme si la population déchantait en quelques mois seulement, l'approbation à l'Union européenne passant de 90 % à 50 %. « Les gens ont dans l'idée que les partis roumains envoient des députés de deuxième qualité au Parlement européen. Ceux qui ne sont pas qualifiés pour le Parlement roumain vont au Parlement européen. En plus, comment expliquer la différence de salaire entre quelqu'un qui gagne des clopinettes ici, et un député dont on ne sait pas ce qu'il fait gagnant plus de 10 000 euros par mois ? Il faudrait plus de 40 mois de travail à un Roumain pour égaler le salaire mensuel d'un de ces députés européens ! »

René me pose la question de l'Europe fédérale ou de l'Europe des Nations : laquelle devrait-on choisir ? Je lui réponds que c'est la question qui fâche et celle à laquelle personne ne répond clairement. Lui pense qu'il y a là un modèle à inventer. Il poursuit : « En France, on peut considérer tout de même que nous sommes un vieux pays, que nous avons des siècles d'histoire. Des guerres aussi. » Il ajoute que selon lui, la France hésite beaucoup entre son positionnement de puissance mondiale ou de membre associé de l'Union européenne avec ce que cela signifie comme perte définitive de souveraineté et d'identité. Il me semble que progressivement, il « redevient Français.»

Il ajoute : « L'Allemagne hésite moins quant à elle. Elle a retrouvé une certaine domination en Europe. Presque sans partage, on le voit. Le système lui va bien. Il y a une certaine hypocrisie à dire que les peuples sont tous enchantés par une idée d'Europe fédérale alors qu'à mon sens, c'est tout le contraire. Je crois qu'ils ressentent ensemble un idéal de fraternité entre les peuples, se réjouissent de la paix, mais ils ne souhaitent pas la création d'un vaste ensemble conduisant à en abandonner certaines zones au profit d'autres. »

René nous donne les clés de notre chambre, puis nous montons rapidement les marches jusqu'au premier étage afin de nous installer. Je demande à Paul-Antoine le programme de la journée : il connaît une jeune assistante parlementaire roumaine qu'il a contactée, et nous avons rendez-vous une heure plus tard dans un café tout proche avec Dan Cristian Popescu, député du PDL (centre-droit roumain) d'une circonscription de Bucarest.

*

Lorsque nous débouchons par une petite rue sur le café indiqué, il est 14h15. Nous avons 15 minutes de retard, l'éternel « quart d'heure béarnais ». Le jeune député nous attend à la terrasse accompagné d'une jeune femme, Cristina. Les présentations effectuées, je lui demande si ce mandat national est sa première fonction : à trente ans, il est élu depuis les dernières législatives. Il a le regard vif. C'est un homme ouvert et qui se déclare très intéressé par mon initiative.

Je lui demande comment il situe son pays à l'égard de l'Union européenne. Il me répond : « Pour nous et surtout pour nos jeunes, l'Union européenne est une opportunité pour nous former à l'occasion d'échanges internationaux que nos parents n'avaient pas connus. Vous savez, il existe actuellement une polémique puisque la Grande Bretagne refuse nos étudiants. Mais les faits sont là : beaucoup d'étudiants partent et se forment en partie ou totalement à l'étranger. C'est une bonne chose, mais il nous faut éviter la fuite des cerveaux que nous connaissons. C'est catastrophique, notamment dans le système de santé. »

Je lui demande quels sont les mouvements de population entre la campagne et le monde urbain. « L'exode rural est un phénomène très important en Roumanie actuellement. L'agriculture est peu développée, les machines-outils encore rares, alors que le potentiel est immense.

Nous étions pendant des siècles un des greniers de l'Europe. Il y a beaucoup d'efforts à faire. L'Europe nous aide beaucoup. Je ne suis toutefois pas convaincu qu'elle ait pris la mesure de nos problèmes agricoles, ni de notre exode rural », nous dit-il. Puis il continue et évoque l'industrie roumaine : « Nous avons encore des secteurs où nous produisons beaucoup comme le textile, la construction automobile, et nous sommes notamment en pointe dans les composants soft en Intelligence Design. L'énergie est également un de nos atouts : nous avons des puits de pétrole ce qui nous donne une certaine indépendance vis-à-vis de la Russie, alors que nos voisins comme la Bulgarie sont dans une situation plus difficile. »

Il me dit qu'il a une rencontre prévue avec des membres de son groupe parlementaire et qu'il doit s'absenter. Mais il tient absolument à poursuivre notre échange et nous invite à dîner ce soir.

Il est 15h00 et en rentrant nous rencontrons trois jeunes gens dans le parc proche de l'hôtel. Hayk est le seul à nous donner son prénom : ils sont tous trois membres de la communauté arménienne. Hayk me demande ce qui m'amène en Roumanie. Après lui avoir rapidement expliqué ma démarche, il me questionne sur le fait que la France et les occidentaux restent muets sur ce qui se passerait sur les populations orthodoxes en Europe balkanique. Il évoque des trafics d'organes et une information systématiquement manipulée. Il est persuadé que les jugements suite à la guerre de l'ex-Yougoslavie étaient biaisés et profondément inéquitables. Il évoque des monuments religieux qui seraient en danger de démolition un peu partout dans les Balkans et des persécutions pour motif religieux.

Leur solution résiderait dans le vote pour le parti politique arménien qu'ils soutiennent tous trois. Hayk me demande pourquoi l'Europe est aussi ouverte à l'islamisation de la société. M'efforçant de mieux le comprendre, je lui demande de préciser sa pensée et de bien vouloir me dire ce qu'il pense de l'Union européenne : il me répond que l'Europe ne serait

pas assez ouverte aux religions de la Chrétienté. L'Europe serait d'après lui trop marquée par l'Islam et ne protègerait pas assez l'héritage chrétien de l'Europe ni son modèle démocratique. Je lui demande si c'est bien l'image qu'ils ont tous trois en tête. Il me répond tout simplement que les personnes arrivant d'un pays musulman ont une liberté de culte en Europe. Or ce qui n'est pas supportable à leurs yeux, c'est que l'Europe laisse ces populations jouir en paix de ces avantages en Europe alors que dans les pays musulmans, les populations chrétiennes seraient opprimées.

Je leur demande quels sont leurs métiers : l'un travaille dans la restauration de vieux bâtiments et dans la peinture, l'autre est professeur de théologie, tandis que le troisième est prêtre orthodoxe et arménien.

L'équipe parisienne a reçu une proposition de rencontre avec une femme médecin qui s'occupe des personnes atteintes du virus du sida en Roumanie. Nous la retrouvons dans la salle de réunion de l'hôtel. Elena m'explique son parcours : elle a travaillé dans de grands laboratoires, notamment en France. Elle a choisi, après 15 ans passés à l'étranger, de revenir dans son pays, alors en plein processus d'adhésion à l'Union européenne. Elle estime avoir effectué cette migration à contre-courant du phénomène ambiant : « Mon pays avait besoin de moi. J'ai contribué, dans les laboratoires, à la recherche et maintenant je suis revenue pour mon pays. Ici, nombre de malades, notamment atteint du SIDA, sont mal soignés par manque de médecins qualifiés. »

Je lui demande ce qu'elle pense de l'Union européenne : « J'ai eu la chance de pouvoir aller étudier en France lorsque j'avais 19 ans. Mes parents ont eu les moyens de m'y envoyer. J'ai travaillé dur et j'ai réussi. L'Europe, je l'ai vécu là-bas, chez vous. C'était formidable pour moi. J'étais originaire de Cluj-Napoca. C'était le jour et la nuit. Et puis, lorsque la Roumanie a eu le feu vert pour intégrer l'Union européenne, je suis rentrée. J'ai eu une opportunité, et je voulais faire quelque chose pour la reconstruction de mon pays. Pour que l'entrée dans l'Union européenne se fasse du mieux possible. »

Elle est visiblement très préoccupée par la recrudescence du SIDA dans son pays. Je lui dis que j'avais cru comprendre que le SIDA commençait à être mieux traité et amorçait un léger recul. Elle me répond qu'en Roumanie, il n'en est rien, qu'il s'agit d'un pays situé à un carrefour où plusieurs populations se rencontrent. Que les soins ont un retard considérable sur ceux des grands pays, et de la France notamment. Elle est très inquiète par le manque de moyens consacrés à la santé et au développement sanitaire de son pays. Elle estime que la santé devrait être une priorité absolue de l'Union européenne. Une « égalité des chances par la santé ». Elle ira voter pour un parti pro-européen même si son choix n'est pas encore fait entre le centre droit et la gauche. Elle souhaiterait garder des liens très étroits avec la France et me demande comment contacter un certain nombre d'organismes de santé avec lesquels elle a déjà été en contact mais qu'elle ne sait plus réactiver. Nous échangeons nos coordonnées puis nous prenons congé.

*

Il est quasiment 17h30. Une pharmacie jouxte notre hôtel. Suite à ma grève de la faim, j'ai en permanence une ordonnance me permettant d'acheter des produits susceptibles de calmer mes effroyables douleurs stomacales et digestives. La pharmacienne ne connaît pas ces produits. Elle me met immédiatement en relation avec l'un de ses amis médecins dans le centre de Bucarest. Celui-ci me reçoit sur le champ. Après m'avoir consciencieusement ausculté, il établit les prescriptions nécessaires. Une, deux, trois, quatre pharmacies. Ces médicaments, pourtant de consommation courante chez nous, ne sont pas en vente en Roumanie. J'en informe la pharmacienne qui finalement sera toute heureuse d'avoir réussi à se procurer ce dont j'avais besoin. Je la remercie chaleureusement. Son français est suffisant pour établir la conversation ; il est 19h30, sa journée est presque terminée. Elle dispose d'un peu de temps et de la volonté manifeste de mieux me faire connaître les conditions de sa profession en Roumanie. Selon elle : « La plupart de ces officines joignent à peine les deux bouts. Les produits de large consommation ne permettent pas de dégager la moindre marge. Quant aux traitements plus importants, ils sont hors de prix pour une population qui dans sa grande majorité ne peut y recourir financièrement. »

Elle aime beaucoup ce métier qu'elle souhaiterait bien exercer en France si elle en avait les moyens. Si sa famille pouvait la suivre aussi. Elle me déclare que « malgré [s]es trois collaborateurs permanents, [elle] ne dépasse pas un revenu personnel mensuel de 300 euros ». A propos de l'Europe, elle se réjouit de la paix et du climat de sécurité apportés par l'Union européenne. Elle estime en revanche que cette dernière a favorisé une concurrence effroyable entre ses différents membres. Elle estime que cette situation favorise chaque jour un peu plus la domination des États les plus puissants sur les plus faibles. Elle n'ira pas voter aux élections européennes, suivie en cela par sa famille et ses collaborateurs. Je la remercie pour les efforts fournis et nous allons rejoindre le député dans un restaurant de cuisine traditionnelle du « vieux Bucarest.»

Nous arrivons à 20h30. Dan Cristian Popescu nous présente à l'une de ces collaboratrices que nous ne connaissons pas encore. Elle restera assez discrète pendant le repas, alors que Cristina traduira l'ensemble des échanges, ponctuant le repas de ses avis éclairés.

Après avoir passé commande, le député me demande de bien vouloir lui parler de mon parcours de vie. Il m'interroge longuement sur ma vision de la politique, et des mœurs et habitudes politiques en France. Il est grand admirateur de notre pays, même si contrairement à la génération qui l'a précédée, il n'a pas pu apprendre notre langue. Il ne comprend pas pourquoi la France, selon lui, un des grands pays du monde tant par son histoire, sa civilisation, son rayonnement, se trouve actuellement en telle perte de vitesse : « On ne vous entend plus », me répète-t-il à plusieurs reprises. « Pourquoi avez-vous abandonné le leadership européen aux Allemands et aux Anglais ? »

Cet homme est passionné de politique et fervent défenseur de son pays. Il a commencé dans un parti de gauche, avant que ce dernier ne fasse alliance avec le parti communiste, après quoi il a rejoint son parti actuel. « Je ne comprends pas que, déjà à notre niveau d'élus nationaux et européens, l'Union européenne ne procède pas à l'harmonisation des montants des indemnités de fonction. Songez que je touche 1 000 euros par mois et qu'un de mes collègues au Parlement européen gagnera près de dix fois plus. C'est incompréhensible pour la population d'un pays comme le mien. »

S'agissant de son pays, il craint que les directives européennes, de plus en plus rigoureuses, ne tiennent pas suffisamment compte des réalités des différents pays, de leurs histoires, de leurs niveaux de développement et surtout de leurs aspirations futures. Il estime que l'Union européenne se construit partout sur un même moule et craint qu'à terme, cela ne finisse par poser de graves problèmes. Bien qu'élu urbain dans le deuxième secteur de Bucarest, il est très soucieux quant à l'avenir du monde paysan et du monde rural en général. « Il se transforme à vue d'œil. L'exode est trop massif pour être absorbé et géré dans de bonnes conditions dans nos villes, où il n'y a pas assez de travail. Des parties entières de nos villes vont devenir des poches de pauvreté et de grande précarité. En revanche, nos campagnes seront totalement désertifiées, l'agriculture ne sera plus que le fait d'un tout petit nombre de très grosses exploitations fonctionnant à l'américaine. »

Il craint que son pays n'y perde beaucoup en matière de qualité de produit, de perte d'emplois et d'entretien de son territoire.

Connaissant ma qualité de Président de l'Association des Populations des Montagnes du Monde, il me fait valoir que la Roumanie aussi a des montagnes. Les populations qui y habitent encore tentent de résister avec l'énergie du désespoir. Il regrette que l'absence d'AOC et d'autres types de labellisation organisant la production et promouvant la qualité des produits ne condamne irrémédiablement ces territoires pourtant si importants à ses yeux pour l'équilibre du pays : « D'autant que les directives européennes en matière d'écologie sont totalement incompatibles avec le maintien et le développement des activités agricoles montagnardes et rurales pourtant si indispensables. »

L'attitude nouvelle de la Russie l'inquiète également beaucoup. Il craint que le processus engagé en Ukraine ne soit à court ou moyen terme source de guerre ou tout au moins de développement du terrorisme sur l'ensemble de l'Europe, et plus particulièrement encore dans les pays de l'ancien pacte de Varsovie. Il estime enfin que les pays de l'ancien bloc communiste n'ont pas suffisamment renouvelé leurs élites, en particulier au niveau des hommes politiques et des hommes d'affaires qui restent pour la plupart formés à l'école soviétique. Pour sa génération, il pense qu'elle reste encore trop proche du modèle communiste et de ces pratiques. Il se dit d'autant plus préoccupé que : « Le modèle communiste déclinant est l'un de ceux qui se convertit, élite et population confondue, le mieux au capitalisme sauvage et débridé. »

Il souhaite ardemment que la France puisse retrouver sa place de pionnière au sein de l'Union européenne. Il espère que malgré ses imperfections, cette dernière parviendra à s'organiser de manière démocratique et à se bonifier : « L'Union européenne est vitale pour l'avenir. La confrontation déjà amorcée entre les grands blocs que constituent les quelques États-Continent sera terrible. Sans une Europe unifiée et des peuples solidaires, cette confrontation risque bien d'entraîner une fois de plus le monde dans le malheur. »

Il est 23h30 et le dîner touche à sa fin. Alors que nous nous apprêtons à sortir de table, nous évoquons la journée à venir. Je dis au député Popescu que j'avais dans l'idée de trouver un moyen de sortir de Bucarest et d'aller dans la campagne environnante. Il me dit que c'est une manière de mieux comprendre son pays et que Bucarest reste assez différente du reste du pays. Il me propose que Cristina et son jeune chauffeur, Michel, nous accompagnent dès le

lendemain matin. J’accepte volontiers et rendez-vous est pris le lendemain à 10h00. Cristina semble ravie, mais visiblement fatiguée. Je remercie la tablée pour ce repas convivial, et nous prenons la direction de l’hôtel.

Vendredi 16 mai 2014 : Journée entre Bucarest et la campagne roumaine (Roumanie).

En Roumanie, l'Europe des petites communes

Il est 8h00 lorsque nous partons à pieds vers l'Ambassade de France. Nous traversons des rues et avenues où se succèdent les maisons en mauvais état, des villas peu ou prou restaurées, des immeubles en béton datant de la période Ceausescu et, çà et là, quelques constructions modernes. Cet univers hétéroclite est sonorisé par une intense circulation de voitures et autres deux roues.

Nous arrivons devant l'Ambassade à 8h30.

Nous sommes reçus par Monsieur François Saint-Paul, Ambassadeur et son consul, Monsieur Alexis Grand. Nous échangeons autour d'un café. Je demande à notre Ambassadeur son diagnostic sur l'assentiment de la population au projet européen. « 60 % des personnes sont favorables à l'Union européenne, affirme-t-il de manière catégorique. C'est l'un des taux les plus élevés d'Europe ! L'Europe est perçue comme un concept, une idée, un ensemble qui va aider la Roumanie à régler ses problèmes. En France, nous sommes un vieil État en comparaison avec la Roumanie : nous avons eu de nombreuses guerres, notamment pour fixer nos frontières. »

« Mais nous ne nous sommes jamais interrogés sur notre existence propre en tant que peuple et nation. Nous avons été et sommes acteurs de notre histoire. La Roumanie et les Roumains ont une histoire différente : Les Roumains ont eu à se positionner en fonction des grands Empires tels l'Empire Romain, l'Empire Ottoman, les Habsbourg et dernièrement les

Russes. La Roumanie a vraiment été créée en 1878 par le Congrès de Berlin. Dans ce contexte, la Roumanie a eu à subir d'énormes pressions de l'est ce siècle passé. L'adhésion à l'OTAN et à l'UE est vécue comme la possibilité d'appartenir définitivement à la sphère européenne. Les fondamentaux de géographie et d'histoire sont nécessaires pour comprendre ce pays. »

Puis, je lui demande quels progrès ont été enregistrés par la Roumanie depuis son entrée dans l'Union et les moyens dont elle bénéficie : « L'Europe aide la Roumanie à faire les réformes structurelles nécessaires et dans le cadre des fonds structurels 2014-2020, le crédit ouvert par l'Union européenne prévoit l'allocation de 22 milliards d'euros à l'aide au développement. C'est un formidable accélérateur de croissance à venir ! L'Europe, c'est une autre façon de regarder l'avenir, de détourner le regard du rétroviseur. En Roumanie, 25 % des personnes parlent français. Or, les investissements français sont trop peu nombreux », estime l'Ambassadeur. Il continue : « Les médias français ne sont pas assez positifs. Ce n'est pas normal. »

Je lui pose la question de la crise européenne et de son ressenti : « L'Europe est dans un entre-deux qu'elle n'arrive pas à résoudre. Elle ne constitue pas un État et les États qui la composent n'ont plus l'ensemble des leviers d'actions qui leur permettraient d'assumer leurs destins. Cette mutation aurait pu se produire au bénéfice de l'Europe durant les années plus fastes, où la confiance lui était moins comptée. Elle apparaît aujourd'hui comme un ensemble trop bureaucratique composée d'une classe politique trop absente. L'unité européenne nous garantit la paix que ce continent n'a jamais connue. Si nous arrivons à surmonter cette période de crise, l'histoire de l'Union reprendra son cours. »

Je lui demande alors comment lutter selon lui contre ce qui lui semble être cette dépression française : « Il faut redonner confiance aux gens pour reconstruire un projet collectif. L'action politique doit être basée de nouveau sur la confiance. Les gens ont également besoin de reconnaissance. L'argent n'est qu'un moyen et ne suffit pas, car justement, il n'y a jamais assez d'argent. C'est le tonneau des Danaïdes ! Il faudrait donc réutiliser tous les mécanismes de la reconnaissance en maintenant bien ferme le cap de la vérité dans les comptes publics. Il n'y a donc pas de crise de l'Europe. C'est en grande partie une crise de la perception de l'Europe par la classe politique. »

En vérité, l'Ambassadeur de France nous a remarquablement reçus avec son premier conseiller et l'ensemble de son équipe. Je ne peux une fois encore m'empêcher de me réjouir de la qualité de notre corps diplomatique, tout en regrettant que depuis si longtemps déjà nous ne considérions plus cette chance comme un atout majeur pour notre pays. Un atout qu'il conviendrait de doter de moyens beaucoup plus importants que ceux que nous lui consacrons à ce jour.

Il est 10h15 lorsque nous arrivons à l'hôtel. Cristina et Michel sont déjà là et nous attendent. Nous prenons la route. Le trafic est intense, la circulation est difficile. Quelques kilomètres après la sortie de Bucarest, nous quittons ce qui ressemble à une autoroute : de multiples Dacia de toutes sortes doublent des camions, des vélos, et parfois des attelages de chevaux. Un panneau indique Sibiu, autre grande ville de Roumanie. Nous préférons la

campagne et bifurquons. Il commence alors à pleuvoir, ce qui nous oblige à ralentir. Pendant une quinzaine de minutes, la pluie bat la chaussée.

Lorsque nous entrons dans la commune de Comana, à environ 70 km au sud de Bucarest, il est quasiment midi. La route empruntée traverse de nombreux hameaux et villages. Personne n'est dehors, le temps ne s'y prête guère. Certaines portions de routes sont difficiles. Alors que Cristina nous dit que nous approchons du bourg principal, un rayon de soleil réussit l'exploit de percer la couverture nuageuse qui esquisse alors un repli.

Michel se gare devant une petite épicerie. Nous sortons de la voiture et achetons une bouteille d'eau. Le soleil commence à taper sur la nuque. J'aperçois une dame qui s'avance vers nous, le dos courbé. Je la salue. Cristina s'approche pour nous traduire l'échange. Elle est venue vendre des cuillères en bois au village. Elle est arrivée par bus d'un hameau proche, situé à 15 kilomètres plus à l'ouest.

Elle évoque ce même trajet qui lui prenait beaucoup plus que cette demi-heure qui la sépare de son logis. Elle se souvient qu'il y a 25 ans, cette zone n'était pas desservie, elle venait au village à pieds et ne pouvait se permettre de faire l'aller-retour dans la journée que dans les plus belles journées d'été. Je lui demande comment elle perçoit l'Europe : « Cela nous aide beaucoup ici, regardez la route du village, elle est toute neuve ! Pas loin, un peu plus au sud, c'est la limite du parc naturel, il y a beaucoup de monde qui vient, cela amène de l'argent. Mon fils et mes deux petits-fils y travaillent et y gagnent de quoi vivre. Et même de quoi s'offrir des vacances. C'est une bonne chose l'Europe. »

*

Alors que nous déambulons un peu plus loin vers le centre de la commune, je remarque un bâtiment dont sortent plusieurs personnes. Je m'y engouffre. C'est la mairie. Je me présente au secrétariat, et un des adjoints au maire vient à ma rencontre. Nous échangeons avec les personnes présentes et les secrétaires. Chacun y va de son récit, mais une chose est certaine : ils attendent tous de l'Europe qu'elle les aide à se développer localement, qu'elle leur permette de rester au village en leur donnant les moyens de travailler et de vivre là où ils sont nés. Je demande à l'adjoint au maire quelle taille représente sa commune : « Nous sommes une commune qui regroupe 45 hameaux et villages. Nous avons près de 4 000 personnes. » Il me montre une carte afin que je puisse m'imaginer le territoire communal. Nous prenons une photo devant la mairie et continuons notre route.

Un peu plus loin, nous arrivons devant un arrêt de bus. La vieille dame est là. Un homme est assis à côté d'elle. Ils discutent. Alors que la vieille dame nous aperçoit, elle nous montre du doigt à son compère. Je me dirige vers eux et serre la main carreuse de l'homme. Vlad est charpentier. Il me dit que beaucoup de personnes viennent construire dans la région, que beaucoup de maisons sont à refaire et que le marché se porte bien. Il y a de l'ouvrage, et dans son entreprise, il travaille avec 12 autres ouvriers.

Le bus approche, les deux nous saluent avant d'y monter. Deux hommes en descendent. Ils me regardent, intrigués sûrement par le costume cravate. Je me présente. Un bar est tenu à l'angle de la rue, je leur propose d'aller boire un coup afin de discuter plus agréablement. Ils acceptent : Razvan et Gabriel sont tous deux maçons. Ils travaillent sur un chantier pour le

compte du parc naturel. Ils m'expriment tous deux leur bonheur d'avoir du travail, toujours plus de travail : « Le boulot, on n'en manque pas, donc tout va bien. On a du travail, ce n'est pas facile, c'est usant, mais au moins on a de quoi nourrir toute la famille et envoyer les enfants à l'école, peut-être bientôt à l'université. C'est le principal. » L'Europe, ils la voient comme lointaine : « On ne sait pas pourquoi ils nous demandent de voter, pourquoi ils veulent avoir notre avis ? Cela changera quoi pour nous à Comana ? D'accord, nous sommes à l'entrée du parc naturel, mais les autres européens ne s'y pressent pas non-plus, ce sont surtout des Roumains qui viennent ici ! » Nous discutons une petite demi-heure avec eux, sur leurs parcours de vie, et l'avenir de leurs enfants.

Nous décidons de reprendre la route et de pousser vers l'un des hameaux voisins. Il est 14h30. J'aperçois un homme au milieu d'un troupeau de vaches. Nous nous arrêtons et descendons dans le champ, situé deux mètres en contrebas de la route. L'homme a des bottes montantes. Le pâturage est très humide. Cristina m'aide à engager la conversation. Il semble quelque peu taiseux, puis lentement, l'effet de surprise passé, appuyé sur son bâton, il me questionne : Pourquoi s'arrêter ici ? D'où venons-nous ? Pourquoi avoir fait ce tour d'Europe ? Il m'écoute attentivement. Je lui demande si l'ensemble du troupeau lui appartient : « Je ne possède aucune vache, elles appartiennent toutes au village, je suis le berger de la commune. »

Cet homme, berger communal, est une espèce en voie de disparition. Il n'en a peut-être pas conscience, mais je me souviens bien dans nos vallées et nos plaines, qu'il y a soixante ans à peine nous avions nous aussi nos bergers communaux. Le développement des grandes structures agricoles a vu la fin de ces hommes qui œuvraient pour la subsistance de la commune. Je lui demande si ce n'est pas trop difficile, et où se situent les clients bénéficiaires du troupeau : « Nous sommes deux bergers pour le troupeau, payés par la commune. Nous vendons les bêtes et les produits que l'on en tire, et le bénéfice est concentré par la commune. » L'Europe ? Il me dit qu'il n'en voit aucun effet, peut être à la ville, mais il ne va pas à Bucarest. Alors, à quoi bon aller voter. Il ne va voter que pour les municipales. C'est ce qui le concerne, « là où les élus ne sont pas pourris », me dit-il.

Je le remercie. En remontant en voiture, deux pécheurs nous doublent, une longue tige en bois faisant office de canne. Nous roulons une dizaine de minutes, et nous apercevons un nouveau troupeau, de brebis cette fois-ci. Quelques minutes d'échanges nous permettent de comprendre que le même type de gardiennage est ici utilisé. Un mode agricole voué à disparaître prochainement, mais qui aidait souvent les communes à tirer un profit substantiel. Une autre forme de circuit court que l'on a oublié.

Nous repartons et traversons encore ces villages où les personnes les plus âgées regardent, assis sur des bancs et des chaises les quelques rares voitures passer. Il fait beau, et cela donne une perspective toute différente à cette route.

Il est 17h15 lorsque nous prenons le taxi : Nicu, le chauffeur, me dit que la circulation est relativement bouchée à cette heure, mais qu'il pense qu'en 45 minutes nous y serons. Il semble content de nous décrire sa vie, dans le tumulte des embouteillages, qui en font partie intégrante. Il s'exprime dans un très bon anglais et nous décrit les villas sur les grandes artères

dont une appartient à un ancien personnage haut-placé, arrêté il y a peu par le gouvernement pour détournement d'argent public.

Alors que nous nous approchons de la sortie de la ville, les villas se font plus rares. Des prostituées sont visibles, proches de maisons délabrées. Nicu nous explique qu'il espère avoir l'opportunité d'habiter un autre pays européen dans quelques années, car la vie lui pèse en Roumanie. Il n'arrive pas à subvenir aux besoins de sa famille : sa femme travaille comme femme de ménage, sa fille de dix ans obtient de très bons résultats à l'école. Il est visiblement très fier d'elle et place beaucoup d'espoir en elle. Une autre vie pourrait s'offrir à elle alors que ses parents triment tous les jours : « Vous savez, le gouvernement ne nous autorise pas à stationner à l'aéroport et à attendre le client. Après vous avoir déposé, je dois revenir en centre-ville avant d'avoir le droit de revenir, et si j'ai de la chance d'avoir un client. Le coup du gasoil déduit, je gagne 8 euros par jour dans mes meilleures journées. Si je gagne 250 euros dans le mois, c'est exceptionnel. Non, c'est vraiment difficile de vivre en Roumanie. Je dois avec ma femme me restreindre depuis deux ans sur la nourriture pour que ma fille n'aille pas à l'école le ventre creux. »

Je lui demande alors si depuis l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne, la situation économique ne s'est pas améliorée. Il me répond : « Bien sûr que si, tout le monde a gagné un peu plus d'argent, mais les écarts entre riches et pauvres se sont creusés encore plus ! Et puis avec ça, les prix ont également augmenté dans les magasins, alors je ne suis pas certain qu'en dépit de l'augmentation de touristes en Roumanie, j'ai davantage de quoi acheter ce dont j'ai besoin pour ma famille.» Son niveau de vie ne progresse pas. Ira-t-il voter ? « Oui, pour ma fille, moi et ma femme irons voter. Pour que l'Europe continue, et que nous puissions circuler librement dans l'Union européenne, et peut-être nous installer ailleurs, où l'on puisse mieux gagner notre vie. »

*

Nous arrivons à l'aéroport, il est un peu plus de 18h00. Après avoir enregistrés nos bagages, nous nous dirigeons vers la porte d'embarquement. Nous sympathisons avec deux frères franco-grecs qui travaillent dans l'import/export. Ils dirigent ensemble une petite entreprise qui « ne marche pas trop mal » d'après eux.

Basés en France, ils voyagent beaucoup entre la Roumanie, la Bulgarie et la Grèce à la recherche de produits qu'ils revendront ensuite en France. Roger et son aîné Jacques avaient beaucoup apprécié mon tour de France. Je leur demande alors comment, à travers leurs vies respectives et leur entreprise, ils voient l'Union européenne et l'avenir de leurs enfants.

Roger commence : « L'Union européenne nous permet de voyager et de faire du commerce assez librement. C'est un des grands bienfaits de l'Union. La paix qu'elle a amenée est l'autre miracle de notre continent. Nos parents nous ont beaucoup parlé de la guerre, mais nos enfants oublient que les conflits armés, destructeurs de vie, sont encore possibles aujourd'hui. L'histoire est un cycle, et nous ne pouvons pas nous permettre de faire les mêmes erreurs. Or, nous en sommes là aujourd'hui ! Il faut le voir bien en face. J'ai un peu peur pour mes enfants et mes petits-enfants. »

Jacques ajoute : « On critique tous aujourd'hui, sans rien proposer : l'Europe, l'euro, tous nos politiques de gauche comme de droite. Comment peut-on avancer vers quelque chose de positif alors que les scandales pleuvent, que les hommes politiques détruisent eux-mêmes, la confiance que le peuple devrait pouvoir placer en ses élites, et au final, comment avancer dans ce monde lorsque nous sommes en panne de repères et tout est aussi critiqué, illégitime ? » Je leur demande s'ils iront tous deux voter : « Plutôt deux fois qu'une, avec femme et enfants ! Il le faut, il ne faut pas rigoler avec le vote, sinon, on ne nous laissera même plus l'exercer dans quelques années. La démocratie, ce fut un combat pour la gagner, il ne faut pas l'oublier ! » nous dit Roger. Nous embarquons et nous souhaitons respectivement un bon vol.

Il est 23h00 lorsque nous atterrissons à Athènes. Nous n'arrivons à l'hôtel qu'une heure plus tard et nous couchons de suite, exténués.

Samedi 17 mai 2014 : journée à Athènes (Grèce).

En Grèce, l'Europe des échanges

Après un petit déjeuner vigoureux, Paul-Antoine et moi-même faisons le point sur l'agenda de la semaine restante. Passer d'un pays à l'autre met parfois l'organisme à rude épreuve ! Il est 10h00 lorsque nous sommes rejoints à l'hôtel par Monsieur Henri Malosse, Président du Conseil Économique et Social Européen, et son assistante, Angeliki. Ils nous accueillent chaleureusement.

Henri est un ami que je connais depuis un moment maintenant. Ayant compris ma démarche, il m'a proposé de m'accompagner en Grèce. Il y séjourne pendant trois jours car il représente son institution, la Grèce venant de prendre la présidence de l'Union Européenne.

Angeliki nous guide alors à travers les rues d'Athènes vers un café proche du parlement hellénique. En passant sur la place du Parlement, j'aperçois deux stands. L'un est dédié aux élections locales et régionales dont le premier tour aura lieu ce dimanche 18 mai : de nombreux tracts sont distribués. L'autre stand est consacré aux élections européennes, et pendant 5 minutes que je l'observe, je ne vois qu'une seule personne, assez âgée, s'y aventurer pour en repartir rapidement.

Un peu plus loin, à l'entrée des jardins du Parlement, un stand électoral, encore un autre, attire mon attention : j'engage la discussion avec un jeune qui nous regarde passer. Il m'explique qu'il appartient à un parti grec qui prône la sortie de l'Union européenne. Il est rejoint par un homme un peu plus âgé. Ils souhaitent l'union des peuples mais refuse celle des banquiers et des puissants. « Comme c'est seulement l'Allemagne qui domine avec son mode de pensée et ses intérêts, nous préférons en sortir. »

Nous traversons les jardins du Parlement. Il est magnifiquement arboré, parcourus d'arbres qui apportent une ombre bénie des dieux. Nous approchons d'une sortie du parc, lorsqu'un Monsieur nous indique qu'elle est fermée. Henri lui demande par où nous devons passer. Les présentations faites, l'homme s'exclame : « Autrefois, la France jouait un rôle en Europe, mais pourquoi s'isole-t-elle ? Elle est totalement absente, dans la sphère politique, culturelle, et même sportive. » Il me dit qu'il a été en France de nombreuses années pour ses affaires.

Nous arrivons à la terrasse du café où nous attend un entrepreneur, ami d'Angeliki. Ces parents étaient également entrepreneurs dans le domaine agricole et travaillaient notamment avec le marché de Rungis. Lui est spécialisé dans l'export de fruits et légumes grecs (miels, olives, huiles, et autres spécialités grecques).

Il me dit avoir créé une association de petites et moyennes entreprises pour les aider et faire une pépinière de savoirs entre entrepreneurs. Son beau-frère, lui, fait du café de qualité produit en Grèce, mais il lui est apparemment impossible d'exporter vers l'Europe. « En effet, il faut comprendre que l'Europe n'est pas celle de la libre concurrence, l'Europe c'est la concentration du libre marché entre quelques groupes. Les gros bouffent les petits, il n'y a pas de protection ou de régulation. Les petits ne peuvent grossir et sont écrasés par les grosses boites. Or ce sont les petites entreprises qui sont parfois innovantes. »

Je lui demande comment se porte son entreprise : « Mon business ne va pas très bien. C'est stable mais en moyenne basse si vous voulez. J'ai quarante ans, j'ai monté mon entreprise depuis quinze ans mais comme Merkel veut l'austérité, le marché est cassé : j'ai une baisse d'activité de 80%. Rendez-vous compte, mon beau-frère doit payer une taxe de 2,5% pour exporter son café en Allemagne alors qu'avec certains accords bilatéraux, les produits chinois arrivent totalement détaxés ! C'est une honte quand même ! »

Pour lui, les gens ne croient plus dans l'Union européenne. « Or c'est un projet magnifique, qu'il faut supporter à toute occasion. Mais à cause des hommes politiques, on vit notre pire crise. Il faudrait avoir un vrai gouvernement fédéral, créer une conscience et une identité européenne. Mais comment renforcer cette identité européenne face aux identités nationales ? Je n'ai pas la solution. Peut-être faudrait-il la création d'une équipe de foot européenne, faire de petites choses, des écoles européennes publiques avec des programmes d'histoire orientés sur l'histoire européenne et pas sur l'histoire nationale. Des petits pas concrets. »

« Mais avec ce que vous faites en ce moment, c'est sûr, les gens ne voient pas comment l'UE pourrait être quelque chose de positif. Moi je vous dis, les gens pensent que l'Europe est dans un système global corrompu, foncièrement mauvais. L'Union européenne pour les banquiers par les banquiers. Autre chose : la Justice ne marche pas ! Mais dans le fond, ce qui blesse le plus les grecs, c'est qu'ils ont l'impression d'être des citoyens de seconde classe, qu'ils sont utilisés et méprisés par les grands pays et leurs élites. D'ailleurs c'est un sentiment que je retrouve dans beaucoup de pays de l'est comme la Bulgarie où je me rends souvent pour les affaires. »

Je lui demande comment selon lui le peuple grec voit l'action de l'Union sur cette crise. Il part au quart de tour : « On nous dit que les autres pays payent pour nous. Or, ce n'est pas vrai que les Allemands paient les frais. Il y a une vraie hypocrisie car à travers les plans d'aides et d'austérité, ce sont les Grecs qui paient les pots cassés du système. C'est le système qui utilise ces arguments et manipulent les peuples et les opinions publiques. L'argent européen va vers les banques mais pas sur le marché. On ne sait pas où l'argent part mais ce qui est sûr, c'est qu'il ne va pas dans les poches des citoyens ou des entrepreneurs. C'est quasiment impossible d'avoir des emprunts. Un autre volet économique important, c'est que les impôts et les taxes ont été augmentés considérablement, afin de rembourser les dettes des gouvernements précédents. Les grecs travaillent comme des esclaves modernes pour payer les dettes des gouvernements précédents. Les nouveaux auto-entrepreneurs sont rares : on ne donne pas de chances notamment aux jeunes. »

Je lui demande sur quel secteur économique subsiste la Grèce : « Essentiellement le tourisme, l'agriculture se porte vraiment de plus en plus mal, la logistique est fragile : mais je pense que ce sont les hommes et pas les gouvernements qui créent l'économie. A mon sens, il suffirait que les conditions soient favorisées par les gouvernants afin que le marché reparte. Mais actuellement nous sommes dans un autre schéma : il existe un triangle qui contrôle tout. On a une concentration extrême du pouvoir en Grèce : média, justice, politique… Tout est imbriqué et s'interpénètre de sorte que cela pousse les gens à chercher une autre voie, ce qui explique la poussée de partis extrêmes. Ils n'ont pas le choix d'avoir une autre voie. »

« En ce moment, on a un grand scandale, je ne sais pas si vous l'avez vu dans les journaux, c'est sorti il y a quelques jours. Un article du Financial Times explique comment Barroso et la Commission ont essayé d'influencer la situation politique en Grèce, et ont forcé les hommes politiques grecs, par du chantage, à accepter leurs conditions politiques. Je m'explique : en 2010, il devait y avoir un référendum sur le plan d'austérité, et il y a eu un chantage pour ne pas le faire : il n'y avait pas besoin de consulter le peuple. Vous vous rendez compte ! Avant la crise, le pourcentage de personnes favorables à l'Union européenne était le plus grand en Europe. Aujourd'hui on a peur, et les Grecs refuseront tout de l'UE. Nous devons créer de la prospérité puis aller plus loin. Ce n'est pas le bon moment pour parler de fédéralisme à mon sens, les peuples rejetteront tout et la crise sera encore plus grave. »

Henri Malosse se lève à ce moment : il aborde un homme au dos un peu vouté et l'invite à s'asseoir. Il nous présente. Georges est un avocat à la retraite, qui se plait à philosopher. Henri et lui sont amis et il a directement pensé à lui lorsque je lui ai annoncé que je venais le rejoindre à Athènes.

Il commence par me parler de son ancienne profession, me questionne un peu sur mon parcours qu'il connaissait du reste, et me dit, l'air grave : « Je suis de ceux qui pensent que nous sommes dans une période de fin de démocratie et de perte de civilisation. Je pense qu'une des possibilités, c'est la gestion d'ensemble à dimension humaine, où tout le monde peut être acteur et peut porter une appréciation à la situation. Cela doit se faire dans un esprit d'enthousiasme. Si cela est à marche forcée, cela ne marchera pas. Il faut que les gens pensent que l'Europe leur appartient. Aristote avait le plus développé cette idée, une idée d'Athènes. Il y a la gestion privée, il y a la gestion collective. Elles entrainent une contrainte. Puis il y a la

gestion en bien commun : il est à personne et à tout le monde. La chose n'est pas de le posséder, mais de la faire grandir ensemble. »

Puis il évoque la taille critique atteinte selon lui par l'Union européenne : « J'observe qu'il y a ce mouvement de concentration et ce mouvement de retour sur une identité régionale dans l'histoire. On voit d'ailleurs des petites communautés naître et affirmer leur histoire. Les catalans et les basques ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Cela se symbolise également par de nouveaux partis politiques citoyens qui dépassent les clivages politiques traditionnels et tentent d'aller plus loin. A mon avis, dans la construction de l'ensemble européen, il ne faut pas confondre Empire et Confédération libre : les identités s'ajoutent mais il ne faut pas supprimer les identités. Sinon, on ne peut que brusquer les gens. »

Il va être 14h00 et la fatigue commence à voiler mon regard. Je propose que nous prenions la route afin de se reposer une petite heure à l'hôtel. Nous quittons cette belle assemblée, que nous rejoindrons, pour la plupart, le soir même. Nous prenons un taxi. Le chauffeur, Maria, une femme d'une petite cinquantaine d'année, dit à Angeliki qu'elle voit où se trouve notre but, mais elle n'a pas le moindre GPS et ne parle pas anglais. Vingt minutes durant, nous tenterons de retrouver la trace de l'hôtel. Maria nous a fait rire, mais au fond je pense que cette femme travaillait comme taxi sans licence, à la suite de difficultés financières. Pour ne pas être traquée par les services fiscaux, elle préfère exercer sans licence et sans GPS, au petit bonheur la chance.

*

Après avoir fait une petite sieste et passé quelques coups de téléphone à ma circonscription, nous partons à pied pour une rencontre-débat organisée par Loula, une amie d'un membre du Comité de suivi parisien. Nous nous retrouvons dans le Café Kolonaki, il est 17h15. Huit personnes sont présentes, la majorité excédant la cinquantaine. Un seul semble avoir la trentaine. Nous nous asseyons autour d'une large table en bois massif. J'explique rapidement ma démarche, et leur expose mes inquiétudes venues notamment de mon Tour de France.

L'homme qui se tient en face de moi m'interrompt et me demande pourquoi tant d'usines ferment en France. Il me dit qu'à son avis, les salaires ne sont pas assez unifiés en Europe : « comment faire pour lutter contre les délocalisations et les fermetures d'usines alors que construire une Mercedes en Allemagne coûterait moins cher au niveau salarial que de construire une Fiat en Italie ! »

Nous évoquons ensuite le « non » au référendum de la Constitution européenne en France : une Franco-Grecque disposant du droit de vote en France me dit avoir voté contre et ne pas comprendre comment les élus français avaient pu passer outre le vote de la population française. Des voix s'élèvent … Que dire face à cet affront que nous autres, la majorité des parlementaires, avons commis.

Alors que nous parlons du modèle social européen, l'un me dit exaspéré : « il faut se rendre compte de ce que nous, le peuple, pouvons faire, et pour cela il faut s'accorder sur le constat. Soit on considère que notre modèle social est totalement annihilé et qu'on ne peut plus rien faire, soit au mieux il est considérablement réduit mais le peuple peut encore se

battre». Il nous dit que « la Grèce n'est qu'un cobaye, mais c'est l'avenir de la France dans quelques années. Notre génération a triché avec les fonds européens. Tout le monde s'est servi, nous avons des fautes. Mais le propriétaire des fonds est également coupable de ne pas avoir contrôlé l'affectation de ses fonds. C'est une chose de faire payer. Le peuple grec est prêt à payer. Mais nous ne pouvons pas comprendre que l'Europe vienne détruire l'ensemble de nos liens et de nos principes de solidarité », s'emporte-t-il. L'Assemblée fait plus qu'acquiescer, elle s'exclame.

Alors que la discussion semble s'emballer et que l'on ne s'écoute plus vraiment, je propose à mes amis grecs que chacun se présente et développe son avis sur la situation grecque et européenne.

Kyriacos, retraité, travaillait en Grèce et en France. Il a un doctorat, a exercé le métier de professeur. Il a monté un laboratoire. « Tout le monde connaît ici la situation grecque. On connait moins la situation européenne. On a fait un pas pour avoir la monnaie unique. On est en train de voir comment unifier la situation bancaire en Europe. Je pense qu'ainsi, les différences entre États ne vont pas être amorties. Je pense qu'il faut aller vers d'autres domaines pour unifier l'Europe. » Il donne quelques impressions et des idées sur les grands domaines dans lesquels il faudrait en priorité unifier les actions des pays européens. « La priorité : une structure sociale et une éducation (surtout les programmes) semblables dans tous les États. »

Jean-Baptiste est le plus jeune de l'assemblée. Il a 33 ans mais a déjà beaucoup voyagé. En Asie tout d'abord, où il a pu se spécialiser dans l'administration hospitalière, notamment en pharmacovigilance. Il est maintenant sous-directeur d'une branche du ministère de la santé grec. Il me dit : « Moi, dans mon domaine, je sais que l'Europe nous protège car elle permet d'unifier les législations. Mais j'aimerais tout d'abord écouter ce que chacun a à dire de la situation. Je reviendrai sur mon sentiment un peu plus tard. »

Il passe la parole à son voisin Costas. Ancien étudiant à Grenoble, il assista aux balbutiements de l'informatique. Ayant une formation pointue dans les mathématiques appliquées, il travailla dans ce domaine à Besançon. Il souhaitait rentrer dans son pays mais le coup d'État de 1967 l'en empêcha. « En 1976, je fus envoyé en Grèce par une filiale de la banque Rothschild dans laquelle j'ai travaillé un temps, avec l'objectif de signer un gros contrat avec une banque grecque. Puis, lorsque j'ai compris que mon pays sortait véritablement de cette crise, je suis revenu. A partir de 1981, j'y ai créé une boite dans l'informatique. Et aujourd'hui, je suis à la retraite depuis deux ans. Pour ma part, j'ai travaillé jusqu'à 71 ans. Alors je ne peux accepter que certains disent que les Grecs sont des fainéants ! Je ne comprends pas pourquoi on nous tape dessus comme cela. Ce n'est pas normal. L'Europe ne fait pas son boulot. Elle outrepasse ses droits ! »

Nicolas a, quant à lui, été lycéen en France, puis il a débuté sa carrière en tant qu'ingénieur entre la France et l'Allemagne. Il a finalement terminé sa carrière en tant que Directeur Général et consultant à la banque de Grèce. Il a pris sa retraite en 2005, il a aujourd'hui 80 ans.

A ce moment, deux jeunes personnes entrent dans la salle. Loula leur fait signe de s'asseoir à côté de Nicolas où quelques chaises sont encore disponibles. Nous attendons quelques instants qu'ils se mettent tous deux à l'aise, puis nous leur restituons les propos échangés. Katerina commence par se présenter : « J'ai été au lycée français d'Athènes. J'ai bénéficié d'une double culture car j'ai poursuivi mes études à Paris, à la Sorbonne, en Théâtre. J'ai été actrice pendant 11 ans en Grèce et en Turquie. En 2007, j'ai changé de voie. Je suis arrivée à Los Angeles et aujourd'hui j'ai 41 ans. Je travaille dans le domaine de la production. Depuis deux ans, je me suis intéressée très fortement à la situation européenne. J'ai beaucoup travaillé sur l'économie politique alors que je ne partais de rien, je n'avais aucune connaissance. Mais je souhaitais comprendre par moi-même ce qui se passait dans mon pays. Et grâce à des épisodes sur le net que je diffusais en tant qu'ancienne comédienne, j'ai été contacté par le mouvement citoyens des indignés grecs. Après réflexion, je me suis engagée à leurs côtés, et je suis devenue candidate aux élections européennes. Nous avons pris le statut d'un parti politique, mais c'est davantage un mouvement horizontal, partant du bas, des citoyens. Il n'y a pas de grand chef de parti. Un secrétaire général est élu, mais la discussion et la prise de décision sont très ouvertes. »

« Mon mari est dans la création d'application pour iPhone à caractère politique, poursuit-elle. Nous sommes proches de la Silicone Valley. Nous travaillons grâce à des financements indépendants pour ne pas être broyés par le système et les grandes firmes. Mais au-delà de mes engagements professionnels aux États-Unis, j'ai voulu m'engager pour mon pays. Les aspirations de la nouvelle génération sont de ne plus de se laisser dicter une conduite. Elle commence juste à exprimer sa colère, cela va nécessairement s'amplifier. La situation ne peut rester indéfiniment comme ceci. Il faut que cela change, et vite. » Je lui demande la position de leur parti, l'EPAM, dont nous avions le matin même rencontré des membres dans un stand proche des jardins du Parlement : « Je suis contre cette monstruosité que l'on appelle l'UE, parce que je suis une européenne par excellence. J'ai voyagé et j'ai cherché à comprendre beaucoup d'autres peuples. Mais la Commission ne cherche pas à comprendre, elle impose et cherche à gommer nos différences, nos identités. Elle fait de nous de simples objets, des codes-barres et des numéros. Des pions. »

Levée de boucliers dans l'auditoire. Des voix s'élèvent, la plupart désapprouvent.

Je demande alors les propositions que l'EPAM met en avant : son voisin, Thanasis nous explique : « Je suis également candidat aux européennes, et je suis davantage impliqué dans l'EPAM que Katerina. Je suis en effet chargé des relations internationales dans le parti. Je travaille personnellement dans le tourisme en Grèce. L'EPAM propose de manière unilatérale la suppression de la dette. Elle est prohibitive, et supprimer la dette des États s'est déjà produit de nombreuses fois dans l'histoire. De plus, nous prônons dans le même esprit la sortie de la Grèce de l'Union européenne et de la zone euro. La nationalisation de l'ensemble du domaine bancaire est également une nécessité en Grèce. Nous devons juger et condamner les responsables des banques du pays. Enfin nous souhaitons écrire une nouvelle constitution pour que la démocratie revienne dans notre pays, que les citoyens retrouvent leurs places. »

Nouvelle levée de boucliers : des voix s'élèvent et proclament que la moitié du programme énoncé est impossible à réaliser. Punir les coupables oui, reprendre d'une certaine manière la main sur le secteur bancaire bien entendu, mais sortir de l'euro et de l'Union

européenne … Je remarque alors progressivement que les personnes les plus âgées, celle même qui critiquaient plus ou moins fermement la position de l'Union européenne quelques minutes auparavant, se rétractent devant un argumentaire plus agressif que le leur. Ces derniers passent du dénigrement de l'Union européenne à une Union européenne qu'il faudrait voir évoluer. Les débats s'apaisent, je propose alors de continuer le tour de table des présentations.

Meri est née à Salonique : « J'ai fait mes études à Paris, je suis informaticienne. J'ai rencontré Costas en France, et je suis revenue avec lui à Athènes. Je voudrais utiliser un exemple personnel pour montrer que le système ne marche pas ici en Grèce : j'ai remis les papiers administratifs nécessaires, avec justificatifs, à la caisse de retraite, mais j'attends depuis quatre ans que me soit versé mon dû. Je suis de gauche, je croyais au socialisme, mais aujourd'hui c'est fini, j'ai totalement déchanté. J'ai pris tout ce qui s'est passé dans mon corps, dans ma chair. J'ai même créé un syndicat. La Grèce ne peut plus rien faire aujourd'hui, il faut être réaliste. Peut-être dans vingt ans, mais là, je suis très pessimiste. La situation est terrible. Le taux de suicide est très fort. Il y a des familles entières sans travail ! Les gosses vont à l'école sans manger dans certains quartiers ! Cela ne peut plus durer ! C'est une honte cette politique qui nous affame, nous et surtout nos enfants ! Cela nous déshonore ! »

Ioanna, sociologue, a enseigné à l'université en France, en Suisse et à Athènes, dans les domaines suivants : « Temps et société, sociologie du travail ». « Cela couvre, selon moi, tous les champs des problèmes actuels. » Elle se tourne vers Nassi, la femme de Nicolas. C'est une de ses collègues, diplômée de l'université d'Archéologie et de théologie en France. Nassi travailla dans l'équipe de direction au musée de l'Acropole d'Athènes. « Je suis rentrée en 1964, puis en 1968 nous sommes repartis à cause de la dictature. J'avais déjà eu ce poste à Athènes, le premier de ma carrière. Puis j'ai été repérée pour travailler au département des antiquités grecques, romaines et étrusques au Louvre à Paris. J'ai beaucoup publié dans des revues scientifiques. Et je vais vous dire : on n'est pas payé beaucoup alors que nous sommes des scientifiques rigoureux. Pour les publications, ceux qui sont payés sont dans la publication standard, les magazines fantoches. Les vrais revues et magazines n'ont pas d'argent. Je l'ai vu dans plusieurs domaines, mais les combines dans le milieu de la presse sont incroyables ! »

Je lui demande alors ce qu'elle pense de l'Europe : « Aujourd'hui, il ne fait pas bon être Athénien. L'Europe assassine les Athéniens. Personnellement, je me sens trahie par l'Europe. Finalement, l'Europe est non-sociale, je ne vois que l'Europe du capital sauvage. Les économistes le disent, on le sait, c'est dit mais personne n'agit. Je ne comprends pas. Une petite partie devient de plus en plus riche, et une grande majorité devient pauvre. On va dans le mur, il faut changer. Si on garde le système actuel, on va à la guerre, c'est certain. »

Loula travaille aujourd'hui à l'équivalent du CNRS grec : « Je peux le dire, on le pense tous ici, mais peu le disent : on a tous vécu avec les fonds de l'UE pendant longtemps. Personne ne disait rien, maintenant que nous sommes bien appauvris, que nous éprouvons beaucoup d'amertumes, nous réfléchissons. Prenons l'exemple des entrepreneurs, des agriculteurs, de la recherche… des domaines qui ont reçu un flot d'argent de l'Union. Maintenant, nous sommes à bout. Enfin, on nous pousse à bout ! La Grèce est en faillite. Tous les pays du sud sont appauvris. Nous avons eu le temps de philosopher et de prendre la

mesure de nos responsabilités. Mais maintenant, soit on me propose un projet bien précis pour sortir de la situation actuelle, soit je ne m'engage pas dans la discussion et je ne vote plus. Il faut un parti, un mouvement ou qu'importe la forme, pourvu qu'il propose une véritable alternative. Sinon je me désengage. Il y a un moment où il faut prendre ses responsabilités, puis un moment où il faut agir. »

Son mari complète : « C'est vrai, l'argent est arrivé mais il faut dire qu'il s'est beaucoup concentré entre quelques mains, quelques sociétés. La répartition n'était pas juste. Tout le monde en profitait, même à une petite échelle. Mais, le fait est que c'est davantage les excès de cette corruption qui sont anormaux. C'est une véritable question politique : nous avons eu le gouvernement pour lequel nous avons voté. La responsabilité est partagée. La corruption est généralisée. Maintenant, les constats faits, il faut évoluer. »

Thanasis acquiesce, et dit : « On tente de nous culpabiliser. Les fonds européens ont été donnés afin de détruire progressivement et de manière insidieuse les structures traditionnelles. Quels sont les résultats de la PAC ? La France a chuté dans la production agricole, et est finalement précédée par l'Allemagne. L'argent européen est fait pour acheter les gens et les consciences. A son insu, le peuple grec a été acheté et maintenant on lui demande de rembourser très cher. Il y a des ministres allemands dans nos ministères. Je vous le jure ! On voit les Allemands et les personnes de la Troïka qui imposent les décisions dans les ministères. Un mémorandum a été imposé à la Grèce par des commissaires et des envoyés qui s'assurent que les décisions prisent à Bruxelles soient entérinées par nos ministères. Ils forcent les ministères à prendre et exécuter des décisions contre l'intérêt même du peuple, et surtout sans sa validation. La Grèce est un pays occupé ! La décision n'est pas prise par un grec, mais elle est dictée par un étranger non élu par les grecs. Voilà la vérité ! »

Katerina surenchérit : « Les gens qui ont participé à la corruption doivent prendre leurs responsabilités et se déclarer coupables, mais il ne faut pas généraliser. Une grande partie de la population n'était pas au courant. Le peuple va en second dans la chaine de responsabilité. Ce sont les décideurs qui détiennent la responsabilité. Les principaux coupables doivent être jugés. L'Europe doit être remise à sa place, autant que les experts de la Troïka ! Le diktat à l'allemande doit également cesser ! »

Je les rappelle au calme alors que le ton monte légèrement.

Katerina reprend, un peu moins vindicative : « Les Grecs viennent voter tous les quatre ans pour déposer leur souveraineté : mais actuellement ils votent et les représentants font ce qu'ils veulent. On a en quelque sorte banni le référendum en Grèce. » J'observe quelques hochements de tête dans l'assemblée. « Entre 2007 et 2009, la dette a augmenté d'1/3. La dette a triplé en sept ans. Moi, j'ai l'impression que tout l'argent perçu n'a rien à voir avec la dette, mais que certains, notamment nos politiques, s'en mettent plein les poches. Il faut changer de système social, économique et politique. Revenir au peuple. »

Jean Baptiste demande à reprendre la parole : « J'ai grandi en Thaïlande et en Chine. J'ai évolué professionnellement dans le milieu de l'hôpital privé et public. Lorsqu'on prend une mauvaise décision dans mon métier, les personnes peuvent y perdre la vie. Aujourd'hui, il n'y a pas un pays qui peut sortir du système protocolaire de santé car il y aura toujours des

personnes malades. Économiquement, si la Grèce sort de l'euro, il faut avoir à l'esprit que les prix vont augmenter, et surtout que notre future monnaie va être très instable. Un seul exemple dans mon domaine : il n'existe pas ou tellement peu de production de médicaments en Grèce que les prix vont être impossibles. Je suis formel, si nous sortons, nous ne pourrons pas tenir. L'Europe nous maintient à la fois la tête hors de l'eau, mais nous pratique des saignées à l'ancienne. »

« Je pense, poursuit Jean-Baptiste, que les méthodes et la recherche économique prouvent, rien qu'en regardant la crise des années 1930 qu'il existe d'autres types d'action. Nous avons simplement des personnes qui n'ont pas choisi le bon remède. Ou peut-être n'y ont-ils personnellement aucun intérêt, mais je ne peux pas me permettre de juger. Dans le ministère de la santé où je travaille, je m'occupe des directives européennes, notamment de la base de données MEA qui référence tous les médicaments. Il y a un effet bénéfique de l'UE sur l'information médicale dans mon métier. Je pense que c'est dans notre intérêt à tous. Il ne faut pas laisser les gens sur le carreau. Il y a en Grèce et de plus en plus en France des personnes qui ne sont plus soignées, les délais d'attente dans les hôpitaux publics s'allongent, même pour des opérations vitales. Ils doivent donc partir dans le privé pour survivre, et donc payer très cher. Ce n'est pas normal et je suis convaincu que l'Europe doit se repositionner pour que cela n'existe plus. »

Thanasis réagit : « Tant que l'argent est au cœur du système, tant que les marchés gouvernent, tout ce que vous dites c'est bien, mais cela ne marchera pas. L'Union européenne et Bruxelles n'en ont que faire du bien-être. Ce qui les intéresse là-haut, c'est l'argent, la rentabilité. Il faut couper la racine du mal ! C'est simple… »

Un brouhaha généralisé le paralyse dans sa lancée.

Loula reprend la parole : « Moi, je vois deux dangers, que je veux que mon pays évite à tout prix. Il y a d'un côté le risque de voir émerger une attitude nationaliste liée à la pression sur l'ensemble des citoyens exercées depuis l'extérieur depuis trop longtemps, ce qui génère une frustration extrême et peu contrôlable ; puis de l'autre côté, celui de rester dans l'immobilisme, avec une corruption généralisée. J'espère pour mon pays et mes enfants qu'un sursaut arrivera, sinon je ne donne pas longtemps à mon pays pour sombrer définitivement. »

Katerina demande la parole : « J'aimerais juste ajouter une chose dont tout le monde est conscient autour de cette table. Nous avons assez voyagé pour le savoir. L'argent n'a pas de frontière ni de patrie, les gens ont des frontières, des langues, des patries, des références. L'Union européenne est la porte-parole des marchés et d'une certaine administration, de certains lobbys très puissants. Les députés européens eux même sont très peu présents en séance, les salles sont vides. L'Europe est vraiment loin du compte pour faire évoluer les choses. Même ces institutions sont contre l'intérêt général des peuples européens : La BCE, c'est une banque privée avec des intérêts spécifiques. Pour ne pas se compliquer la vie, les gens ont besoin d'une référence culturelle, d'une patrie. L'Union européenne et les mesures prises depuis dix ans au moins ne sont que la traduction de ce que les marchés attendent. Voilà la divergence qui fait que le projet européen est mort. »

Je reprends la parole et leur demande ce qu'ils pensent de la gestion en bien commun. Ionna, jusque-là très discrète me répond : « Pour être citoyen, il faut être relié par un projet, un idéal qui transcende la population. Or, on est en droit de se demander où est passé cet idéal ! Il ne faut pas oublier que ce projet commun était censé nous protéger de la guerre, nous protéger de nous-mêmes sur un continent où les guerres ont tué de trop nombreuses vies. N'oublions pas que le propre de l'homme c'est l'animalité, c'est de régler les problèmes par la force. Il faut revenir à un projet dans lequel tous les citoyens soient investis. Il faut que le politique reprenne la main à mon avis. Qu'il cesse de déléguer et de rejeter la responsabilité, sa responsabilité sur d'autres hommes et femmes politiques, sur d'autres pays ou institutions. Je suis convaincu que la politique a de l'avenir devant soi, mais que chacun doit se sentir de nouveau investi. »

Ces propos, sur lesquels se finit cette belle réunion, me rappellent ceux du nouveau Premier ministre lors de son discours d'investiture devant l'Assemblée nationale, Manuel Valls, qui dit : « La politique est une langue morte. » Il semble souhaitable et nécessaire qu'elle redevienne une langue vivante pour parler et être parlée entre tous les citoyens des pays européens.

*

Après avoir salué l'ensemble de cette assemblée en souffrance, Paul-Antoine et moi-même nous dirigeons vers une réception de plus d'une centaine de convives. Un dîner est donné au club d'Athènes en honneur d'Henri Malosse et de son action au sein de l'Union européenne : changement d'ambiance. La soirée est d'ailleurs organisée par l'Association des amis de Robert Schuman. Nous arrivons à 21h00, Henri nous aperçoit et nous propose de nous asseoir à sa table. Le président de l'Association Robert Schuman fait alors un discours et introduit Henri qui prend alors la parole avec prestance et dignité. Il évoque les menaces des extrêmes qui souhaitent dissoudre l'équilibre précaire européen. « Il faut réagir », appelle-t-il de ses vœux.

« Les prochaines élections sont et seront un moment important pour le destin de la Communauté européenne. Les cinq prochaines années seront peut-être les dernières où l'Europe pourra encore réagir et créer le sursaut salvateur. » Henri décrit l'Europe comme un verre d'eau, à moitié plein, à moitié vide : « L'Europe a fait des pas de géant en 60 ans. Rien ne sert de critiquer ses efforts au service de la paix. Il faut avoir le courage de parler vrai. Tous ceux qui disent tout va bien, tout comme ceux qui critiquent tout ne rendent pas service à l'Union européenne. » Il revient ensuite à ce qui à ses yeux symbolise l'Europe : « La déclaration de Robert Schuman, texte fondateur de l'Europe, écrit le plus simplement possible. Un texte de sept pages, accessible de tous. Les Traités et les lois européennes sont aujourd'hui incompréhensibles. Je pense qu'il est nécessaire que l'Europe revienne rapidement à un discours et une action lisible et claire pour l'ensemble des européens. » Il évoque les principes de Robert Schuman : la construction d'une Europe basée sur des identités régionales qu'il faudrait respecter plutôt que nier ; l'Europe qui se construit par des actions concrètes mais décisives ; l'Europe qui se développe par le biais de sa solidarité de production, ce qui ne signifie pas pour autant le renforcement de certaines zones au détriment d'une désertification des zones les plus reculées ; l'Europe enfin, qui proclame et œuvre pour la paix mondiale.

J’ai échangé avec beaucoup de personnes ce soir-là. Cette assemblée fut pour moi l’occasion de comprendre mieux encore la transition opérée par ce pays depuis quelques années : passé d’un temps où les affaires marchaient, la Grèce est ravagée, aujourd’hui ne se voit plus de futur, et tourne désespérément le regard vers le rétroviseur.

Lorsque nous prenons le chemin du retour, il est plus de minuit. Les rues sont animées : des personnes de tous âges et visiblement de toutes nationalités déambulent. Il fait bon. Alors que nous passons devant un musicien orné d’une belle crête en guise de coiffure, nous lui sourions : « Vous mettez de l’ambiance, vous échauffez les cœurs, cela fait du bien ! », lui dis-je. Il me répond de suite : « Il faut bien, les cœurs sont tellement durs en ce moment vous savez. Un peu de musique … J’apporte ce que je peux aux gens, parfois en échange d’un sourire, d’un échange comme maintenant, ou même d’une petite pièce. » Je lui demande s’il dort dans la rue : « Non, j’ai un endroit où dormir. Mais ce n’est pas facile la vie en Grèce, il faut se battre pour survivre, sinon il y aurait de quoi se suicider si on baisse les bras ! » Lorsque je lui demande s’il avait un boulot avant la crise, il rit, et m’avoue avoir travaillé comme garçon de bar, mais que le restaurant au bord d’une route a fermé, à l’image de tant d’autres emplois disparus. Je lui donne quelques pièces et nous lui souhaitons bon courage.

Dimanche 18 mai 2014 : journée à Athènes (Grèce).

En Grèce, la campagne électorale

Après une heure et demie de coup de fils échangés avec mes proches et mes amis de la circonscription sur les dossiers en cours, je fais rapidement le point avec Paul-Antoine sur le déroulement de la journée.

Nous sortons de l'hôtel à 10h00 et échangeons avec la patronne de la boutique très achalandée avec des produits aussi bien destinés aux Athéniens qu'aux touristes.

Il y a une très grosse affluence et Cassy, la patronne, ne sait pas où donner de la tête d'autant plus qu'elle tient également un magasin de journaux. Elle est toutefois très intéressée par ma démarche et nous consacre tout le temps possible. C'est son premier grand jour d'affluence depuis deux ans. Elle a souffert de la crise et espère que le retour des touristes va se confirmer. Ils jouent, selon elle, un rôle très important dans la vie d'Athènes mais aussi de l'ensemble de la Grèce. Elle a évité la banqueroute de justesse et si l'activité devait reprendre, elle sait qu'elle en a bien pour trois à quatre ans afin de refaire sa trésorerie. Cassy estime que « la crise est mondiale », mais que son pays a été plus touché que les autres.

Elle évoque avec un brin d'amertume le fait que personne en Europe ne s'est s'interposé pour venir à leur secours. Elle enverra son analyse détaillée par mail. L'Union européenne la laisse indifférente. Elle ne sait pas si c'est une bonne ou une mauvaise chose. Elle « ne fait pas de politique » et elle n'ira pas voter. Le courant est bien passé et elle est manifestement heureuse d'avoir échangé avec nous.

Cinq cent mètres plus loin, nous tombons sur un bureau de vote qui attire apparemment la foule des électeurs. Une jeune femme qui est responsable proche du bureau nous explique qu'elle est candidate pour le nouveau parti de gauche, Syriza. Elle nous dit qu'ils ont littéralement siphonné le PASOK (*Panellínio Sosialistikó Kínima* : mouvement socialiste panhellénique), pourtant l'un des partis les plus emblématiques de Grèce et d'Europe. Elle se demande si ce dernier fera un seul député dimanche prochain.

Je lui demande si elle considère comme une bonne chose que le PASOK soit ainsi affaibli : elle répond tout d'abord oui en riant, mais immédiatement se fait sérieuse en haussant les épaules. Elle n'en sait rien et espère que son nouveau parti fera mieux mais elle n'en est pas certaine pour autant. La seule chose positive c'est que le PASOK était trop marqué par la corruption et les scandales. Elle se présente à des élections locales, pour le district. « L'électeur peut panacher dans la limite du nombre de siège à pourvoir », me dit-elle.

Les compétences qu'elle me décrit me semblent proches de nos conseils généraux. Elle estime que ce qu'elle pourrait dire de la crise ne serait pas très représentatif car elle considère que leur arrondissement est l'un des plus aisés de la ville. Elle est très affectée par la crise grecque. Elle a très mal vécu que son pays, qui a peut être commis des erreurs, ait été à ce point abandonné de tous. Elle souhaite bien du courage à ceux qui, à leur tour, connaitront les mêmes affres.

Je lui demande si nous pouvons visiter le bureau de vote. Elle prend contact avec ses collègues et nous répond par l'affirmative. Il y a vraiment beaucoup de monde qui votent. Nous échangeons avec les scrutateurs et les électeurs présents. Ils sont tous très intéressés par l'élection du jour. Elle est rejointe par l'un de ses amis, et ils nous accompagnent lentement vers la sortie.

Nous croisons la longue file d'attente. Son ami parle aussi français. Il nous parle à nouveau de l'engagement politique de leur nouveau parti. Ils ont l'air *a priori* très anti-européens. « L'Europe n'apporte que des contraintes insupportables. Quelques moyens pendant les premières années pour aguicher le chaland », me dit-il. Les États démobilisés se reposent sur cette apparente bonne fée. Ils considèrent comme insupportable que leur pays n'ait plus aucun poids politique et que leur économie ait été ainsi dévastée. Ils paraissent très engagés dans la campagne des européennes. Nous les saluons puis prenons congé.

Nous sommes parvenus maintenant sur la grande et très belle place du Parlement d'Athènes que ce dernier surplombe de manière à la fois massive et élégante. Nous sommes immédiatement accostés par deux couples de Français : ils ont entendus parler de mon tour d'Europe. Ils n'en reviennent pas du hasard de notre rencontre. L'une des deux femmes est d'origine grecque. Elle est née à Salonique, a fait ses études à Athènes et à la Sorbonne où elle a rencontré son mari.

Ils travaillent tous deux aux services du Trésor. Elle est receveur principale du Trésor pour le compte de l'État français dans une grande ville de la périphérie parisienne. L'autre couple vient de Chartres : ingénieurs, lui dans les télécoms, elle dans une grande société

d'informatique. Les deux couples sont très amis et viennent très souvent en Grèce où ils ont beaucoup de connaissances communes.

Ils estiment que le récit de leurs petits malheurs ne mérite pas d'être raconté mais nous présentent immédiatement un petit groupe d'une demi-douzaine de personnes avec lesquelles ils avaient entrepris un tour de la ville avant de déjeuner. Nos interlocuteurs grecs n'ont pas entendu parler de ma démarche mais ils ont été intéressés par mon Tour de France. L'échange se déroule maintenant sous le chaud soleil de midi.

Ils me demandent de ne pas me fier aux apparences et à la situation d'Athènes pour avoir un avis. Selon eux, Athènes est très commerçante et a beaucoup moins souffert que la province, même si ses commerces ont connu en grande majorité une chute vertigineuse de leur chiffre d'affaire et si de nombreuses faillites ont été enregistrées. Ils sont très inquiets pour leur agriculture qu'ils estiment très spécifique au sein de l'Union et qui a été frappée de plein fouet. Ils estiment que près des 2/3 de leurs paysans ont été obligés de fuir leurs exploitations.

Une dame très remontée ne comprend pas que « tout au long de la crise on ait continué à importer des tomates et des fruits de Hollande alors que les leurs se desséchaient sur pieds où n'avaient aucune chance sur le marché. Toutes les catégories sociales du pays ont été très rudement touchées. Sauf les politiques et les hauts fonctionnaires de l'administration d'État.»

Ils se disent horrifiés par la cascade des scandales à répétition dont ils ont pris connaissance tout au long de ces trois dernières années. La plupart d'entre eux étant d'ailleurs relatifs à l'exercice du pouvoir dans cette période si difficile. « Pendant que les uns se serraient la ceinture comme ils ne l'auraient jamais imaginé, quelques autres poursuivaient leur business sans la moindre honte. »

La plupart sont allés ce matin ou iront dans l'après-midi voter pour leurs représentants de quartier, mais ils ne savent pas s'ils iront voter pour que « l'un d'entre eux déjà fortuné aille soi-disant représenter le peuple grec ou ce qu'il en reste au grand carnaval bruxellois. » Je les invite à m'écrire leurs avis plus détaillés dans les prochaines semaines, et nous poursuivons notre chemin.

Alors que nous arrivons vers l'avenue de l'Aréopage, proche du Temple en l'honneur de Dionysos, Angeliki nous rejoint et nous guide. Nous arrivons devant un petit restaurant. Henri Malosse nous présente Sébastien et Melyne. Lui est syndicaliste, elle est avocate pour un cabinet d'armateurs grecs. Nous échangeons sur les difficultés économiques, sur les armateurs grecs qui sont restés une flotte puissante, et sur l'Europe. Sébastien est catégorique : « Il faut absolument que l'Europe protège davantage ses populations.

Aujourd'hui, le désamour de l'Europe vient du fait qu'elle est perçue comme déstructurant l'ensemble des normes et règlements protégeant autrefois les salariés et les fonctionnaires. Les entrepreneurs quant à eux ne s'y retrouvent plus car la libre concurrence ne veut rien dire : personne ne les aide, et seules les plus grosses entreprises s'en sortent. Ce n'est pas ça l'Europe. Si cela continue, c'est certain, l'Union européenne ne survivra pas plus d'un mois. »

Nous discutons également avec Henri de ma conférence de presse. Je lui dis que j'aimerais la faire soit à Bruxelles, soit à Paris en cette fin de semaine. Il me regarde, et face à mes interrogations, il me répond : « Je pense que tu n'auras aucun écho à Bruxelles, c'est fermé et verrouillé par la Commission. Il y a peu d'intérêt, même symbolique à finir ton tour à Bruxelles. Je retournerais à ta place à la maison du peuple d'où tu es parti l'année dernière, à l'Assemblée nationale. Si tu veux, je serai à Paris ce mercredi après-midi. Nous pouvons la faire ensemble. »

J'apprécie sa proposition et je réfléchis rapidement. J'ai beaucoup d'estime pour Henri, nous défendons une même vision. Je lui signifie que je vais demander à mes équipes, en fonction de ce qui a été préparé, d'infléchir l'itinéraire prévu afin d'envisager un retour possible à Paris. Je remercie la tablée et je propose que nous nous retirions, alors qu'Henri lui-même doit repartir pour Bruxelles.

*

Nous rentrons tranquillement vers l'hôtel. Sentant le poids de ces deux semaines passées, je décide de me reposer un peu. Il est 16h00 lorsque nous décidons avec Paul-Antoine de faire un tour des lieux symboliques d'Athènes. Nous marchons dans les rues, et nous frayons un chemin entre les touristes jusqu'à l'entrée de l'Acropole, devant le Temple de Dionysos. Nous finissons par le Stade panathénaïque, le stade antique rénové à l'occasion des premiers Jeux Olympiques de l'ère moderne, en 1896.

Alors que nous rentrons à l'hôtel après deux bonnes heures de marche, la patronne de la boutique jouxtant notre établissement me demande notre programme. Lui détaillant les lieux touristiques où nous nous sommes engagés en cette fin d'après-midi, Cassy nous propose de nous emmener dans un quartier moins touristique, proche du centre d'Athènes, l'illustre Pirée. Nous acceptons.

Elle prend sa voiture non loin de là et propose de nous faire la visite. Après 20 minutes de voiture, elle explique : « Nous arrivons sur l'un des plus importants ports du monde en terme de voyageurs. Il a été racheté par les Chinois. Vous comprenez, ce port est important pour nous, il y a plus de 18 millions de personnes par an qui transitent ici, mais le gouvernement, poussé par le FMI et l'Europe vend tout. Tout ce que nous avons et dont nous sommes fiers part aux enchères. Même nos îles bientôt. » Elle se gare.

« Je vous propose de continuer à pieds par ces petites rues. » Elle nous guide, nous faisant découvrir l'histoire de ces lieux et les habitudes qui ont été bouleversées par la crise : les commerçants qui ont fermé boutique, les habitants qui restent de plus en plus chez eux, faute de travail, les poubelles qui s'amoncèlent, la fréquence du ramassage des ordures ayant été diminuée. « Des économies, toujours des économies… voilà ce qu'on nous demande de faire. Mais comment voulez-vous que le peuple grec rembourse si on lui enlève des mains ses atouts ? »

Nous nous installons à l'entrée d'un petit bar-restaurant. « Je pense que l'Europe, c'est un magnifique projet, personne ne peut dire le contraire. Mais c'est aussi la solidarité, pas juste la libre concurrence qui tue tout et dévaste les personnes. Non, la solidarité prônée à tout va par l'Europe, je ne la vois pas, désolée. »

« L'Union européenne, je ne sais pas quoi en penser, tantôt je suis dégoutée, tantôt je pense que c'est la seule solution. » Elle me réaffirme qu'elle n'ira pas voter, personne ne lui plaît, et elle se refuse à voter pour des extrêmes qui n'apportent rien à personne. Elle nous propose de faire un dernier tour, puis elle doit rentrer voir ses enfants et son mari.

Nous nous promenons encore un peu, puis nous décidons avec Paul-Antoine de prendre un taxi. Il est plus de 21h00, le soleil se couche lorsque nous arrivons dans le centre d'Athènes. Nous prenons la soirée afin de discuter avec Clémence et Michael de la préparation de la conférence de presse. Décision est prise : nous la tiendrons le mercredi 21 mai avec Henri Malosse à l'Assemblée nationale. Nous abordons les quelques points à régler, puis, avec Paul-Antoine, nous travaillons aux comptes rendus inachevés de ces derniers jours.

Lundi 19 mai 2014 : journée à Berlin (Allemagne).

A Berlin, Rendre l'Europe meilleure

Nous montons sur la terrasse de l'hôtel pour prendre le petit déjeuner. La terrasse est presque déserte, il est 7h30. Deux femmes servent le petit déjeuner. Je vais à la rencontre de l'une d'entre elles en lui demandant si elle a quelques minutes à m'accorder. Après lui avoir rapidement expliqué ma démarche, elle me dit spontanément : « Ah, les politiques devraient comprendre ce que vous dites sur la situation mentale des populations, en tout cas nous les Grecs : on n'en peut plus. Il faut que les directions politique et économique changent, et vite ! » Elle me dit qu'elle vit à plus de 30 km de là, vers Stefanos, et qu'elle se lève à 5h du matin.

Nous arrivons à 9h00 à l'aéroport. Les formalités effectuées, nous nous approchons des contrôles de sécurité. Alors qu'une fois de plus, le portique ne cesse de sonner, j'observe que la même chose arrive à une femme dans le portique d'à côté. Nous rigolons alors que nous nous faisons fouiller. Francesca, italienne originaire de Milan, travaille dans le domaine bancaire mais ne souhaite pas nous en dire davantage. Elle pense que l'Union européenne est une bonne idée, mais qu'elle est devenue tellement éloignée de l'intérêt général qu'elle ne peut plus passer auprès des citoyens. « La coupe est pleine », me dit-elle. Elle dit que, peut-être, la sortie de l'Italie de la zone euro aiderait son pays à terme : « Bien évidemment, au début, cela sera très dur, mais qui sait si dans quelques années cette sortie ne pourrait se révéler un atout pour l'Italie. » Nos portes d'embarquement ne coïncident pas. Nous la saluons et continuons.

En attendant l'embarquement, je fais le point avec mes équipes sur les sujets et les dossiers principaux. L'organisation conjointe avec l'assistante d'Henri Malosse, Laure Halligon, concernant le point presse parisien du mercredi est fixé. Henri doit prendre un avion et devra donc partir à 17h30. Nous fixons donc l'heure à 16h30, dans une salle de l'Assemblée nationale réservée par Clémence.

11h00, l'avion décolle, je m'assoupis. À notre arrivée à Berlin, Paul-Antoine me dit que les contacts pris le matin même ont porté leurs fruits. Nous avons eu une succession de rendez-vous pour cette escale berlinoise qui ne s'annonce pas de tout repos.

Les bagages déposés, nous avons rendez-vous dans un restaurant tout proche avec deux entrepreneurs, l'un Français, l'autre Allemand. Alexis et Lukas, la trentaine, ont construit ensemble une entreprise de service de vente en ligne à destination des entreprises. Leur start-up, créée en 2009 emploie aujourd'hui 15 personnes et s'est déployée dans sept pays européens. Après leur avoir exposé ma démarche et répondu à leurs questions, je leur demande les raisons de leur réussite professionnelle : « Tout d'abord, moi-même et Lukas avons voulu une entreprise basée à Berlin car les loyers défiaient toute concurrence et nous permettaient d'avoir à la base un avantage comparatif. Nous sommes riches, tous deux, de nos langues maternelles respectives, plus celles que nous avons appris au cours de notre vie. Nous sommes de plus créatifs, et nous avons grandi avec l'explosion d'internet et du multimédia. »

« Au début de la vente en ligne, nous avions nos premiers salaires. Et puis, lentement, cela s'est propagé, et il y avait un créneau pour accompagner les entreprises à se développer sur le net pour créer des sites de vente en ligne. Nous travaillons essentiellement avec la pratique du télétravail et nous entretenons également les réseaux sociaux de certaines entreprises. C'est là où la communication de demain se situe. »

Je lui demande pourquoi n'avoir pas essayé de créer son entreprise dans une petite ville de province en France, Alexis prend alors la parole : « En tant que Français, j'en avais marre de la France. Je suis venu en Allemagne il y a sept ans, j'ai fait des petits boulots, c'était assez instable financièrement pour moi mais je vivais bien. Je connaissais déjà Lukas, nous étions amis. Et l'idée est née. Je n'aurais pas souhaité rentrer en France. L'administration et la fiscalité nous auraient écrasés en tant que jeunes entrepreneurs. Et puis, entre un loyer d'une petite ville de province où nous aurions pu nous installer et le même loyer à Berlin, capitale, il n'y avait pas photo ! » L'attractivité économique, fiscale, et l'ambiance berlinoise l'avait convaincu.

Je leur demande ce qu'ils pensent de l'Union européenne et s'ils iront voter. « Je pense pouvoir parler pour nous deux, avec Lukas, nous échangeons beaucoup sur le sujet. Nous irons tous les deux voter. Mais il existe tout de même une différence : Lukas croit davantage dans le personnel politique allemand que je n'ai confiance dans les branquignoles qui se présentent devant les Français. Il y en a tellement peu qui sont des européens convaincus ! Ils souhaitent pour l'immense majorité retrouver un poste et avoir une fin de carrière agréable ! Regarder Michèle Alliot-Marie qui fait expulser Lamassoure dans le sud-ouest, alors que Lamassoure était un européen convaincu ! Où sont les intérêts ? C'est du gâchis ! Et en plus, on prend les gens pour des cons. Alors, ceux qui vont gagner des voix, et vous le savez, ce sont les extrêmes, ceux qui disent vouloir foutre la table par terre. Mais je ne crois pas en eux, ce sont des démagos dangereux en plus ! Alors vous voyez, nous irons tous les deux voter, mais Lukas croit en sa classe politique, moi, tellement peu. Mais voter, c'est un acte important. Si nous cessons de donner notre avis, plus personne ne nous le demandera bientôt. »

Lukas ajoute : « La démocratie européenne et nationale est dans certains pays en danger. J'ai l'impression comme beaucoup d'Allemands que la France s'approche dangereusement du précipice. Nous avons la chance d'avoir une classe politique allemande qui a appris de l'histoire. La transparence est une exigence de l'histoire, et l'histoire nous interdit de balancer vers les extrêmes. Nous ne sommes pas dans une démocratie d'opposition, mais dans un univers politique et social où la lutte a été totalement remplacée par la discussion et le consensus. Je crois que c'est notre grande force. L'Union européenne doit se montrer vigilante avec les mouvements populistes. C'est un rejet de la politique européenne. Il faudra vraiment que l'Europe nouvellement élue analyse profondément ce qui sortira des urnes, car même si la France nous préoccupe car elle est notre voisine, notre amie, elle n'est pas un cas isolé. » Nous continuons à discuter un moment du cadre de vie à l'allemande, de leurs parcours respectifs, puis je décide de remonter afin de me reposer une petite heure.

*

Il est 15h00 et nous avons rendez-vous en bas de l'hôtel dans une petite pâtisserie avec une députée du FDP, le parti libéral allemand. Alexandra Thein nous explique qu'elle s'est engagée en 1990, à l'âge de 27 ans, au FDP par conviction. Elle est eurodéputée depuis 2009 et siège également au Parlement régional de Brandebourg. Je l'interroge alors sur la perception allemande de l'Union européenne. « Les Allemands étaient très pro-européens au début de la précédente législature, en 2009. Aujourd'hui, il est beaucoup plus difficile de faire campagne : les gens en ont franchement marre de payer. Payer pour les autres. Les mobiliser pour l'Europe, pour le projet européen, c'est prendre le risque de se heurter à une porte. Il y a plusieurs élections et référendums dans les régions ce week-end, et on espère qu'ils iront de fait plus voter pour les élections européennes. Mais la pédagogie est et reste difficile, plus difficile que jamais : on leur dit tellement que l'Europe est une bonne chose, qu'elle est absolument nécessaire, qu'on a peu de temps après pour leur exposer les différences entre partis politiques. Il faut d'abord les convaincre que l'Europe fait quelque chose pour eux. »

« Mais, même si en Allemagne le climat économique est bon, avec une industrie qui repart à la hausse, qu'on réduit les dettes, c'est très difficile de les convaincre. Je le constate tous les jours puisque je suis en campagne. » Je lui demande ce qui exaspère le plus ses compatriotes : « à mon avis, on a donné trop de compétences à l'Union européenne, et les orientations qui sont décidées par la Commission sont trop éloignées des citoyens, et on légifère que sur de petits points, et cela énerve les gens. »

Je lui demande, compte tenu des résultats des élections parlementaires allemandes d'octobre 2013, ce que pèse le FDP aujourd'hui et pour les prochaines années dans le paysage politique allemand : « Malheureusement, nous nous sommes trop alignés sur la position d'Angela Merkel, avec qui nous avons d'ailleurs fait une très belle coalition. Mais notre électorat n'a pas supporté qu'on ne réussisse pas à tenir face à la chancelière. Elle a notamment permis que l'Union européenne et les Allemands donnent des crédits supplémentaires à la Grèce, au Portugal, à l'Espagne et à l'Italie. Or, ces pays doivent apprendre et rembourser leurs erreurs. Notre électorat, déçu, a ainsi rejoint massivement l'AFD (*Alternative für Deutschland)* naissante, parti ouvertement eurosceptique. Nous ne comptons plus beaucoup d'élus, je suis la dernière rescapée au Parlement de Brandebourg et je sais que mon siège n'est pas assuré au Parlement européen. »

Nous aurons eu une vingtaine de minutes d'échanges. Alexandra Thein repart, pressée, vers une campagne électorale qui lui semble défavorable, mais dans laquelle elle sait qu'elle devra se battre jusqu'au bout.

*

Nous faisons un rapide détour par l'hôtel, puis il est l'heure de se déplacer vers l'Alexanderplatz, lieu du meeting de Martin Schulz et du SPD allemand. Nous arrivons à 16h30. Nous avons tout d'abord rendez-vous avec deux journalistes de « La Gazette de Berlin » auquel j'accorde une interview.

Il est 17h30, lorsque nous nous glissons enfin sous le chapiteau dressé pour l'occasion. Une large scène a été montée. Les orateurs se succèdent à la tribune. Le service d'ordre semble plus important que pour le meeting d'Angela Merkel, les policiers plus visibles. Le nombre de personnes présentes est également plus important, plus de deux fois supérieur au meeting de la CDU (Christlich Demokratische Union Deutschlands). Alors que nous nous frayons un chemin avec Paul-Antoine, nous nous perdons de vue.

Je m'installe près d'un groupe dont je reconnais la langue : des espagnols. J'engage la discussion : Miguel et Sonia sont arrivés ensemble, il y a cinq ans, en Allemagne : « Nous avons quitté la région de Barcelone car nous n'arrivions plus à payer notre loyer, alors nous avons vécu chez mes parents pendant un an, et comme la situation empirait et que nous avions appris l'allemand au lycée, nous sommes venus en Allemagne dans l'espoir de trouver quelque chose pour travailler et vivre décemment, » me dit Sonia.

Elle a trouvé un poste en tant qu'assistante linguistique dans un collègue berlinois, lui travaille dans un restaurant espagnol du centre. « Le fait est que la vie n'est pas trop chère, et puis, l'ambiance est bonne. Les gens sont ouverts. Berlin est une ville très cosmopolite, et nous avons beaucoup d'amis de toutes nationalités maintenant, » me dit Miguel. Il me présente ses amis, la plupart d'origine espagnole, et un couple d'Allemands.

À ce moment précis, la foule se lève et acclame l'orateur qui s'avance. Frank-Walter Steinmeier, chef de la diplomatie allemande dans le nouveau gouvernement de coalition d'Angela Merkel, l'un des principaux membres du SPD (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands)*, prend la parole.

Il fustige d'abord ceux qui manifestent contre « cette Europe dont nous avons tous besoin, cette nécessité indiscutable ». Il avance le fait que : « Ceux qui proclament que nous pouvons, sans l'Union européenne, exister dans le monde compliqué dans lequel nous vivons se trompent, et que la paix n'est jamais gagnée. » « Il faudra se battre pacifiquement contre ceux qui jouent sur la fibre démagogique, ici, en Allemagne, comme dans le reste de l'Europe, afin de déjouer les risques de délitements qui pèsent sur l'ensemble du continent. »

Il finit : « Et pour que l'Europe change et prenne un nouveau chemin, plus démocratique et proche des peuples et citoyens européens que vous êtes, j'ai choisi mon candidat à la tête de l'Union européenne : Martin Schulz ! » Il se retire et laisse s'avancer, vers le devant de la scène, le candidat socialiste à la présidence de l'Union européenne. La foule l'acclame autant que certains brandissent des pancartes critiques. Le traité de libre-échange avec les États-Unis

est visiblement rejeté par une grande majorité des opposants présents. Martin Schulz motive les troupes dans la dernière ligne droite de cette campagne. Trente minutes de discours et de persuasion.

Il est plus de 20h00 lorsque la foule commence à se disperser. Je retrouve Paul-Antoine. Nous discutons longuement avec Alexandre, un responsable des jeunes socialistes français à Berlin, et ses amis. Ils fondent tous un espoir certain en l'orateur qu'est Martin Schulz : « En France, nos élites font ce qu'elles peuvent, mais avec une direction forte à la tête de l'Europe, corrigeant les inégalités qu'a créées le système libéral de la dernière décennie, je suis convaincu que cela peut être une chance incroyable pour l'ensemble de l'Europe. Il faut que l'Europe change, et je sais que le Parti Socialiste Européen peut incarner ce changement. Il n'y a eu que la droite qui a pu avoir la majorité au Parlement européen, il faut une alternance et un nouvel élan ! » Ses amis sont d'accord. Nous échangeons encore quelques instants, et Alexandre me dit qu'il souhaiterait rester en contact avec nous dans les prochains mois, au cas-où.

Nous prenons un taxi et rentrons à l'hôtel. Il est 21h00. Le soleil se couche sur Berlin qui commence à s'agiter. De nombreux jeunes sont dans les rues. Nous pénétrons rapidement à l'intérieur de notre hôtel, faisons le point avec Clémence pour l'organisation du point presse de mercredi. Il est 22h00 lorsque nous retrouvons Fleur et Eugénie, deux amies de Paul-Antoine, dans un petit restaurant traditionnel près de Kurfürstendamm, à côté de notre l'hôtel.

Lors du dîner, de nombreux sujets sont abordés. Fleur et Eugénie sont étudiantes de l'IEP de Rennes (Sciences Po) au sein d'un double cursus franco-allemand entre Rennes et l'Université d'Eichstätt, en Bavière, où elles ont effectué deux années d'études. Fleur est en ce moment en stage de fin d'études à Berlin au sein du théâtre franco-allemand *La Ménagerie*. Eugénie est en master et effectue un stage au sein d'une ONG berlinoise qui promeut le dialogue et la coopération entre l'Europe et la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord).

Je leur pose plusieurs questions concernant leurs études, leur quotidien en Allemagne et en France, leur vision de l'Europe, leur vie à Berlin en tant que stagiaires françaises ainsi que leurs perspectives quant à leur avenir professionnel. Au cours de la discussion, elles me font part de leur scepticisme par rapport au début de leur carrière professionnelle. Fleur me dit alors : « Étant donné que je serai amenée à chercher du travail dans quelques mois, je veux être la plus lucide possible. Et franchement, je ne peux que me rendre compte de la saturation du marché du travail du secteur culturel franco-allemand à Berlin ainsi qu'à Paris. Je ne sais pas, on a beau avoir fait des études, des grandes écoles, on n'a pas de boulot à la fin. »

« J'ai beaucoup d'amis qui ont fini, il y a deux ans, et qui enchainent les stages, dit-il encore. Je trouve cela inacceptable que de nombreux jeunes ayant obtenu un master de l'université ou de grandes écoles – parfois même un double master – et ayant cumulé de nombreuses expériences de stages et de séjours à l'étranger, se retrouvent souvent sans emploi ou alors à enchaîner des stages longs pendant plusieurs mois au sein de structures qui n'embauchent plus. Franchement, c'est une triste réalité ! Personne ne le dit pourtant. »

Eugénie continue. Elle a l'impression qu'on en demande toujours plus aux jeunes : « Il faut avoir fait plus d'études, plus de stages, maîtriser plus de langues, plus de matières, avoir été plus longtemps à l'étranger, etc., et au final on soumet les jeunes générations à toujours plus de situations stressantes. Mais pour quels résultats ? Les employeurs de moins en moins sont prêts à embaucher. Il faudrait vraiment commencer à faire confiance aux jeunes, qui plus est toujours plus qualifiés. »

Nous avons également abordé la vie à Berlin, les préoccupations des Berlinois, et notamment la question de la gentrification de la capitale allemande, source de nombreuses manifestations et pétitions. Fleur a expliqué en quoi consistait exactement cette gentrification : « Ce phénomène urbain assez récent est le résultat d'une appropriation par de nouveaux arrivants aisés d'un quartier moins favorisé, transformant ainsi le profil économique et social du quartier au profit exclusif d'une couche sociale supérieure. On ne fait que déplacer une partie de la population la plus pauvre vers une banlieue, ce qui l'éloigne davantage de son lieu de travail, et au final lui fait encore davantage perdre des moyens financiers. Je pense qu'il y a vraiment toute une politique de la ville à repenser. Toute une politique tout court d'ailleurs. » Elle sourit, comme gênée par ses propos.

Pour finir, je me suis bien sûr intéressé à leur vision de l'Europe : leur sentiment général est plutôt partagé, entre profonde conviction de la nécessité d'une Europe fédérale et sociale et un profond désarroi face à une machinerie bureaucratique souvent jugée trop technocratique. Elles m'expliquent que leur génération a grandi avec la construction européenne et a été convaincue de la nécessité d'une Europe fédérale. « Néanmoins, je me sens souvent vulnérable et désemparée face à l'apparente lourdeur des institutions, aux poids des souverainetés, à l'immobilisme ambiant, à l'eurosceptisme dominant dans le discours politique », me dit Eugénie.

Elle me dit avoir par exemple fait Sciences Po dans l'objectif premier de devenir fonctionnaire au sein de l'Union européenne, mais : « J'ai depuis changé d'avis : je me suis rendue compte qu'en étant qu'un infime maillon dans la machinerie européenne, ça n'est pas ainsi que moi ou ma génération d'européistes convaincus pourrons faire évoluer la situation de cette Union. Elle est embourbée dans les accusations, elle n'est pas démocratique ! A quoi bon être à l'intérieur, il faut je pense essayer d'autres voies, de l'extérieur. Je suis persuadée que cela est possible. » Elle semble convaincue.

Minuit approche. Je laisse Paul-Antoine discuter plus encore, puis je salue Eugénie et Fleur. Elles ont l'esprit vif, l'intelligence du cœur. Je monte dans ma chambre, et décide d'écouter puis de vider ma boite vocale surchargée. J'apprends alors qu'une gendarmerie située dans ma circonscription, à Larceveau, énième déprise de notre administration, est vouée à disparaitre sous les coups incessants des rabots de haut-fonctionnaires parisiens. Paul-Antoine me rejoint. Le vol est prévu le lendemain matin à 9h30, le réveil est réglé pour 6h30. Il nous reste peu de temps afin de recharger les batteries pour cette nouvelle étape.

Mardi 20 mai 2014 : journée à Copenhague (Danemark) et Malmö (Suède).

Copenhague, l'Europe des jeunes

Il est 7h00 lorsque nous quittons l'hôtel. Nous nous engouffrons dans le premier taxi, direction l'aéroport pour cette dernière étape danoise. Paul-Antoine et moi-même avons les traits tirés ce matin. Nous déjeunons à l'aéroport, une fois les formalités effectuées. Je me procure, pour la première fois du voyage, des quotidiens français.

Nous survolons des champs d'éoliennes au large des côtes allemandes et danoises. De nombreux ponts relient les îles au continent. Le paysage est bocager. Les champs sont de plus petite taille que les openfields observés en Italie ou en Espagne.

Nous arrivons dans le centre de Copenhague à 11h30. Clémence et Michael ont pris contact avec l'Ambassade de France et nous recevons en ce sens une proposition de rendez-vous à 15h00. Nous avons élu résidence dans une auberge de jeunesse branchée du centre de Copenhague. Nous décidons de rester au bar en buvant une bonne grenadine, en attendant les clés de la chambre qui nous serons transmises à partir de 13h00. Nous discutons avec plusieurs personnes.

Une femme d'une quarantaine d'années est assise à la table voisine. Elle a de nombreux bagages. Je lui demande si elle attend aussi sa chambre. Vita me répond qu'elle a séjourné ici et qu'elle repart dans son village au nord du Danemark. Elle me demande la raison de ma présence à Copenhague. Après lui avoir expliqué ma démarche, je lui demande ce qu'elle pense de l'Union européenne : « Nous ici, au Danemark, nous ne nous sentons que peu concernés par la crise économique que vous, pays du sud, avez générée. Le fait est que nous n'avons que peu de chômage et que nous souhaitons d'abord aider nos compatriotes avant de secourir le reste de l'Europe, voire le reste du monde. L'Europe a un problème : nous ne

souhaitons pas nous appauvrir pour que les autres s'endettent et vivent au crochet de nos emplois. L'Europe doit tirer vers le haut, pas entraîner dans sa chute tous ses membres. »

Elle est vétérinaire et n'accepte pas non plus l'immigration dont fait l'objet le Danemark : « Depuis 10 ans, nous accueillons toujours davantage de misère, cela ne peut plus durer. » Elle me demande ce que nous comptons faire. Elle nous aide à trouver sur la carte de Copenhague le chemin pour nous rendre à l'Ambassade de France, toute proche : « C'est juste à côté, il suffit de quinze bonnes minutes à pied, et vous aurez le temps ainsi de regarder le centre-ville de notre magnifique capitale. » Nous la remercions.

Alors que je m'allonge sur un canapé afin de me reposer, j'entends Paul-Antoine discuter à une table, avec plusieurs jeunes. Ils échangent sur leurs modes de vie, les études, leurs aspirations. 13h00 sonnent : nous montons déposer nos bagages, et sur les conseils avisés de Vita, nous décidons de marcher sur les quais proches de la gare et du Parlement danois.

Une voix française m'interpelle sur un des nombreux ponts enjambant l'un des innombrables canaux qui composent la ville. Le président des Chambres d'Agriculture Françaises se présente à moi. Nous nous connaissons bien, et il m'explique qu'il est accompagné d'une délégation de professionnels qui tentent de comprendre les différences entre les deux systèmes agricoles. Il me dit : « Ils sont bien loin des grandes exploitations de 300 à 400 hectares. La moyenne des exploitations danoises ne comporte que 60 à 70 hectares par ferme. Ce sont de petites exploitations familiales. Leur circuit de distribution est également assez restreint, ils travaillent beaucoup en circuit court. » Je lui demande ce qui explique cette faible concentration des terres. L'un me répond : « La rareté des terres est telle que l'hectare vaut la bagatelle de 20 000 euros ! »

Je leur demande ce qu'ils pensent de l'Union européenne. Malaise. Quelques-uns tournent les talonnettes, d'autres font un pas en arrière. L'un d'entre eux ose tout de même : « L'Europe ne nous aide pas, ou du moins elle réduit de plus en plus nos aides et nous étrangle, lentement. L'agonie est dure à supporter pour plusieurs de nos confrères. Ce n'est pas normal ce qui se passe là-haut. » Ils approuvent tous. Nous les saluons et reprenons notre itinéraire.

Alors que nous tournons à un coin de rue, une jeune femme d'une vingtaine d'années s'élance vers moi : « Monsieur Lassalle ? » Elle se présente : « Nous nous sommes déjà rencontrés en Bretagne, près de Morlaix, pendant votre Marche, en novembre dernier. » Erica est accompagné de son ami, Simon. Je leur demande ce qui l'a amenée à quitter sa Bretagne natale : « L'emploi. J'avais envie de quitter la France pour changer d'air et j'étouffais en Bretagne, je ne trouvais rien. Je suis arrivée en février dernier et je travaille dans une pâtisserie française, à la vente. Ça marche bien, et j'ai vite appris à me débrouiller avec la langue. Simon travaille encore en Bretagne, mais on va essayer de s'installer ici, au moins pour quelques années. Là il est juste en vacances. » Elle nous accompagne jusqu'à la porte de l'Ambassade et nous nous saluons.

Christine, de la gendarmerie nationale, nous ouvre les portes. Elle me reconnait et me demande ce que je viens faire à l'Ambassade. Elle n'avait pas été mise au courant de mon entrevue avec l'Ambassadeur et semble étonnée : « Vous savez, à Copenhague, ils sont rares

les députés ou ceux de la représentation nationale à venir au Danemark, c'est un petit pays ! » Elle sourit.

Gabriel, l'intendant de l'Ambassade entre à ce moment et nous guide jusqu'au salon où nous serons reçus. Monsieur François Zimeray, Ambassadeur de France, nous y attend. Nous nous asseyons et il se présente. Il évoque des souvenirs communs, lorsque, jeune élu local, il avait fondé l'Association des Maires pour l'environnement, avec la Maire de Pau. Je lui demande quel est son sentiment sur le Danemark. « Il y a, ici, beaucoup de politiques innovantes, et la société est très intéressante à observer, surtout en ayant à l'esprit nos propres difficultés, et l'obsession de rechercher des solutions. Le Danemark est le pays *le plus heureux au monde*, selon certain barèmes internationaux. De fait, j'ai pu observer que les relations humaines y sont placées sous le signe de la confiance, entre les individus, comme envers les institutions. Chez nous, en France, les relations humaines sont trop souvent empreintes de méfiance, quant à l'État, il s'est largement construit autour d'une logique de contrôle de la société. »

« Un exemple récent ? Au Danemark, les petites entreprises ne sont désormais plus obligées de certifier leurs comptes. Elles n'ont pas besoin d'expert-comptable et déposent simplement leurs comptes au Fisc. Autre exemple qui m'a surpris, dès mon arrivée : les policiers sont très peu visibles ! La confiance c'est un état d'esprit vraiment différent. Encore une chose que vous avez peut-être remarquée en venant à pied : à l'entrée des boutiques et des restaurants, les jeunes enfants restent souvent dans le landau, dans la rue, sans les parents qui eux sont à l'intérieur. Ils ont confiance en leur prochain. La société est nettement plus égalitaire, y compris dans les relations entre les sexes, sans que l'on perçoive une quelconque conflictualité : ne soyez pas surpris de voir des tables à langer dans toutes les toilettes pour hommes ! »

Je lui demande ou se trouvent les points de différences entre nos systèmes : « D'abord, l'éducation. En France, l'élève apprend à se taire, c'est le professeur qui inculque. Soit vous êtes bon à quinze ans et tout vous réussit. Soit vous avez des difficultés et cela risque de vous suivre toute la vie. Ici, au Danemark, il n'y a pas de classement. En fin de troisième, vers 15-16 ans, on peut prendre une année d'*after-school*, pour mûrir, savoir ce que l'on veut vraiment, trouver sa voie. Durant cette année, l'adolescent peut faire des stages et même travailler, se frotter aux réalités professionnelles. Il gagne en maturité et sa vocation se dessine, c'est elle qui guidera son orientation. Plus tard, il saura ainsi pourquoi il fait des études. Après le bac, même logique : ils prennent tous une année pour savoir ce qu'ils veulent vraiment. Cela fonde une éducation sur l'épanouissement, qui apprend aux élèves à savoir ce qu'ils souhaitent. Au lieu d'avoir des étudiants frustrés, en mal être, il vaut mieux avoir des étudiants et apprentis qui savent ce qu'ils veulent. C'est eux qui choisissent leur destin, et non le regard des parents, la pression sociale. C'est une des clés du bonheur danois. Ils ne cherchent pas à créer une élite – au prix de combien d'échecs scolaires ! – mais l'accomplissement de chacun est l'objectif recherché en commun. »

« Autre point » - poursuit-il - « la politique de santé : en retournant en France, j'ai été frappé de voir, tous les 100 mètres, une pharmacie. Ici, les gens se méfient des médicaments. On ne vous prescrira pas de médicaments pour une grippe. On laisse les défenses immunitaires faire le travail normal. Le déficit de la Sécurité sociale est évidemment moindre.

Et cela ne nuit visiblement pas aux laboratoires pharmaceutiques danois, dont Novodorisk est l'un des plus profitables au monde. Concernant la santé, le vélo est un sport national, et cela peut expliquer que les Danois vivent en meilleure santé. Ils roulent à vélo par tous les temps. On a des voiturettes électriques pour favoriser l'autonomie des personnes âgées, mais beaucoup continuent tant qu'elles le peuvent à se déplacer à vélo ou à pied. Les chiffres le prouvent : comparés à la France les Danois vivent neuf ans de plus en bonne santé ! »

« Autre point de divergence, non des moindres, l'emploi : le taux de chômage est à 5,1%. Le secret est simple : la flexi-sécurité. Embaucher-débaucher : rien de plus simple. Ce n'est pas la jungle, c'est une société qui s'autorégule avec un minimum d'intervention étatique, et beaucoup de respect. On responsabilise autant les salariés que les dirigeants d'entreprises. Le Danemark a un taux d'imposition record … et un taux de consentement à l'impôt record ! Les services publics sont performants et attentionnés, les gens ont le sentiment que l'administration est à leur service, et pas le contraire. Ici les gens paient beaucoup mais ont le sentiment d'en avoir autant en retour. »

Il nous décrit un pays jeune, épanoui et nous conseille la lecture d'un ouvrage *Heureux comme un danois*, dressant en 20 points le tableau des avantages et inconvénients du système. Il pourrait inspirer un programme politique innovant. Il pense qu'il faut passer d'une société de la méfiance, du *top-down*, à une société de l'épanouissement et de la confiance.

Je lui demande quelle image ont les Danois de notre pays : « Les Danois aiment beaucoup la France, cette authenticité, cette simplicité : ils ressentent beaucoup d'affinités avec les Français, plus qu'avec les autres scandinaves qu'ils trouvent parfois plus raides. Les Danois sont rigoureux, mais sans trop se prendre au sérieux. Vous savez, c'est un pays qu'on perçoit à tort comme anti-européen : l'importance de la participation jusqu'à aujourd'hui montrent plutôt un Danemark pro-européen. Ils ont voté contre Maastricht certes, mais c'était en vue d'une renégociation. Et puis, 34% du PIB se fait à l'exportation. Ils tiennent cependant à leurs singularités : dans l'espace Schengen mais hors de l'euro. »

Je lui pose la question de la présence de l'extrême droite au Danemark : « Quoiqu'on en dise, elle est très différente de chez nous. Le Dansk Folkepartis (DF) fait pleinement partie du débat d'idées. Ce qu'ils revendiquent, c'est d'abord la préférence nationale. Ils rejettent toute alliance avec des partis racistes, homophobes, ils ne versent pas dans l'antisémitisme. Il n'y a pas de tradition de provocations douteuses. Au plan économique, cela ressemble à des socio-démocrates, avec la préférence nationale en plus. »

« Vous savez, il n'y a que 5,5 millions d'habitants au Danemark. La campagne y est très présente et préservée. Il n'y a pas, comme souvent dans les pays développés, ces zones commerciales périurbaines, ces entrées de villes défigurées par la grande distribution qui désertifient les centres urbains, conduisent à la fermeture les petites enseignes des centres villes et abîment les paysages. Enfin, le Danemark, carrefour stratégique de routes maritimes européennes et arctiques, possède une force de frappe au niveau international : 10% du trafic maritime mondial navigue sous pavillon danois ! »

Lorsque je lui demande ses pronostics quant à la possible répartition des votes et le taux d'abstention aux élections européennes au Danemark, il m'avoue se méfier des sondages et se

garde de prédire comment les Danois se positionneront cette fois-ci pour l'Europe. Puis il s'excuse de devoir prendre congé de nous, car il a à faire avant le cocktail de ce soir. Il nous propose de nous retrouver une heure plus tard.

*

Lorsque nous sortons, il est 16h00. Nous marchons sur les quais, proches de l'Ambassade, avant de s'asseoir sur un banc ombragé. Nous appelons Clémence et Michael afin de faire un dernier point sur les préparatifs de la conférence de presse du lendemain. Vingt-quatre heures à peine nous en séparent. Nous revenons à 16h45 à l'Ambassade et discutons quelques instants avec Christine, la gendarme à l'entrée. Je lui demande s'il n'y a pas un moyen d'aller à Malmö dans la soirée. Alors qu'elle explique l'itinéraire le plus adapté à Paul-Antoine, je l'écoute avec attention.

Nous restons l'espace d'une heure au cocktail avec de nombreux Français résidant et travaillant à Copenhague. Tous semblent heureux de leur situation et n'envisagent pas, pour l'immense majorité, un retour en France. Dès 18h30, nous nous dirigeons à grandes enjambées en direction de la gare de Copenhague où un train nous emmène à Malmö. La modernité des infrastructures me frappe. Le trajet ne dure qu'une vingtaine de minutes, pour arriver dans le centre-ville proche de la gare. Nous marchons dans cette banlieue de Copenhague, elle-même ville à part entière, pour tenter de comprendre cette région, l'Øresund, interface entre deux pays scandinaves reliés par un pont.

Nous rentrons sur Copenhague, vers minuit. Lorsque nous arrivons devant l'auberge, celle-ci semble gagnée par la ferveur de la nuit, le bar n'a pas désempli.

Mercredi 21 mai 2014 : Danemark puis retour en France

Au Danemark, l'Europe du tourisme

Il est 6h30, et nous partons vers l'aéroport. Dernier avion de ce long périple. Il m'en aura coûté : ma famille accepte mal, mes électeurs se demandent ce que je fais. Une majorité comprenait l'initiative de mon tour de France, je suis conscient que cette fois ce n'est plus le cas. Je n'ai pas eu le temps d'expliquer suffisamment mon projet et la logique qui le sous-tend.

Après le tour de France et la situation très préoccupante de mon pays, j'avais surtout saisi le désamour et le désintérêt puissamment exprimés contre l'Union européenne. Écouter et tenter de comprendre pendant la campagne électorale des élections européennes un maximum de peuples européens différents s'était avéré pour moi le complément absolument nécessaire à ma démarche. La France était-elle un cas isolé en Europe ? Où en était, à ce jour, la réalité de l'Union européenne sur l'ensemble de l'Europe ? L'absence quasi-totale d'intérêt pour cette campagne en France, la faiblesse des arguments échangés m'avaient obligé à m'en rendre compte moi-même. J'assume le choix difficile que j'ai fait.

Arrivé à l'aéroport, nous faisons la queue pour enregistrer nos bagages. Paul-Antoine engage la discussion avec un jeune allemand devant nous. Il a 19 ans et fait un service volontaire à Copenhague. Il travaille à l'institut Goethe de Copenhague. Je lui demande s'il lui semble que les moyens financiers, mis à disposition par le gouvernement allemand à des organismes culturels à l'étranger, sont suffisants. Il répond, en souriant, qu'il n'y a jamais assez de moyens, on peut toujours en avoir plus.

Néanmoins, il estime en discutant avec ses collègues que les moyens financiers et humains ont progressé depuis 10 ans. Lui finira son stage fin juin et partira ensuite deux mois en Backpacking (« à sac à dos ») en Amérique du sud. Pour lui, il faut voyager lorsqu'on est

jeune, il n'y a pas meilleure éducation : « Les voyages forment la jeunesse. » Je lui demande s'il se sent européen et s'il voit l'Europe d'un bon œil. Il me répond être à 100% européen, se sentir tout autant allemand qu'européen. Il ne semble pas pouvoir déconnecter les deux. Cependant, il avoue ne pas se passionner pour la politique européenne : « Il n'y a aucune communication sur le sujet. Les gens votent et envoient des gens au Parlement européen où ceux-ci gagnent beaucoup d'argent mais ne font, à mon avis, aucun vrai retour vers les citoyens. » Il m'explique qu'il ira voter avec ses parents, mais qu'il ne sait pas encore pour qui. Il rentre pour un grand week-end de cinq jours dans sa Bavière natale.

Lorsque nous nous approchons du comptoir, le jeune homme qui nous enregistre fait tomber la sanction : « Votre valise est trop lourde, Monsieur, soit vous payez une amende, soit vous vous mettez sur le côté et rééquilibrez avec l'autre valise. » Je me mets avec Paul-Antoine sur le côté et nous laissons passer les autres passagers. Après avoir rééquilibré nos valises, nous sommes pris en charge par une des collègues du jeune homme, plus âgée, qui nous explique comment vont être transférés nos bagages : « Vous avez une escale à Prague, vous devrez juste changer d'avion mais vous ne devrez pas aller chercher vos valises. Elles seront automatiquement transférées. »

En voilà une bonne nouvelle ! Je la remercie pour ces précieuses informations et je profite qu'il n'y ait personne dans la queue pour exposer ma démarche. Elle me demande si je suis allé en Suède : je lui réponds que j'étais à Malmö la veille au soir. Svea, qui habite à Malmö, est fière d'être suédoise, je lui demande ce qu'elle pense de l'euro et de la construction européenne. Svea m'explique que l'Europe est un projet magnifique, un projet humain. La tournure trop économique et pas assez orientée sur les peuples la déçoivent un peu. Par contre, elle refuse catégoriquement que son pays accepte l'euro. Elle a vu ce que cela donnait avec la Grèce, l'Espagne, le Portugal et les autres, et la solidarité qui s'en suit. Elle préfère sa couronne suédoise, son indépendance monétaire. Svea semble apprécier la démarche et me propose de m'écrire plus précisément par e-mail ce qu'elle pense de la construction européenne.

Pendant le vol, je suis assis à côté d'un Danois issu d'un cottage situé à 45km de Copenhague. Paul-Antoine est à coté et traduit. Cet homme voyage beaucoup et apprécie l'Espace Schengen : « Il est tellement plus aisé de se déplacer maintenant. » Il se souvient du temps où il était jeune et où il devait montrer patte blanche à chaque nouvelle frontière : « Le Danemark n'est pas grand, alors dès que nous essayions de nous échapper, il fallait montrer son passeport, subir les contrôles puisque nous ne pouvions pas faire 200 km sans tomber sur un poste-frontière. »

Il me dit que le Danemark a réussi à garder une agriculture vivante, qui nourrit en permanence les paysages. Manifestement, il aime profondément son pays. Il sait d'où il vient, même si cela ne l'empêche pas de voyager et d'apprécier la rencontre avec l'altérité. Bien au contraire. Il me raconte ses voyages, souvent pour les affaires, et me dit que depuis la crise de 2008, il a du mal à exporter vers certains pays : « Le marché s'est contracté », me dit-il. L'Europe est bien évidemment un beau projet, mais il se demande où est passé l'exigence de solidarité entre les peuples du discours fondateur de Robert Schuman. Il voit l'Europe en danger du haut de sa petite cinquantaine. Il espère que les peuples ne suivront pas les démagos, mais il dit que « Vues les politiques menées, comment ne pas leur en vouloir de

chercher une autre voie ? » L'hôtesse arrive vers nous et nous demande de boucler de nouveau nos ceintures. Nous approchons de l'aéroport de Prague où nous serons en transit.

Nous nous dirigeons vers le nouveau check point. Je suis abordé dans la queue par un homme massif qui me toise et croit me reconnaitre. Nous commençons à échanger. Albert travaille à Genève pour Bouygues depuis 12 ans et vit avec sa femme de nationalité suisse. Après lui avoir exposé les motifs de ma démarche dont il avait entendu parler, je lui demande ce qu'il pense de l'Europe. Il se sent profondément européen, plus que Français ou Suisse. Il croit qu'un modèle fédéral va s'imposer à nous très prochainement : « D'ailleurs, nous n'avons pas le choix. » Pour lui, ceux qui critiquent l'Europe nous rien compris et jouent seulement sur les craintes du peuple. Des manipulateurs d'opinion. « L'Europe, plus d'Europe, c'est la seule solution. Une nécessité. » Nous avançons et devons désormais nous soumettre aux contrôles habituels.

Les formalités bouclées, nous arrivons à la salle d'embarquement. Après être allé acheter une petite bouteille d'eau, je vois Paul-Antoine discuter avec une jeune femme sur un banc, face à la porte d'embarquement. Je m'installe à côté d'eux, me présente et suis la discussion. Fiona fait une thèse sur l'Ostéoporose. Elle participait à un congrès international de quatre jours sur cette maladie des os qui touche surtout les femmes mais aussi les hommes à partir d'un certain âge. Elle souhaite, l'année prochaine, trouver un poste de doctorante en CDD afin de poursuivre la recherche dans ce domaine, sa passion, mais que peu de poste existent en France. Elle ne désespère pas.

Je lui demande quel est son sentiment à l'égard de l'Europe. Elle avoue ne pas y connaitre grand-chose, surtout dans son fonctionnement. Elle ajoute aussitôt qu'elle se méfie par principe de l'ensemble du monde politique. « Dans mon esprit, tout est flou et je ne distingue pas les responsabilités des uns et des autres », dit-elle. Elle apprécie toutefois la zone euro et me dit d'ailleurs qu'elle a regretté ce week-end ne pas pouvoir payer en euro dans la capitale tchèque.

Elle rit : « Dans mon guide touristique daté de 2007, ils indiquent que la République Tchèque devrait avoir rejoint la zone euro d'ici 2010. Dommage que cela ne soit pas le cas, cela m'aurait simplifié la vie.» L'espace Schengen, elle ne sait pas quels sont les pays qui y participent. Comme elle voyage un peu, elle me dit que la différence est appréciable lorsqu'un pays est dans la zone euro et dans l'espace Schengen : pas de frontière, à part peut-être la langue quoique, dit-elle, « on peut toujours se débrouiller. »

Je lui demande si elle ira voter aux prochaines élections européennes. Elle est originaire, tout comme Paul-Antoine, de la capitale bretonne, Rennes. Elle réside cependant à Saint-Etienne et n'a pas fait son changement de domicile, ni de procuration. Elle ne s'intéresse pas du tout au vote, et ne sait pas vraiment qui se présente : « On n'entend pas parler, à part le fait que Marine Le Pen sera peut-être en tête, que la gauche et la droite ont peur, sinon… rien. »

Nous rentrons dans le dernier avion qui achèvera ce tour d'Europe. Nous nous asseyons avec Paul-Antoine à l'avant de l'appareil, peu occupé, afin de préparer la conférence de presse qui aura lieu à 16h15. Nous échangeons, discutons et nous remémorons les nombreux échanges de ces trois dernières semaines. Quelle intensité !

Nous atterrissons à 14h30. Un petit incident qui aura des répercussions sur le point presse : il manque une valise. Le temps de faire les formalités, nous avons perdu une demi-heure précieuse. Elle manquera pour une interview télévisée prévue à 15h50 juste avant la conférence de presse.

Deuxième partie :
Du désintérêt pour l'Union européenne, aux germes d'un nouveau projet

Introduction à la deuxième partie

Ce tour d'Europe a démarré sur les chapeaux de roue à Londres et s'est poursuivi à un rythme effréné, comme en témoigne le carnet de voyage. Une immersion expresse, en vingt jours douze pays en pleine campagne des élections européennes.

Je sentais bien qu'il me fallait échanger avec le plus grand nombre de personnes, au hasard des rencontres, car je crois à la conscience des peuples. Je savais qu'il me fallait aussi rencontrer un certain nombre de représentants de corps constitués, de collègues et de mouvements politiques.

J'ai ainsi pu rapporter une grande variété de voix, celles de simples citoyens ou de représentants des pouvoirs en Europe, ambassadeurs, députés, représentants de partis et mouvements politiques traditionnels, ou de ceux plus récents qui émergent ces dernières années. Je ne devais pas non plus négliger les symboles quels qu'ils soient. Les capitales, souvent incontournables, tout comme des lieux historiques, des zones industrielles, des campagnes profondes en cours de mutation brutale.

De Londres à Copenhague, en passant par de nombreuses villes et capitales européennes, en autant de changements de langues, j'ai eu le sentiment de vivre des épisodes parmi les plus exaltants de ma vie, moments exigeants et aussi spontanés, ordinaires somme toute. Ce tour d'Europe m'a fait nouer des liens avec des hommes et des femmes à la fois si différents et si semblables à ceux que je n'ai cessé de rencontrer au long de mon existence.

J'ai pu vérifier que le plus dur dans toute expérience humaine était de se lever et d'y croire. Au cours de cette très courte, mais ô combien intense saga, je n'ai jamais eu le sentiment que je ratais quelqu'un, que je me trouvais en panne, ni même d'enregistrer la moindre défection. J'ai, au contraire, toujours eu le sentiment de rencontrer les bons interlocuteurs, là où je n'aurais jamais imaginé les trouver. Ils m'ont toujours donné l'idée juste et l'éclairage pour l'étape suivante. J'ai surtout senti qu'ils m'avaient ouvert leurs cœurs avec sincérité, confiance et conviction. Je voudrais retracer ces témoignages en leur rendant, en retour, la plus grande sincérité et l'authenticité la plus solide dans chacune des grandes lignes que j'ai dressées. Chateaubriand disait : *« Un voyageur est une espèce d'historien ; son devoir est de raconter fidèlement ce qu'il a vu ou ce qu'il a entendu dire ; il ne doit rien inventer, mais aussi il ne doit rien omettre. »* (*Itinéraire de Paris à Jérusalem,* 1811)

J'ai souhaité recueillir la parole de nos concitoyens européens pour mesurer s'ils partagent une même perception sur l'Europe et son fonctionnement, son avenir et celui des

pays qui la composent. L'euroscepticisme ambiant, que j'avais tellement entendu au fil de mon tour de France à la marche en 2013, était partagé par la grande majorité des Européens qui m'ont parlé, avec certes des différences de fond et de ton entre les pays.

Les constats que j'ai faits ne prétendent évidemment pas représenter toute l'Union européenne. Le périple était bref, le hasard des rencontres et les choix que j'ai faits ont influencé ce que j'ai vu et entendu. J'en retiens cependant des grandes lignes pour alerter mes concitoyens, français et européens, sur des problématiques qui me semblent fondamentales.

L'état de nos démocraties nationales, celui des bribes de démocratie européenne, la question de l'identité européenne, l'avenir des jeunes générations, les choix économiques et politiques qui sont devant nous, avec le poids de la dette : autant de sujets abordés pendant ce Tour d'Europe.

Après le Brexit, et alors que des mouvements citoyens naissent partout sur notre continent, je considère que le prochain Président de la République français devra s'adresser à tous nos voisins, comme De Gaulle le faisait, pour que mûrissent des réponses à nos problèmes communs. Parce que la plupart d'entre eux sont communs.

C'est de ma responsabilité de projeter mon expérience et mes rencontres dans le dessein d'une Europe solidaire, vivante et innovante, solide et pacifique. C'est à cet objectif de cohérence qu'est employée cette deuxième partie.

Nous avons un problème de civilisation, quand les individus, les familles, les groupes humains les plus soudés, ne trouvent plus de sens commun, de lien, dans une culture vivante. L'identité européenne tient pourtant à un patrimoine sans égal, au-delà des langues et des écoles, grâce aux langues et aux écoles, notamment une pratique de la justice jamais atteinte dans l'Histoire, malgré ses nombreux défauts.

Nous vivons une crise politique majeure. La démocratie ne s'épanouit plus. L'abstention gagne du terrain. Les partis ne sont plus que des machines à créer des routines, à entretenir des carrières et à masquer l'absence d'idées dans un réformisme mécanique, oublieux des valeurs et des nécessités vitales. Les institutions nées de la construction européenne travaillent à la façon d'une bureaucratie kafkaïenne, inextricable et lente.

Nous subissons une crise économique et sociale, marquée chez nous par le chômage, ailleurs par la récession, ailleurs encore par l'inflation, ou par la corruption. La Politique Agricole Commune dépeuple nos campagnes ; les impératifs de l'écologie désorganisent la vie de populations entières sans concertation ni souplesse.

Les inégalités grandissantes des revenus, les discriminations et le racisme au travail, l'accumulation des règlements et l'aberration de certaines normes, les inégalités dans le logement, l'aménagement des villes et la santé conduisent à l'incivisme, au désordre et aussi à l'impopularité des gouvernants. Les États-Unis prétendent nous imposer, à travers un Traité de libre échange, des règles commerciales qui ne nous conviendront pas.

Commençons le patient travail d'où émergera l'Europe future.

I – **L'identité européenne se perd**

1 - Les valeurs fondatrices de l'Europe sont ébranlées

Retrouver une effervescence démocratique c'est aussi redonner le sentiment qu'être européen, c'est renforcer l'identité européenne. L'Europe fédère encore sur des valeurs communes comme la paix, la liberté, la fraternité ou encore la solidarité.

Maintenir la paix, l'un des principes fondateurs de la construction européenne, est une attente fréquemment évoquée dans le contexte du conflit russo-ukrainien. Dan Cristian Popescu, le député du PDL rencontré à Bucarest, s'inquiète beaucoup de l'attitude de la Russie : « *je crains que le processus engagé en Ukraine ne soit à court ou moyen terme source de guerre ou tout au moins de développement terroriste sur l'ensemble de l'Europe, et plus particulièrement encore dans les pays de l'ancien pacte de Varsovie*. » Les déficiences de la politique de défense européenne, et l'attitude très timorée des autres membres face à la Russie a pu décevoir ces pays et refroidir leur credo dans une Europe censée maintenir la paix. Ainsi les quatre pays du groupe de Višegrad: Hongrie, Pologne, République Tchèque, Slovaquie, ont signé en mars dernier un accord de défense. Finalement dans le contexte de la crise ukrainienne, force est de constater que la solidarité européenne est ébranlée par des intérêts économiques, l'attraction pour un Eldorado sibérien.

L'Europe c'est aussi le souhait de découvrir les autres et la volonté de maintenir des liens entre les peuples. L'idée européenne est ainsi saluée par de nombreuses personnes. Pour la plupart, ce sont donc les fondements même de l'Europe qu'il faut renforcer. Certains l'expriment par le désir d'une autre Europe dans laquelle on retrouverait l'exigence de solidarité entre les peuples du discours fondateur de Robert Schuman, car comme le souligne Ionna, rencontrée en Grèce : « *Pour être citoyen, il faut être relié par un projet, un idéal* » car « *l'Union européenne est vitale pour l'avenir*. »

Mais malgré certaines avancées positives, l'Europe déçoit aujourd'hui. La paix et la nécessité d'avancer ensemble étaient les principaux mots d'ordre des meetings en Allemagne, les engagements concrets ont manqué, faisant des valeurs européennes un ensemble consensuel mis en avant surtout pour cacher les blocages lourds rencontrés. Face à cette usure, la démocratie européenne n'arrive pas à s'imposer et à enclencher un renouvellement. Parce que les Chefs d'État semblent encore trop préoccupés par leurs propres affaires intérieures, sans prendre la mesure de la nécessité de s'investir réellement pour le projet européen. Les systèmes politiques nationaux se maintiennent avec, pour certains, des dérives marquées. La démocratie européenne semble bloquée, sans espoir d'avenir. Nombre d'entre eux ne supportent plus cette paralysie et veulent un renouveau. Un renouveau politique, social, économique, mais aussi des idéaux fondateurs de la construction européenne.

Une démocratie européenne plus affirmée pourrait être une force d'entrainement. Actuellement, pour beaucoup, il n'existe plus d'idéal qui transcende la construction européenne, plus d'enthousiasme qui permette de porter un projet commun. Or les citoyens sont prêts à participer à un renouveau européen. Devant l'impuissance des partis politiques traditionnels européens, ils souhaitent avoir l'initiative. Nombre de citoyens européens ont des projets. Ils veulent notamment une Europe de la culture et une Europe solidaire.

Quelques jours avant les élections européennes, je m'attendais déjà à ce que l'onde de choc qui s'annonce pour les élections de dimanche soir allait être terrible. Henri Malosse, le président du Conseil Économique et Social Européen venu à ma rencontre à l'issue de ce Tour d'Europe confirmait : « En Grèce, un haut responsable européen m'a clairement dit que si rien ne changeait, ce seraient peut-être les dernières élections. Les gens aiment l'Europe mais elle leur est devenue étrangère. »

Ce jour-là, je me souviens d'avoir insisté sur l'idée que les gens ne savent plus qui conduit leur destin. Ils ont le sentiment d'être assis entre deux chaises, et donc au final sur aucune. Ils n'ont pas l'impression non plus que l'Europe ait pris le relais. Pour Henri Malosse, « les gens ont l'impression que tout est décidé ». C'est pourquoi ils ne votent plus pour les partis traditionnels. Je m'attendais à voir des milliers de personne au meeting d'Angela Merkel auquel j'ai assisté, ils étaient à peine 500. En revanche, il y avait toutes sortes de manifestants alentour.

Cet échange a été repris par Marianne le vendredi 23 Mai 2014, sous la plume de Kevin Erkeletyan, j'y ai même poussé un peu l'image de partis traditionnels se comportant « comme des amoureux transis qui tenteraient de convaincre leur dame de les aimer » ; « plus ils le disent et plus ils se font rejeter » : « l'Europe, ou les souffrances du jeune Werther ». Le journaliste l'avait bien compris, pour nous « la grande Union ne peut être qu'une vaste histoire d'amour ». Les gens ne veulent pas de l'Europe comme elle va, mais ils veulent qu'elle aille mieux. Faire partie de l'Europe est un fait plutôt qu'un choix.

Dans les pays de l'ancien Pacte de Varsovie, plus touchés que nous par les événements en Ukraine, j'ai été très marqué par cette peur de la guerre, que j'avais peu entendue pendant mon tour de France.

2 - « Unie dans la diversité » ?

De nombreux interlocuteurs restent attachés à leurs pays, à leurs identités et surtout à leur diversité. Certains craignent même une uniformisation européenne. L'Union européenne néglige encore trop la place pourtant importante de la culture européenne. Ils attendent un vrai projet pour entretenir et favoriser la richesse culturelle de l'Europe. Nombre d'entre eux veulent une Europe qui sache défendre leur identité, une identité forgée dans la diversité, dans le respect et l'entretien des différences de chacun. Ce principe est d'ailleurs rappelé dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne qui doit contribuer *« à la préservation et au développement de ces valeurs dans le respect de la diversité des cultures et des traditions des peuples de l'Europe, ainsi que de l'identité nationale des États membre. »*

D'autres voudraient que l'identité nationale et européenne serve de protection face aux menaces du monde extérieur. L'irruption de l'Islam en Europe, le désarroi de certains chrétiens attachés à leur religion sont des éléments qui nourrissent ce discours. Hayk, de Bucarest, trouve que l'Europe est trop ouverte à l'islamisation de sa société. D'après lui, l'Europe serait trop pro-Islam et ne protègerait pas assez son héritage chrétien, ni son modèle démocratique.

Rencontrée à Athènes, Katerina pense que : « *les gens ont besoin d'une référence culturelle, d'une patrie. L'Union européenne et les mesures prises depuis dix ans au moins ne sont que la traduction de ce que les marchés attendent. Voilà la divergence qui fait que le projet européen est mort* ». Beaucoup attendent ainsi un vrai projet partagé, une réelle solidarité entre les peuples. C'est ce que souligne Dan Cristian Popescu : « *L'Union européenne est vitale pour l'avenir. La confrontation déjà amorcée entre les grands blocs que constituent les quelques États-Continents sera terrible. Sans une Europe unifiée et des peuples solidaires, cette confrontation risque bien d'entraîner une fois de plus le monde dans le malheur*. »

Georges à Athènes affirme : « *Je pense qu'une des possibilités, c'est la gestion d'ensembles à dimension humaine, où tout le monde peut être acteur et peut porter une appréciation à la situation. Cela doit se faire dans un esprit d'enthousiasme. Si cela est à marche forcée, cela ne marchera pas. Il faut que les gens pensent que l'Europe leur appartient*». Ionna, d'Athènes également, abonde dans le même sens : « *Pour être citoyen, il faut être relié par un projet, un idéal qui transcendent la population. Or, on est en droit de se demander où est passé cet idéal ! Il ne faut pas oublier que ce projet commun était censé nous protéger de la guerre, nous protéger de nous-mêmes sur un continent où les guerres ont tué de trop nombreuses vies. N'oublions pas que le propre de l'homme c'est l'animalité, c'est de régler les problèmes par la force. Il faut revenir à un projet dans lequel tous les citoyens soient investis*. »

Nous pouvons inventer notre propre système démocratique sans être obligés de décalquer d'autres modèles ; forger notre propre modèle et rendre l'Europe aux citoyens. Or ce que j'entends ici et là en Europe. « *Vous avez donné de plus en plus le sentiment que vous êtes totalement dépassé, vous avez choisi pour masquer votre trouble de nous ignorer. Devenu incapable de réfléchir à des sujets aussi complexes, vous avez plaqué dans d'autres mains plus fermes le seul modèle dont vous disposiez sur notre vieille Europe. Vous nous avez imposé le modèle américain, sur une région du monde qui est l'une de celle qui compte le plus de siècles cumulés d'épopées humaines et d'histoires de peuples différents*. »

Parmi ces questions, il y a celle de l'avenir de la langue, de la patrie, du génie qu'inspira, tout au long de siècles d'Histoire, chacun des peuples de notre vieux continent qu'est l'Europe. Le sentiment des Grecs d'être brutalement trahis par la démocratie à laquelle ils prétendent avoir quelques lettres de noblesse, c'est le même sentiment d'écrasement qui s'exprime aux périphéries des grandes cités tentaculaires, et le même sentiment au fond des campagnes abandonnées à leur triste sort.

Partout s'exprime l'angoisse d'une civilisation en déclin. L'espoir printanier du progrès porteur d'un futur meilleur s'est mué en un sentiment glacial de décadence, de perte des repères, des valeurs qui fondèrent nos convictions et nos identités respectives.

Dans le débat dont je parlais à l'instant, Henri Malosse assurait qu'il fallait mettre en œuvre une « convergence fiscale et sociale, construire des solidarités ». J'ai ajouté qu'il fallait aussi que « les pays retrouvent des moyens d'action pour pouvoir se reconstruire » et prendre leur part de l'effort commun. A l'intérieur même des nations, je pense qu'il faut rendre aux territoires leur liberté, leur responsabilité, leur capacité d'agir.

L'Europe du peuple existe déjà, puisque au long de mon voyage, « les réactions sont les mêmes partout, les gens tiennent tous le même discours ». Un journaliste formulait : « Unis dans un même espoir déçu », une jolie et triste référence à la devise européenne.

3 - L'identité européenne

Certains des citoyens de l'Union ont bien le sentiment d'être des Européens, mais l'appartenance nationale est bien plus forte.

Un entrepreneur rencontré à Athènes se demandait « *comment renforcer l'identité européenne face aux identités nationales ? Je n'ai pas la solution. Peut-être faudrait-il la création d'une équipe de foot européenne, faire de petites choses, des écoles européennes publiques avec des programmes d'histoire orientés sur l'histoire européenne et pas seulement sur l'histoire nationale. Des petits pas concrets*. » Les citoyens en ont assez des déclarations de principes sur l'identité européenne !

Un grand nombre d'entre eux désespèrent de leurs institutions. Les démocraties nationales sont décourageantes. Les affaires se suivent et se ressemblent. La crise économique frappe durement les sociétés et plonge la jeunesse dans l'incertitude. Le chômage paralyse les sociétés. Les parents s'inquiètent pour leurs enfants, et les jeunes se perdent à la recherche d'un marché du travail inaccessible.

L'Europe restera en crise tant que le lien entre ses citoyens restera rompu. Les citoyens, même révoltés, partagent une volonté de construire, de participer, de s'engager.

J'ai ressenti dans tous les pays le même doute, la même incompréhension qu'en France, la même peur de l'avenir, sauf en Allemagne et au Danemark qui l'expriment de manière différente. Les parents ressentent la même inquiétude pour l'avenir de leur(s) enfant(s), persuadées que leur sort sera nettement moins favorable que celui qu'ils ont connu.

Mais les Européens voient au-delà des frontières nationales dès qu'il s'agit de l'avenir des jeunes, de la formation, de l'emploi.

1 - Se former en Europe

Beaucoup de jeunes évoquent l'opportunité d'étudier ailleurs que dans leur pays d'origine, notamment pour les pays récemment intégrés à l'Union Européenne.

Dan Cristian Popescu, député du Parti Libéral-Démocrate de Roumanie : « *Pour nous et surtout pour nos jeunes, l'Union Européenne est une porte qui nous permet de nous former à l'occasion d'échanges internationaux que nos parents n'avaient pas connu*. »

Un étudiant allemand souligne également que la possibilité de voyager permet de renforcer un sentiment européen.

L'envie d'ailleurs semble très forte chez beaucoup de jeunes européens. Mais les pays accueillent de façons bien différentes les étudiants étrangers, notamment ceux venant des pays derniers entrants. Là encore, Dan Cristian Popescu s'attriste de la polémique qui existe en Grande-Bretagne autour des étudiants roumains. De la même manière, des lycéennes rencontrées à Zagreb regrettent le fait que certains pays européens refusent à de jeunes Croates de venir étudier dans leurs universités.

Les programmes d'études et de formations restent très différents d'un pays à l'autre. Ce que souligne un professeur retraité à Athènes, pour qui une priorité serait « *une structure sociale et une éducation (surtout les programmes) semblables dans tous les États* ».

François Zimeray, ambassadeur de France à Copenhague, insiste sur les manières différentes de penser l'éducation entre la France et le Danemark. Le système éducatif danois lui apparaît plus ouvert, souple et dynamique. Il communique la confiance nécessaire pour construire une société solide : « *D'abord, l'éducation. En France, l'élève apprend à se taire, c'est le professeur qui inculque. Soit vous êtes bon à quinze ans et tout vous réussit. Soit vous avez des difficultés et cela risque de vous suivre toute la vie. Ici, au Danemark, il n'y a pas de classement. En fin de troisième, vers 15-16 ans, on peut prendre une année d'after-school, pour mûrir, savoir ce que l'on veut vraiment, trouver sa voie. […] Au lieu d'avoir des étudiants frustrés, en mal être, il vaut mieux avoir des étudiants et apprentis qui savent ce qu'ils veulent.. »*

J'écrivais après mon tour de France que chez nous, l'école est devenue « une machine à trier.» Il s'agit d'un système à deux vitesses : les meilleurs se reproduisent entre eux et, bien souvent, s'expatrient ; les autres ne passent pas le plafond de verre et stagnent. Ahmed, jeune trader rencontré à Londres et issu de la Business School de Toulouse, témoignait par son exemple des forces et des faiblesses de notre système éducatif.

« *On peut être fier de notre formation en France […] Ce n'est pas rose partout mais on forme des gens extrêmement fonctionnels. […] Mon père était maçon et ma mère agent d'entretien. J'ai compris qu'avec l'école, il y avait moyen de s'en sortir, c'est pour cela que la France a un bon système selon moi*. »

Mais Ahmed estime aussi que le système éducatif français est élitiste et favorise un public très restreint. L'ascenseur social fonctionne encore mais pour une population de plus

en plus réduite. Une partie croissante de cette élite part vers l'étranger, où les perspectives d'emplois sont meilleures. « *Il y a énormément de Français dans la place financière anglaise. Pourquoi tous ces Français ne sont pas en France et créent des emplois en France ? C'est un drame*. »

2 - Un marché de l'emploi difficilement accessible

Les jeunes Européens que j'ai rencontrés ressentent la grande difficulté d'accéder au marché de l'emploi, notamment à un emploi stable. Le chômage, les emplois précaires les menacent.

Beaucoup souhaitent partir de leur pays d'origine afin de trouver un contexte économique plus favorable et d'autres perspectives, que ce soit en Europe ou à l'international. C'est notamment le cas en Espagne où la crise économique frappe très durement la jeunesse espagnole. Beaucoup de jeunes ont dû retourner vivre chez leurs parents, faute d'avoir un salaire suffisant pour payer un loyer. Inès, une jeune française travaillant à Madrid, témoigne : « *Avant 2008, la bulle immobilière permettait aux personnes de vivre bien. Personne ne se plaignait de la corruption parce que tout le monde en vivait. De 2008 à 2011, ce fut la descente aux enfers. […] Les jeunes qui avaient un studio sont repartis chez leurs parents. Personne ne peut s'imaginer comment la situation est difficile en Espagne. Les Français se plaignent, mais ici c'est impossible*. »

Beaucoup de jeunes partent ailleurs pour trouver des opportunités d'embauche ou de meilleures conditions de travail. L'Amérique du Nord revient en force. Au sein de l'Union européenne, l'Allemagne et l'Angleterre sont souvent cités. Comme Ahmed le trader, Caroline et Céline, deux jeunes Françaises, ont également choisi de s'installer à Londres, après avoir fait la même école dans l'évènementiel à Angers. La première dit avoir trouvé un travail en quelques semaines à un poste où elle peut évoluer rapidement. La seconde est en recherche d'emploi, s'estimant encore confrontée à la barrière de la langue. Aucune ne souhaite pas rentrer en France, elles trouvent Londres « très dynamique, beaucoup plus ouverte qu'une ville comme Paris.»

Alexis, la trentaine passée, est venu s'installer en Allemagne pour créer avec Lucas, un ami allemand, une entreprise de service de vente en ligne à destination des entreprises. Alexis justifie son choix de s'être installé plutôt en Allemagne qu'en France : « *En tant que Français, j'en avais marre de la France. Je suis venu en Allemagne, j'ai fait des petits boulots, c'était assez instable financièrement pour moi mais je vivais bien. Je connaissais déjà Lukas, nous étions amis. Et l'idée est née. Je n'aurais pas souhaité rentrer en France. L'administration et la fiscalité nous auraient écrasés en tant que jeunes entrepreneurs. Et puis, entre un loyer d'une petite ville de province où nous aurions pu nous installer et le même loyer à Berlin, capitale, il n'y avait pas photo !* »

Autre rencontre, Miguel et Sonia, deux jeunes espagnols arrivés il y a 5 ans à Berlin : « *Nous avons quitté la région de Barcelone car nous n'arrivions plus à payer notre loyer tout d'abord, alors nous avons vécu chez nos parents pendant un an. Comme la*

situation empirait et que nous avions tous deux appris l'allemand au lycée, nous sommes venus en Allemagne dans l'espoir de trouver quelque chose pour travailler et vivre décemment. »

Ces départs des jeunes générations vers d'autres pays suscitent de grandes inquiétudes. Le risque de voir partir certains jeunes diplômés est alors grand. Le député roumain Dan Cristian Popescu s'inquiète de cette « fuite des cerveaux » : « *Beaucoup d'étudiants partent et se forment en partie ou totalement à l'étranger. C'est une bonne chose, mais il nous faut éviter la fuite des cerveaux que nous connaissons. C'est catastrophique, notamment dans notre système de santé*. »

Sanja, une jeune étudiante croate confirme les craintes du député roumain : « *70 000 jeunes sont partis de Croatie depuis deux ans dans l'espoir de trouver des emplois dans d'autres pays européens. Or ce sont les jeunes les plus innovants et les plus diplômés qui partent, attirés par les pays d'Europe de l'Ouest qui leur font miroiter des salaires et un niveau de vie supérieur. Mais on a besoin d'eux ici pour que le pays avance !* »

A ces disparités entre les différents pays européens s'ajoute une perception pessimiste de l'avenir. Fleur, une étudiante française que j'ai pu rencontrer à Berlin, le souligne : « *Je serai amenée à chercher du travail dans quelques mois et je veux être la plus lucide possible. On a beau avoir fait des études, des grandes écoles, on n'a pas de boulot à la fin. J'ai beaucoup d'amis qui ont fini il y a deux ans et qui enchaînent les stages. »*

Son amie Eugénie partage ce point de vue : « *On en demande toujours plus aux jeunes. Il faut avoir fait plus d'études, plus de stages, maîtriser plus de langues, plus de matières, avoir été plus longtemps à l'étranger… Et au final on soumet les jeunes générations à toujours plus de situations stressantes. Mais pour quels résultats ? Les employeurs sont prêts de moins en moins à embaucher. Il faudrait vraiment commencer à faire confiance aux jeunes, d'autant qu'ils sont toujours plus qualifiés*. »

Pour terminer ce constat sur l'avenir des jeunes générations européennes je retiendrai ce souhait d'Alessandro, rencontré à Madrid : « *Je crois qu'il faut inventer un nouveau modèle pour les intégrer. Il faut que la jeunesse prenne force. Il faut les passionner pour qu'ils soient acteurs. Il faut rajeunir la vieille Europe*. »

4- La France et ses voisins : le sentiment d'une perte de vitesse

1. Le regard des Européens sur la France

Mon tour d'Europe m'a mené vers divers horizons et autant d'opinions marquées par les histoires particulières de chaque pays traversé. À l'écoute des étrangers, j'ai pu largement souligner une admiration suscitée à l'évocation de la France, mais bien souvent accompagnée de regrets sur sa perte d'influence en Europe et dans le monde.

Cette vision désenchantée s'exprime notamment à l'égard d'un pays qui n'attire guère plus les travailleurs étrangers ; à l'instar d'Omar, travailleur mexicain, installé à Londres en famille, qui explique son choix de la sorte : « *L'Angleterre est plus ouverte à la différence, moins discriminante, multiculturelle, et surtout bien plus optimiste que la France* », malgré une fascination certaine pour Paris.

Cette même préoccupation est partagée par des étrangers qui s'inquiètent de la montée de l'Extrême droite en France. Sandra, journaliste à Berlin au sein d'un magazine franco-allemand favorable à l'intégration européenne, se dit « *effarée*.» Elle observe avec inquiétude cette tendance française à se laisser aller à la tentation extrême, dont les résultats sont toujours plus élevés depuis les années 2002-2003. Sandra formule cependant une grande confiance placée en la France quant à sa capacité à surmonter ses tourments, et s'inquiète davantage du sort des pays du Sud. L'inquiétude de Sandra est partagée par un de ses compatriotes, Lukas, un jeune chef d'entreprise associé à un Français, qui fait part de son impression « *comme beaucoup d'Allemands que la France s'approche dangereusement du précipice* ».

Certes, les tendances extrémistes relevées par certains interlocuteurs, constituent un fait et n'honorent nullement la tradition d'accueil qui caractérise notre pays. Toutefois, cette vision n'affecte pas l'image du peuple français qui jouit de l'image d'un « *pays et d'un peuple chaleureux* », par exemple aux yeux des Croates qui nous reçoivent de longues heures durant à Rijeka, principale ville portuaire du pays. Selon eux, l'image offerte au monde a été abîmée par notre classe dirigeante, particulièrement durant le quinquennat précédent, « *Le président Sarkozy a un peu écorné l'image fraternelle qu'ils se faisaient de la France et de son modèle d'intégration*. »

Nombre de personnes rencontrées s'inquiètent également de la perte d'influence de la France en Europe et dans le monde. Olivier Jacquot, directeur de l'Institut français de Prague, estime en outre que « *l'influence française a considérablement diminué : la Tchécoslovaquie comptait 81 Alliances françaises dans l'entre-deux-guerres. Aujourd'hui, il n'en reste que 7. Par ailleurs, la langue française est dépassée par le retour en force de la langue russe. Il y a quinze ans, à la libération, plus personne n'apprenait le russe. Mais les investissements russophones massifs des dernières années ont dopé l'enseignement du russe qui vient de dépasser le français comme langue enseignée dans ce pays, derrière l'anglais* », déplore-t-il. Autant d'indicateurs relevés au quotidien au sein de l'Institut qu'il dirige. Il apporte aux rappels historiques et culturels, un constat économique. En effet, la France en République Tchèque représente « *580 entreprises françaises, contre 3 000 russes et près de 6 000*

entreprises allemandes ». Incontestablement, j'assiste au récit d'un constat de perte de vitesse.

Un Athénien s'indigne de l'évolution de notre pays, qui « autrefois, jouait un rôle en Europe », mais qui aujourd'hui s'isole. La France « *est totalement absente, dans la sphère politique, culturelle, et même sportive* », dit-il, confirmant ainsi les inquiétudes formulées par mes précédents interlocuteurs.

Un autre récit alarmant est partagé par un groupe de jeunes rencontrés à Berlin, inquiets pour la situation de la France et selon lesquels « *La France est regardée comme l'homme malade de l'Europe. La crainte est que la France dévisse sur le plan économique. Les Allemands sont des épargnants, mais les taux sont très faibles actuellement. Beaucoup souhaitent que les taux augmentent. Mais s'ils augmentent, la France va avoir des problèmes pour se refinancer* », disent-ils.

La France serait peu encline à encourager son développement économique ; tel est également le regret de jeunes créateurs ayant fait le choix de l'expatriation. Alexis, un Français rencontré à Berlin, considère qu'en France, « *L'administration et la fiscalité (les) aurait écrasés en tant que jeunes entrepreneurs. Et puis, entre un loyer d'une petite ville de province (…) et le même loyer à Berlin, capitale, il n'y avait pas photo !.*»

La France serait-elle difficilement en capacité de soutenir les initiatives des jeunes entrepreneurs ? Le fait est que bon nombre de jeunes expatriés, comme Alexis, émettent rarement le souhait de rentrer en France. Un manque d'attractivité que connaît notre pays développé, à l'instar d'autres pays qui subissent la « fuite des cerveaux. »

2. Le regard des Français installés à l'étranger

En retour, je me suis intéressé au regard des Français installés à l'étranger. Malgré les obstacles que les Français perçoivent sur la grandeur et l'avenir de notre pays, ils estiment que la France demeure à la hauteur du statut de membre fondateur de cette construction européenne. Mais ils s'inquiètent, surtout pour notre économie.

L'économie française est la première victime de l'expatriation des jeunes talents qui optent pour un pays supposément plus accueillant. De fait, la position des Français correspond sur de nombreux points à la vision des étrangers.

L'Ambassadeur de France à Ljubljana, en Slovénie, prédit une poussée considérable de l'extrême-droite qui désormais inquiète tant les jeunes étrangers évoquant la France, que les Français établis à l'étranger. L'Ambassadeur souligne l'ampleur européenne de cette avancée des extrêmes, également observée en Belgique, en Angleterre ou aux Pays-Bas. Selon lui, ces partis aspirent à « *mettre la table européenne par terre »* et ils pourraient réussir à cause des « *œillères de la technocratie* ».

Beaucoup de mes interlocuteurs souhaitent et espèrent une renaissance du rayonnement français. L'Ambassadeur, quand il évoque la coopération internationale, situe la France

comme « *une alternative à l'Allemagne* », les Slovènes rejetant l'austérité telle que l'Allemagne la prévoit.

L'image de notre pays est portée par l'économie et la présence de nombreuses entreprises hexagonales : 63 filiales en Slovénie, dont Renault, la Société Générale qui a racheté une banque slovène, Leclerc et Lactalis qui vient de racheter les laiteries de Ljubljana, en vue d'exporter vers l'Italie et les Balkans qui connaissent un déficit de production.

Si les Slovènes rejettent le modèle d'austérité allemand, l'Allemagne est aussi évoquée comme exemple de courage pour réformer et retrouver sa compétitivité. Une capacité combinée à la volonté de concentrer la production sur son territoire national, selon Jean-Claude Tribolet, Premier-conseiller de l'Ambassade de France, que nous rencontrons à Berlin. Alors que les politiques français semblent incapables de se réunir autour d'un projet : « *Cela s'explique d'après moi par l'Histoire. Il n'y a jamais eu en Allemagne de bipartisme comme chez nous* ».

L'Histoire encore, chez notre ambassadeur en Roumanie, François Saint-Paul. Il rappelle que ce pays, créé en 1878, est bien plus jeune que la France. Le rayonnement français en Roumanie se traduit par « un taux de 25 % de francophones parmi la population nationale mais un taux d'investissements français en Roumanie trop peu important », déplore-t-il. Les médias français sont trop peu enclins à présenter favorablement la Roumanie.

Les Français autant que les Roumains, selon lui, ont besoin de confiance : « *Il faut redonner confiance aux gens pour reconstruire un projet collectif. L'action politique doit être basée de nouveau sur la confiance. Les gens ont également besoin de reconnaissance. L'argent n'est qu'un moyen et ne suffit pas, car justement, il n'y a jamais assez d'argent. C'est le tonneau des Danaïdes ! Il faudrait donc réutiliser tous les mécanismes de la reconnaissance en maintenant bien ferme le cap de la vérité dans les comptes publics. Il n'y a donc pas de crise de l'Europe. C'est en grande partie une crise de la perception de l'Europe par la classe politique*. »

À Copenhague, notre Ambassadeur estime que *« chez nous, en France, les relations humaines sont trop souvent empreintes de méfiance »* ; ceci dit depuis « *le Danemark, pays le plus heureux au monde, selon certain barèmes internationaux*.»

Le Danemark est cité comme modèle en matière d'éducation, de système de santé, d'autonomie des personnes âgées, et d'emploi, avec un taux de chômage de 5,1 %. Nous devrions en France nous y intéresser pour aller vers « *une société de l'épanouissement et de la confiance*.» Nous devrions être bien accueillis puisque, toujours selon l'Ambassadeur, « *les Danois aiment beaucoup la France, cette authenticité, cette simplicité : ils ressentent beaucoup d'affinités avec les Français, plus qu'avec les autres scandinaves qu'ils trouvent parfois plus raides* ».

Pour que la France retrouve durablement sa place dans la famille des nations européennes, elle doit retrouver confiance en elle-même.

5. Échanger entre Européens

« L'Europe est un idéal », a rappelé l'actuel Président François Hollande.

Un idéal déchu ? Les institutions européennes et les Chefs d'États n'acceptent pas que la société civile, profondément ouverte au rapprochement culturel et patrimonial entre les peuples, rejette le démantèlement des pouvoirs locaux et nationaux. De Cameron à Obama en passant par le FMI, la coalition des gouvernants mondiaux n'a pas voulu comprendre les gens ordinaires.

Il n'y a pas de nation européenne, pas encore de « patriotisme » européen, à peine un semblant d'unité dans la dénonciation des « gens de Bruxelles ». Une grande mobilisation populaire pour l'Europe ne s'est jamais vue. Les pouvoirs nationaux sont d'ailleurs les premiers à critiquer la Commission de Bruxelles, tandis que les médias nationaux ne font aucun écho au travail législatif européen, que nous découvrons toujours avec plusieurs temps de retard.

La réponse aux doutes des citoyens n'est pas évidente.

Elle passe par l'écoute des peuples, la mise en valeur de la complémentarité entre leurs différences. La civilisation européenne est le fruit d'une histoire longue et complexe, d'une domination intellectuelle et économique séculaire sur le reste du monde, d'une mixité improbable des mœurs, des cultures et des langues, d'une géographie diverse et harmonieuse.

Si l'on veut que progressivement les peuples s'impliquent davantage dans une sorte de nouvelle communion, une sorte de fierté commune, pour y éduquer les enfants, et même accéder à une nouvelle identité collective, civilisatrice, la société civile doit pouvoir changer de regard, car c'est sur elle que repose la possibilité de tout nouveau monde...

Comment faire pour que les citoyens aient envie de construire ?

Se rencontrer transforme la perception que l'on a d'autrui. L'histoire des jumelages l'a démontré. Mes amis de la Marche citoyenne ont ainsi proposé de créer des Centres culturels régionaux de l'Europe, par exemple un Centre culturel des Européens en Normandie ou de en Bavière ; et puis, les relayant tous, un Centre culturel des Européens à Strasbourg. On pourrait y travailler à toutes sortes de sujets : justice et sécurité, éducation, écologie ; politique, sciences et technologies, jeunesse et sport ; économie, sciences humaines, art et culture… S'ils travaillent, certes avec le concours des élus et des agents publics, mais sous la responsabilité de la société civile, ils intéresseront sans doute les médias régionaux. Ils donneront du sens, au-delà de la convivialité, mais au faire ensemble, et au débat.

II – La démocratie envolée

1 - La critique des politiques et des partis traditionnels

Tout au long de mon tour d'Europe, j'ai sondé mes interlocuteurs sur cette campagne européenne, notamment sur la question de la participation électorale. Allaient-ils voter ou s'abstenir ? Quelles étaient les raisons qui motivaient et guidaient le choix des uns et des autres ? Partout, j'ai rencontré le ressentiment, parfois même la colère, avec des intentions abstentionnistes ou un vote projeté mais sans grande conviction et sans grand espoir quant à sa portée. Beaucoup rappellent d'abord l'idéal et le projet européens des « pères fondateurs », pour ensuite expliquer et justifier leur rejet ou leurs critiques de l'Europe d'aujourd'hui. A Madrid, capitale d'un pays qui est certes en pleine crise, l'abstention revient dans les paroles de nombre d'entre eux, mais je l'entends aussi dans d'autres villes européennes où la situation du pays se porte mieux, à Berlin par exemple.

Sylvia, rencontrée à Madrid, me dit avec désarroi : « *Je pense que l'Europe est une bonne idée, mais elle nous fait trop mal en ce moment pour que j'aille lui porter ma voix. Je n'ai pas envie de voter contre non plus, alors je n'irai pas voter.* » Pepe, son compagnon, est plus catégorique : « *Mes deux sœurs et mon frère sont au chômage eux aussi. J'enrage parce que tous les jours à la télévision, on nous explique que la reprise est de retour. Je n'en vois pas la couleur. Je n'irai pas voter non plus, mais si j'y avais été, j'aurais voté contre*. »

Cassy, rencontrée à Athènes : « *Je pense que l'Europe, c'est un magnifique projet, personne ne peut dire le contraire. Mais c'est aussi la solidarité, pas juste la libre concurrence qui tue tout et dévaste les personnes*. » Elle affirme qu'elle n'ira pas voter, personne ne lui plaît, précisant qu'elle se refuse à voter pour des extrêmes qui n'apportent rien à personne.

A Berlin, une eurodéputée du FDP parti libéral allemand, s'inquiète du manque de mobilisation citoyenne et redoute une forte abstention électorale. Elle pense que *« Les Allemands étaient très pro-européens au début de la précédente législature, en 2009. Aujourd'hui, il est beaucoup plus difficile de faire campagne : les gens en ont franchement marre de payer. Payer pour les autres. Les mobiliser pour l'Europe, pour le projet européen,*

c'est prendre le risque de se heurter à une porte.» Elle avance ensuite une autre raison que je retrouve dans la plupart des pays européens, le déficit démocratique de nos institutions européennes : *« à mon avis, on a donné trop de compétences à l'Union européenne, et les orientations qui sont décidées par la Commission sont trop éloignées des citoyens, et on légifère que sur de petits points, et cela énerve les gens…»*

Ceux qui comptent voter, n'en sont pas moins critiques, mais ils avancent le « devoir électoral », les âpres combats de ces siècles d'histoire pour instaurer la démocratie, le droit de vote et pour lutter contre les régimes totalitaires et dictatoriaux. Sens du devoir admirable ! Mais quelle déception de constater chaque jour la prédominance de ces votes par dépit. Ainsi est-ce le cas de Jacques, un Franco-Grec qui travaille avec son frère dans l'import/export : *« On critique tous aujourd'hui, sans rien proposer : l'Europe, l'euro, tous nos politiques de gauche comme de droite. Comment peut-on avancer vers quelque chose de positif alors que les scandales pleuvent, que les hommes politiques détruisent eux-mêmes la confiance que le peuple devrait pouvoir placer en ses élites.»* Lorsque que je leur demande s'ils iront voter, la réponse est sans appel : *« Plutôt deux fois qu'une, avec femme et enfants ! Il le faut, il ne faut pas rigoler avec le vote, sinon, on ne nous laissera même plus l'exercer dans quelques années. La démocratie, ce fut un combat pour la gagner, il ne faut pas l'oublier ! »*

Le précédent témoignage révèle l'une des causes profondes de la défiance et de l'abstention électorale aux élections européennes : la critique des partis traditionnels, puis la « détestation des politiques », qui n'est pas sans me rappeler celle largement observée lors de mon tour de France. Certes le Parlement européen est l'une des institutions connues. puisque les citoyens sont appelés à voter. Mais les élections européennes subissent une « double peine », dans la mesure où elles cristallisent un **double déficit de démocratie :** à l'échelle nationale avec un rejet des partis traditionnels et de la classe politique qui les représente, et à l'échelle européenne avec des institutions européennes où le citoyen n'a que peu de place.

La critique des partis traditionnels et des partis de gouvernement est violente, je l'entends dans la quasi-totalité des pays traversés. D'une part du fait des accusations de corruption, du climat des affaires, avec des scandales politiques qui touchent de nombreux pays européens. D'autre part, du fait qu'ils sont ramenés à leur statut de « partis de gouvernement », qui ont déjà été dans l'exercice du pouvoir sans avoir, à leurs yeux, changé l'état des choses. A Madrid, Laura et Arturo estiment *« que les partis traditionnels au pouvoir, PSOE et Partido Popular, se sont très gravement discrédités et coupés de l'opinion. L'image de l'Europe a aussi beaucoup changé aux yeux des Espagnols. Les gens ont mal vécu les mesures dont nous avons fait l'objet et nous nous sentons abandonnés dans une certaine mesure. Voire même lâchés. »*

Un jour de vote à Athènes, une jeune femme, responsable proche du bureau de vote, candidate pour la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) affirme qu'ils vont littéralement siphonner le PASOK (*Panellínio Sosialistikó Kínima* : mouvement socialiste panhellénique), pourtant l'un des partis les plus emblématiques de Grèce et d'Europe. *« Le PASOK était trop marqué par la corruption et les scandales. »* Puis elle se demande si ce dernier fera un seul député dimanche prochain. Ils en auront finalement deux, maigre consolation ….

Les scandales et les affaires politiques ont terni l'image des partis de gouvernement, et plus globalement de la classe politique. Ces critiques ont été largement entendues lors de mon tour de France, je les retrouve dans la plupart des villes et capitales européennes. A Londres, Maria dit avec exaspération : *« Beaucoup de politiciens sont corrompus et trop payés.»* Mary, serveuse à Dublin : *« C'est un milieu globalement corrompu, qui pense surtout à ses proches et à ses intérêts personnels. »* Un homme rencontré à Zagreb : *« Tous corrompus, et lorsqu'ils sont battus dans les élections, les entrants ne sont pas mieux et les sortants retrouvent une place dorée rapidement. On ne se débarrasse jamais d'un politique, c'est un parasite. »* A Prague, lorsque je demande à Veronika si elle ira voter, la réponse est sans équivoque : *« Les politiques dans ce pays sont tous pareils : corrompus jusqu'à la moelle. Je n'irai pas voter pour quelqu'un qui dit représenter un pays alors qu'il ne représente que lui […]. Nos députés européens, ils ne pèsent rien. Ils n'ont qu'à approuver et s'en mettre plein les poches. »*

A Athènes et Madrid, les Affaires sont encore plus difficiles à avaler dans le contexte très difficile de ces pays. Un homme l'exprime ainsi *« Toutes les catégories sociales du pays ont été très rudement touchées. Sauf les politiques et les hauts fonctionnaires de l'administration d'État. »* Les personnes qui l'accompagnent se disent horrifiés par la cascade des scandales à répétition de ces trois dernières années. *« Pendant que les uns se serraient la ceinture comme ils ne l'auraient jamais imaginé, quelques autres poursuivaient leur business sans la moindre honte. »* Quant à aller voter, la réponse est cinglante là encore : *« Voter pour que l'un d'entre eux déjà fortuné aille soi-disant représenter le peuple grec ou ce qu'il en reste au grand carnaval bruxellois ! »* A Madrid, Pepa et Jorge pointent du doigt un grave problème de corruption : *« La connexion est très forte entre chefs d'entreprises et personnel politique. Ils ont verrouillé le pays de cette manière. Ce qu'ils considèrent comme publique reste subventionné par l'État, mais un intermédiaire agit toujours, prend une commission, et les subventions qui sont accordées n'arrivent pas aux employés car elles sont manipulées par certaines personnes en haut lieu. Le pire. »*

Certains d'entre eux nuancent leurs propos, n'incriminant pas l'ensemble de la classe politique ou pointant du doigt la nécessaire responsabilisation des citoyens. Ils estiment que « ce sont eux qui votent pour eux » et que les citoyens doivent s'investir plutôt que se contenter de critiquer. Plusieurs personnes rencontrées lors d'une réunion à Athènes, l'expriment ainsi. Un homme dit avec regrets : *« C'est vrai, l'argent est arrivé mais il faut dire qu'il s'est beaucoup concentré entre quelques mains, quelques sociétés. La répartition n'était pas juste. Tout le monde en profitait, même à une petite échelle. Mais, le fait est que c'est davantage les excès de cette corruption qui sont anormaux. C'est une véritable question politique : nous avons eu le gouvernement pour lequel nous avons voté. La responsabilité est partagée. La corruption est généralisée. Maintenant, les constats faits, il faut évoluer. »* Katerina surenchérit : *« Les gens qui ont participé à la corruption doivent prendre leurs responsabilités et se déclarer coupables, mais il ne faut pas généraliser. Une grande partie de la population n'était pas au courant. Mais le peuple va en second dans la chaine de responsabilité. Ce sont les décideurs qui détiennent la responsabilité. Les principaux coupables doivent être jugés. »* Enfin Ionna, jusque-là très discrète, évoque avec discernement : *« Pour être citoyen, il faut être relié par un projet, un idéal qui transcende la population […] Il faut revenir à un projet dans lequel tous les citoyens soient investis […]. Je*

suis convaincu que la politique a de l'avenir devant soi, mais que chacun doit se sentir de nouveau investi. »

2 – L'« Europe des technocrates », à l'opposé de l'idéal européen

L'Union européenne est décrite comme « Europe des technocrates », coupée des réalités du terrain. Les citoyens se pensent exclus des processus de décisions. Mais le pouvoir politique lui-même leur semble impuissant face aux desiderata des technocrates et des financiers, de cette « Troïka qui domine l'Europe ».

Pour Maria, rencontrée à Londres, *« la bureaucratie européenne est trop loin des citoyens. Ils font des lois sans venir vers les citoyens. »* Dans cette même ville, Sophie, une jeune lycéenne, pense que *« L'Europe est une bonne chose mais les bureaucrates sont coupés des personnes d'en bas.»* Un peu plus loin dans la rue, deux couples de trentenaires décrivent Bruxelles comme *« un ensemble soviétique. »* Cette comparaison, je la retrouve à Berlin dans les paroles de Malachy, candidat aux élections locales sur une liste indépendante. Il critique avec virulence les derniers Traités européens, notamment celui de Lisbonne qui donne bien trop d'importance à la Commission. *« Ceux qui nous gouvernent et prennent les décisions aux noms des Européens ne sont pas élus directement par eux.»* Il se demande alors si l'Union européenne peut être qualifiée de « démocratie » et *« si ce n'est pas plutôt l'Union soviétique mais sans les chars. »*

Même constat dans de nombreuses villes visitées. À Berlin par exemple, une députée du FDP, parti libéral allemand reconnaît qu'*« on a donné trop de compétences à l'Union européenne, et les orientations qui sont décidées par la Commission sont trop éloignées des citoyens. »* La Commission de Bruxelles cristallise les critiques, qui se résument bien dans cette formule de Katerina, rencontrée à Athènes : *« La Commission ne cherche pas à comprendre, elle impose et cherche à gommer nos différences, nos identités. Elle fait de nous de simples objets, des codes-barres et des numéros. Des pions. »* Ce « *nous* » renvoie aux citoyens mais également aux politiques de plus en plus considérés comme impuissants et à la botte de la Troïka qui décide des orientations à mener. Ce sentiment a certes plus d'échos dans les pays en grave crise, il s'est aussi largement exprimé lors de mon Tour de France et dans d'autres pays européens.

En Grèce et en Italie, beaucoup de personnes critiquent avec virulence que des dirigeants politiques aient été imposés d'en haut, sans l'assentiment des citoyens. Un membre du Mouvement Cinq Etoiles de Beppe Grillo dit avec colère : *« […] Les trois derniers présidents du conseil, Monti, Letta et Renzi, ils n'ont jamais été élus de leurs vies. Nous vivons en Italie un coup d'État permanent depuis trois ans ! Ils sont choisis par la Troïka ! Ce sont des technocrates. Le peuple italien veut que cela cesse ! »* A Athènes, même ressenti de la part de Thanasis : *« Il y a des ministres allemands dans nos ministères. Je vous le jure ! On voit les Allemands et les personnes de la Troïka qui imposent les décisions dans les ministères. Un mémorandum a été imposé à la Grèce par des commissaires et des envoyés qui s'assurent que les décisions prises à Bruxelles soient entérinées par nos ministères. Ils forcent les ministères*

à prendre et exécuter des décisions contre l'intérêt même du peuple, et surtout sans sa validation. La Grèce est un pays occupé ! La décision n'est pas prise par un Grec, mais elle est dictée par un étranger non élu par les Grecs. Voilà la vérité ! »

Par ailleurs, beaucoup estiment que certains dirigeants arrivent certes avec de bonnes intentions, mais qu'ils sont vite impuissants et soumis aux directives et aux volontés de la Troïka. Ainsi Maria, rencontrée à Londres, estime que *« Matteo Renzi voulait tout changer mais je pense qu'il est esclave du système européen, des banques … il a les mains liées ».*

Nombre d'entre eux estiment que les partis traditionnels, qu'ils soient de gauche comme de droite, sont logés à la même enseigne. L'absence de réels débats pendant la campagne des européennes contribue à renforcer ce sentiment du « tous pareil ! ». Ainsi, en France comme ailleurs, certains regrettent qu'il n'y ait pas un vrai débat sur les grands enjeux européens, mais plutôt une campagne sur des sujets nationaux. René, Franco-Roumain rencontré à Bucarest, dit avec regret : *« Ici, le problème est que les partis font campagne sur des thèmes de politique nationale, d'ailleurs un peu comme chez nous je crois. Il n'y a pas de sujet européen sur la table. Le seul thème sur l'Union européenne se résume en cet argument : il faut aller défendre la Roumanie à Bruxelles, et non défendre l'Union dans l'intérêt de tous les pays.»*

En Espagne, je retrouve ce même sentiment d'effacement des clivages politiques, d'autant plus vécu sur les questions européennes et face aux pressions subies par la gouvernance européenne. A Madrid, Pepa estime qu'ils sont *« passés d'une situation où tous les partis pouvaient parler à un mono-discours […]. On a l'impression aujourd'hui que sur l'essentiel PP-PSOE, même combat. »*

Plusieurs personnes reviennent sur la nature de nos institutions européennes. Un avocat, rencontré à Prague : « *Le projet politique n'a jamais été clarifié. S'agit-il de l'Europe des Nations ou d'une Europe fédérale ? Aucun des droits fondamentaux n'a été harmonisé, et surtout pas le droit social*. ».

Certains pensent qu'un modèle fédéral va s'imposer à nous : « *Nous n'avons pas le choix* », dit Albert rencontré en Suisse. Pour lui, ceux qui critiquent l'Europe sont des manipulateurs d'opinion qui n'ont rien compris et jouent seulement sur les craintes du peuple : « *L'Europe, plus d'Europe, c'est la seule solution. Une nécessité*. »

René, rencontré à Bucarest, estime qu'« *il y a une certaine hypocrisie à dire que les peuples sont tous enchantés par une idée d'Europe fédérale alors qu'à mon sens, c'est tout le contraire. Je crois qu'ils ressentent ensemble un idéal de fraternité entre les peuples, se réjouissent de la paix, mais ils ne souhaitent pas la création d'un vaste ensemble conduisant à en abandonner certaines zones au profit d'autres*. » René pense qu'il y un modèle à inventer et à organiser de manière démocratique.

Kyriacos, lui, pense « *qu'il faut aller vers d'autres domaines pour unifier l'Europe.* **»**

Beaucoup d'européens disent OUI à l'Europe mais NON à « la bureaucratie européenne ». Ils dénoncent « l'Europe technocratique et financière, celle qui est désincarnée ». Cette critique de l'Ambassadeur en Slovénie est exprimée quasiment avec les

mêmes mots par un professeur de français à Prague : « *L'Europe traverse une grave crise d'identité. Elle est trop compliquée, manquant d'humanité, désincarnée, avec l'absence de destin commun, trop coupée des peuples*. »

L'idée européenne reste valorisée. Mais le fonctionnement des institutions est jugé très technocratique et peu démocratique, et cette critique atteint les Traités européens. Malachy, à Dublin, l'exprime avec virulence : « *Les derniers Traités européens, notamment celui de Lisbonne, donnent bien trop d'importance à la Commission*. » Il estime que ceux qui prennent les décisions, n'étant pas élus directement par les citoyens, ne les prennent plus au nom des Européens mais au nom d'intérêts particuliers ou de lobbies. Ce sentiment est conforté par la manière dont les États votent les Traités européens, notamment le traité de Lisbonne, à l'encontre du vote des citoyens.

L'avocat rencontré à Prague abonde dans le même sens : « *L'Europe est un beau projet, respectable, mais il a été mené à l'envers. Les forces économiques ont joué un rôle trop fort alors qu'elles ne devaient être que des moyens de pacifier les relations entre les peuples et les hommes*. » Il a le sentiment qu'après l'enthousiasme des débuts, l'Union européenne est aujourd'hui confrontée à une grave crise d'identité. Il n'a aucune idée de l'orientation politique qui pourra être adoptée, dans un contexte de domination financière sans partage, d'affaiblissement du pouvoir politique.

Les citoyens européens attendent une démocratie européenne réellement aboutie or les institutions européennes ne sont pas assez reliées aux citoyens. Beaucoup perçoivent mal le fonctionnement d'une démocratie complexe qui n'est pas assez relayé dans les médias. La communication autour du système politique européen n'est pas suffisante. Un jeune allemand nous l'a affirmé : « *Il n'y a aucune communication sur le sujet. Les gens votent et envoient des gens au Parlement européen où ceux-ci gagnent beaucoup d'argent mais ne font à mon avis aucun vrai retour vers les citoyens*. » Les Européens veulent des institutions plus claires et plus présentes. Ils veulent une vraie direction européenne identifiée, un système plus transparent et mieux encadré notamment dans le domaine des indemnités versées aux députés européens. Les citoyens européens attendent surtout un modèle démocratique qui nous soit propre. Ils adhéreraient plus volontiers à un projet européen basé sur des valeurs, où leur place serait reconnue par des instances simplifiées sur lesquels ils exerceraient un contrôle, aussi bien sur le fonctionnement que sur l'action des élus voire des lobbies.

En dépit de toutes les critiques, ces témoignages révèlent que l'Europe existe concrètement et surtout à travers ses manifestations économiques positives ou négatives. Mais elle n'a pas de réalité politique. Ainsi Malachy en Irlande estime que *« ceux qui nous gouvernent et prennent les décisions au nom des Européens ne sont pas élus par eux.»* Il en ressort selon Marina, rencontrée en République Tchèque, une division de l'opinion publique : « *50% de l'opinion publique voient l'Europe et sa construction d'un bon œil, 50% la voient comme un ensemble qui se complexifie au-delà du raisonnable. »* Quant à l'avocat de Prague, rappelons qu'il estime que : « *L'Europe est un beau projet, respectable, mais mené à l'envers. Les forces économiques ont joué un rôle trop fort […] le projet politique n'a jamais été clarifié […].»*

Le vide politique européen, la complexité des règles régissant les rapports entre les diverses instances européennes et nationales permettent aussi aux classes politiques nationales de se servir de l'Europe et de ses instances comme d'un bouc émissaire pour expliquer des échecs économiques. Comme la perception politique de l'Europe n'est pas claire, les aspects économiques prennent une grande importance dans le jugement des Européens sur l'Europe avec parfois un risque de surpondération des aspects critiques. Certains aspects économiques décriés semblent évidents, d'autres mériteront une confrontation des points de vue et des propositions plus approfondies par la suite.

3 - La recherche d'une « alternative »

De fait, une partie de mes interlocuteurs estiment que les gens, parfois eux-mêmes, sont à la recherche d'une « 3ème voie », d'une « alternative ». Celle-ci se concrétise soit par un vote extrême soit par l'expérimentation de nouveaux partis ou mouvements citoyens de tendances politiques très variées. La voie des extrêmes est, de toute évidence, très préoccupante et dangereuse. Certains nouveaux mouvements et partis politiques ne sont pas non plus sans risque, nous verrons que certains formulent des propositions radicales qui peuvent présenter un risque pour l'avenir de l'Europe et de nos démocraties européennes.

Un entrepreneur rencontré à Athènes explique ainsi la montée du vote extrême en Grèce : « *Actuellement un triangle contrôle tout : médias, justice, politique… Tout est imbriqué et s'interpénètre de sorte que cela pousse les gens à chercher une troisième voie, ce qui explique la poussée de partis extrêmes.* » Ahmed, Français installé à Londres, dit envisager de voter FN : « *Je suis un homme de gauche, toute ma famille a toujours voté à gauche. Je reste un homme de gauche, mais il faut être lucide. Le monde a changé. Le politique a perdu tout pouvoir. La seule chose dont il est capable, c'est d'entraver les choses. D'ailleurs, si cela continue ainsi en France, je suis prêt à voter pour le Front National. Vous comprendrez bien que vu mes origines, je ne sois ni raciste ni xénophobe. Mais cette classe politique, verbeuse, pusillanime, totalement déconnectée de la réalité est insupportable. Le Front National peut permettre une prise de conscience*. » A Prague, Vaclav et Karen incriminent également les partis traditionnels dans la montée des extrêmes en Europe : « *Dans beaucoup de pays les extrêmes montent, la France, l'Autriche, l'Angleterre et la Hollande. Nous ne comprenons pas que les partis traditionnels dévissent à ce point et ne sachent pas prendre la mesure des choses*. »

Par ailleurs, j'ai partout observé et discuté avec des membres et des représentants de nouveaux partis, de mouvements citoyens dont nombre d'entre eux sont nés avec la crise. Le Mouvement des Indignés en Espagne et en Grèce, le Mouvement Cinq Etoiles en Italie, mais aussi le mouvement croate « *Akcija Mladih Youth Party* » et le Parti pirate version allemande. Ces deux derniers sont nés avant la crise, mais certaines de leurs caractéristiques se rapprochent beaucoup des autres mouvements.

On retrouve partout des aspirations et des modes de fonctionnement, qui devraient nous alerter, nous élus et membres de partis politiques, sur la démocratie interne à nos partis respectifs. Place et rôle des citoyens, dépassement des clivages politiques et partisans, mode de désignation des candidats, financement de parti ou mouvement, autant de questions et de positionnements tantôt similaires tantôt avec certaines variantes, mais qui ont tous la même préoccupation remettre le citoyen au cœur de l'action et des pouvoirs décisionnels.

Laura et Arturo qui s'expriment sur le Mouvement des Indignés, à Madrid, résument bien cette nouvelle aspiration citoyenne : « *Le mouvement des Indignados a eu un très gros retentissement au cœur de la société espagnole. Je pense qu'une nouvelle société doit naître, d'inspiration beaucoup plus citoyenne. Elle doit se reconstruire autour du peuple. Je pense que l'ère des partis politiques, totalement usés, coupés de toute force militante, et très éloignés du peuple, est finie.* »

Un responsable et élu du Parti Pirate allemand, Fabio R., évoque cette volonté de retour vers le citoyen : « *Le Parlement est trop éloigné des citoyens, qui ne comprennent d'ailleurs pas son action. Nous avons voulu, et nous sommes les premiers, retourner vers le citoyen, lui rendre compte de notre action, être à son écoute, pas seulement au moment des élections mais au quotidien. Pour cela, nous avons créé un réseau de structures de proximité au cœur des quartiers*. » Puis il évoque le concept de « démocratie liquide », démocratie des temps modernes via internet : « *On peut proposer des sujets et les gens connectés peuvent voter et donner leurs avis. Sur chaque sujet, il y a des propositions et contres propositions qui s'élaborent en continu […]. La discussion est ouverte pendant un certain nombre de jours. Il y a plusieurs phases et surtout il existe la délégation de vote. Liquidfeedback essaye de donner la parole aux citoyens directement. C'est une autre manière de faire remonter les initiatives. Déléguer ton vote à quelqu'un, c'est la clé du système et de l'intelligence collective associée. »*

Cette volonté de redonner aux citoyens la parole et des modes d'actions se retrouve dans beaucoup de mouvements. Ils proposent une structure horizontale, avec moins de hiérarchie entre les personnes. Katerina, candidate athénienne aux élections européennes pour l'EPAM (Front du Peuple Uni), un mouvement politique issu du Mouvement des Indignés Grecs créé en 2011, nous dit : *« Nous avons pris le statut d'un parti politique, mais c'est davantage un mouvement horizontal, partant du bas, des citoyens. Il n'y a pas de grand chef de parti. Un secrétaire général est élu, mais la discussion et la prise de décision sont très ouvertes. »* Même volonté dans le témoignage d'Andrea, membre du Mouvement Cinq Etoiles en Italie : *« En Italie, les gens attendent toujours qu'un leader vienne d'en haut afin de débloquer la situation mais Beppe Grillo n'est pas celui-là : il n'est pas candidat. Il met son image et sa notoriété à disposition de jeunes et honnêtes candidats. Il souhaite que les citoyens comprennent qu'ils doivent être pleinement acteurs de la société. »*

Autre caractéristique évidente, ces mouvements souhaitent rassembler, dépasser les clivages politiques et partisans. Les militants et responsables locaux du mouvement croate « *Akcija Mladih Youth Party* », né en 2005, ne se considèrent ni de droite ni de gauche. D'ailleurs, l'un nous affirme adorer Tito tandis que son voisin immédiat semble plutôt d'extrême droite. Leur objectif, c'est l'intérêt général. Chacun a ses opinions, mais le but c'est d'avancer ensemble. Ils se considèrent comme un parti démocratique et citoyen, différent du modèle classique.

Ils disent aussi se démarquer de la droite ou de la gauche en proposant des activités associatives au sein de leurs structures. Ils dispensent des heures de cours, de l'aide scolaire, des cours de musique, de peinture, d'expression orale. La structure de Rijeka aiderait ainsi près de 800 jeunes.

Andrea, membre du Mouvement Cinq Etoiles, nous explique : *« Tout citoyen peut présenter sa candidature lors de primaires sur internet s'il respecte trois conditions nécessaires : il doit accepter le principe de ne pas faire plus de deux mandats, ne pas détenir une carte d'un autre parti et ne pas avoir de casier judiciaire. »* Ces attentes de transparence, de moralité, je les avais entendues lors de mon tour de France. S'y ajoutent des propositions de nouveaux modes de désignation des candidats, ou encore de financement de leurs mouvements ou partis politiques. Plutôt que de se voir imposer des candidats d'en haut, le Mouvement Cinq Etoiles opte pour « *la désignation par un vote sur internet. »* Cela contribue certainement à ce que, selon Andrea, « *en Italie, c'est le mouvement qui compte le plus de femmes et qui a la moyenne d'âge la plus jeune (entre 30 et 40 ans) ».* En Grèce, une candidate aux élections locales souligne que *« l'électeur peut panacher dans la limite du nombre de sièges à pourvoir* ». Selon elle, ce mode de scrutin est beaucoup plus démocratique car offrant un plus large choix.

De fait, la grande majorité des pays européens ont comme mode de scrutin, soit le vote « préférentiel » (où les électeurs peuvent choisir dans une liste les candidats qui leur conviennent) soit le vote unique transférable (*système de Hare* en Irlande). Dans les deux cas, les citoyens peuvent modifier l'ordre proposé par les partis et voter pour les candidats qu'ils préfèrent au sein des listes. Seuls quelques pays, dont la France, ne le permettent pas…

Ces mouvements espèrent échapper, pour leur financement, aux scandales et affaires de corruption qui ont frappé nombre de grands partis. Pour le Mouvement Cinq Etoiles, Andrea précise que : « *le mouvement est financé par ses membres et ne veut pas recevoir de dotation publique. Les députés et élus locaux reversent une partie de leurs indemnités afin de constituer un fonds, les campagnes électorales sont financées par des dons* ». A Rijeka, les membres du nouveau mouvement politique croate que j'ai évoqué indiquent qu'ils ont peu de moyens, étant donné qu'ils refusent l'argent public et s'autofinancent. « *Le siège du parti reçoit 30 % des cotisations des adhérents pour les frais de fonctionnement, tandis que les bureaux locaux qui agissent sur le terrain, au plus près des citoyens, reçoivent 70 % des fonds récoltés*. »

Les liens entre politiques et médias sont un autre sujet de critique et de recherche d'alternatives ; surtout dans les pays frappés par de grands scandales politiques ces dernières années : Italie, Espagne, Grèce. En Italie, les « Cinq Etoiles » du Mouvement du même nom correspondent à cinq grands objectifs auxquels contribuent à la fois les secteurs public et privé, donc au cœur des risques de mainmise d'intérêts privés : l'accès aux transports durables, l'accès à l'eau publique, le développement, l'environnement et la connectivité. Lorsque je demande à Andrea de développer ce dernier point, il commence par préciser que seuls 50 % des Italiens ont accès à internet, des niveaux de connexion les plus bas du monde, de sorte que « *la population italienne ne dispose pas d'informations très diversifiées, avec des médias détenus soit par la famille de Berlusconi soit par le gouvernement italien qui n'a aucun intérêt à ce que la population se réveille*. » Le Mouvement Cinq Etoiles, très présent sur la toile, entend « *libérer l'information pour que le citoyen italien puisse se faire sa propre opinion, en ayant des points de vue différents*. »

En Espagne, Pepa et Jorge commentent la création d'une *« télévision citoyenne* » comme une réponse aux scandales politico-médiatiques : « *Il faut comprendre que la télévision était*

ouverte, mais quand le pouvoir est passé aux mains du PP, on a assisté, impuissants, à une véritable compromission de la pluralité politique à la télévision […]. On a vécu ici l'instrumentalisation de la télé […] un grave problème de corruption politique et de contrôle des médias qui paralyse le pays. ». Leur télévision citoyenne, Tmex, a été créée par des anciens travailleurs qui avaient été pour la plupart licenciés : *« Ils fonctionnent en assemblée comme le mouvement du 1er mai et ils prennent la décision de ce qu'ils vont traiter comme sujet. C'est pour eux la traduction de la reprise du pouvoir, de la parole qu'il faut initier dans tout le pays. […] Certains reportages ont été primés, dont l'un concernant un hôpital qui devait être privatisé. A la suite d'une grève de la faim entamée par un infirmier et avec le reportage de Tmex, la suspension de la privatisation a été décidée. »*

Cette initiative montre que les personnes rencontrées ne s'arrêtent pas au seul stade de la critique, elles sont aussi forces de propositions. Certaines le font à une échelle individuelle, d'autres dans un cadre collectif, associations, mouvements citoyens, nouveaux partis politiques. Ces initiatives citoyennes redonnent un sens à la notion de démocratie, telle que nous en avons hérité de la Grèce antique.

Certains mouvements et nouveaux partis politiques, pas seulement à l'extrême droite, remettent en cause l'Union européenne. L'EPAM grec souhaite la sortie de l'Union et de l'euro. Le Mouvement Cinq Etoiles, pourtant européiste, a été vivement critiqué comme « populiste » en Italie et ailleurs.

Tous sont confrontés à un défi plus profond que celui de réinventer les institutions européennes : celui de recréer des liens de confiance entre les peuples et leurs représentants. Les pays d'Europe renoueront avec une croissance durable, se retrouveront solidaires contre les inégalités, quand cette confiance reviendra, confiance en l'avenir, confiance les uns envers les autres.

III - Inégalités et malaise social

« *Si un État veut éviter (...) la désintégration civile (...), il ne faut pas permettre à la pauvreté et à la richesse extrêmes de se développer dans aucune partie du corps civil, parce que cela conduit au désastre. C'est pourquoi le législateur doit établir maintenant quelles sont les limites acceptables à la richesse et à la pauvreté. »,* écrivait Platon (*Les Lois*, L.744d).

La financiarisation actuelle accumule les richesses entre les mains de quelques-uns et appauvrit des pays entiers. Beaucoup d'Européens évoquent le contraste entre une Allemagne à l'économie solide et une Grèce agonisante. Certains ont le sentiment de « supporter » à eux-seuls les difficultés des autres, que d'autres se sentent asphyxiés et dominés par les États plus puissants, l'Allemagne en premier lieu. Tous s'en plaignent.

Alexandre Thein, députée allemande du FDP, évoque une lassitude des Allemands : « *Les Allemands étaient très pro-européens au début de la précédente législature, en 2009. Aujourd'hui, il est beaucoup plus difficile de faire campagne : les gens en ont franchement marre de payer. Payer pour les autres*. » Vita, du Danemark, trouve que « *L'Europe a un problème : nous ne souhaitons pas nous appauvrir pour que les autres s'endettent et vivent au crochet de nos emplois. L'Europe doit tirer vers le haut, pas entrainer dans sa chute tous ses membres*. » Olivier Jacquot, directeur de l'Institut Français de Prague, estime que les aides sont inégalement réparties : « *L'opinion publique tchèque a beaucoup de mal à accepter que l'Europe donne des fonds pour soutenir les pays du sud comme la Grèce, car lorsque la République Tchèque est arrivée dans l'Union, avec neuf autres pays, Bruxelles avait alors déclaré que les caisses étaient vides et que les fonds structurels débloqués seraient moindres. Or, selon eux, la Grèce reçoit beaucoup d'argent depuis 1981, d'où une grande incompréhension*. »

Un entrepreneur à Athènes répond pour les Grecs : « *On nous dit que les autres pays payent pour nous. Or, ce n'est pas vrai. Il y a une vraie hypocrisie car à travers les plans d'aides et d'austérité, ce sont les Grecs qui paient les pots cassés du système. C'est le système qui utilise ces arguments et manipulent les peuples et les opinions publiques. L'argent européen va vers les banques mais pas sur le marché. On ne sait pas où l'argent part mais ce qui est sûr, c'est qu'il ne va pas dans les poches des citoyens ou des entrepreneurs […]. Les*

Grecs travaillent comme des esclaves modernes pour payer les dettes des gouvernements précédents. »

Nassi, d'Athènes également, trouve qu' « *Aujourd'hui, il ne fait pas bon être Athénien. L'Europe assassine les Athéniens. Personnellement, je me sens trahie par l'Europe. Finalement, l'Europe est non-sociale, je ne vois que l'Europe du capital sauvage. Les économistes le disent, on le sait, c'est dit mais personne n'agit. Je ne comprends pas. Une petite partie devient de plus en plus riche, et une grande majorité devient pauvre. On va dans le mur, il faut changer. Si on garde le système actuel, on va à la guerre, c'est certain*. »

1 - Financiarisation à outrance et domination de l'Allemagne

J'ai retrouvé partout le sentiment que la finance était devenue maîtresse de tout, qu'elle tenait grâce à la complicité de la technocratie, au point que les deux notions se confondent dans les esprits. Ivo Vaigl, ancien ministre des Affaires étrangères de Slovénie dénonce cette situation : « *Les banques ne supportent plus les buts de la machine économique mais servent leurs intérêts propres, en roue libre*. » D'autres responsables politiques européens n'osent peut-être pas le dire ouvertement de peur d'être qualifiés de « populistes » ou « de démagogues », mais les citoyens que j'ai rencontrés s'expriment plus vivement encore. « *Europe du capital sauvage* », critique du système bancaire et monétaire européen, cet argent qui n'est pas suffisamment reversé les activités qui en auraient tant besoin.

Beaucoup de multinationales viennent s'implanter dans des pays européens en transition, ce qui contribue à un sentiment d'écrasement. Ils ont le sentiment « *de se faire manger par les plus gros* ». Une pharmacienne, rencontrée à Athènes, estime que l'Union européenne a favorisé une concurrence effroyable entre ses différents membres. Elle pense que cette situation favorise chaque jour un peu plus « *la domination des États les plus puissants sur les plus faibles* ». Un entrepreneur d'Athènes abonde dans le même sens : « *En effet, il faut comprendre que l'Europe n'est pas celle de la libre concurrence, l'Europe c'est la concentration du libre marché entre quelques groupes. Les gros bouffent les petits, il n'y a pas de protection ou de régulation. Les petits ne peuvent grossir et sont écrasés par les grosses boites. Or ce sont les petites entreprises qui sont parfois innovantes.* »

L'Union européenne donne l'impression de ne protéger que les puissants. Pour Sébastien, à Athènes, « *Il faut absolument que l'Europe protège davantage ses populations. Aujourd'hui, le désamour de l'Europe vient du fait qu'elle est perçue comme déstructurant l'ensemble des normes et règlements protégeant autrefois les salariés et les fonctionnaires. Les entrepreneurs, quant à eux, ne s'y retrouvent plus car la libre concurrence ne veut rien dire : personne ne les aide, et seules les plus grosses entreprises s'en sortent. Ce n'est pas ça l'Europe. Si cela continue, c'est certain, l'Union européenne ne survivra pas plus d'un mois*.»

Un entrepreneur à Athènes expose une affaire récente qui justifie le malaise que les Grecs ressentent : « *Un article du Financial Times explique comment Barroso et la Commission ont essayé d'influencer la situation politique en Grèce, et ont forcé les hommes politiques grecs à accepter leurs conditions politiques. Je m'explique : en 2010, il devait y avoir un référendum*

sur le plan d'austérité, et il y a eu un chantage pour ne pas le faire, il n'y avait pas besoin de consulter le peuple. Vous vous rendez compte ! Avant la crise, le pourcentage de personnes favorables à l'Union européenne était le plus grand en Europe. Aujourd'hui on a peur, et les Grecs refuseront tout de l'UE. Nous devons créer de la prospérité puis aller plus loin. »

De nombreuses personnes rencontrées dans différents pays d'Europe expriment le sentiment que l'Europe profite d'abord à l'Allemagne.

Katerina, athénienne, s'exclame : « *On voit les Allemands et les personnes de la Troïka qui imposent les décisions dans les ministères. Un mémorandum a été imposé à la Grèce par des commissaires et des envoyés qui s'assurent que les décisions prises à Bruxelles soient entérinées par nos ministères*. » Maria, rencontrée à Londres, souhaite un changement rapide des règles, car pour elle, « *L'Allemagne profite seule de la construction européenne et écrase les autres pays qui souffrent*.» Deux Grecs, dont un jeune appartenant à un mouvement politique prônant la sortie de l'euro, précise qu'« *ils souhaitent l'union des peuples mais refuse celle-ci, celle des banquiers et des puissants. Comme c'est seulement l'Allemagne qui domine avec son mode de pensée et ses intérêts, nous préférons en sortir* ». Même constat en Italie, où Andrea et Angelina, membres du Mouvement Cinq Etoiles ont « *le sentiment d'avoir toute la pression de l'Allemagne sur leurs épaules*.»

Un homme rencontré à Londres évoque une « *hégémonie* » quand Katerina, à Athènes, évoque le « *diktat à l'allemande qui doit cesser rapidement*.» Cette défiance vis-à-vis de l'Allemagne, pays fondateur de l'Europe et défenseur inlassable de la paix, doit nous interpeller. Sans doute traduit-elle l'absence totale de volonté de nos gouvernants nationaux face à l'Allemagne. L'affadissement total du débat européen.

L'ambassadeur de France à Ljubljana estime que « *Les Slovènes demandent une autre Europe. La France, dans sa position officielle, considère que tous les pays comptent même les petits. La population slovène voudrait que la future Commission soit l'occasion de construire une autre Europe*. »

Ces méthodes amènent beaucoup de Grecs, mais aussi d'autres ressortissants européens, à se poser la question de leur maintien dans la zone euro.

C'est au niveau des chefs d'État et de gouvernement que le changement pourra se faire. Tant que les uns décident et les autres subissent, la fraternité et la solidarité restent des mots creux. Le jour où ils se diront les choses en face, ils pourront retrouver le chemin de l'entraide, celle qui renforce chaque nation.

2 – La crise immobilière à travers l'Europe

Se loger est difficile, le coût du logement est trop élevé en France : le rapport que j'avais publié après La Marche pointait cette grande difficulté.

Les pays du Sud, Espagne, Italie, Grèce, ont également subi des crises immobilières profondes.

La crise dite « financière » de 2008 a commencé par l'éclatement d'une bulle spéculative sur l'immobilier. La financiarisation avait gonflé cette bulle, puis elle a démultiplié les effets de son éclatement.

En Espagne, la crise a été particulièrement profonde, à cause de l'hypertrophie du secteur du BTP, de l'excès de construction. La spéculation et la corruption, du fait d'une collusion entre les mondes politiques, le secteur du BTP et les banques ont permis le développement de cette bulle immobilière. En Espagne, il était possible de s'endetter jusqu'à cinquante ans pour financer une acquisition immobilière. Il y a à la fois des expulsions du logement et des logements vides, voire des villes désertes aux abords de Madrid.

En Italie, j'ai entendu des plaintes sur le prix du logement qui a explosé, tant en locatif qu'en accession. Pour un serveur, « *Il est impossible même pour des gens qui travaillent de payer leur loyer et encore moins d'acheter des biens immobiliers*. »

La Grèce reste le pays symbole de la crise en Europe et des ravages qu'elle a occasionnés au plan social. Les plans de redressement imposés aux Grecs se sont traduits par un recul du niveau de vie. Un musicien rencontré s'estime « *heureux d'avoir un endroit où dormir*. » Aujourd'hui de nombreux Grecs sont dans l'impossibilité de rembourser leurs prêts immobiliers et risquent de perdre leur logement.

Le coût du logement dans un pays peut être un motif d'émigration. René, directeur général d'hôtel en Roumanie, connaît « *beaucoup de Français qui sont arrivés en Roumanie. Je vais vous dire la triste raison : les impôts et surtout les loyers étaient trop élevés dans l'Hexagone*. »

Deux entrepreneurs de Berlin confirment : « *nous avons voulu une entreprise basée à Berlin car les loyers défiaient toute concurrence et nous permettaient d'avoir à la base un avantage comparatif. Entre un loyer d'une petite ville de province où nous aurions pu nous installer et le même loyer à Berlin, capitale, il n'y a pas photo !* » Le coût de l'immobilier en Allemagne, qui peut être jusqu'à deux fois moins élevé qu'en France, n'est-il pas un des facteurs de la compétitivité de ce pays ?

3 - Les effets contrastés des aides européennes

Les fonds et les aides européennes ont des effets contrastés. Reconnus et appréciés par certains, insuffisantes pour d'autres, elles même parfois désignées comme source d'un accroissement des inégalités.

Pour François Saint-Paul, ambassadeur de France à Bucarest, « *L'Europe aide la Roumanie à faire les réformes structurelles nécessaires et dans le cadre des fonds structurels 2014-2020, le crédit ouvert par l'Union européenne prévoit l'allocation de 22 milliards d'euros à l'aide au développement. C'est un formidable accélérateur de croissance à venir ! L'Europe, c'est une autre façon de regarder l'avenir, de détourner le regard du rétroviseur*. »

En Espagne, lors de la visite d'une entreprise de chaudière à bois, à Valle de Ultzama, des logos du FEDER sont présents un peu partout. Je leur demande la répartition du financement :

« *L'investissement a été de 600 000 € avec 50 à 60 % de subventions notamment européennes. Sans l'Union européenne, le projet n'aurait pas été possible*. »

En Grèce, Thanasis estime qu' « *On tente de nous culpabiliser. Les fonds européens ont été donnés afin de détruire progressivement et de manière insidieuse les structures traditionnelles […]. L'argent européen est fait pour acheter les gens et les consciences. A son insu, le peuple grec a été acheté et maintenant on lui demande de rembourser très cher.* »

Un groupe de personnes rencontrées à Rijeka, en Croatie, dénonce la concentration et l'appropriation de la majeure partie des moyens par la région-capitale de Zagreb. Les fonds du FEDER « *pilotés par le gouvernement » seraient « à 90 % concentrés sur la région de la capitale croate, les 10 % restant étant répartis de la sorte : 5 % pour la ville de Zagreb et seulement 5% aux autres régions de la Croatie.»* Selon eux : « *La majorité de la population ne voit donc pas les bénéfices de l'Europe »,* et ils décrient *« l'Europe de Zagreb* ».

Une étude montre qu'en effet, *« les régions les moins bien équipées au niveau institutionnel a priori sont doublement pénalisées par leur incapacité à utiliser efficacement les ressources à leur disposition ».* (SPIESER Catherine, « Les fonds structurels européens : quels outils pour faire face aux restructurations ? », *Revue internationale de droit économique*, 2008).

Comment les fonds européens peuvent-ils nourrir un développement plus solidaire, aller à ceux qui sont le plus dans le besoin ?

4 - L'Europe dans la mondialisation : retrouver la prospérité

1 - Une Europe créative et innovante

Pour beaucoup, les institutions européennes étaient adaptées à une économie ancienne, industrielle, productiviste. Alessandro, de Madrid, trouve que « *L'Europe de l'acier et du charbon avait une cohérence, ce que nous ne nous retrouvons pas aujourd'hui. Le monde a changé. C'est le monde de la communication. La culture de l'économie a changé elle aussi. L'Europe a vécu sur ses acquis. Les pays émergents sont quant à eux venus bousculer cet équilibre fragile. Ils ont une croissance importante qui leur permet de bousculer nos habitudes. Le monde a changé. Il existe deux blocs, les pays imitateurs et les pays novateurs. Or cette distance se minimise car la réponse doit être établie en temps réel.* »

Le Président de la Chambre de Commerce, à Madrid, estime que : « *notre challenge, c'est de relever le défi de la compétitivité. Par rapport à la technologie, à l'innovation, il faut ajuster le marché unique.* » Pour lui, « *il faut contraindre et réduire les avantages sociaux rapidement pour gagner en compétitivité*. »

J'ai partout relevé de grandes inquiétudes sur l'avenir de l'agriculture et de l'industrie européennes.

Nos institutions semblent sans force motrice pour entraîner la créativité et l'innovation, créer des richesses et de l'emploi.

Les responsables politiques européens donnent le sentiment de concentrer tous leurs efforts sur la réduction de la dette des États, par l'augmentation des impôts, la baisse des dépenses publiques ou les deux à la fois, toujours pour réduire les déficits à moins de 3 % du PIB.

Nous devons à la fois retrouver les marges de manœuvre budgétaires, et les conditions d'une reprise de la croissance économique et de l'emploi.

2 – La loi de la jungle économique

De nombreuses personnes se disent victimes d'une « concurrence déloyale » à l'échelle intra ou extra-européenne. Beaucoup souhaitent une harmonisation fiscale, parfois même salariale, mais sans préciser le pays ou le modèle sur lequel elles souhaiteraient s'aligner.

Un homme, rencontré à Athènes, m'interpelle : « *comment faire pour lutter contre les délocalisations et les fermetures d'usines alors que construire une Mercedes en Allemagne coûterait moins cher au niveau salarial que de construire une Fiat en Italie ! »* L'ambassadeur de France à Copenhague évoque l'exemple danois : « *Le taux de chômage est à 5,1%. Le secret est simple : la flexi-sécurité. Embaucher-débaucher : rien de plus simple. Ce n'est pas la jungle, c'est une société qui s'autorégule avec un minimum d'intervention étatique, et beaucoup de respect. On responsabilise autant les salariés que les dirigeants d'entreprises. Le Danemark a un taux d'imposition record … et un taux de consentement à l'impôt record ! Les services publics sont performants et attentionnés, les gens ont le sentiment que l'administration est à leur service, et pas le contraire. Ici les gens paient beaucoup mais ont le sentiment d'en avoir autant en retour.* »

La concurrence extra-européenne inquiète plus encore ; la Chine cristallise les critiques comme exemple-type d'une « concurrence déloyale », qui selon certains, se déploie sous le regard passif des dirigeants européens. Un entrepreneur d'Athènes en témoigne : « *Mon business ne va pas très bien. C'est stable mais en moyenne basse si vous voulez. J'ai 40 ans, j'ai monté mon entreprise depuis 15 ans mais comme Merkel veut l'austérité, le marché est cassé : j'ai une baisse d'activité de 80 %. Rendez-vous compte, mon beau-frère doit payer une taxe de 2,5 % pour exporter son café en Allemagne alors qu'avec certains accords bilatéraux, les produits chinois arrivent totalement détaxés ! C'est une honte quand même !* »

Les Chinois investissent dans de nombreux secteurs économiques européens, ce qui inquiète fortement Cassy, rencontrée lors d'une visite d'Athènes : « *Nous arrivons sur l'un des plus importants ports du monde en terme de voyageurs. Il a été racheté par les Chinois. Vous comprenez, ce port est important pour nous, il y a plus de 18 millions de personnes par an qui transitent ici, mais le gouvernement, poussé par le FMI et l'Europe vend tout. Tout ce que nous avons et dont nous sommes fiers part aux enchères. Même bientôt nos îles*. »

3 - Sortir ou rester dans la zone euro

La question du maintien ou de la sortie de la zone euro, interpelle nombre de nos concitoyens européens. Certains partis et mouvements politiques en font leur cheval de bataille. Mais les citoyens sont conscients que sortir de l'euro fort les laissera avec des monnaies faibles, ce qui les inquiète aussi.

Dans une même réunion publique, organisée à Athènes, j'ai eu l'honneur d'écouter les partisans des deux voies. Thanasis, membre de l'EPAM, dit au nom de ce nouveau mouvement politique « *Nous prônons la sortie de la Grèce de l'Union européenne et de la zone euro.* » Jean-Baptiste alerte : « *Économiquement, si la Grèce sort de l'euro, il faut avoir à l'esprit que les prix vont augmenter, et surtout que notre future monnaie va être très instable. Un seul exemple dans mon domaine : il n'existe pas ou tellement peu de production de médicament en Grèce que les prix vont être impossibles. Si nous sortons, nous ne pourrons pas tenir. L'Europe nous maintient à la fois la tête hors de l'eau, mais nous pratique des saignées à l'ancienne […] Nous avons simplement des personnes qui n'ont pas choisi le bon remède. Ou peut-être n'y ont-ils personnellement aucun intérêt, mais je ne peux pas me permettre de juger*. »

Francesca, une italienne rencontrée à l'aéroport d'Athènes, pense que la sortie de la zone euro aiderait peut-être son pays à terme : « *Bien évidemment, au début, cela sera très dur, mais qui sait si dans quelques années cette sortie ne pourrait se révéler un atout pour l'Italie.* »

Mais la plupart des Européens que j'ai rencontrés saluent l'instauration de l'euro, à l'image de Fiona, qui regrette de n'avoir pu utiliser l'euro dans la capitale tchèque : « *Dans mon guide touristique daté de 2007, ils indiquent que la République Tchèque devrait avoir rejoint la zone euro d'ici 2010. Dommage que cela ne soit pas le cas, cela m'aurait simplifié la vie*. »

Tous espèreraient une Europe qui stimule l'économie de tous les pays, les plus avancés comme les plus en difficulté, mais sans être bien certains des moyens d'y parvenir.

*

Conclusion :
Demain en Europe

Après avoir marché 5000 kilomètres en France, je suis parti en mai 2014 à la rencontre des citoyens européens, chez 12 de nos voisins, en Grande-Bretagne, Irlande, Italie, Slovénie, Croatie, République tchèque, Espagne, Allemagne, Roumanie, Grèce, Danemark, Suède.

J'ai échangé, au hasard des rencontres, avec une grande diversité d'interlocuteurs : des politiques, des ambassadeurs français, des jeunes, des vieux, des entrepreneurs, des étudiants, etc.

L'euroscepticisme, que j'avais tellement entendu lors de mon tour de France, est tout aussi prégnant dans ces pays visités, avec certes une intensité différente et des variantes.

Partout, j'ai retrouvé cette même crise morale, l'impression que les citoyens ne participent plus à un projet commun, au profit de tous, pour le bien de tous.

Partout, j'ai rencontré cette coupure entre le peuple et ses élus. Il est trop facile d'ignorer ce malaise en mettant l'étiquette « populiste » sur toute critique de l'ordre établi.

Partout, j'ai senti la même peur pour l'avenir de nos enfants.

Partout, j'ai vu une société divisée entre ceux qui se projettent dans l'avenir et ceux qui comptent pour arriver à la fin du mois.

Après ce tour de l'Europe, je me sens étrangement serein : se mélangeaient en moi la peur de dire ce que personne ne dit, mais également une ferme conviction que cela était nécessaire. Une nouvelle page est à écrire. C'est une certitude. Un marcheur doit entraîner les autres, à l'image des personnes qui se sont levées dans l'indifférence la plus totale, dès l'Antiquité, pour interpeller leurs compatriotes. Chacun peut se lever, lancer l'alerte. J'ai entamé une marche. D'autres se lèvent également. Ils sont et seront de plus en plus nombreux. Le parcours sera long et semé d'embuches. Mais personnellement, je ne m'arrêterai pas. Pour nos enfants, pour leur avenir.

Les membres des « élites » qui pensent l'Europe voient bien les failles dans sa gouvernance ; ils se rendent compte du poids excessif du libéralisme anglo-saxon. Mais s'ils ne se remettent pas eux-mêmes en cause, rien ne changera.

Les technocrates de la Commission et les gouvernements nationaux se désolent de la défection du peuple britannique. Il apportait à l'Union européenne sa tradition démocratique, et son ouverture au monde, au point que l'on avait confié à une Anglaise, Catherine Ashton, la diplomatie de l'Union.

Mais l'Europe ne peut être unie et solidaire, que si ses peuples le veulent. Et je n'ai ressenti chez personne ou presque, au cours de ce voyage, une dynamique européenne, une adhésion à l'Union européenne.

Quand le Parlement français a adopté le texte de la Constitution que le peuple avait rejeté, majorité et opposition réunies, il a bafoué le choix de ses propres électeurs. Au grand soulagement des autres gouvernements d'Europe et des grands de l'économie européenne. Démocratie ou oligarchie ? Le peuple a compris qu'il était de trop. La blessure est restée profonde.

Dans tous les pays d'Europe, d'innombrables mouvements de citoyens, comités, assemblées, ouvrent de nouvelles voies et raniment l'espoir.

Nous besoin de coopérer entre Européens. Jeunes ou travailleurs, nous avons besoin d'une Europe ouverte, vivante, innovante. Nous devrons la reconstruire patiemment, petit à petit. Il nous faudra bien dix ou quinze ans. Les élus d'aujourd'hui auront laissé leur place. Mais comptons sur la nouvelle génération ! Elle imaginera l'Europe de demain, si nous la lui transmettons en paix. Les jeunes vont et viennent à travers l'Europe plus facilement que je ne me déplaçais moi-même à leur âge à travers la France. Jusqu'ici ils n'ont pas voulu se préoccuper de cette affaire, ils l'ont laissée aux plus vieux ou aux plus arrivistes. Mais tôt ou tard, ils prendront leurs responsabilités.

D'ici là, nous devons préserver et construire la paix.

Dresser des constats est facile pour qui prend la route à la rencontre de nos concitoyens. À leur écoute, j'ai voulu aller au-delà.

Avec des Français rencontrés au long de mon tour de France, nous avons constitué une association, la Marche citoyenne, pour réfléchir aux réponses à apporter à notre pays.

L'un des groupes de travail au sein de la Marche s'est consacré aux questions européennes.

Comment favoriser la rencontre et la coopération entre Européens ? Le groupe suggère un service civique de quelques semaines généralisé à toute l'Europe, sous différentes formes d'échanges internationaux. Pourquoi pas aussi un échange de salariés entre des entreprises européennes, un échange de fonctionnaires dans la fonction publique. Ce serait un très bon moyen d'échanger sur les méthodes de travail, de repérer les meilleurs résultats.

Comment former, informer, consulter, mobiliser les citoyens européens, dans les régions ? Le groupe a imaginé que, dans chacune de nos provinces, un « centre culturel européen » se fasse point de rencontre des cultures des régions jumelées. Les échanges culturels entre régions des différents pays pourraient être multipliés ; comme les jumelages de villes ont si bien réussi depuis cinquante ans. Que nos régions s'y lancent avec leurs traditions, leurs langues, les saveurs de leur terroir, leurs fêtes.

Le service civique à l'étranger est une autre possibilité, pour que notre jeunesse apprenne des façons de vivre et de travailler de nos voisins. Ce serait une des façons de faire son service national, que je rétablirai en France, en l'étendant à tous les jeunes, garçons et filles. Car tous ont besoin de vivre, à l'entrée dans la vie active, l'expérience de missions réussies, dans l'intérêt commun, conduites collectivement.

Comment respecter la volonté des citoyens lors des élections au lieu de laisser les partis contraindre leurs choix ? La plupart des pays d'Europe permettent aux électeurs de choisir individuellement leurs représentants au Parlement européen, mais la loi française impose des listes bloquées.

Comment faire fonctionner les institutions et l'administration, françaises et européennes, à l'écoute des citoyens ? C'est ainsi que l'harmonisation pourra se conjuguer avec l'adaptation aux situations diverses.

Et comment reprendre le contrôle sur les plus grands groupes bancaires et financiers ? Libérer l'économie, les entreprises, de leur emprise ? Impliquer les entreprises dans une gestion équitable du bien commun et des ressources humaines ? Le groupe de travail a proposé de développer l'activité de Bourse des matières premières en Europe, en euros, pour que nos agriculteurs ne dépendent plus des fluctuations du dollar. Il constate aussi que la Banque centrale européenne, à Francfort, manque d'indépendance et de force face aux grandes banques privées, et s'interroge sur la re-nationalisation de certaines des missions que nous lui avions confiées, en les transférant à la Banque de France.

Comment l'Europe doit-elle accueillir les migrants qui affluent à ses frontières ? Le groupe imagine de proposer aux migrants une formation et un service civique dans leur pays d'accueil, en attendant qu'ils trouvent travail et logement. Nous nous souvenons des millions d'Européens qui ont quitté le continent au dix-neuvième siècle. Ont-ils tous péri en mer ? Les a-t-on laissés dans des « jungles » ?…

Les commissaires, les dirigeants européens, devraient sortir de leur bulle bruxelloise, venir dans nos régions se rendre compte. Que deviennent les territoires soumis aux réglementations « Natura 2000 » ? Que deviennent nos entreprises confrontées à la concurrence des « travailleurs détachés » ? Qu'est-ce que la PAC a fait de nos campagnes ?

Je reste à votre écoute, vous qui montrez, en vous intéressant à nos travaux, votre engagement citoyen. Vos idées et vos témoignages, comme ceux des Français et Européens que j'ai rencontrés, ouvrent des chemins nouveaux, libres de toute doxa. Ainsi, pas à pas, le peuple souverain retrouvera l'audace et la passion. Et notre pays se reconstruira.

Et peu à peu les Français, comme les autres Européens, prendront conscience d'appartenir à des nations unies par un même destin et héritières des mêmes idéaux.

Mais il est minuit moins dix.

C’est la dernière sommation que nous ont adressée nos compatriotes, à nous autres élus et responsables politiques des pays européens. L’effondrement menace. Mais nous pouvons encore changer le cours de l’histoire.

Président de la République Française, je travaillerai avec les autres chefs d’État et de gouvernement, pour que nous reprenions la main, au nom de nos peuples, sur la technocratie et les lobbies.

Mais l’Europe, c’est plus que des traités. C’est un voisinage, c’est une famille. C’est un bien commun sur lequel nous pouvons nous accorder demain, comme nos devanciers l’ont fait il y a soixante ans.

Je n’organiserai pas de « Frexit ». La France est trop fracturée pour que nous nous lancions dans une bataille entre supplémentaire entre les 50% qui veulent sortir et les 50% qui veulent rester.

D’ailleurs nous affrontons au fond la même situation que les 12 autres pays que j’ai visités !

C’est pourquoi je travaillerai avec mes homologues, pour que chaque État, chaque Nation, retrouve ses marges de manœuvre et sa capacité politique.

Nous forcerons la Commission européenne à laisser chacun, chaque territoire, régler les problèmes dont il peut porter la responsabilité. Ce qu’on appelle la subsidiarité. C’était un des principes fondateurs de l’Europe et nous allons y revenir.

La « concurrence libre et non faussée », elle, n’est pas un but en soi ! Interdisons qu’elle serve de prétexte au dumping fiscal, à la précarité sociale, qu’elle vide nos territoires de leurs usines et de leurs emplois. Les institutions doivent être au service du bien-être de leurs citoyens. Il n’y a aucune fatalité à les laisser aux mains des multinationales et des puissances de la finance.

Ces 25 dernières années, la mondialisation a mis en relation immédiate les peuples de tous les pays. La génération d’aujourd’hui ne fait plus face à des murs dressés par d’autres. Elle voyage sans obstacle.

J’espère de cette nouvelle génération qu’elle refera l’Europe, pour peu que nous, responsables et citoyens d’aujourd’hui, lui laissions un continent en paix. Elle saura trouver les réponses qui ne sont pas mûres aujourd’hui.

Et alors, la communauté politique qui se sera recréée pourra servir de modèle à la « communauté internationale » qui a tant déçu face au terrorisme, à la montée des drogues, aux effondrements d’États qui jettent à la mer, et à travers les déserts, des foules de réfugiés.

Nous devons retrouver le chemin d’une entente amicale avec les peuples d’Afrique et du Proche et Moyen-Orient, alors que les traces des violences de l’histoire récente ont rendu notre relation si difficile encore. Un arc électrique s’est instauré entre les pays de l’autre rive de la Méditerranée, et les nôtres en Europe.

Je veux que la France, en retirant ses troupes de ces pays où elles n'ont rien à faire, prenne l'initiative historique d'ouvrir une relation nouvelle, source de confiance pour les décennies à venir. Élaborons ensemble un grand dessein qui marquera les retrouvailles de l'Europe et de l'Afrique, du Nord et du Sud, enfin apaisés.

Aujourd'hui nous n'avons ni une Europe solide, ni des États solides. Cette fragilité nous empêche aujourd'hui d'être la force de paix que nous devrions être, pour nos voisins directs et dans le monde entier.

Revenons à la vision du général de Gaulle, celle d'une « Europe des nations », une Europe d'États démocratiques et responsables.

Réfléchissons ensemble à la construire, sans tabous, pendant cette campagne présidentielle et dans les temps qui viennent. Que l'esprit républicain français redevienne, en toute modestie, un ferment d'émancipation et de paix pour l'Europe et le monde.

Documentation

Jean Lassalle,

Député de la 4e circonscription des Pyrénées-Atlantiq

126 rue de l'université 75 355 Paris 07 SP

Tel : 01 40 63 02 65

jlassalle@assemblee-nationale.fr

Londres, le 05 mai 2014

Madame, Monsieur,

Préoccupé par la situation de mon pays, j'ai effectué en 2013 un tour de France à pieds qui a duré plus de huit mois durant lesquels j'ai accompli plus de 5 000 km. J'ai eu la chance d'y recueillir de très nombreux témoignages de compatriotes de toutes couches sociales et de situations personnelles très différentes.

J'ai remis un rapport de ma mission à Monsieur le Président de la République et aux plus hautes autorités françaises. La relation de la France à l'Europe et l'avenir de cette dernière sont apparus comme une des préoccupations essentielles des Français, au même titre que la dette, le chômage, la mondialisation, et l'avenir de nos enfants.

J'ai décidé de prolonger cette démarche passionnante à travers l'Europe au cours de la présente campagne pour l'élection des députés européens qui aura lieu entre le 22 et le 25 mai prochain. J'ai démarré à Londres le 03 mai et je compte me rendre dans une quinzaine d'autres pays : Irlande, Italie, Croatie, Slovénie, République Tchèque, Allemagne, Pologne, Espagne, Portugal, Danemark, Roumanie, Grèce, Pays-Bas, Belgique.

Une campagne électorale est un moment privilégié pour écouter, recueillir et tenter de comprendre le sentiment profond qui habite les citoyens. Si mon action vous intéresse, je vous serais très reconnaissant de bien vouloir la traduire dans d'autres langues, et de la faire connaître dans votre entourage. Je me tiens à la disposition de ceux d'entre vous qui souhaiteraient me rencontrer ou me suggérer d'autres rencontres possibles. Il me serait très utile de recevoir votre opinion, votre point de vue, votre vision de notre Europe d'aujourd'hui et de son avenir.

Résultats des élections européennes

Allemagne

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Union chrétienne-démocrate et union chrétienne sociale (CDU/CSU)	PPE	35,3 %	34
Parti social-démocrate (SPD)	S&D	27,3%	27
Verts (DG)	Verts/ALE	10,7 %	11
Parti de gauche (DL)	GUE/NGL	7,4 %	7
Alternative pour l'Allemagne (AfD)	Autres	7 %	7
Parti libéral-démocrate (FDP)	ALDE	3,4 %	3
Freie Wähler	ALDE	1,5 %	1
Parti Pirate	Verts/ALE	1,4%	1
Tierschutzpartei	Autres	1,2%	1
Parti national-démocratique (NPD)	Autres	1%	1
Familie (Famille)	Autres	0,7%	1
ODP	Autres	0,6%	1
Die PARTEI	Autres	0,5%	1

Autriche

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Parti populaire (ÖVP)	PPE	27,3%	5
Parti social-démocrate (SPÖ)	S&D	24,2%	5
Parti libéral (FPÖ)	NI	20,5%	4
Verts	Verts/ALE	13,9%	3
Neos-La Nouvelle Autriche	ALDE	7,6%	1

Belgique

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Collège néerlandophone			
Nouvelle alliance (N-VA)	PVE	26.83%	4
Libéraux et démocrates (Open VLD)	ALDE	20.27%	3
Parti démocrate-chrétien (CD&V)	PPE	20.06%	2
Parti socialiste (SP.A)	PSE	13.15%	1
Groen	PVE	10.51%	1
Vlaams Belang (VB)	NI	6.78%	1
Collège francophone			
Parti socialiste (PS)	PSE	29.06%	3
Mouvement réformateur (MR)	ALDE	27.29%	3
Ecolo !	PVE	11.71%	1
Centre démocrate humaniste (CDH)	PPE	11.51%	1
Collège germanophone			
Parti chrétien social (CSP)	PPE	34.54%	1

Bulgarie

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie GERB	PPE	30.40%	6
BSP	PSE	18.93%	4
Mouvement pour les droits et les libertés (DPS)	ALDE	17.27%	4
Bulgarie sans censure		10.66%	2
Bloc réformateur	PPE	6.45%	1

Chypre

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Rassemblement démocratique (DISY)	PPE	37.70%	2
Parti progressiste des travailleurs (AKEL)	PGE	26.90%	2
Parti démocrate (DIKO)	PSE	10.80%	1
EDEK, Kinima Socialdimokraton	PSE	7.70%	1

Croatie

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
HDZ, HSS, HSP AS, BUZ, ZDS, HDS	PPE	41.42%	6
SDP, HNS, IDS, HSU	PSE	29.93%	4
ORAH		9.42%	1
HDSSB, ABH, A-HSS, Hrast, HSP, HZ, OZ, ZZH		7 %	0
Travaillistes-Parti du travail (HL-SR)	PGE	3.46%	0

Danemark

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Parti du peuple danois (DF)	ELD	26,60 %	4
Parti social-démocrate (SD)	S&D	19,10 %	3
Parti libéral (V)	ALDE	16,70 %	2
Parti populaire socialiste (SF)	Verts/ALE	10,90 %	1
Parti populaire conservateur	PPE	9,20 %	1
Mouvement populaire contre l'UE (Folk mod UE)	GUE/NGL	8,00 %	1
Parti social-libéral (RV)	ALDE	6,50 %	1

Espagne

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Parti populaire (PP)	PPE	26,06 %	16
Parti socialiste ouvrier (PSOE)	S&D	23,00 %	14
Izquierda Unida (IU)	GUE/NGL Verts/ALE	9,99 %	6
Podemos (Pour la démocratie sociale)	Autres	7,97 %	5
Union, progrès et démocratie (UPyD)	Autres	6,50 %	4
Coalition pour l'Europe	ALDE	5,44 %	3
La gauche pour le droit de décider		4,02 %	2
Parti des citoyens	Autres	3,16 %	2
Les peuples décident	Verts/ALE	2,07 %	1
Coalition verte	Verts ALE	1,91 %	1

Estonie

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Parti de la réforme (ER)	ALDE	18	2
Parti du centre (K)	ALDE	17	1
Parti social-démocrate (SDE)	PSE	16	1
Union pour la patrie-Res Publica (IRL)	PPE	14,5	1
INDREK TARAND	Autres	11	1

Finlande

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Rassemblement conservateur (KOK)	PPE	22,6 %	3
Parti du centre (KESK)	ADLE	19,7 %	3
Vrais Finlandais (PS)	EFD	12,9%	2
Parti social-démocrate (SPD)	S&D	12,3 %	2
Ligue Verte (VIHR)	G/EFA	9,3 %	1
Alliance de gauche	GUE/NGL	9,3 %	1
Parti populaire (Svenska folkpartiet)	ADLE	6,8%	1

France

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Front national (FN)	NI	26 %	24
Union pour un mouvement populaire (UMP)	PPE	20,66%	20
Parti socialiste (PS)	S&D	13,88%	13
Les Européens (MoDem-UDI)	ALDE	9,70 %	7
Europe écologie-Les Verts (EE-LV)	Verts/ALE	8,75 %	6
Front de gauche (FG)	GUE/NGL	6,23 %	4

Grèce

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Coalition de la gauche radicale (SYRIZA)	GUE/NGL	26,60 %	7
Nouvelle Démocratie (ND)	PPE	22,71 %	6
Aube dorée (CA)	Autres	9,38%	2
ELIA - Mouvement socialiste panhellénique (PASOK)	S&D	8,02%	2
To potami	Autres	6,61 %	2
Parti communiste (KKE)	GUE/NGL	6,07%	1
grecs indépendants	Autres	3,47%	1

Hongrie

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Alliance des jeunes démocrates-Union civique (FIDESZ-MPP)	PPE	51,48 %	12
Pour une meilleure Hongrie (Jobbik)	NI	14,67 %	3
Parti socialiste (MSZP)	S&D	10,90 %	2
Coalition Démocratique (DK)	S&D	9,75 %	2
Együtt PM	Verts/ALE	7,25 %	1
Faire de la politique autrement (LMP)	Verts/ALE	5,04 %	1

Irlande

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Indépendants	Autres	24 %	1
Fine Gael (FG)	PPE	22 %	4
Fianna Fail (FF)	ALDE	22 %	2
Sinn Fein (SF)	GUE/NGL	17 %	3
Verts (GP)	Verts/ALE	6 %	1

Italie

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Parti démocrate (PD)	S&D	40.86%	31
Mouvement cinq étoiles (M5s)	Autres	21.13%	17
Forza Italia (FI)	PPE	16.77%	13
Nouveau centre droit (NCD)	PPE	4.37%	3
L'Autre Europe (avec Tsipras)	GUE/NGL	4.03%	3
Parti populaire sud Tyrol	PPE	0.50%	1

Lettonie

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Unité (Vienotiba, V)	PPE	46.19%	4
TB/LNNK	ECR	14.25 %	1
Centre de l'Harmonie	PSE	13.04%	1
Union des Verts et des paysans (ZZS)	ALE	8.26%	1
Pour les droits de l'homme dans une Lettonie unie	ALE	6,38 %	1

Lituanie

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Union de la patrie-Conservateurs (TS-LK)	PPE	17,43%	2
Parti social-démocrate (LSP)	S&D	17,26%	2
LRLS	ADLE	16,55%	2
TT pour l'ordre et la justice	EFD	14,25%	2
DP parti du travail	ADLE	12,81%	1
LLRA	ECR	8,05%	1
LVZS	Autres	6,61%	1

Luxembourg

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Parti chrétien-social (PCS/CVS)	PPE	37,65 %	3
Les Verts/Dei Greng (LV-DG)	Verts/ALE	15,01 %	1
Parti démocratique (PD/DP)	ALDE	14,77 %	1
Parti ouvrier socialiste (POSL/LSAP)	S&D	11,75 %	1

Malte

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Parti travailliste (MLP)	S&D	53	4
Parti nationaliste (PN)	PPE	40	2

Pays-Bas

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Démocrates 66 (D 66)	ADLE	15,48%	4
Appel chrétien-démocrate (CDA)	PPE	15,18%	4
Parti de la liberté (PVV)	NI	13,32%	3
Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD)	ADLE	12,02%	3
Parti socialiste (SP)	GUE/NGL	9,60%	3
Parti du travail (PvdA)	S&D	9,40%	3
Union chrétienne (SGP)	CRE/ELD	7,67%	2
Verts	Verts/ALE	6,98%	1
Parti pour les animaux (PvdD)	Autres	4,21%	1
50Plus	ADLE	3,69%	1

Pologne

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Plateforme civique (PO)	PPE	32,13 %	19
Droit et justice (PiS)	CRE	31,78 %	19
Alliance de la gauche démocratique-Union du travail (SLD-UP)	S&D	9,44 %	5
Parti du congrès (KNP)	Autres	7,15 %	4
Parti populaire (PSL)	PPE	6,80	4

Portugal

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Parti socialiste (PS)	S&D	31,47 %	8
Alliance pour le Portugal	PPE	27,71 %	7
Coalition Parti communiste-Verts (CDU)	GUE/NGL	12,67 %	4
Parti de la Terre (MPT)	Autres	7,14 %	2
Bloc des gauches (BE)	GUE/NGL	4,56 %	1

République Tchèque

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Ano 2011		16.13%	4
Tradition, responsabilité, prospérité 09 (TOP 09)	PPE	15.95%	4
Parti social-démocrate (CSSD)	PSE	14.17%	4
Parti communiste de Bohème et Moravie (KSCM)	PGE	10.98%	3
Union chrétienne-démocrate-Parti du peuple (KDU-CSL)	PPE	9,95 %	3
Parti démocrate-civique (ODS)	ACRE	7.67%	2
Svobodni		5,24 %	1

Roumanie

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Parti social-démocrate (PSD)	PSE	37,60%	18
Parti national-libéral (PNL)	ALDE	15 %	5
Parti démocrate-libéral (PD-L)	PPE	12,23%	4
Parti mouvement populaire (PMP)	PPE	6.21%	2
Union démocratique des Hongrois de Roumanie (UDMR)	PPE	6.30 %	2
Indépendant		6,81 %	1

Royaume-Uni

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP)	ELD	26,77%	24
Parti travailliste	S&D	24,74%	20
Parti conservateur	CRE	23,31%	19
Verts	Verts/ALE	7,67%	3
Libéraux-Démocrates (Lib-Dem)	ADLE	6,69%	1
Parti écossais	Verts/ALE	2,40%	2
Parti national britannique (BNP)	Autres	1,11%	0
Plaid Cymru (Pays de Galles)	Verts/ALE	0,69%	1
Sinn Fein	GUE/NGL	0,66%	1
Parti unioniste démocratique (DUP)	NI	0,54%	1
Ulster	CRE	0,35%	1

Résultats du referendum de sortie de l'Union Européenne, 24/06/16

Angleterre du Nord Est	58 %
Angleterre du Nord Ouest	53.7 %
Yorkshire et Humber	57.7 %
Midlands de l'Est	58.5 %
Midlands de l'Ouest	59.2 %
Angleterre de l'Est	56.5 %
Angleterre du Sud Est	51.8 %
Angleterre du Sud Ouest	52.9 %
Pays de Galle	52 %
Grand Londres	59.9 % POUR LE MAINTIEN
Écosse	62 % POUR LE MAINTIEN

Slovaquie

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Direction-Démocratie sociale (SMER-SD)	PSE	24,09 %	4
Mouvement chrétien-démocrate (KDH)	PPE	13,21 %	2
Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique (SDKU-DS)	PPE	7,75 %	2
Parti des gens ordinaires et des personnalités indépendantes (OL'aNO)		7,46 %	1
Nova KDS OKS		6,83 %	1
Liberté et solidarité (SaS)	ALDE	6,66 %	1
SMK	PPE	6,53 %	1
Most-Hid	PPE	5,83 %	1

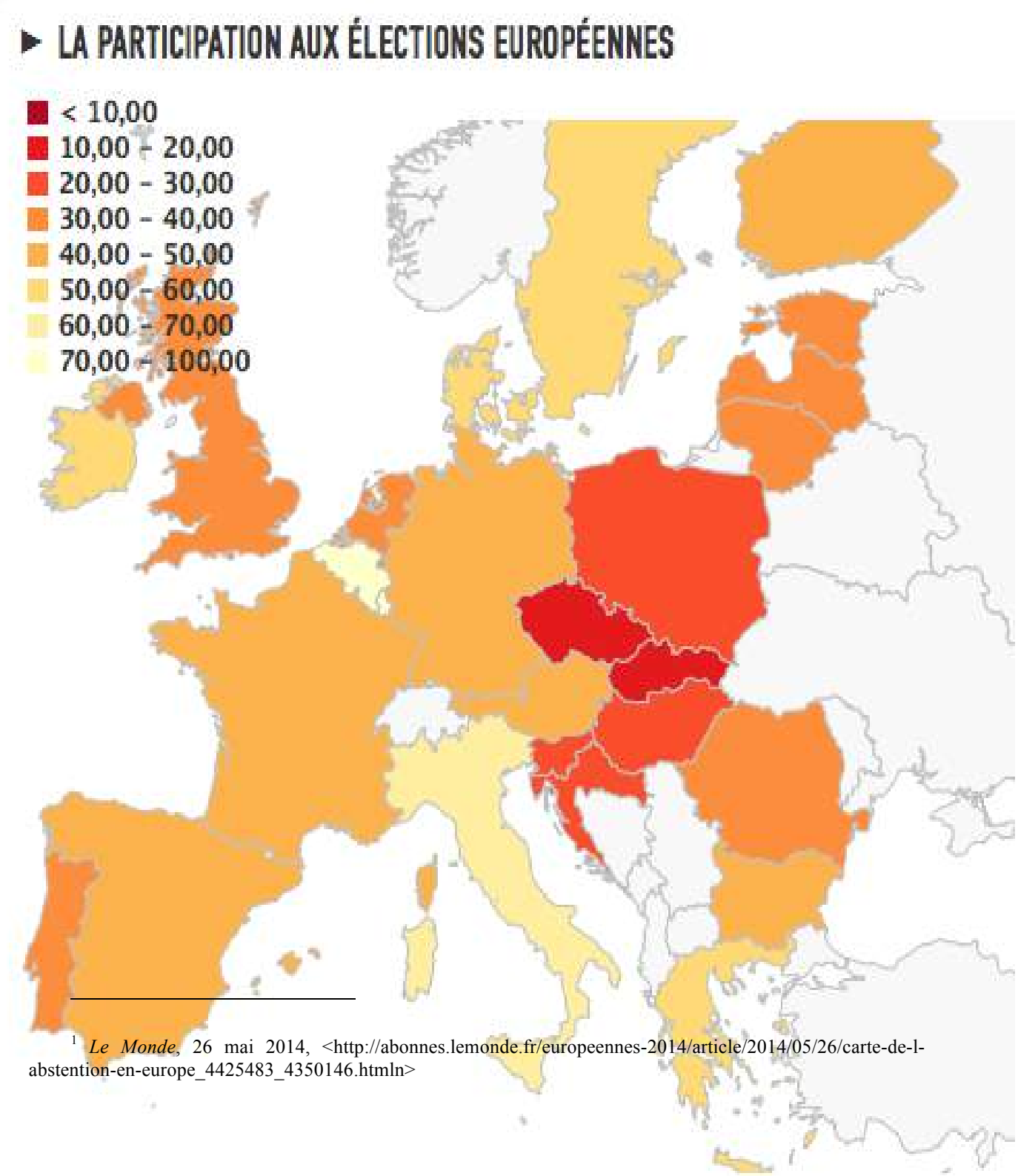
Slovénie

Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Parti démocrate (SDS)	PPE	24.60%	3
Nouvelle Slovénie-Parti populaire (NSi SLS)	PPE	15.20%	2
Liste Verjanem (Je crois)		10.60%	1
DESUS		9.10%	1
Parti démocrate slovène SDS	PSE	7.90%	1
Pozitivna Slovenija		6.20%	0

Suède

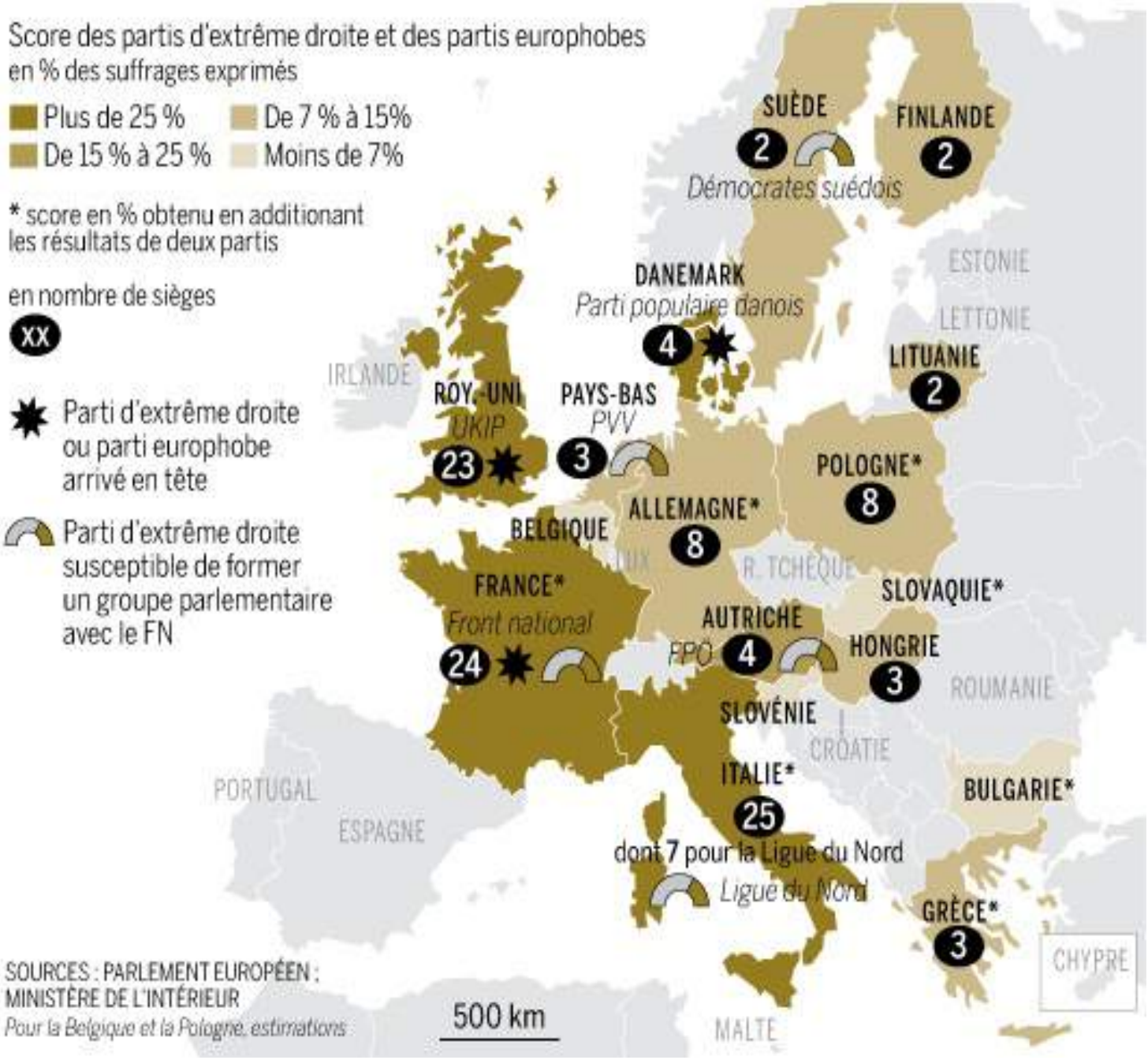
Partis politiques	Affiliation politique européenne	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de députés
Parti social-démocrate (SAP)	S&D	24.40%	6
Parti de l'environnement-Les Verts (MP)	Verts/ALE	15,30 %	3
Parti du rassemblement modéré (M)	PPE	13.60%	3
Parti du peuple-Les Libéraux (FpL)	ALDE	10.00%	2
Démocrates suédois (DS)	NI	9.70%	2
Parti du Centre (C)	ALDE	6,5%	1
Parti de la gauche (Vp)	GUE/NGL	6.30%	1
Parti chrétien-démocrate	PPE	6.00%	1
Initiative féministe	Autres	5.30%	1

Carte de la participation aux élections européennes de 2014[1]



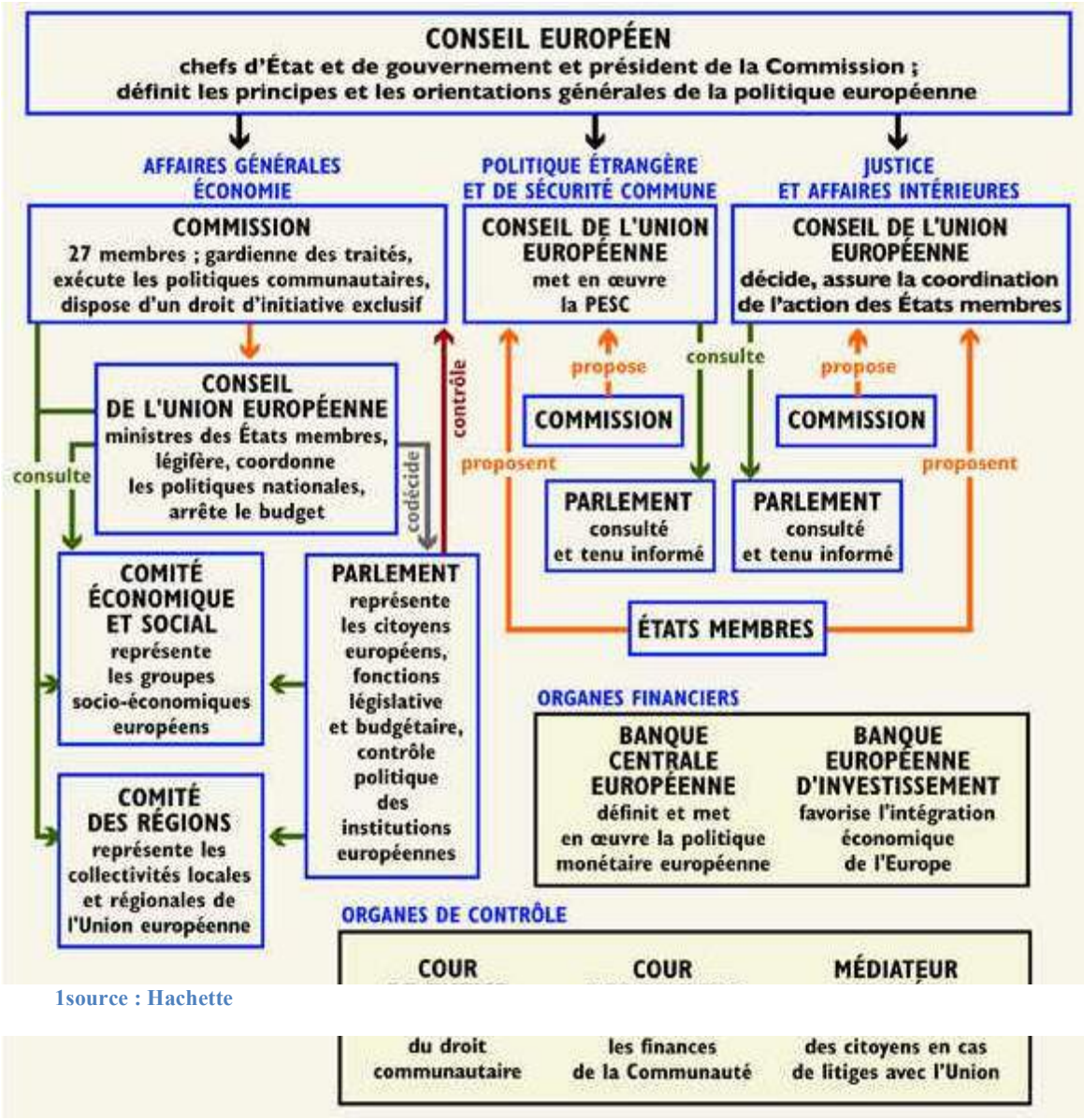
[1] *Le Monde*, 26 mai 2014, <http://abonnes.lemonde.fr/europeennes-2014/article/2014/05/26/carte-de-l-abstention-en-europe_4425483_4350146.htmln>

Carte du score des partis d'extrême-droite et des partis europhobes aux élections européennes de 2014[2]



[2] *Le Monde*, 26 mai 2014, <http://abonnes.lemonde.fr/europe/article/2014/05/26/vague-europhobe-sur-le-vieux-continent_4425957_3214.html>

Institutions Européennes



1source : Hachette